Montréal, P. Q.
M. le Percepteur du
Revenu Provincial,
445, St-Gabriel.

Gazette officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 23 MARS, 1935.

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 23RD MARCH, 1935.

AUX ANNONCEURS DANS LA "GAZETTE OFFICIELLE DE QUÉBEC".

CEUX qui transmettent des annonces pour être insérées dans la "Gazette officielle de Québec" voudront bien se conformer aux règlements ci-dessous:

1. Adresser: L'Imprimeur du Roi, Québec.
2. Spécifier le nombre d'insertions.
3. Toute annonce doit être publiée dans les deux langues.

TARIF DES ANNONCES

Première insertion: 15 cents par ligne (mesure agate) chaque version.

Insertions subséquentes : 5 cents par ligne (mesure agate) chaque version.

La matière tabulaire est comptée double.

Traduction: 50 cts par 100 mots.

Livraisons séparées à 30 cents chacune.

Feuilles volantes: $1.00 la douzaine.

Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque accepté, payable au pair à Québec, ou mandat de banque ou de poste.

Un acompte couvrant à peu près le montant de l'annonce, est exigé pour la publication des documents qui ne doivent être insérés qu'une fois. Le surplus d'argent sera remis, s'il y a lieu.

Pour les avis qui doivent être publiés deux fois ou plus, le montant doit être payé sur réception de la facture, avant la deuxième publication, qui sera cancellée si ces conditions n'ont pas été remplies.

TO ADVERTISERS IN THE "QUEBEC OFFICIAL GAZETTE".

PARTIES sending advertisements to be inserted in the "Quebec Official Gazette" will please observe the following rules:

1. Address: The King's Printer, Quebec.
2. Specify the number of insertions required.
3. Every advertisement has to be published in both languages.

ADVERTISING RATES

First insertion: 15 cents per line (agate measure) each version.

Subsequent insertions: 5 cents per line (agate measure) each version.

Tabular matter at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single number: 30 cents each.

Slips: $1.00 per dozen.

Remittance must be made to the order of the King's Printer, either by accepted cheque, payable at par in Quebec, or by Bank or Postal money order.

Notices which are to be inserted once only are strictly payable in advance. Over payment, if any, will be refunded.

For notices which require two or more insertions, payment must be made upon reception of the account, before the second publication, which will be cancelled if above conditions have not been fulfilled.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la "Gazette officielle de Québec" du samedi suivant, mais dans la livraison subséquente.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, $7 par année, est invariablement payable d'avance et que l'envoi de la Gazette sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'une livraison de la Gazette, ils doivent faire une remise en conséquence.

N. B. — Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre; le deuxième est celui de la livraison de la Gazette pour la première insertion, et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'IMPRIMEUR DU ROI,
Rédempti Paradis.
Hôtel du Gouvernement. 1137—9-9-o

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock noon, on Thursday, will not be published in the "Quebec Official Gazette" of the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription of $7 per annum is invariably payable in advance, and that the Gazette will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the Gazette, they must remit accordingly.

N. B. — The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first number is our document number, the second number, the Gazette number, and the last number, the number of insertions of the notice.

Notices published only once are only followed by our document number.

REDEMPTI PARADIS,
King's Printer.
Government House. 1138—9-9-o

Lettres patentes

"Bob Gradinger, Inc.".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du premier jour de mars 1935, constituant en corporation: Dame Fannie Solomon, marchande publique, épouse séparée de biens de Robert (Bob) Gradinger, partie aux présentes pour autoriser son épouse aux fins des présentes, Isidore Solomon, et Robert (Bob) Gradinger, tous deux marchands, tous des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

1. Exercer le commerce principalement comme détaillants, négociants, importateurs, grossistes, marchands et distributeurs ou agents de toute confection pour hommes, y compris spécialement de vêtements pour hommes de toute description, mercerie, et tout autre matériel de toute description quelconque, et à cette fin, faire toutes ou aucune des choses s'y rapportant;

2. Représenter des manufacturiers, distributeurs, négociants, marchands, importateurs, exportateurs, grossistes, détaillants pour tous vêtements, lainages, doublures, soies, à base de commission ou autrement;

3. Exercer toute autre industrie, manufacturière ou non, qui pourrait être exercée convenablement par la compagnie en même temps que son industrie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables, y compris spécialement tout ce qui précède;

4. Acheter, ou autrement acquérir et vendre, améliorer, construire, modifier des propriétés immobilières ou autrement en disposer et en faire le trafic ou le commerce autrement;

5. Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que cette compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie;

6. Solliciter, acheter ou autrement acquérir des brevets, licences, concessions et choses semblables conférant aucun droit exclusif ou non exclusif ou

Letters patent

"Bob Gradinger, Inc.".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of March, 1935, incorporating: Dame Fannie Solomon, *marchande publique*, wife separate as to property of Robert (Bob) Gradinger, hereto present to authorize his wife for the purposes of these presents, Isidore Solomon, and Robert (Bob) Gradinger, both merchants, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

1. To carry on the business principally as retailers, jobbers, importers, wholesalers, dealers and distributors or agents in all men's wearing apparel, including especially men's clothing of all description and haberdashery, and all other materials of any description whatsoever, and to that end to do any and all other things appertaining to the same;

2. To represent manufacturers, distributors, jobbers, dealers, importers, exporters, wholesalers, retailers for all marketable wearing apparel, woollens, linings, silks, on commission basis or otherwise;

3. To carry on any other business, whether manufacturing or otherwise, which may seem to the company of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of, or render profitable any of the company's property or rights, including especially all of the above;

4. To buy, or otherwise acquire and sell or otherwise dispose of, improve, construct, alter and otherwise deal in or with immoveable property;

5. To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which this company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purpose of the company;

6. To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive, or

limité d'utiliser toute invention, ou aucun secret ou autre renseignement relatif à aucune invention qui paraîtront susceptibles de servir à aucun des objets de la compagnie, ou dont l'acquisition semblera susceptible de profiter directement ou indirectement à la compagnie, aussi utiliser, exercer, développer, accorder des permis y relatifs ou autrement faire valoir des biens, droits ou renseignements requis;

7. Faire société ou aucune convention relative au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque ou pour autres fins, avec aucune personne ou compagnie exerçant aucun genre d'affaires propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie et prêter de l'argent à telle personne ou compagnie, garantir leurs contrats ou autrement leur aider, prendre ou autrement acquérir des actions et valeurs d'aucune telle compagnie, et les vendre, les détenir, revendre, avec ou sans garantie, ou autrement les négocier;

8. Conclure des conventions avec les autorités municipales, locales ou autres, qui sembleront avantageuses pour les fins de la compagnie ou l'une quelconque des dites fins, et obtenir de ces dites autorités tous les droits, privilèges et concessions que la présente compagnie jugera désirable d'obtenir, et exécuter, exercer ces dites conventions, droits, privilèges et concessions et s'y conformer;

9. Prendre ou acquérir autrement et détenir des actions de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie, ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

10. Promouvoir une ou plusieurs compagnies dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie et pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

11. Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement toute propriété personnelle et tous les droits et privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie, et en particulier toute machinerie, matériel ou fonds de commerce;

12. Tirer, souscrire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissoires, lettres de change, connaissements, mandats ou autres instruments négociables ou transférables;

13. Vendre ou autrement disposer de l'entreprise de la compagnie ou d'aucune partie d'icelle pour telle considération que la compagnie trouvera convenable, particulièrement pour des actions, débentures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement semblables à ceux de la compagnie;

14. Solliciter, se procurer, acquérir par cession, transfert, achat ou autrement, avoir aussi l'exercice, l'exécution et la jouissance d'aucune licence, d'aucun pouvoir, d'aucune autorité, des franchises, concessions, droits ou privilèges qu'aucun gouvernement, aucune autorité ou corporation ou aucun autre corps public peut accorder, et les payer et contribuer à leur donner effet, employer aussi aucune des actions de la compagnie, obligations et valeurs à en solder les frais, charges et impenses nécessaires;

15. Vendre, améliorer, gérer, développer, échanger, louer, aliéner, faire valoir ou autrement disposer de tous ou d'aucun des biens et droits de la compagnie, y compris le droit d'acquérir, de

limited right to use, or any secret or other information as to the invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of or otherwise turn to account the property, rights or information required;

7. To enter into partnership or into arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint venture, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company, and to lend money, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company and to sell, hold, re-sell, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

8. To enter into arrangements with any authority, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

9. To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company or carrying on any business capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit the company;

10. To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, and for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

11. To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any personal property, and any rights and privileges which the company may think necessary or convenient for the purpose of its business, and in particular any machinery, plant, stock-in-trade;

12. To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of lading, bills of exchange, warranty and other negotiable and or transferable instruments;

13. To sell or dispose of the undertakings of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether similar to those of the company:

14. To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase or otherwise, and to exercise, carry out, and enjoy license, power, authority, franchise, concession, right or privilege which any government or authority, or corporation or other public body may be empowered to grant, and to pay for, and contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate any of the company's shares and bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

15. To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, or turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company, including the

disposer d'immeubles ou de biens réels de toute description;

16. Faire toutes ou aucune des choses susdites comme mandants, agents, entrepreneurs ou autrement, et soit seule ou conjointement avec d'autres et;

17. Hypothéquer, gager ou affecter autrement les propriétés mobilières ou immobilières de la compagnie pour garantir le paiement d'emprunts ou le paiement ou l'exécution de toute autre dette, contrat, ou obligation de la compagnie;

18. Emettre, livrer et répartir comme entièrement libérées toutes actions, débentures, actions-débentures ou autres valeurs de cette compagnie, soit en paiement ou paiement partiel de toutes propriétés ou droits que la compagnie peut légalement acquérir en vertu des présentes ou autrement;

19. Hypothéquer, nantir ou gager toutes propriétés mobilières ou immobilières, présentes ou futures, pour garantir toutes obligations, débentures ou actions-débentures que la compagnie est autorisée par la loi à émettre;

20. Vendre, gager, nantir, hypothéquer, aliéner, louer la totalité ou aucune des propriétés mobilières ou immobilières, présentes ou futures, et des droits en aucun temps possédés par cette compagnie ou dont elle a la jouissance, ou en disposer autrement, aux termes et conditions que cette compagnie croira acceptables;

21. Placer et attribuer les deniers disponibles de la compagnie dans telles valeurs, de la manière qui seront de temps à autre déterminées;

22. Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités, sous le nom de "Bob Gradinger, Inc.", avec un capital total de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en huit cents (800) actions ordinaires de vingt-cinq dollars ($25.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce premier jour de mars 1935.

ALEX. DESMEULES,
1543 Sous-secrétaire de la Province.

right to acquire and dispose of real estate or real property of any description;

16. To do all of any or the above things as principals, agents, contractors or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

17. To hypothecate, pledge or otherwise affect the movable or immovable property of the company to secure the payment of loans or the payment or performance of any other debt, contract or obligations of the company;

18. To issue, hand over and allot as fully paid up any shares, debentures, debenture stock or other securities of this company, either in payment or part payment of any property or rights which the company may lawfully acquire by virtue hereof or otherwise;

19. To hypothecate, mortgage or pledge any property, movable or immovable, present or future, for the purpose of securing any bonds, debentures, or debenture stock which the company is by law entitled to issue;

20. To sell, pledge, mortgage, hypothecate, alienate, lease or otherwise dispose of any or all of the property, movable or immovable, present or future, and rights any time owned or enjoyed by this company, upon such terms and conditions as this company do see fit;

21. To invest and deal with the moneys of the company not immediately required, on such securities and in such manner as may from time to time be determined;

22. To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "Bob Gradinger, Inc.", with a total capital stock of twenty thousant dollars ($20,000.00), divided into eight hundred (800) common shares of twenty five dollars ($25.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this first day of March, 1935.

ALEX. DESMEULES,
1544-o Assistant Provincial Secretary.

"Building Renovators Hampstead Development, Inc.".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-septième jour de février 1935, constituant en corporation: John Swinwood Rigby, gérant, Olive Gertrude Rigby, femme mariée séparée de biens, Eric John Rigby, chimiste, tous d'Hampstead, Qué., dans les buts suivants:

Avoir le pouvoir d'acheter, détenir, utiliser, vendre, gager, nantir, hypothéquer, louer, échanger et améliorer toutes propriétés mobilières ou immobilières ou valeurs, les placer ou les exploiter, et emprunter ou faire des prêts hypothécaires ou autrement, le tout sous aucun titre quelconque et pour son propre compte, ou sur le compte d'autrui, sous le nom de "Building Renovators Hampstead Development, Inc."

Le capital-actions de la compagnie est divisé en cent cinquante (150) actions privilégiées à 7%, et cinquante (50) actions ordinaires d'une valeur au pair de $100.00. Lesdites actions privilégiées recevront des dividendes au taux de 7% payables semi-annuellement avant qu'aucun dividende ne soit payé sur le capital ordinaire.

Lesdites actions privilégiées seront privilégiées

"Building Renovators Hampstead Development, Inc.".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty seventh day of February, 1935, incorporating: John Swinwood Rigby, manager, Olive Gertrude Rigby, married woman, separate as to property, Eric John Rigby, chemist, all of Hampstead, Que., for the following purposes:

To have the power to purchase, hold, utilize, sell, pledge, mortgage, hypothecate, lease, exchange and improve any moveable or immoveable, property, or securities, to invest, or exploit same, and to borrow or make hypothecary loans or otherwise, the whole under any title whatever, and for its own account, or on account of others, under the name of "Building Renovators Hampstead Development, Inc."

The capital stock of the company is divided into one hundred and fifty (150) shares of 7% preferred stock, and fifty (50) shares of common stock of a par value of $100.00. The said preferred shares shall receive devidends at a rate of 7% payable semi-annually, before any dividends are payable on the common stock;

The said preferred shares shall be preferred

quant au capital de manière que dans toute distribution de l'actif, lesdites actions privilégiées recevront le capital total desdites actions avant qu'aucun actif ne soit distribué aux détenteurs des actions ordinaires, mais lorsque les détenteurs d'actions privilégiées auront été payés en entier, tout le résidu de l'actif de la compagnie disponible pour distribution parmi les actionnaires sera distribué aux détenteurs d'actions ordinaires.

Le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera de deux mille dollars ($2,000.00).

Le bureau principal de la compagnie sera à Hampstead, dans le district de Montréal, Qué.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-septième jour de février 1935.

ALEX. DESMEULES,
1545 Sous-secrétaire de la Province.

"Canadian Voyagers, Incorporated".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S. R. Q., 1925, des lettres patentes, en date du vingt-troisième jour de février 1935, constituant en corporation: Robert-Louis Calder, avocat et Conseil du Roi, Paschal Taché, comptable, Marcel Lafontaine, étudiant, et William-M. Ford, avocat, tous de la cité de Montréal, Clayton-J. Rolfe, avocat, de la cité de Westmount, tous du district de Montréal, dans les buts suivants:

(*a*) Promouvoir, organiser, conduire et gérer un club de voyageur et touriste, et promouvoir le bien-être de ses membres, avec le pouvoir de faire et adopter une constitution et des règlements, règles et règlementations pour l'admission, la suspension et l'expulsion de ses membres et pour leur gouverne et pour l'établissement de differentes classes de membres et pour la perception des cotisations et honoraires et pour l'élection et la nomination de ses directeurs et officiers et définir leurs devoirs, et pour la sauvegarde et la protection de ses propriétés et fonds, et en général réglementer, gérer et préserver ses propriétés et intérêts et, de temps à autre, modifier, révoquer, abroger et varier telle constitution, tels règlements, règles et réglementations ou aucun d'eux;

(*b*) Faire toutes autres opérations de nature semblable ou similaire, que la corporation croira pouvoir exercer convenablement en même temps que ses opérations ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou des droits de la corporation ou les rendre profitables;

(*c*) Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque des opérations, des biens et engagements de toute personne ou corporation exerçant des opérations que la corporation a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la corporation;

(*d*) Prendre ou acquérir autrement et détenir des actions de toute autre corporation dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la corporation;

(*e*) Conclure des conventions avec les autorités municipales, locales ou autres, qui sembleront avantageuses pour les fins de la corporation ou l'une quelconque desdites fins, et obtenir de cesdites autorités tous les droits, privilèges et concessions que la corporation jugera désirable d'obtenir et exécuter, exerces cesdites conventions, droits, privilèges et concessions et s'y conformer;

as to capital so that in any distribution of the assets the said preferred shares shall receive the full capital of the said shares before any assets shall be distributed to the holders of the common shares, but when the holders of the preference shares have been paid in full, all the remaining assets of the company available for distribution among the shareholders shall be distributed to the holders of the common shares.

The amount with which the company will commence its operations will be two thousand dollars ($2,000.00).

The head office of the company will be at Hampstead, in the district of Montreal, Que.

Dated at the office of the Provincial Secretary, the twenty seventh day of February, 1935.

ALEX. DESMEULES,
1546-o Assistant Provincial Secretary.

"Canadian Voyagers, Incorporated".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, chapter 223, R. S. Q., 1925, bearing date the twenty third day of February, 1935, incorporating: Robert Louis Calder, advocate and King's Counsel, Paschal Taché, accountant, Marcel Lafontaine, student, and William M. Ford, advocate, all of the city of Montreal, Clayton J. Rolfe, advocate, of the city of Westmount, all in the district of Montreal, for the following purposes:

(*a*) To promote, organize, conduct and manage a voyagers and travellers club, and to promote the welfare of the members thereof, with power to make and adopt a constitution and by-laws, rules and regulations for the admission, suspension and expulsion of its members, and for their government, and for the establishing of different classes of membership, and for the collection of fees and dues, for the election and appointment of its directors and other officers, and to define their duties, and for the safekeeping and protection of its property and funds, and in general to regulate, manage and preserve its property and interests, and from time to time to alter, repeal, rescind or vary such constitution, by-laws, rules and regulations, or any of them;

(*b*) To carry on any other business of the same or similar nature, which may seem to the corporation capable of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated, directly or indirectly, to enhance the value of or render profitable any of the Corporation's property or rights;

(*c*) To acquire or undertake the whole, or any part of the business, property and liabilities of any person or corporation carrying on any business which the corporation is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the corporation;

(*d*) To take, or otherwise acquire and hold shares in any other corporation having objects, altogether or in part, similar to those of the corporation;

(*e*) To enter into any arrangements with any authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the Corporation's objects, or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges and concessions which the corporation may think it desirable to obtain, and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

(*f*) Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement tous les biens mobiliers et immobiliers, et tous les droits ou privilèges que la corporation jugera nécessaires ou convenables pour les fins de ses opérations;

(*g*) Tirer, faire accepter, endosser, escompter, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, et autres effets négociables ou transférables;

(*h*) Vendre ou céder l'entreprise de la corporation ou une partie quelconque de ladite entreprise pour la compensation que la corporation jugera convenable, et en particulier pour les actions, les débentures ou valeurs de toute autre corporation ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la corporation;

(*i*) Faire toutes ou aucune des choses susdites comme mandants, agents, entrepreneurs, fiduciaires ou autrement, et soit seule ou conjointement avec d'autres, et

(*j*) Faire toutes telles autres choses qui sont incidentes ou qui peuvent conduire à la réalisation des objets susdits;

(*k*) Solliciter, obtenir, préparer, composer, dessiner, imprimer, publier, émettre et distribuer des moyens d'annonce et conduire, exercer et maintenir un commerce de publicité en général pour la promotion et le bénéfice des voyageurs;

(*l*) Passer des contrats, acheter, obtenir, contrôler et vendre ou autrement disposer d'espaces et parties de magazines, périodiques et autres publications pour annonces et passer des contrats et faire insérer ou publier des annonces dans des magazines, périodiques et autres publications de toute matière pouvant conduire au bénéfice et à la promotion du commerce touristique;

(*m*) Organiser, promouvoir, gérer, acheter, vendre ou agir comme agents pour des hôtels, clubs, camps de pêche et de chasse, plages, endroits de villégiature, et aucun commerce d'une nature semblable et similaire;

(*n*) Emettre des publications, périodiques, guides, cartes géographiques, cartes routières et toutes informations de quelque bénéfice pour les voyageurs;

(*o*) Organiser des voyages, tours, excursions, accommodation pour les membres et touristes, vendre des billets ou agir comme agents pour des chemins de fer, hôtels, lieux d'amusements, lignes de navigation, d'aviation, d'autobus ou tout autre commerce d'une nature semblable et similaire;

(*p*) Solliciter des permis pour la vente de spiritueux fermentés;

(*q*) Promouvoir, annoncer et exploiter des réunions sportives, telles que le ski, golf, curling, hockey ou tout autre sport d'une nature similaire;

(*r*) Organiser des concessions et affiliations spéciales avec des hôtels, garages, postes de services ou autres opérations au profit des voyageurs pour le bénéfice du dit commerce;

(*s*) Exploiter, gérer, acheter, vendre des garages, postes de service ou toutes autres opérations qui peuvent conduire à la promotion et accommodation des touristes;

(*t*) Exploiter et exercer des lignes d'avions et d'autobus, sous le nom de "Canadian Voyagers, Incorporated", avec un capital total de dix mille dollars ($10,000.00), divisé en dix mille (10,000 actions d'une valeur au pair de un dollar ($1.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-troisième jour de février 1935.

ALEX. DESMEULES,
Sous-secrétaire de la Province.

1547

(*f*) To purchase, take on lease, or in exchange, hire or otherwise acquire any real or personal property, or any rights or privileges, which the corporation may think necessary or convenient for the purposes of its business;

(*g*) To draw, make, accept, endorse, discount, execute and issue promissory notes, bills of exchange and other negotiable or transferable instruments;

(*h*) To sell or dispose of the undertaking of the corporation or any part thereof, for such consideration as the corporation may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other corporation, having objects altogether, or in part, similar to those of the corporation;

(*i*) To do all or any of the above things as principals, agents, contractors, trustees or otherwise, and either alone or in conjunction with others, and

(*j*) To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects;

(*k*) To solicit, obtain, prepare, compose, design, print, publish, issue and distribute advertisements and to conduct, carry on and maintain a general advertising business for the promotion and benefit of travellers;

(*l*) To contract for, purchase, secure, control and sell or otherwise dispose of space in and portions of magazines, periodicals and other publications for advertisements and to contract for and cause the insertion or publication of advertisements in magazines, periodicals and other publications of any matter conducive to the benefit of and promotion for tourist business;

(*m*) To organize, promote, manage, buy, sell or act as agents for hotels, clubs, fishing and hunting camps, beaches, summer resorts or any business of a like and similar nature;

(*n*) To issue publications, periodicals, guides, maps, route cards and all information of any benefit to travellers;

(*o*) To arrange trips, tours, excursions, accommodation for members and tourists, to sell tickets or act as agents for railways, hotels, resorts, steamship lines, aviation lines, bus lines or any other business of a similar and like nature;

(*p*) To apply for licenses for the sale of spiritous fermented liquors;

(*q*) To promote, advertise and carry on sport meetings, as ski-ing, golfing, curling, hockey or any other sport of a similar nature;

(*r*) To arrange special concessions with and affiliations, with hotels, garages, service stations or other businesses to the benefit of travellers for the benefit of the said business;

(*s*) To operate, manage, buy, sell garages, service stations or any other businesses conducive to the promotion of and convenience of tourists;

(*t*) To operate and carry on aeroplane and bus lines, under the name of "Canadian Voyagers, Incorporated", with a total capital stock of ten thousand dollars ($10,000.00), divided into ten thousand (10,000) shares of the par value of one dollar ($1.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty third day of February, 1935.

ALEX. DESMEULES,
Assistant Provincial Secretary.

1548-o

"Cosmo Ornament Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du septième jour de février 1935, constituant en corporation: Nathaniel Leonard Rappaport, Marcel Bernstein, David Litner, avocats, et Philip Shrague Garonce, teneur de livres, tous des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

1. Manufacturer, négocier, passer des contrats et faire le commerce, importer et exporter en gros et en détail tous ornements de toute description quelconque, y compris particulièrement des boutons, boucles, agrafes, pinces, bijouteries, cendriers, accessoires, et sans limiter la généralité d'iceux, toutes sortes de nouveautés et ornements de toute description quelconque;

2. Faire affaires comme négociants, importateurs, exportateurs, grossistes, détaillants, marchands et distributeurs de toutes nouveautés et ornements ci-dessus décrits, et en outre, faire le commerce de la même manière de tous matériaux bruts, poinçons, brevets, droits-d'auteur, marques de commerce, plaques, machinerie et outillage de toute nature et description quelconque, qui appartiennent à la fabrication et distribution des produits ci-dessus mentionnés, et à cette fin faire aucune et toutes autres choses s'y rapportant;

3. Représenter des manufacturiers, négociants et distributeurs, importateurs, exportateurs, grossistes et détaillants pour tous produits ci-dessus mentionnés propres au marché, soit à base de commission ou de toute autre manière que ce soit;

4. Conclure tous arrangements pour le partage des profits, l'union des intérêts ou tous risques conjoints semblables avec toutes personnes, firmes ou compagnies que la compagnie coira convenables;

5. Souscrire, prendre ou autrement acquérir des actions et valeurs de toute compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie, les détenir, vendre ou autrement en disposer;

6. Acquérir ou assumer la totalité ou aucune partie du commerce, biens et obligations de toutes personnes, firme ou coporations exerçant aucun commerce que la présente compagnie exerce ou est autorisée à exercer, et les payer totalement ou partiellement en actions acquittées de la présente compagnie;

7. Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir tous biens mobiliers ou immobiliers et tous droits et privilèges que la compagnie croira nécessaires ou convenables pour les fins de son commerce et en particulier tous fonds de commerce, machinerie, matériel ou outillage;

8. Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements, mandats et tous autres effets négociables et transférables;

9. Vendre et disposer de l'entreprise de la compagnie ou d'aucune partie d'icelle pour telle considération que la compagnie croira convenable, et en particulier pour les actions, débentures ou valeurs de toute autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

10. Faire enregistrer et reconnaître la compagnie dans tous pays étrangers et y désigner des personnes conformément aux lois de tels pays étrangers;

"Cosmo Ornament Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of February, 1935, incorporating: Nathaniel Leonard Rappaport, Marcel Bernstein, David Litner, Advocates, and Philip Shrague Garonce, Bookkeeper, all of the City and District of Montreal, for the following purposes:

1. To manufacture, job, contract and deal in, import and export wholesale and retail all novelty ornaments of whatsoever description, including particularly buttons, buckles, clasps, clips, jewellery, ash trays, incidentals, and without limiting the generality thereof, all types of novelties and ornaments of whatsoever description;

2. To carry on business as jobbers, importers, exporters, wholesalers, retailers, dealers and distributors of all novelties and ornaments hereinabove described, and in addition, to deal in like manner with all raw materials, dies, patents, copyrights, trademarks, plates, machinery and equipment of whatsoever nature and description, which pertain to the manufacture and distribution of the products hereinabove mentioned, and to that end to do any and all other things appertaining to the same;

3. To represent manufacturers, distributors, jobbers, importers, exporters, wholesalers and retailers for all marketable products hereinabove mentioned, either on commission basis or in any other manner whatsoever;

4. To enter into any agreement for the sharing of profits, union of interest or any similar joint venture with any person, firm or company that the company may think fit;

5. To subscribe for, take, or otherwise acquire, shares and securities of any company having objects altogether or partly similar to these of the present company; and to hold, sell or otherwise dispose of the same;

6. To acquire or take over the whole or any part of the business, property and liabilities of any person, firm or corporation carrying on any business which the present company carried on or is entitled to carry on and to pay for the same wholly or partly with paid up shares of the present company;

7. To purchase, take on lease, or in exchange, hire, or otherwise acquire any real or personal property and any rights and privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business, and in particular any stock in trade, machinery, plant and equipment;

8. To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and any other negotiable and transferable instruments;

9. To sell and dispose of the undertaking of the company or any part thereof, for such consideration as the company may think fit and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

10. To procure the company to be registered and recognized in any foreign country and to designate persons therein according to the laws of such foreign country;

11. Prélever et aider à prélever de l'argent, emprunter de l'argent, et aider au moyen de bonus, prêts, promesses, endossement, garanties d'obligations, débentures ou valeurs ou autrement aucune des entreprises de cette compagnie, et le commerce ainsi exercé, et garantir la réalisation des contrats par cette corporation ou par toute personne ou personnes avec lesquelles la compagnie peut avoir des relations d'affaires;

12. Prêter et emprunter tels montants sous son nom corporatif qui seront jugés nécessaires dans la poursuite des opérations de la compagnie, et donner et recevoir toute garantie valable pour le remboursement de tels montants;

13. Prendre les moyens de faire connaître des produits de la compagnie de la manière qui semblera convenable, et en particulier au moyen de publicité dans la presse, circulaires, publication de livres, périodiques;

14. Vendre, améliorer, gérer, échanger, disposer, faire valoir ou autrement négocier tous ou aucune partie des biens et droits de la compagnie;

15. Faire aucune ou toutes les choses susdites comme mandants, agents, entrepreneurs ou autrement, et soit seule ou conjointement avec d'autres;

16. Faire aucune ou toutes choses susdites qui sont avantageuses ou incidentes à la réalisation des objets susdits, sous le nom de "Cosmo Ornament Company, Limited", avec un capital total de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à 1193, Phillips Place, en la cité de Montréal, district de Montréal, Province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce septième jour de février 1935.

ALEX. DESMEULES,
1549 Sous-secrétaire de la Province.

11. To raise and assist in raising money for, to borrow money, and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures, or securities, or otherwise, any of the undertakings of this company, and the business so carried on, and to guarantee the performance of contracts by this corporation or by any person or persons with whom the company may have business relations;

12. To lend and borrow such sums in the corporate name as may become necessary in the pursuit of the company's business, and to give and receive valid security for the repayment of such sums;

13. To adopt such means of making known the products of the company as may seem expedient and in particular by advertising in the press, by circulars, by publication of books and periodicals;

14. To sell, improve, manage, exchange, dispose of, turn to account, or otherwise deal, with all or any part of the property and rights of the company;

15. To do any or all of the above things, as principals, agents, contractors, or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

16. To do any or all of the above things as are conducive or incidental to the attainment of the above objects, under the name of "Cosmo Ornament Company, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at 1193 Phillips Place, City of Montreal, in the District of Montreal, Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of February, 1935.

ALEX. DESMEULES,
1550—o Assistant Provincial Secretary.

"Hampstead Golf Club, Inc.".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-cinquième jour de février 1935, constituant en corporation: John Foster Chisholm, Edmond Howard Eberts et Henry Weir Davis, avocats, tous des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

(1) Exploiter un club de golf et un club champêtre et procurer des divertissements, exercices sanitaires, amusements et relations sociales aux membres du club et à leurs hôtes;

(2) Etablir, maintenir, louer, conduire et exploiter un club pour la promotion et le jeu de golf, tennis, patinage, et généralement tous jeux et divertissements intérieurs et extérieurs pour des exercices physiques, et fins sociales;

(3) Construire, acquérir et entretenir des maisons de club, terrains de golf, courts de tennis, et autres accommodations pour l'usage et la jouissance des membres du club et leurs hôtes;

(4) Procurer le logement, la pension, l'accommodation et les facilités aux membres du club et leurs hôtes et généralement offrir aux membres du club tous les privilèges sociaux, les avantages, les commodités et l'accommodation d'un club champêtre;

(5) Obtenir, détenir et exploiter une ou plusieurs licenses pour la vente de bière, vin et autres liqueurs alcooliques, conformément à la Loi des Liqueurs Alcooliques de la Province de Qué-

"Hampstead Golf Club, Inc.".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty fifth day of February, 1935, incorporating: John Foster Chilsholm, Edmond Howard Eberts and Henry Weir Davis, Advocates, all of the City and District of Montreal, for the following purposes:

(1) To carry on a golf and country club and to provide recreation, healthy exercise, amusement and social intercourse for the members of such club and their guests;

(2) To establish, maintain, lease, conduct and operate a club for the promotion and playing of golf, tennis, skating, and generally all indoor and outdoor games and recreations for exercise and social purposes;

(3) To construct, acquire, lease and maintain club houses, golf-links, tennis courts and other accommodations for the use and enjoyment of the members of the club and their guests;

(4) To provide lodging, board, accommodation and facilities to members of the club and their guests and generally to afford members of the club all social privileges, advantages, conveniences and accommodations of a country club;

(5) To obtain, hold and exploit one or more licenses for the club for the sale of beer, wine and other alcoholic beverages, pursuant to the Province of Quebec Alcoholic Liquor Act and the sale

bec, et dont la vente est présentement ou sera dans l'avenir permise par les Lois de cette Province;

(6) Acquérir par achat, bail ou autrement toutes propriétés mobilières et immobilières et les développer et les améliorer pour jeux de golf, tennis et autres activités du club;

(7) Acheter, louer ou autrement acquérir, posséder, vendre ou autrement disposer de terrains, édifices et autres propriétés mobilières et immobilières, ou tout intérêt en iceux, et généralement faire le commerce et le trafic de ces propriétés, de toute manière quelconque;

(8) Emprunter de l'argent sur le crédit du club et ses biens, et gager ses propriétés mobilières et hypothéquer ses propriétés immobilières comme garantie de tel emprunt aux termes et conditions qui seront décidés avec les prêteurs;

(9) Adopter et décréter tels règlements, règles et règlementations non incompatibles avec les lois d'ordre public, qui seront requis pour la gérance, l'administration et la conduite générale des affaires et entreprises de la corporation et de ses membres et pour la discipline, surveillance et expulsion de ses membres; pourvu toujours que la corporation puisse de temps à autre amender, modifier, révoquer et changer totalement ou partiellement tels règlements, règles et règlementations comme la corporation jugera à propos;

(10) Accepter toutes personnes autres que les actionnaires de la compagnie comme membres du club, lesquels jouiront de tous les privilèges que cette compagnie croira désirable de leur accorder et moyennant telles conditions qu'elle croira convenable d'imposer;

(11) Se procurer un revenu au moyen d'honoraires d'entrée, honoraires de terrains, rétributions annuelles et autres charges pour les commodités et besoins et à l'usage d'aucune des propriétés du club, avec pouvoir de faire une distinction entre les différentes classes de membres;

(12) Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements de toute personne, compagnie ou club exerçant une industrie que la compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la compagnie;

(13) Emettre et répartir comme actions entièrement libérées de la compagnie constituée en corporation par les présentes, en paiement ou paiement partiel de tout commerce, franchise, entreprise, propriété, droits, pouvoirs, privilèges, bail, permis, contrat, immeuble, actions, obligations et débentures ou autres propriétés réelles, personnelles, mobilières ou immobilières, ou droits, qu'elle peut légalement acquérir en vertu des pouvoirs émis dans les présentes, et pour services rendus;

(14) Demander, acheter ou acquérir autrement tous brevets, permis, concessions et choses de même nature, conférant un droit exclusif ou non exclusif ou limité d'utiliser toute invention, ou quelque secret ou autre renseignement au sujet de telle invention qui pourrait être utilisée pour l'une des fins quelconques de la compagnie, ou dont l'acquisition serait de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et utiliser, exercer, développer ou permettre l'usage ou faire valoir autrement les biens, les droits ou les renseignements acquis de cette manière;

(15) S'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou pour d'autres fins similaires, avec toute personne ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'entre-

of which is now or may in the future be permitted by the laws of this Province;

(6) To acquire by purchase, lease or otherwise, moveable and immoveable property and to develop and improve the same for golf, tennis and other club purposes;

(7) To purchase, lease or otherwise acquire, own, sell or otherwise dispose of lands, buildings and other properties, moveable and immoveable, or any interest therein and generally to deal and traffic in such properties in any manner whatsoever;

(8) To borrow money on the credit of the club and its assets, and to pledge its moveable property and hypothecate its immoveable property as security therefor on such terms and conditions as may be arranged with the Lender;

(9) To adopt and to enact such by-laws, rules and regulations not inconsistent with the laws of the public order as may be requisite for the management, administration and conduct generally of the affairs and concerns of the corporation and its members and for the discipline, supervision and expulsion of its members, provided always that the corporation may from time to time amend, alter, repeal and change in whole or in part such by-laws, rules and regulations as the corporation may see fit;

(10) To accept any person besides the shareholders of the company as club members endowed with all the privileges that the company may think fit to confer, and upon such conditions as it thinks fit to impose;

(11) To procure a revenue by means of entrance fees, green fees, annual dues and charges for accommodation and supplies and the use of any of the club's property with power to discriminate between the different classes of members;

(12) To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person, company or club carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company;

(13) To issue and allot as fully paid up stock of the company hereby incorporated in payment or part payment of any business, franchise, undertaking, property, rights, powers, privileges, lease, license, contract, real estate, stocks, bonds, and debentures or other property, real, personal, moveable and immoveable, or rights, which it may lawfully acquire by virtue of the powers herein granted and for services rendered;

(14) To apply for, purchase, or otherwise acquire any patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated, directly or indirectly, to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

(15) To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction

prendre une industrie ou transaction que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter, ou toute industrie ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et prêter des fonds, garantir les contrats, ou aider autrement cesdites personnes ou compagnies, et prendre ou acquérir autrement des actions et valeurs de toute telle compagnie, et les vendre, les détenir, ou en disposer autrement;

(16) Prendre ou acquérir autrement et détenir des actions de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie, ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

(17) Conclure des conventions avec les autorités municipales, locales ou autres, qui sembleront avantageuses pour les fins de la compagnie ou l'une quelconque desdites fins et obtenir de cesdites autorités tous les droits, privilèges et concessions que la présente compagnie jugera désirable d'obtenir, et exécuter, exercer cesdites conventions, droits, privilèges et concessions et s'y conformer;

(18) Promouvoir une ou plusieurs compagnies dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie, ou pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

(19) Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement tous les biens mobiliers et tous les droits ou privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie, et en particulier toute machinerie, matériel, fonds de commerce;

(20) Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables;

(21) Vendre ou céder l'entreprise de la compagnie ou une partie quelconque de ladite entreprise pour la compensation que la compagnie jugera convenable, et en particulier pour les actions, les débentures ou valeurs de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

(22) Demander, obtenir, acquérir par cession, transfert, achat ou autrement, et exercer, exécuter et utiliser tout permis, pouvoir, autorité, franchise, concessions, droits ou privilèges qu'un gouvernement ou une autorité quelconque ou une corporation ou un autre corps public peut avoir le pouvoir d'accorder et de payer, aider et contribuer à les mettre en vigueur, et affecter des actions, obligations et fonds de la compagnie pour en payer les frais, charges et dépenses nécessaires;

(23) Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou qui seront rendus en plaçant ou aidant à placer ou en garantissant le placement des parts du capital-actions de la compagnie ou toutes débentures, actions-débentures ou autres valeurs de la compagnie, ou au sujet de la formation ou de la promotion de la compagnie ou de la conduite de ses opérations;

(24) Lever et contribuer à lever des fonds et aider au moyen de bonis, prêts, promesses, endossements, garanties d'obligations, débentures ou autres valeurs ou autrement, toute autre compagnie ou corporation avec laquelle la présente compagnie aurait des relations d'affaires, et garantir l'exécution des contrats par cesdites compagnies ou corporations ou par ces personnes ou par cette dite personne;

which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company, and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, or otherwise deal with the same;

(16) To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company;

(17) To enter into any arrangements with any authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain, and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

(18) To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

(19) To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any personal property and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business and in particular any machinery, plant and stock-in-trade;

(20) To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

(21) To sell or dispose of the undertakings of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures, or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

(22) To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase or otherwise, and to exercise, carry out, and enjoy any license, power, authority, franchise, concession, right or privilege, which any government or authority, or any corporation or other public body may be empowered to grant, and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate any of the company's shares, bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

(23) To remunerate any person or company for services rendered, or to be rendered, in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares in the company's capital, or any debentures, debenture stock or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

(24) To raise and assist in raising money for, and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any other company or corporation with which the company may have business relations, and to guarantee the performance of contracts by any such company, corporation, or by any such person or persons;

(25) Prendre les moyens de faire connaître les produits de la compagnie qui seront jugés convenables, et particulièrement la publicité dans la presse, la distribution de circulaires, par l'achat et l'exposition de travaux d'art ou d'intérêt, par la publication de livres et périodiques et l'octroi de prix, récompenses et dons;

(26) Payer à même les fonds de la compagnie toutes ou aucune des dépenses incidentes à la formation et l'organisation d'icelles;

(27) Vendre, embellir, administrer, développer, échanger, louer, céder ou faire valoir autrement la totalité ou une partie quelconque des biens et droits de la présente compagnie;

(28) Exercer la totalité ou aucun des objets de la compagnie comme principaux, agents, entrepreneurs ou autrement, et soit seuls ou conjointement avec d'autres;

(29) Faire toutes les autres choses qui sont incidentes ou conduisent à la réalisation des objets de la compagnie, sous le nom de "Hampstead Golf Club, Inc.".

Le capital actions de la compagnie est de $70,000.00, divisé en 600 actions de la Classe "A" de $100.00 chacune et 200 actions de la Classe "B" de $50.00 chacune.

Lesdites actions de la Classe "A" et de la Classe "B" porteront et seront sujettes aux préférences, droits, privilèges et restrictions qui suivent, à savoir:

1. Les porteurs des actions de la Classe "A" auront droit de voter à toutes assemblées, annuelles ou générales spéciales ou autres assemblées de la compagnie, mais les porteurs des actions de la Classe "B" n'auront pas le droit de voter en vertu de telles actions à toute assemblée annuelle, générale, spéciale ou autre assemblée des actionnaires, excepté sur toute proposition pour augmenter le capital-actions autorisé de la compagnie ou pour la liquidation ou dissolution de la compagnie ou la modification des droits attachés aux actions de la Classe "A" et de la Classe "B" respectivement. A toute assemblée annuelle, générale ou spéciale ou autre assemblée des actionnaires à laquelle les porteurs de la Classe "B" ont le droit de voter, les porteurs de la Classe "A" auront deux votes et les porteurs de la Classe "B" auront droit à un vote.

2. Dans le cas de toute liquidation, ventilation ou dissolution de la compagnie ou distribution des biens (soit en capital ou surplus) de la compagnie, chaque actionnaire des actions de la Classe "A" et de la Classe "B" auront droit à recevoir la proportion du montant global disponible pour distribution que le montant payé sur son action a en relation avec le capital alors versé de la compagnie.

Le bureau de direction de la compagnie sera composé de dix membres.

Le bureau principal de la compagnie sera dans la cité de Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-cinquième jour de février 1935.

ALEX. DESMEULES,
1551 Sous-secrétaire de la Province.

"Herb's Toggery, Incorporated".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatrième jour de mars 1935, constituant en corporation: Harry-Hart Gold, marchand, de la cité de Westmount, Abraham Gold, marchand, de la cité d'Outremont, et Morris Gold, vendeur, de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, dans les buts suivants:

(25) To adopt such means of making known the products and objects of the company as may seem expedient, and in particular by advertising in the press, by circulars, by purchase and exhibition of works of art or interest, by publication of books and periodicals and by granting prizes, rewards and donations;

(26) To pay out of the funds of the company all or any of the expenses of or incidental to the formation and organization thereof;

(27) To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

(28) To carry out all or any of the objects of the company as principals, agents, contractors, or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

(29) To carry out such other things as are incidental or conducive to the attainment of the objects of the company, under the name of "Hampstead Golf Club, Inc.".

The capital stock of the company is to be $70,000.00, divided into 600 Class "A" shares of $100.00 each and 200 Class "B" shares of $50.00 each.

The said Class "A" and Class "B" shares shall carry and be subject to the following preferences, rights, privileges and restrictions, namely:

1. The holders of the Class "A" shares shall be entitled to vote in respect of the same at all Annual or Special General or other Meetings of the Company, but the holders of the Class "B" shares shall not be entitled to vote in respect of such stock at any Annual, Special General or other Meeting of Shareholders, except upon any proposal to increase the authorized capital stock of the company or for the winding-up or dissolution of the company or alteration of the rights attached to Class "A" and Class "B" shares respectively. At any Annual, Special General or other Meeting of Shareholders whereat the holders of the Class "B" shares are entitled to vote, the holders of the Class "A" shares shall have two votes and the holders of Class "B" shares one vote;

2. In the event of any liquidation, winding-up or dissolution of the Company or distribution of the assets (whether capital or surplus) of the company, each shareholder of Class "A" and of Class "B" stock shall be entitled to receive the proportion of the total amount available for distribution as the amount paid up on his share bears to the then total paid up capital of the company.

The Board of Directors of the company shall be ten in number.

The head office of the company will be at the City of Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty-fifth day of February, 1935.

ALEX. DESMEULES,
1552-o Assistant Provincial Secretary.

"Herb's Toggery, Incorporated".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of March, 1935, incorporating: Harry Hart Gold, merchant, of the city of Westmount, Abraham Gold, merchant, of the city of Outremont, and Morris Gold, Salesman, of the city of Montreal, all of the district of Montreal, for the following purposes:

1. Exercer généralement le commerce et l'industrie de tailleurs, et vendeurs et marchands, et fabricants d'habillements, confections, et vêtements de toute nature et description, en gros et ou en détail pour hommes, jeunes gens, femmes, enfants et garçons, et les acheter, vendre, en faire le trafic et le commerce, les négocier, importer et exporter; exercer généralement le commerce et l'industrie de merciers dans toutes ses spécialités respectives; fabriquer, manufacturer, acheter, vendre, négocier et autrement faire le commerce de bottines, chaussures et toutes choses incidentes au commerce de la chaussure; et exercer tout commerce qui est connexe aux commerces précités ou qui peut être susceptible d'être exercé convenablement par la compagnie en rapport avec son commerce ou de nature à augmenter directement ou indirectement la valeur, ou rendre profitable aucun des biens ou droits de la compagnie;

2. Acheter, louer, ou autrement acquérir et exploiter des bureaux, boutiques, édifices et locaux, usines, outils, engins, bouilloires, moules, matériel roulant, machineries, brevets, droits brevetés, marques de commerce et noms de commerce nécessaires ou convenables pour la compagnie ou qui peuvent être convenablement utilisés dans l'exercice de son industrie et les mettre en valeur;

3. Ouvrir et exploiter des succursales, fabriques, entrepots, magasins, agences privées, comptoirs dans tout endroit où la compagnie peut exercer son commerce;

4. Agir comme agents, agents à commission, marchands à commission, courtiers, ou représentants pour des maisons commerciales canadiennes et étrangères, et pour d'autres personnes, firmes ou corporations;

5. Acheter ou acquérir autrement et détenir des actions de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la compagnie, ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la compagnie;

6. Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement tous les biens mobiliers et tous les droits ou privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie, et en particulier toute machinetie, matériel et fonds de commerce;

7. Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissoires, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables;

8. Vendre ou céder l'entreprise de la compagnie ou une partie quelconque de ladite entreprise pour la compensation que la compagnie jugera convenable, et en particulier pour les actions, les débentures ou valeurs de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

9. Lever et contribuer à lever des fonds et aider au moyen de bonis, prêts, promesses, endossements, garanties d'obligations, débentures ou autres valeurs ou autrement, toute autre compagnie ou corporation, ou par toute personne avec laquelle la compagnie a des relations d'affaires;

10. Prendre les moyens jugés nécessaires pour annoncer les produits de la compagnie, et en particulier par la publicité dans la presse, par circulaires, par l'achat et l'exposition d'œuvres d'art ou intérêt, par la publication de livres et revues périodiques et en accordant des prix, récompenses et dons;

11. Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la présente compagnie

1. To carry on generally the trade and business of tailors, and vendors of and dealers in, and manufacturers of men's, youths', women's, children's, and boys' clothing, garments, and wearing apparel of every kind and description, wholesale and or retail, and to buy, sell, deal in and deal with, market, import and export the same; to carry on generally trade and business of haberdashers in all the respective branches thereof; to make, manufacture, purchase, sell, to job in and otherwise deal in boots, shoes, and all things incidental to footwear; and to carry on any business which is germane to the above or which may seem to the Company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of, or render profitable any of the company's property or rights;

2. To purchase, lease, or otherwise acquire and operate offices, workshops, buildings, and premises, plants, tools, engines, boilers, patterns, rolling stock, machinery, patents, patent rights, trade marks, and tradenames, necessary or expedient for the company or that may be conveniently used in its business, and to turn the same to account;

3. To open and operate branches, manufactories, warehouses, stores, private agencies, counters in any place where the company may carry on its business;

4. To act as agents, commission agents, commission merchants, brokers, or representatives for Canadian or Foreign commercial houses, and for other persons, firms, or corporations;

5. To purchase or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company;

6. To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire, any personal property and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business and in particular any machinery, plant, stock-in-trade;

7. To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

8. To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

9. To raise and assist in raising money for, and to aid, by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any other company or corporation, or by any person with whom the Company has business relations;

10. To adopt such means of making known the products of the company as may seem expedient, and in particular by advertising in the press, by circulars, by purchase and exhibition of works of art or interest, by publication of books and periodicals and by granting prizes, rewards and donations;

11. To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on,

a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie;

12. Faire toutes les autres choses nécessaires ou incidentes pour atteindre les objets de la compagnie, sous le nom de "Herb's Toggery, Incorporated", avec un capital total de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions, de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce quatrième jour de mars 1935.

ALEX. DESMEULES,
1553 Sous-secrétaire de la Province.

"Kaplan-Kaback, Incorporated".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du douzième jour de février 1935, constituant en corporation: Manuel A. Mendell, Charles Brownstein, avocats, Bertha Segal, et Alice Axelrod, sténographes, toutes filles majeures, tous de la cité d'Outremont, district de Montréal, dans les buts suivants:

1. Faire les opérations de manufacturiers, exportateurs, importateurs, marchands et négociants en gros et en détail de toutes sortes de confections pour dames, et tous autres articles pour vêtements, y compris des tissus de toile, soie, coton et laine de toutes sortes et description;

2. Manufacturer, importer, exporter, acheter, vendre et faire le commerce d'effets, articles et marchandises de toutes sortes quelconques et promouvoir, organiser, gérer ou développer toute corporation, compagnie ou entreprise commerciale;

Détenir, posséder, hypothéquer, vendre, céder, transférer, et faire le commerce d'effets, articles, marchandises et biens de toutes classes et description;

4. Agir comme agents, marchands à commission, courtiers ou représentants pour des maisons de commerce étrangères; acheter, vendre et généralement faire le commerce des dits produits de pays étrangers qui peuvent être importés au Canada;

5. Acheter, acquérir, vendre, louer, disposer, céder tous biens immobiliers, que la compagnie pourrait croire nécessaires ou convenables aux fins de son commerce;

6. Placer les deniers de la compagnie qui ne sont pas immédiatement requis de telle manière qui pourra être de temps à autre déterminée par la compagnie: tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres d'échange, connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables;

7. Emprunter de l'argent des banques, individus ou sociétés avec ou sans le nantissement des biens de la compagnie tel qu'il pourrait être décidé par les directeurs de la dite compagnie;

8. Prendre en garantie de toute dette des hypothèques sur les biens des débiteurs de la compagnie;

9. Conclure des arrangements pour le partage des profits, l'union des intérêts, la coopération, les risques conjoints, les concessions réciproques ou autrement avec toutes personnes ou compagnies exploitant ou exerçant tout commerce ou transaction que cette compagnie est autorisée à exploiter, et prendre ou autrement acquérir des actions et valeurs de toute telle compagnie et les vendre, les détenir, revendre avec ou sans garantie ou autrement les négocier;

or possessed of property suitable for the purposes of the company;

12. To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the objects of the Company, under the name of "Herb's Toggery, Incorporated", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fourth day of March, 1935.

ALEX. DESMEULES,
1554-o Assistant Provincial Secretary.

"Kaplan-Kaback, Incorporated".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of February, 1935, incorporating: Manuel A. Mendell, Charles Brownstein, Advocates, Bertha Segal, and Alice Axelrod, Stenographers, both unmarried, all of the City of Outremont, District of Montreal, for the following purposes:

1. To carry on the business of manufacturers, exporters, importers, wholesale and retail dealers and jobbers of all kinds of ladies, ready to wear garments, and all other articles of wearing apparel, including, linen, silk, cotton and woollen fabrics of all kinds and description;

2. To manufacture, import, export, buy, sell and deal in goods, wares and merchandise of all kinds whatsoever and to promote, organize, manage or develop any corporation, company or business enterprise;

3. To hold, own, mortgage, sell, assign, transfer and deal in goods, wares, merchandise and property of all classes and descriptions;

4. To act as agents, commission merchants, brokers or representatives for foreign commercial houses: to buy, sell and generally deal in such products of foreign countries as can be imported into Canada;

5. To purchase, acquire, sell, lease, dispose of, alienate any real estate property, which the company might think necessary or convenient for the purpose of its business;

6. To invest monies of the company not immediately required in such manner as may from time to time be determined by the company; to draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

7. To borrow money from banks, individuals or partnerships with or without the pledging of the assets of the company as might be decided by the directors of the said company;

8. To take as security for any debt hypothecs upon the property of the debtors of the company;

9. To enter into any agreement for sharing profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any persons or company carying on or engaged in any business or transaction which this company is authorized to carry on, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, re-sell with or without guarantee or otherwise deal in same;

10. Rémunérer, avec l'approbation des actionnaires, par des paiements en argent, des actions libérées ou autrement, toute personne ou compagnie, pour services rendus en plaçant ou aidant à placer ou en garantissant le placement de toutes actions du capital-actions de la compagnie, ou toutes débentures ou autres valeurs de la compagnie ou dans la conduite du commerce et l'organisation de la compagnie;

11. Se joindre ou se fusionner avec toute autre compagnie ayant des objets totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie et acquérir par achat, bail ou autrement les propriétés, franchises, entreprises et commerce de toute telle corporation et en assumer les responsabilités, et les payer, totalement ou partiellement, en deniers, actions, obligations ou autres valeurs de la compagnie;

12. Vendre ou disposer de l'entreprise de la compagnie ou toute partie d'icelle, pour telle considération que la compagnie jugera à propos, et particulièrement pour des actions, débentures, ou valeurs de toute autre compagnie ayant des objets totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie;

13. Faire toutes et aucune des choses susdites comme principaux, agents, entrepreneurs ou autrement, et soit seuls ou conjointement avec d'autres;

14. Faire toute transaction ou exercer tout commerce susceptibles d'être profitables directement ou indirectement au commerce de la compagnie;

15. Acheter, acquérir et détenir et vendre, céder et transférer des actions, débentures et autres valeurs de toute autre compagnie ou corporation exerçant tout commerce que cette compagnie est autorisée à exploiter, ou exerçant un commerce susceptible d'être conduit de façon à profiter à cette compagnie;

16. Faire toutes telles autres choses qui sont incidentes ou qui conduisent à la réalisation des objets susdits, sous le nom de "Kaplan-Kaback, Incorporated", avec un capital total de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce douzième jour de février 1935.

ALEX. DESMEULES,
1555 Sous-secrétaire de la Province.

10. To remunerate, with the approval of the shareholders, by payments in cash, paid-up shares or otherwise, any person or company for services rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any shares in the company's capital stock, or any debentures or other securities of the company or in the conduct of the business and the organization of the company;

11. To consolidate or amalgamate with any other company having objects altogether or in part similar to those of the company and to acquire by purchase, lease or otherwise the property, franchises, undertakings and business of any such corporation and to assume the liabilities thereof, and to pay for the same, wholly or partly cash, shares, bonds or other securities of the company;

12. To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof, for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures, or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

13. To do all and any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

14. To carry on any transaction or business capable of being directly or indirectly beneficial to the business of the company;

15. To buy, acquire and to hold and to sell, assign and transfer shares, debentures and other securities of any other company or corporation engaged in any business which this company is authorized to carry on, or doing a business capable of being conducted for the benefit of this company;

16. To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "Kaplan-Kaback, Incorporated", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twelfth day of February, 1935.

ALEX. DESMEULES,
1556-o Assistant Provincial Secretary.

"La Compagnie d'Huile & Gas Cartier, Limitée —Cartier Oil & Gas Co., Ltd."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinquième jour de mars 1935, constituant en corporation: Dame Marie-Adelisca Perras, épouse contractuellement séparée de biens d'Ovila Tétreault, agent-vendeur, et de ce dernier ici présent dûment autorisée, Ovila Tétreault, susnommé et Georges MacDonald, comptable, tous de la ville de Sainte-Thérèse, comté de Terrebonne, dans les buts suivants:

Exercer le commerce des huiles et gazolines en gros et en détail, de même que de tous les sous-produits des huiles et gazolines, tels que, huiles à moteur, naphtaline, pétrole, benzine, huiles à chauffage, et le commerce d'importation et d'exportation des huiles et gazolines brutes ou raffinées, faire le raffinage des huiles brutes;

Faire le commerce des accessoires d'automo-

"La Compagnie d'Huile & Gas Cartier, Limitée —Cartier Oil & Gas Co., Ltd."

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of March, 1935, incorporating: Dame Marie-Adelisca Perras, wife separate as to property of Ovila Tétreault, salesman, and by the latter duly authorized, Ovila Tétreault, aforesaid and Georges MacDonald, accountant, all of the Town of Sainte Thérèse, county of Terrebonne, for the following purposes:

To deal, both wholesale and retail, in oils and gasolene, as well as in all the by-products of oil and gasolene, such as motor oils, naphthaline, petrol, benzine, fuel oils, and to import and export crude or refined oils and gasolene, and to refine crude oils;

To deal in automobile accessories, both whole-

biles, en gros et en détail, tels que pneus, tubes, chaines, chaufferettes, et de tout ce qui se rapporte à ce commerce;

Faire le commerce de garage pour la réparation et le remisage des automobiles et faire tout ce qui se rapporte à ce commerce;

Souscrire, acquérir, détenir les actions, obligations ou débentures de toute compagnie avec laquelle la présente compagnie a ou se propose d'avoir des relations, échanger ou vendre ces valeurs ou autrement en disposer;

Acquérir, louer ou autrement posséder les biens meubles et immeubles et ériger toutes bâtisses utiles ou nécessaires à son entreprise, les hypothéquer et les aliéner au besoin;

Acquérir par achat ou autrement l'actif mobilier et immobilier de toute personne ou corporation exerçant une industrie similaire ou se rattachant à un des objets que poursuit la compagnie, et donner en paiement des actions libérées de la compagnie suivant que les directeurs le jugeront à propos;

Se fusionner ou se joindre avec d'autres compagnies ou sociétés exerçant une industrie similaire;

Emprunter sur billet, sur hypothèque ou par voie d'émission d'obligations ou débentures et à ces fins gager et nantir ses biens meubles et immeubles pour le temps et aux conditions que les directeurs trouveront convenables, conformément aux règlements de la dite compagnie et pour ses besoins, sous le nom de "La Compagnie d'Huile & Gas Cartier, Limitée—Cartier Oil & Gas Co., Ltd", avec un capital total de vingt-cinq mille dollars ($25,000.00), divisé en deux cent cinquante (250) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Sainte-Thérèse, comté de Terrebonne, district de Terrebonne.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce cinquième jour de mars 1935.

ALEX. DESMEULES,
1557–o Sous-secrétaire de la Province.

"Maritime Scrap Iron Corp.".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatrième jour de mars 1935, constituant en corporation: Dame Fanny Budovitch, épouse séparée de biens de Sam Levine, et ledit Sam Levine, partie aux présentes, pour autoriser son épouse, Jack Levine, marchand, et John Levine, chimiste, tous des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

1. Manufacturer, acheter ou autrement acquérir et vendre ou autrement faire le trafic et le commerce de laine, tissus de coton, lainages, soies, toile et vêtements de toutes sortes; exploiter l'industrie de manufacturiers, acheteurs et vendeurs de vêtements de toutes descriptions et acquérir, acheter, détenir, vendre ou autrement disposer de, manufacturer, produire, importer, exporter toutes sortes d'effets, articles et marchandises; et en particulier du fer et des métaux de toute description;

2. Exercer toute autre industrie (manufacturière ou autrement) qui pourrait être exercée convenablement par la compagnie en même temps que son industrie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables;

sale and retail, such as tires, tubes, chains, heaters, and all that is incidental to the said business;

To operate a garage for the repairing and storing of automobiles and to do everything that is incidental to such a business;

To subscribe for, acquire, hold the shares, bonds or debentures of any company with which the present company has or intends to have business dealings, to exchange or sell such securities or otherwise dispose thereof;

To acquire, lease or otherwise own any movable and immovable property and to erect any buildings useful or necessary for its undertaking, to hypothecate and alienate the same as may be required;

To acquire by purchase or otherwise the movable and immovable assets of any person or corporation carrying on a similar business, or a business incidental to any of the purposes pursued by the company, and to give as payment therefor paid up shares of the company, as the directors may deem expedient;

To amalgamate or join with other companies or firms carrying on a similar business;

To borrow on notes, hypothecs or by way of issue of bonds or debentures, and for such purposes to mortgage and pledge its movable and immovable property for such time and on such conditions as the directors may deem expedient, in accordance with the by-laws of the said company and for its requirements, under the name of "La Compagnie d'Huile & Gas Cartier, Limitée—Cartier Oil & Gas Co., Ltd", with a total capital stock of twenty five thousand dollars ($25,000.00), divided into two hundred and fifty (250) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at Sainte Thérèse, county of Terrebonne, district of Terrebonne.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fifth day of March, 1935.

ALEX. DESMEULES,
1558 Assistant Provincial Secretary.

"Maritime Scrap Iron Corp.".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of March, 1935, incorporating: Dame Fanny Budovitch, wife separate as to property of Sam Levine, and the said Sam Levine a party to these presents to authorize his wife, Jack Levine, merchant, and John Levine, chemist, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

1. To manufacture, buy or otherwise acquire and sell or otherwise deal in or with wool, cotton fabrics, woollens, silks, linens, and clothing of every sort; to carry on the business of manufacturing, buying, and selling clothing of every description, and to acquire, purchase, hold, sell, or otherwise dispose of, manufacture, produce, import and export all kinds of goods, wares and merchandise, and in particular irons and metals of every description;

2. To carry on any other business (whether manufacturing or otherwise) which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of, or render profitable any of the Company's property or rights;

3. Acheter, ou autrement acquérir et vendre ou autrement disposer de, améliorer, construire, modifier et autrement faire le trafic et le commerce de propriétés immobilières;

4. Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie;

5. Solliciter, acheter ou autrement acquérir des brevets, licences, concessions et choses semblables, conférant aucun droit exclusif ou non exclusif ou limité, d'utiliser toute invention, ou aucun secret ou autre renseignement relatif à aucune invention, qui paraîtront susceptibles de servir à aucun des objets de la compagnie, ou dont l'acquisition semblera susceptible de profiter directement ou indirectement à la compagnie; aussi utiliser, exercer, développer, accorder des permis y relatifs ou autrement faire valoir des biens, droits ou renseignements acquis;

6. Faire société ou aucune convention relative au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque ou autrement, avec aucune personne ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'exploiter aucun commerce ou genre d'affaires propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie, prêter de l'argent à telle personne ou compagnie; garantir leurs contrats ou autrement aider toute telle personne ou compagnie et prendre ou autrement acquérir des actions et valeurs d'aucune telle compagnie, et les vendre, les détenir, revendre avec ou sans garantie, ou autrement les négocier;

7. Conclure des conventions avec les autorités municipales, locales ou autres, qui sembleront avantageuses pour les fins de la compagnie ou l'une quelconque des dites fins, et obtenir de ces dites autorités tous les droits, privilèges et concessions que la présente compagnie jugera désirable d'obtenir, et exécuter, exercer ces dites conventions, droits, privilèges et concessions et s'y conformer;

8. Prendre ou acquérir autrement et détenir des actions de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

9. Promouvoir une ou plusieurs compagnies dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie, pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

10. Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement toute propriété personnelle et tous les droits et privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie, et en particulier toute machinerie, matériel, fonds de commerce;

11. Prêter des fonds aux clients et autres en relations d'affaires avec la compagnie, et garantir l'exécution des contrats par ces dites personnes;

12. Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements, mandats et autres instruments négociables ou transférables;

13. Vendre ou autrement disposer de l'entreprise de la compagnie ou d'aucune partie d'icelle pour telle considération que la compagnie trou-

3. To buy, or otherwise acquire and sell or otherwise dispose of, improve, construct, alter and otherwise deal in or with immovable property;

4. To acquire or undertake the whole or any part of the business, property, and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purpose of the company;

5. To apply for, purchase, or otherwise acquire any patents, licenses, concessions, and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop, or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information required;

6. To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company, and to lend money, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company and to sell, hold, re-sell, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

7. To enter into arrangements with any authority, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges, and concessions which the company may think it desirable to obtain, and to carry out, exercise, and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

8. To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, or carrying on any business capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit the company;

9. To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

10. To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any personal property and any rights and privileges which the company may think necessary or convenient for the purpose of its business, and in particular, any machinery, plant, stock-in-trade;

11. To lend money to customers and others having dealings with the company and to guarantee the performance of contracts by any such person;

12. To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warranty and other negotiable or transferable instruments;

13. To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, in particular

vera convenable, particulièrement pour des actions, débentures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement semblables à ceux de la compagnie;

14. Solliciter, se procurer, acquérir, par cession, transfert, achat ou autrement, avoir aussi l'exercice, l'exécution et la jouissance de licence, de pouvoir, d'une autorité, des franchises, concessions, droits ou privilèges au'aucun gouvernement, aucune autorité ou corporation ou aucun autre corps public peut accorder, et les payer et contribuer à leur donner effet, employer aussi aucune des actions de la compagnie et obligations et valeurs à en solder les frais, charges et impenses nécessaires;

15. Faire enregistrer et reconna tre la compagnie dans aucun pays étrangers, y désigner les personnes qui, d'après les lois de ce pays étranger, la représenteront et recevront pour et au nom de la compagnie assignation d'aucune procédure, dans toute poursuite ou action;

16. Vendre, améliorer, gérer, développer, échanger, louer, aliéner ou faire valoir ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie des biens et droits de la compagnie;

17. Faire toutes les choses précitées ou aucune d'icelles comme principaux, entrepreneurs, agents ou en une autre qualité, et soit seuls, soit conjointement avec d'autres:

18. Hypothéquer, donner en gage ou autrement grever les biens mobiliers ou immobiliers de la compagnie pour garantir le paiement des emprunts ou le paiement ou la satisfaction de toute autre dette, contrat ou obligations de la compagnie;

19. Emettre, livrer et répartir comme entièrement libérées, toutes actions, débentures, actions-débentures ou autres valeurs de cette compagnie, soit en paiement ou paiement partiel de toutes propriétés ou droits que cette compagnie peut légalement acquérir en vertu des présentes ou autrement;

20. Hypothéquer, nantir ou gager toutes propriétés mobilières ou immobilières, présentes ou futures, pour garantir toutes obligations, débentures ou actions-débentures que cette compagnie est autorisée dar la loi à émettre;

21. Vendre, gager, nantir, hypothéquer, aliéner, louer la totalité ou aucune des propriétés mobilières ou immobilières, présentes ou futures, et des droits en aucun temps possédés par cette compagnie ou dont elle a la jouissance, ou en disposer autrement, aux termes et conditions que cette compagnie croira acceptables;

22. Placer et attribuer les deniers disponibles de la compagnie dans telles valeurs, de la manière qui seront de temps à autre déterminées;

23. Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités, sous le nom de "Martime Scrap Iron Corp.", avec un capital total de cinq mille dollars ($5,000.00), divisé en cinquante (50) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce quatrième jour de mars 1935.

ALEX. DESMEULES,
1559 Sous-secrétaire de la Province.

"Mills, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du

for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether similar to those of the company;

14. To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase, or otherwise, and to exercise, carry out and enjoy license, power, authority, franchise, concession, right or privilege which any government or authority or corporation or other public body may be empowered to grant, and to pay for and contribute towards carrying the same into effect and to appropriate any of the company's shares and bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

15. To procure the company to be registered and recognized in any foreign country, and to designate persons therein according to the laws of such foreign country and to represent this company and accept service for and on behalf of the company of any process or suit;

16. To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, or turn account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

17. To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise and either alone or in conjunction with others;

18. To hypothecate, pledge or otherwise affect the movable or immovable property of the company, to secure the payment of loans or the payment or performance of any other debt, contract or obligations of the company;

19. To issue, hand over and allot as fully paid up any shares, debentures, debenture stock or other securities of this company, either in payment or part payment of any property or rights which this company may lawfully acquire by virtue hereof or otherwise;

20. To hypothecate, mortgage or pledge any property, movable or immovable, present or future, for the purpose of securing any bonds, debentures, or debenture stock which the company is by law entitled to issue;

21. To sell, pledge, mortgage, hypothecate, alienate, lease or otherwise dispose of any or all of the property, moveable or immoveable, present or future, and rights at any time owned or enjoyed by this company upon such terms and conditions as this company may see fit;

22. To invest and deal with the monies of the company not immediately required on such securities and in such manner as may from time to time be determined;

23. To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of Maritime Scrap Iron Corp.", with a total capital stock of five thousand dollars ($5,000.00), divided into fifty (50) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fourth day of March, 1935.

ALEX. DESMEULES,
1560–o Assistant Provincial Secretary.

"Mills, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day

premier jour de mars 1935, constituant en corporation: Theodore-Bigelow Heney, avocat et conseil en loi du Roi, Harry-McLeod Hague, avocat, Demoiselles Annette Paterson MacDonald, Gladis Gilmour, et Elizabeth Gibbons, filles majeures, sténographes, tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

1. Acheter ou autrement acquérir toutes opérations manufacturières ou industrielles exercées par tout individu ou corporation, ou tout intérêt en iceux, soit directement ou indirectement par l'acquisition d'actions ou valeurs de telle corporation, et détenir, utiliser, exploiter, vendre, aliéner, hypothéquer, gager, louer ou autrement en faire le commerce;

2. Acheter ou autrement acquérir des biens réels et personnels de toutes sortes ou tout intérêt en iceux, y compris des titres, actions, obligations, débentures ou autres valeurs de tout gouvernement, province, municipalité, corporation ou compagnie, et détenir, vendre, aliéner, gager ou autrement en faire le commerce ou de toute autre manière quelconque;

3. Acheter, vendre, améliorer, gérer, faire valoir, disposer, et exercer le commerce de terrains, mines, plantations, usines, établissements industriels, marchandise et autres biens, et généralement exercer toute industrie manufacturière, industrielle ou autrement qui peuvent être convenablement exercées en rapport avec aucun des objets de la compagnie;

4. Solliciter, se procurer, acquérir, par cession, transfert, achat ou autrement, avoir aussi l'exercice, l'exécution, la jouissance et accorder des permis en rapport à toute franchise, pouvoir, une autorité, concessions, permis, droits ou privilèges qu'aucun gouvernement, aucune autorité ou corporation ou aucun autre corps public peut accorder, et les payer et aider et contribuer à leur donner effet, employer aussi aucune des actions de la compagnie et obligations et valeurs à en solder les frais, charges et impenses nécessaires;

5. Emettre et répartir comme entièrement acquittées des actions de la compagnie en paiement ou partie de paiement de toute propriété mobilière ou immobilière acquise par la compagnie;

6. Faire, exécuter ou faire tous contrats, arrangements, négociations, procédures légales et autres compromis, projets et conventions qui peuvent sauvegarder les intérêts de la compagnie se rapportant à toutes actions ou valeurs que la compagnie peut détenir;

7. S'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou pour d'autres fins semblables, avec toute personne ou compagnie exerçant ou exploitant, ou sur le point d'exercer ou d'exploiter une industrie ou transaction que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter, ou toute industrie ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la compagnie; et prêter des fonds à, garantir les contrats de ou aider autrement cette dite personne, ou compagnie, et prendre ou acquérir autrement des actions et valeurs de toute telle compagnie et les vendre, les détenir, les revendre avec ou sans garantie, ou en disposer autrement;

8. Promouvoir une ou plusieurs compagnies, dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie, ou pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie; et prélever et aider à prélever

of March, 1935, incorporating: Theodore Bigelow Heney, advocate and King's Counsel, Harry McLeod Hague, advocate, Misses Annette Paterson MacDonald, Gladis Gilmour, and Elizabeth Gibbons, spinsters of the full age of majority, stenographers, all of the city of Montreal, for the following purposes:

1. To purchase or otherwise acquire any manufacturing or milling business carried on by any individual or corporation, or any interest therein, whether directly or indirectly through acquisition of shares or securities of such corporation, and to hold, use, operate, sell, alienate, hypothecate, pledge, lease or otherwise deal with the same;

2. To purchase or otherwise acquire real and personal property of all kinds or any interest therein, including stocks, shares, bonds, debentures or other securities of any government, province, municipality, corporation or company, and to hold, sell, alienate, pledge or otherwise deal with the same or any part thereof;

3. To buy, sell, improve, manage, turn to account, dispose of and deal in lands, mines, plantations, factories, industrial establishments, merchandise and other property and generally to carry on any business, manufacturing, milling or otherwise which can be conveniently carried on in connection with any of the Company's objects;

4. To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase or otherwise and to exercise, carry out, enjoy and grant licenses in respect of any franchise, power, authority, concession, license, rights or privileges which any government or authority or any corporation or other public body may be empowered to grant and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate any of the Company's shares, bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

5. To issue and allot as fully paid up shares of the company in payment or part payment of any property moveable or immoveable acquired by the company;

6. To make, execute or enter into all contracts, agreements, negotiations, legal and other proceedings, compromises, schemes and arrangements which may be conducive to the protection of the interests of the company in respect of any shares or securities which it may hold;

7. To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which the Company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the Company and to lend money to, guarantee the contracts of or otherwise assist any such person or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company and to sell, hold, re-sell, with or without guarantee or otherwise deal with the same;

8. To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company or for any other purpose, which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company and to raise and assist in raising money for, and to aid by

de l'argent, et aider au moyen de boni, prêt, endossement, garantie ou autrement, toute autre personne, firme, compagnie ou corporation dans lesquelles la compagnie est intéressée ou avec lesquelles elle a des relations d'affaires;

9. Se joindre ou se fusionner avec aucune autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie;

10. Construire, améliorer, maintenir, travailler, administrer, exécuter et contrôler tous chemins, routes, embranchements ou voies d'évitement, ces deux derniers pour être construits sur les terrains possédés ou contrôlés par la compagnie et pour les fins de son commerce seulement: ponts, réservoirs, cours d'eau, quais, manufactures, entrepôts, usines électriques, magasins, boutiques et autres travaux et commodités qui sembleraient susceptibles de favoriser les intérêts de la compagnie, directement ou indirectement;

11. Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissoires, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables;

12. Administrer, développer, louer, disposer, faire valoir ou autrement faire toute ou aucune partie des biens de la compagnie;

13. Vendre, aliéner, louer ou autrement disposer du commerce, propriétés ou entreprises de la compagnie en tout ou en partie pour telle considération que la compagnie jugera convenable, et en particulier pour des actions, débentures ou valeurs de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

14. Avec l'approbation des actionnaires réunis en assemblée générale et sujette aux dispositions de la loi à cet effet, distribuer en espèces ou nature par voie de dividendes ou autrement entre les actionnaires toute propriété ou actif non requis pour les fins de la compagnie;

15. Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou à rendre en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement de chacune des parts dans le capital de la compagnie, ou toutes débentures, actions-débentures ou toutes autres garanties, ou dans ou au sujet de la formation ou promotion de la compagnie ou dans la conduite de ses affaires;

16. Etablir, supporter ou aider à l'établissement ou support d'associations, d'institutions, fonds, fiducies et convenances devant bénéficier aux employés ou ex-employés de la compagnie (ou leurs prédécesseurs en affaires) ou leurs parents ou ceux dont ils sont les soutiens et à cet effet accorder des pensions et allocations, payer des primes d'assurances pour eux, souscrire ou garantir des sommes d'argent pour des fins de charité ou de bienfaisance, ainsi que pour toute exposition ou autres objets d'utilité publique et générale;

17. Prendre les moyens de faire enregistrer et reconnaître la compagnie dans tout pays étranger et y désigner des personnes conformément aux lois de tel pays étranger pour représenter cette compagnie et recevoir pour et au nom de cette compagnie assignation de toute procédure ou poursuite;

18. Faire toutes ou chacune des choses énumérées plus haut en qualité de principaux, d'agents, d'entrepreneurs ou autrement, et soit seuls ou conjointement avec d'autres;

19. Faire toutes telles autres choses qui sont incidentes ou qui conduisent à la réalisation des objets précités;

Et il est ordonné et déclaré que dans le cas où la compagnie passerait des contrats ou transway of bonus, loan, endorsement, guarantee or otherwise any other person, firm, company or corporation in which the company is interested or with which it has business relations;

9. To consolidate or amalgamate with any other company having objects similar in whole or in part to those of this company;

10. To construct, improve, maintain, work, manage, carry out or control any roads, ways, branches, or sidings, these two latter to be constructed on lands owned or controlled by the Company and for the purpose of its business only, bridges, reservoirs, watercourses, wharves, manufactories, warehouses, electric works, shops, stores and other works and conveniences, which may seem calculated directly or indirectly to advance the company's interest;

11. To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

12. To manage, develop, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the company's property;

13. To sell, alienate, lease or otherwise dispose of the business, properties or undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects in whole or in part similar to those of the company;

14. With the sanction of the shareholders in general meeting and subject to the provisions of law in that behalf, to distribute in specie or kind by way of dividend or otherwise among the shareholders any property or assets which may not be required for the purposes of the company;

15. To remunerate any person or company for services rendered, or to be rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares in the company's capital or any debentures, debenture-stock or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

16. To establish and support or aid in the establishment and support of associations, institutions, funds, trusts and conveniences calculated to benefit employees or ex-employees of the company (or its predecessors in business) or the dependents or connections of such persons, and to grant pensions and allowances, and to make payments towards insurance, and to subscribe or guarantee money for charitable or benevolent objects, or for any exhibition or for any public, general or useful object;

17. To procure the Company to be registered and recognized in any foreign country and to designate persons therein according to the laws of such foreign country, to represent this Company, and to accept service for and on behalf of the Company of any process or suit;

18. To do all or any of the above things as principals, agents, contractors, or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

19. To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects;

And it is ordained and declared that in case the company enters into contracts or transacts

sigerait des affaires avec l'un ou plusieurs de ses directeurs ou avec toute firme dont l'un ou plusieurs de ses directeurs sont membres ou employés ou avec toute autre corporation ou association dont l'un ou plusieurs de ses directeurs sont actionnaires, directeurs ou officiers ou employés, tel contrat ou transaction ne seront pas invalidés en aucune manière ou affectés par le fait que tel directeur ou directeurs avaient ou pouvaient avoir un intérêt dans tel contrat ou transaction qui est ou pourrait être contraire aux intérêts de la compagnie, pourvu toutefois que, dans tel cas, le fait d'avoir tel intérêt sera déclaré aux autres directeurs ou actionnaires agissant en vertu ou relativement à tel contrat ou transaction; sous le nom de "Mills, Limited", avec un capital total de cent mille dollars ($100,000.00), divisé en mille (1,000) actions d'une valeur au pair de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce premier jour de mars 1935.

ALEX. DESMEULES,
1561 Sous-secrétaire de la Province.

"Pilgrim Investors, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S.R.Q., 1925, des lettres patentes en date du dix-huitième jour de février 1935, constituant en corporation: Archibald Stalker, Conseil en Loi du Roi, pour la Province de Québec, Gordon Douglass McKay, avocat, Jean Lang Muir, fille majeure, comptable, tous des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

(*a*) Exercer les opérations de capitalistes, promoteurs, concessionnaires, courtiers, agents-financiers et agents en général, et exécuter et exercer toutes sortes d'opérations financières, commerciales, industrielles et autres opérations et faire les opérations qui consistent à promouvoir, organiser, établir, administrer, exploiter, acheter, acquérir, disposer et autrement négocier et faire le commerce d'entreprises financières, commerciales, industrielles, de transport, agricoles, minières et autres entreprises, dans un but de profit, et recevoir et payer des commissions;

(*b*) Souscrire, garantir, acheter ou autrement acquérir, vendre ou céder, ou autrement faire le commerce de titres, obligations, débentures, actions et autres valeurs de tout gouvernement, municipalité, corporation scolaire ou de toute banque à charte, ou de toute corporation industrielle, commerciale ou minière, ou de toute autre compagnie dûment constituée en corporation;

(*c*) Agir comme agents, agents à commission, marchands à commission, courtiers ou représentants dans tout pays ou pays étrangers, pour le Canada ou maisons commerciales étrangères et pour d'autres personnes, firmes ou corporations;

(*d*) Acheter, gérer ou développer tous biens miniers, claims ou droits miniers et exercer toutes entreprises minières;

(*e*) Exercer toute industrie, manufacturière ou autre, qui pourrait être exercée convenablement en même temps que son industrie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens, droits ou produits de la compagnie ou les rendre profitables;

business with one or more of its directors or with any firm of which one or more of its directors are members or employees, or with any other corporation or association of which one or more of its directors are shareholders, directors, officers or employees, such contract or transaction shall not be invalidated or in anywise affected by the fact that such director or directors have or may have interests therein which are or might be adverse to the interests of the company, provided, however, that in any such case the fact of such interest shall be disclosed or known to the other directors or shareholders acting upon or in reference to such contract or transaction, under the name of "Mills, Limited", with a total capital stock of one hundred thousand dollars ($100,000.00), divided into one thousand (1,000) shares of a par value of one hundred dollar ($100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this first day of March, 1935.

ALEX. DESMEULES,
1562–o Assistant Provincial Secretary.

"Pilgrim Investors, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, chapter 223, R.S.Q., 1925, bearing date the eighteenth day of February, 1935, incorporating: Archibald Stalker, one of His Majesty's Counsel learned in the Law for the Province of Quebec, Gordon Douglas MaKay, Advocate, Jean Lang Muir, spinster of the full age of majority, Accountant, all of the City and District of Montreal, for the following purposes:

(*a*) To carry on business as investors, promotors, concessionnaires, brokers, financial agents and general agents, and to execute and carry on all kinds of financial, commercial, trading and other operations and to carry on the business of promoting, organizing, establishing, administering, operating, purchasing, acquiring, disposing of and otherwise dealing in and with financial, commercial, industrial, transportation, agriculture, mining and other enterprises, with a view to profit, and to receive and pay commissions;

(*b*) To subscribe for, underwrite, purchase or otherwise acquire, sell or assign, or otherwise deal in, stocks, bonds, debentures, shares, and other securities of any government, municipality, school corporation, or of any chartered bank, or any industrial, commercial or mining corporation, or of any other duly incorporated company;

(*c*) To act as agents, commission agents, commission merchants, brokers or representatives of any foreign country or countries, for Canadian or foreign commercial houses and for other persons, firms or corporations;

(*d*) To purchase, manage or develop any mining property, mining claims or rights, and to carry on any mining enterprises;

(*e*) To carry on any business, whether manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property, rights or products;

(*f*) Solliciter, acheter ou autrement acquérir des marques de commerce, noms de commerce, brevets, licences, concessions et choses semblables, conférant tout droit) exclusif ou non exclusif ou limité ou illimité d'utiliser, ou aucun secret ou autre renseignement relatif à aucune invention, formule, recette ou procédé qui paraîtront susceptibles de servir à aucun des objets de la compagnie, ou dont l'acquisition semblera susceptible de profiter directement ou indirectement à la compagnie; aussi utiliser, exercer, développer, accorder des permis en ce qui les concerne ou autrement faire valoir des biens, droits ou renseignements ainsi acquis;

(*f*) To apply for, purchase or otherwise acquire any trade-marks, trade-names, patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited or unlimited right to use, or any secret or other information as to any inventions, formula, recipe or process, which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise to turn to account the property, rights or information so acquired;

(*g*) Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement tous les biens mobiliers ou immobiliers et tous les droits ou privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie et en particulier toute machinerie, matériel et fonds de commerce;

(*g*) To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any moveable or immoveable property and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business and in particular any machinery, plant or stock-in-trade;

(*h*) Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements et de l'actif de toute personne, société ou compagnie exerçant une industrie que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie, et émettre des actions acquittées, obligations ou les deux en paiement du prix d'achat;

(*h*) To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities or assets of any individual, partnership or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company, and to issue paid up shares or bonds, or both, for the payment of the purchase price thereof;

(*i*) Promouvoir et devenir actionnaire d'une ou plusieurs compagnies dans le but d'acquérir ou d'assumer la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie, ou pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie ou garantir le paiement du principal, et des dividendes et intérêts sur les actions, titres, obligations, débentures et autres valeurs de telles compagnies, ainsi que l'exécution de leurs contrats;

(*i*) To promote and become a shareholder in any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company, or to guarantee payment of the principal of and dividends and interest on the shares, stocks, bonds, debentures, and other securities of and the performance of contracts by any such company;

(*j*) Faire société ou aucune convention relative au partage des bénéfices ou dépenses, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, aux concessions réciproques ou pour d'autres fins, avec aucune personne, société, association ou compagnie exerçant, se livrant à, sur le point d'exercer ou de se livrer à aucun commerce, genre d'affaires propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie; prêter de l'argent, garantir les contrats ou autrement aider aucune telle personne, société, association ou compagnie et prendre ou autrement acquérir des actions et des valeurs de toute telle société, association ou compagnie, aussi les vendre, détenir, revendre avec ou sans garantie ou autrement les négocier;

(*j*) To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits or expense, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concessions or otherwise with any person, partnership, association or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which may seem capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of or otherwise assist any such person, partnership, association or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such partnership, association or company, and to sell, hold, re-sell, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

(*k*) Souscrire, prendre ou acquérir autrement et détenir des actions, ou des titres ou autres valeurs de toute autre compagnie exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie et les vendre ou autrement en disposer;

(*k*) To subscribe for, take up or otherwise acquire and hold shares or stock or other securities of or in any other company carrying on any business capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit the company, and to sell or otherwise dispose of the same;

(*l*) Acheter, vendre, hypothéquer, développer, administrer et faire le commerce de propriétés mobilières et immobilières de toutes sortes, comprenant des terrains, édifices, baux, droits riverains, permis, limites forestières, machineries, aménagements, accessoires, marchandises et toutes sortes de biens, et faire les affaires de construction, d'entreprises, de développement, d'immeubles, de promotion, de placement, d'audition;

(*l*) To buy, sell, hypothecate, develop, administer and deal in moveable and immoveable properties of all kinds, including lands, buildings, leases, water rights, licenses, timber limits, machinery, equipment, supplies, merchandise and all kinds of property, and to carry on a building, contracting, development, real estate, promoting, investing and auditing business;

(*m*) Se joindre ou se fusionner avec aucune autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

(*m*) To consolidate or amalgamate with any other company having objects similar in whole or in part to those of this company;

(*n*) Rémunérer, soit par voie de commission ou autrement, toute personne ou compagnie pour services rendus en plaçant ou en aidant à placer

(*n*) To remunerate, whether by means of commission or otherwise, any person or companies for services rendered in placing or assisting to place

ou en garantissant le placement des actions de la compagnie ou toutes débentures, actions-débentures ou autres valeurs de la compagnie, ou au sujet de la formation ou de la promotion de la compagnie ou de la conduite de ses opérations;

(*o*) Louer, vendre, échanger la totalité ou aucune partie de la propriété, des droits ou entreprises de la compagnie, ou en disposer autrement, pour le prix que la compagnie croira convenable, et particulièrement pour des actions, débentures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie;

(*p*) Payer toutes les dépenses inhérentes ou connexes à la formation, à l'incorporation et à la constitution de la Compagnie ou au prélèvement de son capital-actions ou passer des contrats avec toute compagnie pour les payer;

(*q*) Emettre et répartir comme actions entièrement libérées de la compagnie en paiement de tout commerce, franchise, entreprise, propriété, droits, biens, pouvoirs, privilèges, bail, permis, contrat, immeuble, titres, obligations, mines, débentures et autres biens ou droits qu'elle peut légalement acquérir en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés dans les présentes;

(*r*) Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissoires, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables;

(*s*) Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités, faire toutes les choses précitées, ou aucune d'icelles comme principaux, agents, entrepreneurs ou autres et par l'entremise de fiduciaires, agents ou autrement et soit seuls ou conjointement avec d'autres;

(*t*) Le nombre des actionnaires de la compagnie sera limité à vingt (20), à l'exception des employés actuels et anciens employés qui sont actionnaires de la compagnie, et qui ont continué de l'être après avoir quitté son emploi;

(*u*) Il est interdit de faire appel au public pour faire souscrire les actions de la compagnie, sous le nom de "Pilgrim Investors, Limited", avec un capital total de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce dix-huitième jour de février 1935.

ALEX. DESMEULES,
1563 Sous-secrétaire de la Province.

"Société de Placements, Inc.—Investment Company, Inc.".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du septième jour de février 1935, constituant en corporation: Herbert-William Jackson, comptable, William-Patrick Creagh, commis en loi, et John-Lawrence McCrory, sténographe, tous des cité et district de Montréal, dans la Province de Québec, dans les buts suivants:

(*a*) Faire le commerce de placements de fonds, capitalistes, financiers, concessionnaires, courtiers en actions et agents, et entreprendre et exercer et faire toutes sortes d'opérations financières, commerciales, mercantiles et autres, et exercer toutes autres affaires qui sembleraient susceptibles d'être conduites convenablement en rapport avec aucune des affaires de cette compagnie ou calculées pouvoir, directement ou indirectement,

or guaranteeing the placing of any shares of the company, or any debentures, debenture stock or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

(*o*) To lease, sell or otherwise dispose of the business, property or undertakings of the company, or any part thereof, for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

(*p*) To pay all or any expenses of, incident to or incurred in connection with the formation and incorporation of the company and the raising of its share capital, or to contract with any company to pay the same;

(*q*) To issue and allot as fully paid up shares of the company in payment of any business, franchise, undertaking, property, rights, assets, powers, privileges, lease, license, contract, real estate, stocks, bonds, mines, debentures and other property or rights which it may lawfully acquire by virtue of the powers herein granted;

(*r*) To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

(*s*) To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, and to do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise, and by or through trustees, agents or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

(*t*) The number of shareholders of the company shall be limited to twenty (20), exclusive of the present and past employees who are shareholders of the company, and who have continued so to be after leaving its employ;

(*u*) Any appeal to the public to subscribe for shares of the company is prohibited, under the name of "Pilgrim Investors, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eighteenth day of February, 1935.

ALEX. DESMEULES,
1564–o Assistant Provincial Secretary.

"Société de Placements, Inc.—Investment Company, Inc.".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of February, 1935, incorporating: Herbert William Jackson, Accountant, William Patrick Creagh, Law Clerk, and John Lawrence McCrory, Stenographer, all of the City and District of Montreal, in the Province of Quebec, for the following purposes:

(*a*) To carry on business as investors, capitalists, financiers, concessionaries, brokers and agents, and to undertake and carry on and execute all kinds of financial, commercial, trading, and other operations, and to carry on any other business which may seem to be capable of being conveniently carried on in connection with any of these objects, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or facilitate the realiza-

augmenter la valeur ou faciliter la réalisation de, ou rendre profitable aucune des propriétés de la compagnie;

(*b*) Souscrire, conditionnellement ou non, garantir, émettre à commission ou autrement, prendre, détenir, négocier et convertir des obligations, des titres, actions, et valeurs de toutes sortes, et entrer en société ou faire tout arrangement pour le partage des profits, l'union des intérêts, les concessions réciproques ou la coopération, avec tout individu, société ou compagnie, et promouvoir et aider à la promotion, et organiser des compagnies, des syndicats ou sociétés de toutes sortes dans le but d'acquérir toute propriété ou entreprise et engagements de cette ou de toute autre compagnie, ou d'en favoriser directement ou indirectement les objets, ou pour toutes autres fins que cette compagnie croirait avantageuses;

(*c*) Placer de l'argent à intérêt sur la garantie de terrains à bail ou en franc-alleu, mines, plantations, usines, établissements industriels, stock, actions, valeurs, marchandises et autres propriétés et généralement prêter et avancer de l'argent à telles personnes et sous tels termes et sujet à telles conditions qui sembleraient avantageux;

(*d*) Acheter, vendre, améliorer, administrer, faire valoir, disposer et trafiquer de terrains, mines, plantations, manufactures, établissements industriels, valeurs, actions, valeurs, marchandises et autres biens sur la garantie desquels toutes avances auront été faites par la compagnie et, en ce qui concerne les terrains, en développer les ressources en nettoyant, drainant, faisant des plantations, construisant ou améliorant, minant, vendant ou érigeant des travaux publics et autres accommodations, et généralement exercer tout autre commerce, manufacturier ou autrement, qui pourrait être exercé convenablement conjointement avec aucun des objets de la compagnie;

(*e*) Emettre des débentures, actions-débentures, bons, obligations et garanties de toutes sortes, et les rédiger, les constituer et les assurer comme il semblera convenable, avec plein pouvoir de les rendre transférables par livraison ou acte de transfert ou autrement, et soit rachetables, convertibles ou autrement et les garantir par acte de fiducie ou autrement sur l'entreprise de la compagnie ou sur les biens et droits spécifiés présents et futurs de la compagnie comprenant, si la chose est jugée convenable, le capital non appelé ou de toute autre manière;

(*f*) Acheter ou autrement acquérir et détenir ou autrement trafiquer des propriétés mobilières et immobilières, de droits de toutes sortes et, en particulier, de terrains, édifices, héritages, affaires ou établissements industriels et entreprises, mortgages, nantissements, contrats, concessions, franchises, annuités, brevets, licences, valeurs, polices, dettes courantes et tout intérêt dans la propriété mobilière ou immobilière et toute réclamation contre telle propriété ou contre toutes personnes ou compagnies et des privilèges et choses en litige de toutes sortes;

(*g*) Acquérir et détenir ou autrement faire le commerce de stocks, obligations, débentures, actions, certificats ou garanties de tout gouvernement, état, dominion, autorité souveraine, ou suprême, municipale, locale ou autrement, et tous bons, actions-débentures, certificats, obligations, actions, capital ou valeurs de toute compagnie établie dans le but de faire l'exploitation de tous chemins de fer, tramways, compagnies de gaz, aqueducs, bassins, téléphone, télégraphe, d'éclairage électrique ou toute autre entreprise industrielle ou autre;

tion of or render profitable any of the Company's property;

(*b*) To subscribe for, conditionally or unconditionally, to underwrite, issue on commission or otherwise take, hold, deal in and convert stocks, shares and securities of all kinds, and to enter into partnership or into any arrangement for sharing profits, union of interests, reciprocal concessions or co-operation with any person, partnership or company and to promote and aid in promoting, and to organize companies, syndicates or partnerships of all kinds for the purpose of acquiring any property, any undertaking and liabilities of this or any other company, or of advancing, directly or indirectly, the objects thereof, or for any other purpose which this company may think expedient;

(*c*) To invest money at interest on the security of freehold and leasehold lands, mines, plantations, industrial establishments, stocks, shares, securities, merchandise and other property and generally to lend and advance money to such persons and upon such terms and subject to such conditions as may seem expedient;

(*d*) To buy, sell, improve, manage, turn to account, dispose of and deal in land, mines, plantations, factories, industrial establishments, stocks, shares, securities, merchandise and other property on the security of which any advances shall have been made by the company, and as regards land, to develop the resources thereof by cleaning, draining, planting, building, or improving mining, selling or constructing public works and conveniences, and generally to carry on any business, manufacturing or otherwise, which can be conveniently carried on in connection with any of the company's objects;

(*e*) To issue debentures, debenture stocks, bonds, obligations and securities of all kinds, and to frame, constitute and secure the same as may seem expedient, with full power to make the same transferable by delivery or by instrument of transfer or otherwise, and either redeemable, convertible or otherwise, to charge or secure the same by trust deed or otherwise on the undertaking of the company or upon any specific property and rights present and future, of the company, including, if thought fit, uncalled capital or otherwise howsoever;

(*f*) To purchase or otherwise acquire and hold or otherwise deal in real and personal property and rights of all kinds and in particular lands, buildings, hereditaments, business of industrial concerns, and undertakings, mortgages, charges, contracts, concessions, franchises, annuities, patents, licenses, securities, policies, book-debts and any interest in real or personal property, any claims against such property or against any person or company, any privilege and *choses* in action of all kinds:

(*g*) To acquire and hold or otherwise deal with any stocks, bonds, debentures, shares, scrip or securities of any Government, State, Dominion, Sovereign or authority supreme, municipal, local or otherwise and any bonds, debentures, stock, scrip, obligations, shares, stock, or securities of any company established for the purpose of any railway, tramway, gas, water, dock, telephone, telegraph, electric lighting, industrial or other undertaking;

(*h*) Emprunter ou prélever des fonds par l'émission ou la vente de bons, mortgages, débentures ou actions-débentures de la compagnie, et placer les fonds ainsi prélevés dans toutes telles entreprises comme ci-dessus;

(*i*) Acquérir tous tels placements comme ci-dessus par souscription originaire, soumission, participation dans des syndicats ou autrement, et totalement payés ou non, et en faire le paiement sur appel ou avant les appels ou autrement, et les garantir et les souscrire conditionnellement ou autrement, et soit en vue de placements ou pour reventes ou autrement varier les placements de la compagnie, et généralement vendre, échanger ou autrement disposer de, de trafiquer de, et rendre profitables tous les biens de la compagnie;

(*j*) Faire des avances sur tels placements comme ci-dessus, faire des prêts, offrir pour souscription publique ou autrement, et aider ou aider à effectuer tels placements comme susdits, donner toute garantie relativement à tous tels placements émis par ou acquis par ou de la compagnie ou autrement; recevoir de l'argent, des documents, des valeurs pour les mettre en sûreté, pour transmission ou dépôt, à intérêt ou autrement, tirer, accepter, endosser, émettre, acheter, vendre ou autrement négocier des billets promissoires, lettres de change, lettres de crédit, mandats, coupons, certificats, lettres circulaires et autres instruments de commerce, valeurs et documents négociables ou transférables;

(*k*) Offrir pour souscription publique toutes actions ou titres ou débentures ou actions-débentures ou autres valeurs ou autrement, établir ou promouvoir ou aider à l'établissement ou à la promotion toute compagnie, association, entreprise ou corps public ou privé;

(*l*) Garantir le paiement des dividendes ou intérêts sur les mortgages, obligations, titres, actions, débentures ou autres garanties émis par, ou tout autre contrat ou obligations de toute compagnie, association, entreprises ou corps public ou privé, et généralement faire les affaires d'une compagnie de garantie;

(*m*) Acheter, prendre à bail ou en échange, louer, ou autrement acquérir aucune propriété réelle ou personnelle que la compagnie croira nécessaire ou avantageuse, et vendre, améliorer, administrer, développer, louer, hypothéquer, aliéner, faire valoir ou autrement négocier la totalité ou toute partie des biens de la compagnie;

(*n*) Faire, exécuter ou conclure, commencer, exploiter, poursuivre et garantir tous contrats, arrangements, négociations légales et autres procédures, compromis, arrangements et projets, et faire tous autres actes, affaires et choses qui apparaîtront en tout temps appropriés ou convenables pour la protection de la compagnie comme possesseur de, ou comme intéressée dans tous placements et valeurs;

(*o*) Recevoir de l'argent et dépôt, à intérêt ou autrement, et avancer et prêter de l'argent et des valeurs de toutes sortes sous telles conditions qui pourraient être fixées;

(*p*) Prendre part à l'administration, la direction ou le contrôle du commerce ou des opérations de toute compagnie ou entreprise, et à cette fin nommer et rémunérer tous directeurs, ou autres experts ou agents;

(*q*) Employer des experts pour faire des recherches sur et examiner les conditions, les projets, les valeurs, le caractère et les circonstances de toute maison d'affaires et de toute entreprise, et généralement, de tous biens, propriété ou droits;

(*r*) Transiger ou exercer toutes sortes d'opérations d'agents, et en particulier, agir comme

(*h*) To borrow or raise money by the issue or sale of any bonds, mortgages, debentures or debenture stock of the Company, and to invest any money so raised in any such investments as aforesaid;

(*i*) To acquire any such investments as aforesaid by original subscription, tender, participation in syndicates or otherwise and whether or not fully paid up, and to make payments thereon as called up or in advance of calls or otherwise, and to underwrite or subscribe for the same conditionally or otherwise, and either with a view to investments or for resale or otherwise, and to vary the investments of the Company, and generally to sell, exchange or otherwise dispose of, deal with and turn to account any of the assets of the company;

(*j*) To make advances upon such investments as aforesaid, to negotiate loans, to offer for public subscription or otherwise aid or assist in placing any such investments as aforesaid, to give any guarantee in relation to any such investments issued by or acquired through or from the Company or otherwise, to receive money, documents and valuables for sale, custody, transmission or deposit at interest or otherwise to draw, accept, endorse, issue, purchase, sell and otherwise deal with the promissory notes, bills of exchange, letters of credit, warrants, coupons, scrips, circular notes and other mercantile instruments and negotiable or transferable securities and documents;

(*k*) To offer for public subscription any shares or stocks of or debentures or debenture stocks or other securities of or otherwise to establish or promote, or concur in establishing or promoting any company, association, undertaking or public or private body;

(*l*) To guarantee the payment of dividends or interest on mortgages, bonds, stocks, shares, debentures or other securities issued by, or any other contract or obligation of any company, association, undertaking or public or private body, and generally to transact all kinds of guarantee business;

(*m*) To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any real or personal property which the company may think necessary or desirable, and to sell, improve, manage, develop, lease, mortgage, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the company's property;

(*n*) To make, execute, or enter into, commence, carry on, prosecute and defend all contracts, agreements, negotiations, legal and other proceedings, compromises, arrangements and schemes, and to do all other acts, matters and things which shall at any time appear conducive or expedient for the protection of the Company as holder of or interested in any investments and securities;

(*o*) To receive money or deposit at interest or otherwise, and to advance and lend money and assets of all kinds upon such terms as may be arranged;

(*p*) To take part in the management, supervision or control of the business or operations of any company or undertaking, and for that purpose to appoint and remunerate any directors or other experts or agents;

(*q*) To employ experts to investigate and examine into the condition, prospects, value, character and circumstances of any business concerns and undertakings and generally of any assets, property or rights;

(*r*) To transact or carry on all kinds of agency business, and in particular to act as agents for

agents pour le placement, le prêt, le paiement, la transmission et la collection d'argent, pour le transfert de bons, débentures ou actions ou autres valeurs, et pour l'achat, la vente, l'amélioration, le développement, l'administration de propriété, comprenant des maisons d'affaires et les entreprises, et généralement transiger et se charger de toutes espèces d'affaires commerciales, industrielles ou des affaires financières;

(*s*) Donner toute garantie relativement aux hypothèques, obligations, débentures, actions, valeurs, certificats, prêts, placements et valeurs, soit faits ou effectués ou requis par l'intermédiaire de la compagnie ou autrement, et généralement garantir ou se porter garants pour l'exécution de tous contrats et obligations;

(*t*) Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements, ou de l'actif de tout individu, société ou compagnie exerçant toute industrie que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie, et émettre des actions acquittées, obligations ou les deux en paiement du prix d'achat;

(*u*) Demander, obtenir, acquérir par cession, transfert, achat, ou autrement, et exercer, exécuter et jouir de tous permis, pouvoirs, autorisation, franchise, concession, droits ou privilèges qu'un gouvernement ou une autorité ou toute corporation ou autre corps public aurait le pouvoir d'accorder et les payer, aider et contribuer à les mettre en vigueur et affecter les actions, les obligations et les biens quelconques de la compagnie pour en défrayer les frais, charges et dépens nécessaires;

(*v*) Prélever et aider à prélever de l'argent, aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement ou autrement, aucun autre individu, firme, compagnie ou corporation avec lesquels la compagnie peut avec des relations d'affaires; et garantir l'exécution des contrats par aucune telle personne, firme, compagnie ou corporation;

(*w*) Distribuer, en espèces ou autrement, comme dividendes déclarés légalement à même les surplus ou profits nets de la compagnie ou de la manière prévue dans l'article 81 de la Loi des compagnies de Québec, les biens quelconques de la compagnie entre ses membres ou actionnaires et en particulier les actions, les obligations, les débentures ou autres valeurs reçues comme considération de la vente de la totalité ou d'aucune partie des biens de la compagnie, ou les actions, obligations, débentures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie formée pour assumer la totalité ou une partie quelconque de l'actif et du passif de la présente compagnie;

(*x*) Se joindre ou se fusionner avec aucune autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

(*y*) Louer, vendre la totalité ou aucune partie de la propriété ou entreprises de la compagnie, ou en disposer autrement pour le prix que la compagnie croira convenable, et particulièrement pour des actions, débentures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie;

(*z*) Poursuivre, exercer et exploiter les objets et pouvoirs sus-énumérés et tous les autres objets et pouvoirs nécessaires ou utiles, et soit comme ou par l'entremise de principaux, agents, procureurs, entrepreneurs, facteurs, gérant, bailleurs, locataires ou autrement et soit seuls ou conjointement avec d'autres; et poursuivre, exercer ou exploiter l'un quelconque ou plusieurs de tels

the investment, loan, payment, transmission and collection of money, for the transfer of bonds, debentures, shares or other securities and for the purchase, sale and improvement, development and management of property, including business concerns and undertakings, and generally to transact and undertake all kinds of agency business, whether in respect of commercial, industrial or financial matters;

(*s*) To give any guarantee in relation to mortgages, bonds, debentures, shares, stocks, scrip, loans, investments and securities, whether made or effected or required through the Company's agency or otherwise, and generally to guarantee or become security for the performance of any contracts and obligations;

(*t*) To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities or assets of any individual, partnership or company carrying on any business which the Company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the Company, and to issue paid up shares or bonds or both for the payment of the purchase price thereof;

(*u*) To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase or otherwise, and to exercise, carry out and enjoy any license, power, authority, franchise, concession, right or privilege which any government or authority or any corporation or other public body may be empowered to grant, and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate any of the Company's shares, bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

(*v*) To raise and assist in raising money for and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement or otherwise, any other person, firm, company or corporation with whom the Company may have business relations and to guarantee the performance of contracts by any such person, firm, company or corporation;

(*w*) To distribute in specie or otherwise, as dividends legally declared out of the surplus or net profits of the Company, or in the manner provided for by Section 81 of the Quebec Companies' Act, any assets of the Company among its members or shareholders, and particularly any shares, bonds, debentures or other securities received as the consideration of the sale of the whole or any portion of the property of the Company, or the shares, bonds, debentures or other securities of any other company formed to take over the whole or any part of the assets or liabilities of the Company;

(*x*) To consolidate or amalgamate with any other company having objects similar in whole or in part to those of this Company;

(*y*) To lease, sell or otherwise dispose of the business, property or undertakings of the Company or any part thereof for such consideration as the Company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the Company;

(*z*) To pursue, exercise and carry on the objects and powers hereinbefore set forth and all other necessary or useful objects and powers, and either as or by and through principals, agents, attorneys, contractors, factors, managers, lessors, lessees or otherwise and either alone or in conjunction with others and to pursue, exercise and carry on any one or more of such objects and

objets et pouvoirs sans égard aux autres, tels objets et pouvoirs étant censés être distincts et indépendants les uns des autres et ne pas être limités par le nom de la compagnie, et aucune clause des présentes ne sera interprétée comme étant limitée dans son sens général par les termes de toute autre clause ou comme limitant les pouvoirs généraux conférés par les lois de la province de Québec;

Et il est ordonné et déclaré que dans le cas où la compagnie passe des contrats ou transige des affaires avec un ou plusieurs de ses directeurs ou avec toute corporation ou association dont l'un ou plusieurs de ses directeurs sont actionnaires, officiers ou employés, tels contrat ou transaction ne seront pas invalidés ou affectés en aucune manière par le fait que ce directeur ou ces directeurs ont ou peuvent avoir des intérêts dans ces contrats ou transactions qui sont ou peuvent être contraires aux intérêts de la compagnie, lors même que le vote du directeur ou des directeurs ayant tel intérêt contraire soit nécessaire pour obliger la compagnie en vertu de tels contrat ou transa tion, pourvu toutefois, que dans pareil cas, le fait que tel intérêt existe soit déclaré ou connu des autres directeurs ou actionnaires affectés par tels contrat ou transaction;

Et il est de plus ordonné et déclaré que les actions de la compagnie ne seront pas transférées sans le consentement de la majorité des directeurs attesté par une résolution passée par eux et enregistrée dans les registres de la compagnie;

Le nombre de ses actionnaires ou membres, à l'exception des personnes qui sont à l'emploi de la compagnie, et des personnes qui, ayant été autrefois à l'emploi de la compagnie, furent, durant tel emploi, et ont continué après la cessation de tel emploi d'être actionnaires de la compagnie, n'excèdera pas vingt;

Il est interdit de faire appel au public pour souscrire pour toutes actions ou débentures de la compagnie sous le nom de "Société de Placements Inc.—Investment Company, Inc.".

Le capital-actions de la compagnie consistera en mille cinq cents (1,500) actions de la Classe "A" avec droit de vote, et cinq cents (500) actions de la Casse "B" sans droit de vote, toutes sans valeur nominale ou au pair, et le montant avec lequel la compagnie exercera ses opérations est de dix mille dollars ($10,000.00).

Les détenteurs d'actions de la Classe "B" sans droit de vote comme tels, n'auront pas droit aux avis, ni d'assister, ni de voter à toute assemblée des actionnaires de la compagnie, soit générale ou spéciale.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal, dans la Province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce septième jour de février 1935.

ALEX. DESMEULES,
1565 Sous-secrétaire de la Province.

"St. Johns Realty Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du neuvième jour de février 1935, constituant en corporation: David-L. Cahana, Samuel-J. Smiley, tous deux avocats, de la cité de Montréal, et Dame Diana Goldberg, sténographe, fille majeure, de la cité d'Outremont, tous du district de Montréal, dans les buts suivants:

1. Exercer les opérations d'une compagnie d'immeubles et foncière et d'une agence d'im-

powers without regard to the others, such objects and powers being deemed to be several and not dependent on each other and not limited by the name of the company, and no clause hereof shall be construed as limited in its generality by the terms of any other clause or as limiting the general powers conferred by the laws of the Province of Quebec;

And it is ordained and declared that in case the company enters into contracts or transacts business with one or more of its directors, or with any other corporation or association of which one or more of its directors are shareholders, officers or employees, such contract or transaction shall not be invalidated or in any wise affected by the fact that such director or directors have or may have interests therein which are or might be adverse to the interests of the company, even though the vote of the director or directors having such adverse interest shall have been necessary to obligate the company upon such contract or transaction, provided, however, that in any such case, the fact of such interest shall be disclosed or known to the other directors or shareholders acting upon or in reference to such contract or transaction;

And it is further ordained and declared that the shares of the company shall not be transferred without the consent of a majority of the Directors evidenced by a resolution passed by them and recorded in the books of the company;

The number of its shareholders or members, exclusive of persons who are in the employment of the company and of persons who, having been formerly in the employment of the company were, while in such employment, and have continued after the termination of such employment to be shareholders of the company, shall not exceed twenty;

Any invitation to the public to subscribe for any shares or debentures of the company is prohibited, under the name of "Société de Placements, Inc.—Investment Company, Inc.".

The capital stock of the Company shall consist of one thousand five hundred (1,500) Class "A" Voting Shares and five hundred (500) Class "B" Non-Voting Shares, all without nominal or par value and the amount with which the Company will carry on its business is ten thousand dollars ($10,000.00).

The holders of Class "B" Non-Voting Shares, as such, shall not be entitlted to receive notice of, attend or vote at any meeting of the shareholders of the Company, whether general or special.

The head office of the company will be at the City of Montreal, in the Province of Quebec,

Dated at the office of the Provincial Secretary, this seventh day of February, 1935.

ALEX. DESMEULES,
1566–o Assistant Provincial Secretary.

"St. Johns Realty Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of February, 1935, incorporating: David L. Cahana, Samuel J. Smiley, both advocates, of the city of Montreal, and Dame Diana Goldberg, stenographer, spinster of the city of Outremont, all of the district of Montreal, for the following purposes:

1. To carry on the business of a real estate and land company and of a real estate agency

meubles et agir comme courtiers en immeubles et évaluateurs et encanteurs, et comme agents financiers et d'assurance et, généralement comme agents à commission, avec pouvoir d'acquérir, acheter, détenir, posséder, arrenter, maintenir, contrôler, gérer, travailler, développer, vendre, transporter, louer, échanger, améliorer, cultiver, affermer et autrement négocier et disposer de biens mobiliers, et marchandises et à cette fin affecter et placer le capital de la compagnie dans l'achat, l'examen, l'amélioration, le développement et la préparation pour occupation et établissement des dits immeubles, terrains, édifices, biens immobiliers et aucune équité, intérêt, droit, et balance de prix de la manière jugée la plus convenable à l'exécution du commerce de la compagnie;

2. Construire des résidences et autres édifices sur tels biens immobiliers ou aucune partie d'iceux, reconstruire, modifier ou améliorer des édifices ou travaux existant déjà sur ces biens immobiliers, subdiviser, améliorer, ou développer des terrains pour fins de vente ou autrement, et faire et réaliser toutes choses légales et nécessaires à leur développement et amélioration;

3. Prendre et détenir des gages, hypothèques, privilèges et charges pour garantir le paiement du prix d'achat de tous biens vendus par la compagnie ou tous deniers dûs à la compagnie par les acheteurs ou avancés par la compagnie pour fins de construction ou autres améliorations;

4. Aider à la promotion, l'organisation, le développement ou l'administration de toute corporation ou compagnie, et prélever et aider au prélèvement d'argent et aider par voie de boni, prêt, promesse, endossement ,garantie d'obligations, débentures ou autres valeurs ou autrement, toute autre corporation dont les actions du capital sont détenues par la compagnie ou avec laquelle la compagnie a des relations d'affaires;

5. Tirer, faire, accepter, endosser, escompter, exécuter et émettre des billets promissoires, lettres de change, chèques, connaissements, mandats d'argent et autres effets négociables ou transférables dans le cours et dans l'exercice de son commerce et de ses opérations;

6. Exercer toute autre industrie susceptible d'être convenablement exercée en rapport avec les affaires ou objets de la Compagnie, ou propre à accroître directement ou indirectement la valeur d'aucun des droits, affaires ou propriétés de la Compagnie ou les rendre profitables;

7. Vendre, louer, échanger ou disposer de l'entreprise, des droits, franchises ou de la propriété de la Compagnie et de ses revenus, pour quelque considération que la Compagnie jugera profitable et en particulier, des parts, débentures, bons ou autres garanties de toute autre compagnie;

8. Faire des arrangements pour le partage de profits, l'union des intérêts, la coopération, les aventures conjointes, les concessions réciproques ou autrement, avec toute personne, firme ou compagnie exerçant, ou engagée dans, ou sur le point d'exercer un commerce ou de s'engager dans toute affaire ou transaction susceptible d'être conduite de manière à favoriser la Compagnie, directement ou indirectement, et prendre ou autrement acquérir des actions et des valeurs de toute telle Compagnie, et les vendre, les détenir, les revendre, avec ou sans garantie, ou autrement en trafiquer;

9. Acheter, louer ou autrement acquérir, et détenir, exercer et jouir toutes ou chacune des propriétés, franchises, achalandages, droits, pouvoirs et privilèges détenus ou possédés par toute

and to act as real estate brokers, valuators and auctioneers and as financial and insurance agents, and, generally, as commission agents, with power to acquire, purchase, hold, own, lease, maintain, control, manage, exploit, develop, sell, transfer, take on lease, exchange, improve, cultivate, give on lease and otherwise deal and dispose of immoveable property and goods and, for such purpose, to appropriate and invest the capital of the company for the purchase, examination, improvement, development and the preparation for occupation and establishment of the said immoveable property, lands, buildings, immoveables, equity, interests, rights or balance of price, in the manner deemed most suitable in the best interest of the business of the company;

2. To erect residences and other buildings on such immoveables or on any part thereof; and to re-build, modify and improve the present buildings or the works thereon erected, subdivide, improve or develop lands with a view to their sale or otherwise and to do and execute any things legal and necessary to their development and improvement;

3. To take and hold mortgages, hypothecs, liens and charges to guarantee the payment of the purchase price of any property sold by the company, or any moneys due to the company by the purchasers, or advanced by the company, for building purposes or other improvements;

4. To assist in the promotion, organization, development or management of any corporation or company and to raise and assist in raising money for and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any other corporation in the capital-stock of which the said company holds shares, or with which it has business relations;

5. To draw, make, accept, endorse, discount, execute and issue promissory notes, bills of exchange, cheques, bills of lading, money warrants and other negotiable or transferable instruments, in the course and exercise of its business and operations;

6. To carry on any other business which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with the business or objects of the company, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's rights, business or property;

7. To sell, lease, exchange or dispose of the undertaking, rights, franchises or property of the company or revenues thereof, for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures, bonds or securities of any other company;

8. To enter into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concessions or otherwise with any person, firm or company carrying or engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction which may seem capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit the company; and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, re-sell, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

9. To purchase, lease or otherwise acquire, hold, carry on, enjoy the whole or any part of the property, franchises, goodwill, rights, power and privileges held by or enjoyed by any person, firm,

personne ou firme, ou par toute compagnie, ou compagnies exerçant, ou créées pour exercer toute affaire semblable, en tout ou en partie, à celle que cette Compagnie est autorisée à exercer, et payer pour tels propriété, franchise, clientèle, droits, pouvoirs et privilèges partiellement en argent ou partiellement en actions acquittées de la Compagnie, ou autrement, et se charger des engagements de toute telle personne, firme ou compagnie;

10. Distribuer en espèces ou autrement, par voie de dividendes légalement déclarés à même les profits nets de la Compagnie ou de la manière prévue par l'article 81 de la Loi des Compagnies de Québec, ainsi qu'il en sera résolu, les biens quelconques de la Compagnie entre ses membres et, en particulier, les actions, les obligations, les débentures ou autres valeurs de toute autre compagnie formée pour assumer la totalité ou une partie quelconque de l'actif ou du passif de la présente Compagnie;

11. Emettre des parts totalement acquittées, bons, débentures ou autres valeurs de la Compagnie, en paiement total ou partiel de toute propriété, droits qu'elle peut légalement acquérir, ou avec le consentement des actionnaires, pour services rendus, ou pour tout travail fait pour la Compagnie, ou en paiement ou règlement de dettes ou obligations incombant à la Compagnie, sous le nom de "St. Johns Realty Company, Limited".

12. Vendre, améliorer, gérer, développer, échanger, louer, aliéner, faire valoir ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie des biens et droits de la compagnie;

13. Faire toutes les choses précitées ou aucune d'icelles comme principaux, entrepreneurs, agents ou autrement, et soit seuls, soit conjointement avec d'autres;

14. Hypothéquer, nantir ou gager toutes propriétés mobilières ou immobilières, présentes ou futures, pour garantir toutes obligations, débentures ou actions-débentures que cette compagnie est autorisée par la loi à émettre;

15. Vendre, gager, nantir, hypothéquer, aliéner, louer la totalité ou aucune des propriétés mobilières ou immobilières, présentes ou futures, et des droits en aucun temps possédés par cette compagnie ou dont elle a la jouissance, ou en disposer autrement, aux termes et conditions que cette compagnie croira acceptables;

16. Placer et attribuer les deniers disponibles de la compagnie dans telles valeurs, de la manière qui seront de temps à autre déterminées;

17. Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités, sous le nom de "St. Johns Realty Company, Limited", avec un capital total de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions, de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce neuvième jour de février 1935.

ALEX. DESMEULES,
1567 Sous-secrétaire de la Province.

company or companies carrying on or formed for carrying on any business in whole or in part similar to that which the present company is authorized to carry on, and to pay for such property, franchises, goodwill, rights, powers and privileges, partly in cash or partly in paid up shares of the company or otherwise, and undertake and take over the liabilities of any such person, firm or company;

10. To distribute, in specie or otherwise, by way of dividends legally declared out of the net profits of the company or in the manner prescribed by section 81 of the Quebec Companies' Act, as may be resolved, any assets of the company among its members and particularly any shares, bonds, debentures or other securities of any other company formed to take over the whole or any part of the assets or liabilities of the present company;

11. To issue fully paid up shares, bonds, debentures or other securities of the company in whole or part payment of any property, rights which it may lawfully acquire, or with the approval of the shareholders, for services rendered or work done for the company, or in payment or settlement of debts and obligations due by the company, under the name of "St. Johns Realty Company, Limited";

12. To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, or turn account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

13. To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise and either alone or in conjunction with others;

14. To hypothecate, mortgage or pledge any property, moveable or immoveable, present or future, for the purpose of securing any bonds, debentures, or debenture stock which the company is by law entitled to issue;

15. To sell, pledge, mortgage, hypothecate, alienate, lease or otherwise dispose of any or all the property, moveable or immoveable, present or future, and rights at any time owned or enjoyed by this company, upon such terms and conditions as this company may see fit;

16. To invest and deal with the moneys of the company not immediately required on such securities and in such manner as may from time to time be determined;

17. To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "St. Johns Realty Company, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at the city of Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this ninth day of February, 1935.

ALEX. DESMEULES,
1568-o Assistant Provincial Secretary.

"Tannerie, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-huitième jour de février 1935, constituant en corporation: Michael Garber, avocat, Westmount, Québec, Jacob Harold Blumenstein,

"Tannerie, Limitée".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty eighth day of February, 1935, incorporating: Michael Garber, Advocate, Westmount, Quebec, Jacob Harold Blumenstein, Advocate, Sara Gar-

avocat, Sara Garmaise, sténographe, fille majeure, tous deux de Montréal, Québec, et Irène Rubin, sténographe, fille majeure, Outremont, Québec, dans les buts suivants:

(a) Exercer et exploiter un commerce de tanneurs, teindre, traiter et préparer pour le marché aucun ou tous matériels, et sans limiter la généralité de ce qui précède, manufacturer, créer, construire, convertir, réparer, emmagasiner, louer, donner à bail, importer, exporter, utiliser, exploiter, acheter, vendre, échanger ou autrement acquérir, détenir, ou disposer, trafiquer, faire le commerce et le trafic de teintures, lessives, produits chimiques, tissus, et aussi toutes sortes de machinerie, outils, usines, appareils, instruments, outillages, ustensiles, accessoires, matériel et fournitures et tous matériels à l'état brut et autres choses utilisées dans et pour la fabrication, construction, création ou conversion de ce qui précède, et leurs accessoires, et tous leurs produits et sous-produits; exercer les fonctions et la profession d'ingénieurs-chimistes, mécaniciens et électriciens et agents de manufacturiers, et exercer le commerce d'entrepreneurs généraux et prendre des contrats, constuire, exécuter, posséder et exercer toutes sortes de travaux de toute description, et exercer pour les fins susdites, le commerce d'une compagnie de construction et entrepreneurs généraux pour la construction de travaux publics et privés; ériger, acquérir, maintenir, exploiter et gérer des entrepôts, magasins, et établissements semblables;

(b) Manufacturer, acheter, et de toute manière acquérir, posséder, détenir, et autrement mettre en valeur et vendre et de toute manière disposer et faire le commerce et le trafic d'articles, effets, marchandises et biens personnels de toute classe et description;

(c) Acheter, revendre, accepter, prendre, recevoir, acquérir, détenir, vendre ou aliéner en aucune manière, des actions, stocks, soit ordinaires ou privilégiés, débentures, bons et autres obligations de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables aux objets de cette compagnie ou exploitant toutes affaires pouvant être exploitées directement ou indirectement pour le bénéfice de cette compagnie, et voter toutes actions ainsi détenues par l'entremise de l'agent que les directeurs nommeront;

(d) Acquérir, assumer, louer et exploiter toute corporation, compagnie, firme ou société ou firme faisant des affaires dans toute ligne se rapportant directement ou indirectement au commerce qui sera exercé par "Tannerie, Limitée", et en payer le prix convenu soit en deniers comptants ou en actions entièrement libérées du capital-actions de la compagnie constituée par les présentes, ou partie en deniers comptants et partie en actions libérées;

(e) Ouvrir et exploiter des succursales, fabriques, entrepôts, magasins, échoppes, agences privées, comptoirs dans des magasins à rayons et toutes sortes de places où le commerce de la compagnie peut être exercé;

(f) Se fusionner à toute compagnie, société ou personne exploitant un commerce semblable en tout ou en partie à celui de la présente compagnie;

(g) Prendre des agences pour toute compagnie, corporation, société ou personne exerçant toute industrie se rapportant en aucune spécialité aux objets de la présente compagnie;

(h) Vendre, transporter ou autrement aliéner la totalité ou toute partie du commerce de la présente compagnie à toute corporation, société ou personne, et accepter en considération des actions, débentures, bons ou valeurs de toute autre compagnie;

maise, Stenographer, Spinster both of Montreal, Quebec, and Irene Rubin, Stenographer, Spinster, Outremont, Quebec, for the following purposes:

(a) To carry on and engage in the business of tanners; to dye, treat and prepare for market any or all materials, and without limiting the generality of the aforegoing, to manufacture, create, construct, convert, repair, store, rent, let for hire, import, export, use, operate, buy, sell, exchange or otherwise acquire, hold or dispose of, traffic, deal and trade in and with dyes, bleaches, chemicals, fabric, and also all kinds of machinery, tools, plant, apparatus, instruments, implements, utensils, appliances, equipment and supplies and all raw materials and other things used in and for the manufacture, construction, creation or conversion of the aforegoing and accessories thereof and all products and by-products thereof; to act as and carry on the business of chemical, mechanical, electrical engineers, and of manufacturing agents, and to carry on the business of general contractors and to enter into contracts for, construct, execute, own and carry on all descriptions of works and to carry on for the purposes aforesaid the business of a general construction company and contractors for the construction of public and private works; to erect, acquire, maintain, operate and manage warehouses, storehouses and similar plant;

(b) To manufacture, purchase and in any manner acquire, to own, hold and otherwise turn to account, and to sell and in any manner dispose of and to trade in and deal with goods, wares, merchandise and personal property of every class and description;

(c) To purchase, re-sell, accept, take, receive, acquire, hold or sell or dispose of in any way, shares, stocks, either common or preferred, debentures, bonds and other obligations of any other company having objects similar in whole or in part to the objects of this company or carrying on any business capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit this Company and to vote all shares so held through such agent as the Directors may appoint;

(d) To acquire, take over, lease and operate any corporation, company, firm or partnership carrying on business in any line connected directly or indirectly with the business carried on by "Tannerie, Limitée", and to pay for same the price agreed upon either in cash or in fully paid up shares of the capital stock of the company hereby created, or partly in cash and partly in paid up shares;

(e) To operate and open branches, manufactories, warehouses, stores, shops, private agencies, counters in departmental stores and all kinds of places where the business of the company may be carried on;

(f) To amalgamate with any company, partnership or person carrying on business similar in whole or in part to that of the present company;

(g) To take agencies for any company, corporation, partnership or person carrying on business in any line connected with the present Company's objects;

(h) To sell, transfer or otherwise dispose of the whole or any part of the present company's business to any corporation, partnership or person and to accept in consideration shares, debentures, bonds or securities of any other company;

(*i*) Acquérir, acheter, louer, arrenter, vendre, échanger ou aliéner en aucune manière toute propriété immobilière ou biens-fonds que la compagnie croira nécessaires ou utiles dans l'exercice d'aucun de ses commerces;

(*j*) Emettre, vendre et répartir, avec l'approbation des actionnaires, pour services rendus à la compagnie, soit professionnels ou autres, des actions entièrement acquittées du capital-actions de la présente compagnie;

(*k*) Prêter de l'argent aux clients et autres ayant des relations d'affaires avec la compagnie et garantir l'exécution des contrats à toute telle personne, sous le nom de "Tannerie, Limitée", avec un capital total de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Saint-Pie, Québec, dans le district de Saint-Hyacinthe.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-huitième jour de février 1935.

ALEX. DESMEULES,
Sous-secrétaire de la Province.

1569

(*i*) To acquire, buy, purchase, lease, rent, sell, exchange or dispose of in any way immoveable property or real estate which the present company may consider necessary or useful to carry out any of its business;

(*j*) To issue, sell and allot, with the approval of the shareholders, for services rendered to the company, either professional or otherwise, fully paid up shares of the capital stock of the present company;

(*k*) To lend money to customers and others having dealings with the Company and to guarantee the performance of contracts to any such person, under the name of "Tannerie, Limitée", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at Saint Pie, Quebec, in the district of Saint Hyacinthe.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty eighth day of February, 1935.

ALEX. DESMEULES,
Assistant Provincial Secretary.

1570-o

"The Sherbrooke Motors, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatorzième jour de février 1935, constituant en corporation: Théodore Roosevelt Meighen, Adolphe Routhier, Ephrem Filion, avocats, des cité et district de Montréal, C. Russel Spafford et W. L. Reford Stewart, gérants, de la cité de Sherbrooke, district de Saint-François, dans les buts suivants:

1. *a*) Acheter, vendre, échanger, disposer ou faire le commerce, soit comme mandants, agents, agents-vendeurs, marchands ou autrement, d'automobiles, camions, tombereaux, tracteurs, motocyclettes, canots-automobiles, chaloupes de course, yachts, canots, vaisseaux, engins marins, instruments aratoires, tracteurs pour la ferme, machineries de la ferme et toutes sortes de moteurs, machines, et dispositifs mus ou actionnés par la gazoline, l'électricité ou autre énergie électrique, et accessoires, aménagement, outillages, ustensiles, dispositifs, appareils, lubrifiants, ciment, solutions, émail, peintures, carrosseries, châssis, moteurs et pièces, soit incidentes à la construction ou à la réparation d'automobiles, bateaux, machinerie et engins ou autrement, et toutes choses susceptibles d'être utilisées avec iceux ou dans la fabrication, la réparation, l'entretien et le fonctionnement d'iceux; et

b) Acheter, vendre, échanger, importer, exporter, disposer ou faire le commerce, comme mandants, agents, agents-vendeurs, marchands ou autrement de radios, radio-téléphones, téléphones sans fil, appareils de télévision, gramophones, glacières réfrigérateurs, machines à laver et toute espèce de machines, appareils et dispositifs, soit électriques ou autrement, et accessoires, ameublement, outillage, ustensiles, dispositifs, appareils, peinture, cabinets, boîtes et pièces, de toutes sortes de téléphones, ou machines et appareils électriques ou autrement, et toutes choses susceptibles d'être utilisées avec iceux ou dans la fabrication, la réparation, l'entretien et le fonctionnement d'iceux;

2. Prendre soin, réparer, reconstruire, améliorer, nettoyer, mettre en garage, emmagasiner et entreposer toutes et aucune sorte d'automobiles, camions, tombereaux, tracteurs, moto-

"The Sherbrooke Motors, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of February, 1935, incorporating: Theodore Roosevelt Meighen, Adolphe Routhier, Ephrem Filion, lawyers, of the city and district of Montreal, C. Russel Spafford, and W. L. Reford Stewart, managers, of the city of Sherbrooke, district of Saint Francis, for the following purposes:

1. *a*) To purchase, sell, exchange, dispose of or deal with, whether as principals, agents, sales agents, dealers or otherwise, automobiles, motor trucks, motor lorries, motor tractors, motorcycles, motor boats, speed boats, yachts, canoes, watercraft, marine engines, farm implements, farm tractors, farm machinery and all kinds of motors, machines and devices driven or operated by gasolene, electricity or other motive power, and accessories, equipment, implements, utensils, appliances, apparatus, lubricants, cements, solutions, enamels, paints, bodies, chassis, motors and parts, whether incidental to the construction or repairing of automobiles, boats, machinery and engines or otherwise, and all things capable of being used therewith or in the manufacture, repair, maintenance and working thereof; and

b) To purchase, sell, exchange, import, export, dispose of or deal with, whether as principals, agents, sales agents, dealers or otherwise, radio machines, radio telephones, wireless telephones, television apparatus, gramophones, ice boxes, refrigerators, washing machines and every kind of machine, applicance and device, whether electrical or otherwise, and accessories, equipment, implements, utensils, appliances, apparatus, paints, cabinets, boxes and parts, of all kinds of telephone or electrical machines and devices or otherwise, and all things capable of being used therewith or in the manufacture, repair, maintenance and working thereof;

2. To service, repair, reconstruct, improve, clean, garage, store and warehouse all and every kind of new or used automobiles, motor trucks, motor lorries, motor tractors, motor-cycles,

cyclettes, canots-automobiles, chaloupes de course, yachts, canots, vaisseaux, engins marins, instruments aratoires, tracteurs pour la ferme, machineries de la ferme, moteurs, machines et dispositifs neufs ou usagés, mus ou activés par la gazoline, l'électricité ou autre pouvoir électrique, radios, radio-téléphones, téléphones sans-fil, gramophones, réfrigérateurs, glacières, toute sorte de machines, appareils et dispositifs, soit électriques ou autrement;

3. Comme étant incident aux objets susdits, acheter, louer ou autrement acquérir, détenir, posséder, maintenir, gérer et exploiter des garages, centrales de produits de gazoline, huile et pétrole, docks, quais, hangars à canots, jetées, salles de montre, magasins, entrepôts, ateliers de réparations et autre endroits semblables pour la vente, démonstration, sauvegarde, nettoyage, réparation et soin en général d'automobiles, autocars, engins, bateaux, appareils radiophoniques et appareils électriques de toute et d'aucune espèce, description ou classe;

4. Pour les fins susdites, acquérir par achat, échange, bail ou tout autre titre légal et posséder, détenir, améliorer, exploiter, louer, sous-louer, subdiviser, vendre, échanger ou autrement négocier et faire le commerce de biens mobiliers et immobiliers et droits en iceux et s'y rapportant de toute nature et description;

5. Prendre et détenir des hypothèques, gages, privilèges et charges pour garantir le paiement du prix d'achat ou pour toute balance impayée du prix d'achat d'aucune partie des propriétés de la compagnie, de toute nature quelconque, vendue par la compagnie, ou de toute somme d'argent due à la compagnie par les acheteurs, et vendre ou autrement disposer des dites hypothèques, gages, privilèges et charges;

6. Placer et négocier les deniers de la compagnie qui ne sont pas immédiatement requis pour les fins de la compagnie, de telle manière qui sera de temps à autre déterminée;

7. Exercer toute autre industrie (manufacturière ou non) qui semblerait à la compagnie capable d'être exercée convenablement en même temps que son industrie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou des droits de la compagnie ou les rendre profitables;

8. Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements ou de l'actif de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie;

9. Solliciter, acheter, ou autrement acquérir des brevets, droits brevetés, marques de commerce, formules, licences, concessions et choses semblables, conférant aucun droit exclusif ou non exclusif ou limité d'utiliser toute invention, ou aucun secret ou autre renseignement relatif à aucune invention, qui paraîtront susceptibles de servir à aucun des objets de la compagnie ou dont l'acquisition semblera susceptible de profiter directement ou indirectement à la compagnie et utiliser, exercer, développer, accorder des permis en ce qui les concerne ou autrement faire valoir des biens, droits ou renseignements ainsi acquis;

10. Se fusionner, s'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou autrement, avec toute personne ou compagnie exerçant ou exploitant, ou sur le point d'exercer ou

motor boats, speed boats, yachts, canoes, watercraft, marine engines, farm implements, farm tractors, farm machinery, motors, machines and devices driven or operated by gasoline, electricity or other motive power, radio machines, radio telephones, wireless telephones, gramophones, refrigerators, ice boxes and every kind of machine, applicance and device, whether electrical or otherwise;

3. As incidental to the foregoing, to purchase, lease or otherwise acquire , hold, own, maintain, manage and operate garages, gasolene, oil and petroleum products stations, docks, wharves, boathouses, jetties, display rooms, storerooms, storehouses, warehouses, repair shops and other like places for the sale, display, safekeeping, cleaning, repairing and care generally of automobiles, motor cars, engines, boats, radio appliances and electrical devices of all and every kind, description or class;

4. For the purposes aforesaid, to acquire by purchase, exchange, lease or any other legal title and to own, hold, improve, operate, lease, sublet, subdivide, sell, exchange or otherwise deal in and with real and personal property and rights therein and thereto of every kind and description;

5. To take and hold mortgages, hypothecs, liens and charges to secure payment of the purchase price or for any unpaid balance of the purchase price of any part of the Company's property of whatsoever kind sold by the company or any money due to the company from purchasers and to sell or otherwise dispose of the said mortgages, hypothecs, liens and charges; and

6. To invest and deal with the moneys of the company not immediately required for the purposes of the company in such manner as, from time to time, may be determined;

7. To carry on any other business (whether manufacturing or otherwise) which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

8. To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company;

9. To apply for, purchase, or otherwise acquire, any patents, patent rights, trade marks, formulae, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

10. To amalgamate or enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or

d'exploiter une industrie ou transaction que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter, ou toute industrie ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie; et prêter des fonds, garantir les contrats ou aider autrement cette dite personne ou compagnie, et prendre ou autrement acquérir des actions et valeurs de toute telle compagnie, et les vendre, les détenir, les revendre, avec ou sans garantie, ou en disposer autrement;

11. Conclure des conventions avec les autorités municipales, locales ou autres, qui sembleront avantageuses pour les fins de la compagnie, ou l'une quelconque des dites fins, et obtenir de ces dites autorités tous les droits, privilèges et concessions que la présente compagnie jugera désirable d'obtenir, et exécuter, exercer ces dites conventions, droits, privilèges et concessions et s'y conformer;

12. Établir, supporter ou aider à l'établissement ou support d'associations, d'institutions, fonds, fidéicommis et convenances devant bénéficier aux employés ou ex-employés de la compagnie (ou leurs prédécesseurs en affaires) ou leurs parents ou ceux dont ils sont les soutiens, et à cet effet accorder des pensions et allocations, payer des primes d'assurances pour eux, souscrire ou garantir des sommes d'argent pour des fins de charité ou de bienfaisance, ainsi que pour toute exposition ou autres objets d'utilité publique et générale;

13. Promouvoir une ou plusieurs compagnies dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie ou pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la compagnie;

14. Acheter, prendre à bail ou en échange, louer, ou acquérir autrement tous les biens mobiliers et tous les droits ou privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie, et en particulier toute machinerie, matériel ou fonds de commerce;

15. Construire, améliorer, entretenir, exploiter, administrer, exécuter ou contrôler des routes, chemins, embranchements ou voies d'évitement, sur les terrains possédés ou contrôlés par la compagnie et pour les fins de son négoce ou industrie seulement, des ponts réservoirs, cours d'eau, quais, fabriques, entrepôts, usines électriques, ateliers, magasins et autres structures et commodités que la compagnie croira susceptibles directement ou indirectement de promouvoir les intérêts de la compagnie; aussi contribuer, subventionner ou autrement aider ou prendre part à leur construction, amélioration, entretien, exploitation, administration, exécution ou contrôle;

16. Prêter de l'argent aux clients et autres en relations d'affaires avec la compagnie, ou avec lesquels la compagnie se propose de faire affaires ou avec toute compagnie dont cette compagnie détient des actions;

17. Tirer, souscrire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissoires, lettres de change, connaissements, mandats et autres instruments négociables ou transférables;

18. Vendre, ou disposer de l'entreprise de la compagnie ou d'aucune partie d'icelle pour la considération que la compagnie trouvera convenable et particulièrement pour des actions, débentures ou valeurs d'aucune autre compagnie;

19. Demander, obtenir, acquérir par cession, transfert, achat ou autrement, et exercer, exécuter et jouir de tout permis, pouvoir, autorisation,

transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, or resell, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

11. To enter into any arrangements with any authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects, or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges and concessions which the company may think desirable to obtain, and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

12. To establish and support or aid in the establishment and support of associations, institutions, funds, trusts and conveniences calculated to benefit employees or ex-employees of the company (or its predecessors in business) or the dependents or connections of such persons, and to grant pensions and allowances, and to make payments towards insurance, and to subscribe or guarantee money for charitable or benevolent object for any exhibitions, or for any public, general or useful object;

13. To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

14. To purchase, take on lease or exchange, hire or otherwise acquire any personal property and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business and in particular any machinery, plant, stock-in-trade;

15. To construct, improve, maintain, work, manage, carry out or control any roads, ways, branches or sidings on the property of the company or on property which it controls and for the purposes only of the company's business, bridges, reservoir, watercourses, wharves, manufactories, warehouses, electric works, shops, stores and other works and conveniences which may seem calculated directly or indirectly to advance the company's interests, and to contribute to, subsidize or otherwise assist or take part in the construction, improvement, maintenance, working, management, carrying out or control thereof;

16. To lend money to customers or others having dealings with the company or with whom the company proposes to have dealings, or to any company any of whose shares are held by the company;

17. To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

18. To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company;

19. To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase or otherwise, and to exercise, carry out and enjoy any license, power,

franchise, concession, droits ou privilèges qu'un gouvernement ou une autorité ou toute corporation ou autre corps public aurait le pouvoir d'accorder, et les payer, aider et contribuer à les mettre en vigueur, et attribuer les actions, les obligations et les biens quelconques de la compagnie pour en défrayer les frais, charges et dépenses nécessaires;

20. Faire enregistrer et reconnaître la compagnie dans tout pays étranger et y désigner des personnes, en conformité des lois de cedit pays étranger, pour représenter la compagnie, et accepter la signification de procédures pour et au nom de la compagnie dans tout procès ou poursuite;

21. Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou qui seront rendus en plaçant ou aidant à placer ou en garantissant le placement d'aucune des actions du capital de la compagnie ou toutes débentures, actions-débentures ou autres valeurs de la compagnie ou relativement à la formation ou l'organisation de la compagnie ou la conduite de ses affaires;

22. Prélever et aider à prélever de l'argent pour toute autre compagnie ou corporation avec lesquelles cette compagnie pourrait avoir des relations d'affaires et leur aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, de débentures ou d'autres valeurs, ou autrement, et garantir aussi l'exécution de contrats par toute telle compagnie ou corporation ou pour toute autre personne avec lesquelles cette compagnie a des relations d'affaires;

23. Pour faire connaître les produits de la compagnie, adopter les moyens que l'on jugera à propos, et particulièrement annoncer dans les journaux, par circulaires, par achat et exposition d'œuvres d'art ou d'intérêt, par publication de livres et périodiques, octroi de prix, récompenses et dons;

24. Vendre, embellir, administrer, développer, échanger, louer, céder, faire valoir ou négocier autrement la totalité ou une partie quelconque des biens et droits de la compagnie;

25. Emettre et répartir les actions entièrement acquittées du capital-actions de la compagnie en paiement ou partie de paiement de tous biens mobiliers ou immobiliers, achetés ou autrement acquis par la compagnie;

26. Distribuer aux actionnaires de la compagnie, en nature, espèce ou autrement, tel qu'il sera résolu, au moyen de dividendes légalement déclarés à même les profits nets de la compagnie, ou de la manière prévue par l'article 81 de la Loi des Compagnies de Québec, tous biens ou actifs de la compagnie ou tous produits de vente ou disposition de tous biens de la compagnie et particulièrement aucunes actions, obligations, débentures, ou autres valeurs dans toutes autres compagnies appartenant à la compagnie ou dont cette dernière peut disposer;

27. Payer à même les fonds de la compagnie toutes ou aucune des dépenses incidentes à sa formation et à son organisation, ou que la compagnie considèrera préliminaires;

28. Etablir des agences et succursales;

29. Exercer tous ou aucun des objets de la compagnie comme mandants, agents, entrepreneurs ou autrement, et soit seule ou conjointement avec d'autres;

30. Faire toutes telles autres choses qui sont incidentes ou qui peuvent conduire à la réalisation des objets de la compagnie;

Et il est de plus ordonné et déclaré:

1. S'ils y sont autorisés par un règlement sanctionné par le vote d'au moins les deux tiers en va-

authority, franchise, concession, right or privilege, which any government or authority or any corporation or other public body may be empowered to grant, and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate any of the company's shares, bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

20. To procure the company to be registered and recognized in any foreign country and to designate persons therein according to the laws of such foreign country to represent the company and to accept service for and on behalf of the company of any process or suit;

21. To remunerate any person or company for services rendered, or to be rendered, in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares in the company's capital or any debentures, debenture stock or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

22. To raise and assist in raising money for, and to aid, by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any other company or corporation, and to guarantee the performance of contracts by any such company or corporation, or by any person with whom the company has business relations;

23. To adopt such means of making known the products of the company as may seem expedient, and in particular by advertising in the press, by circulars, by purchase and exhibition of works of art or interest, by publication of books and periodicals and by granting prizes, rewards and donations;

24. To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

25. To issue and allot fully paid shares of the capital stock of the company in payment or part payment of any real or personal property purchased or otherwise acquired by the company;

26. To distribute in specie or otherwise as may be resolved, by way of dividend legally declared out of the net profits of the company or in the manner prescribed by Section 81 of the Quebec Companies' Act, any assets of the company among its members and particularly the shares, bonds, debentures or other securities of any other company that may take over the whole or any part of the assets or liabilities of the company;

27. To pay out of the funds of the company all or any of the expenses of or incidental to the formation and organization thereof, or which the company may consider to be preliminary;

28. To establish agencies and branches;

29. To carry on all or any of the objects of the company as principals, agents, contractors or otherwise and either alone or in conjunction with others;

30. To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the objects of the company.

And it is further ordained and declared:

1. If authorized by by-law, sanctioned by a vote of not less than two-thirds in value of the

leur des actions représentées par les actionnaires présents à une assemblée générale convoquée pour considérer tel règlement, les directeurs pourront, s'ils le jugent à propos:

a. Faire des emprunts de deniers sur le crédit de la compagnie;

b. Emettre des obligations ou autres valeurs de la compagnie et les donner en garantie ou les vendre pour les sommes et prix jugés convenables;

c. Nonobstant les dispositions du Code Civil, hypothéquer, nantir ou mettre en gage les biens mobiliers ou immobiliers, présents ou futurs, de la compagnie pour assurer le paiement de telles obligations ou autres valeurs ou donner une partie seulement de ces garanties pour les mêmes fins, et constituer l'hypothèque, le nantissement ou le gage sus-mentionnés par acte de fiducie, conformément aux articles 11 et 12 de la Loi des pouvoirs spéciaux de certaines corporations (chap. 227) ou de toute autre manière;

d. Hypothéquer ou nantir les biens immobiliers de la compagnie ou donner en gage ou frapper d'une charge quelconque les biens meubles, ou donner ces diverses espèces de garantie pour assurer le paiement des emprunts faits autrement que par émission d'obligations, ainsi que le paiement ou l'exécution des autres dettes, contrats et engagements de la compagnie;

2. La compagnie est autorisée à utiliser ses fonds, en tout ou en partie, à l'achat des actions de toute autre compagnie;

3. Un directeur de la compagnie pourra être ou devenir membre et—ou officier, et—ou actionnaire et—ou directeur de toute firme, association, syndicat ou compagnie avec lesquels cette compagnie a des relations d'affaires ou toute compagnie formée par cette compagnie ou dans laquelle la compagnie serait intéressée comme venderesse, acheteuse ou actionnaire et de toute autre manière quelconque, et nul tel directeur ne sera tenu de rendre compte de tout bénéfice réalisé par lui, soit comme membre, directeur, actionnaire ou officier d'aucune telle firme, association, syndicat ou compagnie, et il est de plus ordonné et déclaré que nul directeur ne sera disqualifié en vertu de sa charge de faire tous contrats, conventions ou affaires avec la compagnie, —ni aucun tels contrats, conventions ou négociations avec la compagnie ne sera considéré comme non avenu, ni aucun directeur ne sera tenu de rendre compte à la compagnie pour tous bénéfices réalisés ou provenant de tous contrats, arrangements ou négociations avec la compagnie, par raison du fait que tel directeur était partie à ou intéressé dans ou a retiré des bénéfices d'aucun tel contrat, convention ou négociation et qu'il était en même temps un directeur de la compagnie, pourvu que tel directeur fasse connaître au bureau, lors ou avant la date de la détermination de tels contrats, arrangements ou négociations, la nature de son intérêt, si intérêt il y a, ou dans tout autre cas, à la première opportunité après l'aquisition de son intérêt. Nul directeur ne pourra agir comme directeur ou voter au sujet de tous contrats, conventions ou négociations dans lesquels il est intéressé, et, s'il vote, son vote ne sera pas compté. Cette prohibition ne s'applique pas à tout contrat ou convention fait par la compagnie, pour donner aux directeurs, ou à aucun d'eux, toute garantie, comme indemnité, et elle pourra en aucun temps, et de temps à autre, être suspendue ou relâchée, soit en tout ou en partie, par résolution des actionnaires à toute assemblée annuelle et générale, spéciale. Un avis général qu'un directeur est membre et—

shares represented by the shareholders present at a general meeting called for considering the by-law, the directors may, when they deem it expedient:

a) Borrow money upon the credit of the company;

b) Issue debentures or other securities of the company, and pledge or sell the same for such sums and at such prices as may be deemed expedient;

c) Notwithstanding the provisions of the Civil Code, hypothecate, mortgage or pledge the moveable or immoveable property, present or future, of the company, to secure any such debentures, or other securities, or give part only of such guarantee for such purposes; and constitute the hypothec, mortgage or pledge above mentioned, by trust deed, in accordance with sections 11 and 12 of the Special Corporate Powers Act (Chap. 227), or in any other manner;

d) Hypothecate or mortgage the immoveable property of the company, or pledge or otherwise affect the moveable property, or give all such guarantees, to secure the payment of loans made otherwise than by the issue of debentures, as well as the payment or performance of any other debt, contract or obligation of the company;

2. The company is authorized to use its funds, in whole or in part, in the purchase of stock in any other company;

3. That a Director of the company may be or become a member and / or officer and / or shareholder and or director of any firm, association, syndicate or company with which this company may have business relations or any company promoted by this company or in which the company may be interested as a vendor, purchaser or shareholder or in any other way whatsoever, and no such director shall be accountable for any benefits received by him as a member, and / or officer and / or shareholder and / or director of any such firm, association, syndicate or company, and it is further ordained and declared that no director shall be disqualified by his office from entering into contracts, arrangements or dealings with the company, nor shall any contract, arrangement or dealing with the company be avoided nor shall any director be liable to account to the company for any profit realized by or arising out of any contract, arrangement or dealing with the company by reason of such director being a party to or interested in or deriving profit from any such contract, arrangement or dealing and being at the time a director of the company, provided that such director discloses to the board at or before the time when such contract, arrangement or dealing is determined upon, the nature of his interest therein, if his interest then exists, or in any other case at the earliest opportunity after the acquisition of his interest. No director shall as a director vote in respect of any contract, arrangement or dealing in which he is interested and if he do so vote his vote shall not be counted. This prohibition shall not apply to any contract or arrangement by the company to give to the directors or any of them any security by way of indemnity and it may at any time and from time to time be suspended or relaxed to any extent by resolution of the shareholders at any annual or special general meeting. A general notice that a director is a member and or officer and or shareholder of any specified firm, syndicate, association or company and is to be regarded as interested in all transactions with that firm or syndicate

ou officier et—ou actionnaire de toute firme, syndicat, association ou compagnie spécifiés et qu'il doit être considéré comme intéressé dans toute transaction avec cette firme ou syndicat ou association ou compagnie sera preuve suffisante en vertu de ce paragraphe, en ce qui concerne tel directeur et telle transaction et, après tel avis général, il ne sera pas nécessaire que le dit directeur donne un avis spécial de toute transaction particulière avec cette firme ou syndicat ou association ou compagnie.

4. La compagnie peut tenir les assemblées de ses actionnaires, directeurs ou du comité exécutif (s'il y en a) à tout endroit autre qu'au bureau-chef, les assemblées pour élire les directeurs et les asemblées annuelles générales exceptées, sous le nom de "The Sherbrooke Motors, Limited".

Le montant du capital-actions de la compagnie est de trente mille dollars ($30,000.00) divisé en deux cents (200) actions privilégiées d'une valeur au pair de cent dollars ($100.00) chacune, sujet aux préférences, restrictions et conditions ci-après énoncées et en deux mille (2,000) actions ordinaires d'une valeur au pair de cinq dollars ($5.00) chacune.

Les dites actions privilégiées porteront et seront sujettes aux préférences, priorités, privilèges, limitations, restrictions, qualifications et conditions ci-après énoncés, à savoir:

1. Les porteurs des actions privilégiées auront droit à recevoir et la compagnie paiera sur icelles, suivant et lorsque déclarés par le Bureau de direction de la compagnie, à même les deniers de la compagnie particulièrement applicables au paiement des dividendes, d'abord des dividendes privilégiés, cumulatifs, fixes, en argent, au taux de six et demi pour cent (6%) par année sur le capital payé sur icelles; tels dividendes courront à compter de telle date ou telles dates qui, dans le cas de chaque émission, pourront être déterminées par le bureau de direction de la compagnie et, dans le cas où aucune date ne serait déterminée, alors à compter de la date de la répartition; tels dividendes seront payables en versements semi-annuels les premiers jours de janvier et juillet de chaque année; tous tels dividendes seront payés par chèque ou autrement, payable au pair à toute succursale des banquiers de la compagnie pour le temps au Canada (le territoire du Yukon excepté) et si, à toute date de paiement de dividende, les deniers de la compagnie particulièrement applicables au paiement des dividendes sont insuffisants pour payer en entier le versement du dividende payable à telle date sur toutes les actions privilégiées alors émises et en cours, tel versement ou la partie impayée d'icelui sera payé à une date ou des dates de paiement de dividende subséquentes auxquelles la compagnie aura l'argent suffisant particulièrement applicable au paiement d'icelles, et avant qu'aucun versement de dividende dû subséquemment ne soit payé sur les actions privilégiées; et les porteurs des actions privilégiées n'auront pas droit à des dividendes autres ou en plus des dividendes en argent ci-dessus pourvus;

2. Dans le cas de liquidation, dissolution ou ventilation de la compagnie ou autre distribution des biens de la compagnie entre les actionnaires (autres que par voie de dividendes pris à même les profits) les porteurs des actions privilégiées auront droit à recevoir et recevront à même les biens et propriétés de la compagnie, consistant soit en capital ou surplus ou gains ou autres biens, un montant égal à celui payé sur les actions privilégiées détenues par eux respectivement plus le montant de tous les versements im-

or association or company, shall be a sufficient disclosure under this paragraph as regards such director and the said transaction and after such general notice it shall not be necessary for the said director to give special notice of any particular transaction with that firm or syndicate or association or company;

4. The company may hold meetings of its shareholders, directors, or executive committee (if any) at any place other than the head-office, meeting to elect directors and general annual meetings excepted, under the name of "The Sherbrooke Motors, Limited".

The amount of the capital stock of the company is to be thirty thousand dollars ($30,000.00) divided into two hundred (200) preference shares of a par value of one hundred dollars ($100.00) each, subject to the preferences, restrictions and conditions hereinafter set out and two thousand (2,000) common shares of a par value of five dollars ($5.00) each.

The said preference shares shall carry and be subject to the preferences, priorities, privileges, limitations, restrictions, qualifications and conditions hereinafter set out, that is to say:

1. The holders of the preference shares shall be entitled to receive and the company shall pay thereon, as and when declared by the Board of Directors of the company, out of the moneys of the company properly applicable to the payment of dividends, first fixed cumulative preferential cash dividends, at the rate of six and one half per centum (6½%) per annum on the capital paid up thereon; such dividends shall accrue from such date or dates as may in the case of each issue be determined by the Board of Directors of the company and, in case no date be so determined, then from the date of allotment; such dividends shall be payable in semi-annual instalments on the first days on January and July in each year; all such dividends shall be paid by cheque or otherwise at par at any branch of the company's bankers for the time being in Canada (Yukon Territory excepted) and if on any dividend payment date the moneys of the company properly applicable to the payment of dividends shall be insufficient to pay in full the instalment of dividend payable on such date on all of the preference shares then issued and outstanding, such instalment or the unpaid part thereof shall be paid on a subsequent dividend payment date or dates on which the company shall have sufficient moneys properly applicable to payment of the same, and before any subsequently accruing instalment of dividend shall be paid on the preference shares; and the holders of preference shares shall not be entitled to any dividends other than or in excess of the cash dividends hereinbefore provided for;

2. In the event of the liquidation, dissolution or winding up of the company or other distribution of assets of the company among shareholders (other than by way of dividends out of profits) the holders of the preference shares shall be entitled to receive and shall receive from the assets and property of the company, whether consisting of capital or surplus or earnings or other assets, an amount equal to the amount paid up on the preference shares held by them respectively plus the amount of all unpaid instalments of prefer-

payés des dividendes privilégiés (lesquels pour telle fin seront calculés comme si tels dividendes couraient pour la période à compter de l'expiration de la dernière période semi-annuelle pour laquelle des dividendes ont été payés jusqu'à la date de telle distribution) avant qu'aucun montant ne soit payé ou toutes propriétés ou biens de la compagnie distribués aux porteurs de toutes actions ordinaires ou actions de toute autre classe de moindre priorité que les actions privilégiées; et après paiement aux porteurs des actions privilégiées des montants qui leur sont ainsi payables, ils n'auront pas droit à partager à nouveau dans la distribution des propriétés ou biens de la compagnie;

3. Subordonnément à tout ce qui est ci-après prévu, la compagnie pourra en aucun temps ou en tout temps acheter (s'il est possible de l'obtenir) pour cancellation la totalité ou aucune partie des actions privilégiées en cours de temps à autre, sur le marché ou par contrat privé, à tel prix n'excédant pas le prix qui serait payable sur le rachat des dites actions privilégiées tel qu'il pourra être déterminé par le bureau de direction et à compter de la date de l'achat de toutes actions privilégiées, en vertu des dispositions contenues dans ce paragraphe, les actions ainsi achetées seront considérées comme rachetées et ne seront pas réémises;

4. La compagnie aura le droit en aucun temps de racheter les actions privilégiées en cours en totalité ou pour telles proportions que de temps à autre le bureau de direction pourra déterminer contre versement pour chaque action à être rachetée du montant payé sur icelle plus un montant calculé comme si les dividendes privilégiées sur telle action couraient pour une période commençant à l'expiration de la dernière période pour laquelle des dividendes ont été payés jusqu'à la date de tel rachat. Si moins que tout le montant des actions privilégiées en cours était ainsi racheté en aucun temps, les actions à être ainsi rachetées seront choisies de la manière que le bureau de direction pourra le déterminer. Le rachat sera fait sujet à telles dispositions et règlementations que les directeurs pourront de temps à autre déterminer. Tous droits attachés à toutes les actions privilégiées rachetées par la compagnie cesseront à compter de la date de rachat et de paiement, les dites actions ne seront pas réémises et les certificats pour icelles seront immédiatement annulés;

5. Nuls dividendes ne seront, en aucun temps, déclarés ou payés ou mis de côté pour les actions ordinaires, ou aucune partie d'icelles, ou toute autre classe d'actions de moindre priorité que les actions privilégiées, aussi longtemps qu'il y aura des actions privilégiées émises en cours;

6. La compagnie ne pourra racheter et/ou acheter moins que le montant global des actions privilégiées alors en cours à moins que tous les versements acerûs des dividendes privilégiés sur les actions privilégiées alors émises et en cours n'aient été payés ou que le paiement d'iceux n'ait été prévu, ou à moins que les porteurs de toutes les nouvelles actions privilégiées en cours consentent par écrit à tel rachat et/ou achat;

7. Chaque porteur d'actions privilégiées aura droit à un (1) vote pour chaque action privilégiée détenue par lui et chaque porteur d'actions ordinaires aura droit à un (1) vote pour chaque action ordinaire détenue par lui à toutes assemblées des actionnaires de la compagnie, mais il est expressément prévu que si et lorsqu'il y a des actions privilégiées émises et en cours, les porteurs d'icelles auront droit de voter séparément

ential dividends (which for such purpose shall be calculated as if such dividends were accruing for the period from the expiration of the last semi-annual period for which dividends have been paid up to the date of such distribution) before any amount shall be paid or any property or assets of the company distributed to the holders of any common shares or shares of any other class ranking junior to the preference shares; and after payment to the holders of the preference shares of the amounts so payable to them they shall not be entitled to share any further in the distribution of the property or assets of the company;

3. Subject as hereinafter provided, the company may at any time or times purchase (if obtainable) for cancellation the whole or any part of the preference shares outstanding from time to time in the market or by private contract, at such price not exceeding the price which would be payable on the redemption of such preference shares as may be determined by the Board of Directors and from and after the date of purchase of any preference shares, under the provisions in this paragraph contained, the shares so purchased shall be deemed to be redeemed and shall not be re-issued;

4. The company shall have the right at any time to redeem the preference shares outstanding in whole or in such portions as from time to time the board of directors may determine on payment for each share to be redeemed of the amount paid up thereon plus an amount calculated as if the preferential dividends on such share were accruing for the period from the expiration of the last period for which dividends have been paid down to the date of such redemption. If less than the whole amount of outstanding preference shares shall be so redeemed at any time, the shares to be so redeemed shall be selected in such manner as the board of directors may determine. Redemption shall be made subject to such provisions and regulations as the directors may from time to time determine. All rights attaching to all preference shares redeemed by the company shall terminate as from the date of redemption and payment, the said shares shall not be re-issued and the certificates therefor shall be forthwith cancelled;

5. No dividends shall at any time be declared or paid upon or set aside for the common shares, or any part thereof, or any other class of shares ranking junior to the preference shares while any preference shares are issued and outstanding;

6. The company shall not redeem and / or purchase any preference shares less than the total amount then outstanding unless all accrued instalments of the preferential dividend on the preference shares then issued and outstanding shall have been paid or payment thereof provided for or unless the holders of all the new outstanding preference shares consent in writing to such redemption and / or purchase;

7. Each holder of preference shares shall have one (1) vote for every preference share held by him and each holder of common shares shall have one (1) vote for every common share held by him at all meetings of shareholders of the company, but it is expressly provided that if and when there are any preference shares issued and outstanding, the holders thereof shall be entitled voting separately and as a class at any annual

et comme une seule classe, à toute assemblée générale annuelle ou générale spéciale des actionnaires de la compagnie à l'exclusion des porteurs de toutes actions de toute autre classe pour élire une majorité des directeurs de la compagnie à être choisis par les porteurs des actions privilégiées, et les porteurs de toutes actions de toute autre classe auront droit de voter séparément et comme une seule classe, à toute telle assemblée à l'exclusion des porteurs des actions privilégiées pour élire le reste des directeurs de la compagnie à être choisis par les porteurs de toutes telles actions de toute autre classe;

8. Si et lorsqu'il y a des actions privilégiées émises et en cours, toute vacance survenant dans le bureau de direction parmi ceux élus exclusivement par les porteurs des actions privilégiées tel qu'il est ci-dessus prévu, sera remplie, pour le reste du terme, par les directeurs restant en fonction ainsi élus par les porteurs des actions privilégiées, à l'exclusion des autres directeurs, parmi les actionnaires qualifiés de la compagnie, et toute vacance survenant dans le bureau de direction parmi ceux élus exclusivement par les porteurs de toute action de toute autre classe sera remplie de la même manière par les directeurs restant en fonction ainsi élus par les porteurs de toutes actions de toute autre classe. Dans l'un ou l'autre cas, s'il n'y avait aucun tel directeur ou nuls directeurs restant en fonction, la ou les vavances ne pourraient être remplies excepté par élection par les actionnaires qualifiés et pour telle fin le ou les directeurs restant en fonction pourront immédiatement faire convoquer une assemblée générale spéciale des actionnaires;

9. A moins qu'il en soit autrement déterminé par le Burau de direction, aucun porteur d'actions de toute classe n'aura, comme tel, le droit d'acheter ou souscrire à toutes actions de toute classe présentement autorisées ou qui le seront dans la suite ou tous mandats ou autres documents qui confèreront aux porteurs d'iceux le droit de souscrire ou d'acheter ou de recevoir de la compagnie toutes actions de toute classe présentement autorisées ou qui le seront dans la suite qu'elle pourra émettre ou vendre, ou aucun droit d'acheter ou souscrire pour toutes obligations que la compagnie peut émettre et qui seront convertibles en ou échangeables pour toutes actions de la compagnie de toute classe présentement autorisées ou qui le seront dans la suite, ou auxquelles sera attaché ou appartiendra aucun mandat ou autre document qui confèrera au porteur ou détenteur de telles obligations le droit de souscrire ou d'acheter ou de recevoir de la compagnie toutes actions de toute classe présentement autorisées ou qui le seront dans la suite;

10. Les droits des porteurs des actions ordinaires seront sujets aux droits de priorité des porteurs des actions privilégiées; et

11. Tous ou aucun des droits, limitations et conditions attachés aux actions privilégiées peuvent être modifiés, changés, amendés, suspendus ou autrement affectés par un ou des règlements de la compagnie autorisant une requête pour Lettres Patentes Supplémentaires: mais nuls tels règlement ou règlements n'auront aucune force ou effet à moins que ou jusqu'à ce qu'ils ne soient approuvés, en outre de l'approbation ou du consentement requis par la Loi des Compagnies, par une résolution d'une assemblée des porteurs des actions privilégiées dûment convoquée pour tels règlements, à laquelle assemblée les porteurs d'au moins la moitié des actions privilégiées en cours sont représentés en personne ou

general or special general meeting of the shareholders of the company to the exclusion of the holders of any shares of any other class to elect a majority of the directors of the company to be selected by the holders of the preference shares, and the holders of any shares of any other class shall be entitled voting separately and as a class at any such meeting to the exclusion of the holders of the preference shares to elect the remainder of the directors of the company to be selected by the holders of any such shares of any other class;

8. If and when there are any preference shares issued and outstanding, any vacancy occurring in the Board of Directors among those elected exclusively by the holders of the preference shares as hereinabove provided shall be filled, for the remainder of the term, by the remaining directors so elected by the holders of the preference shares, exclusively of the other directors, from among the qualified shareholders of the company, and any vacancy occurring in the Board of Directors among those elected exclusively by the holders of any shares of any other class shall be filled in the same manner by the remaining directors so elected by the holders of any shares of any other class. In either case, if there be no such remaining director or directors the vacancy or vacancies cannot be filled except by election by the qualified shareholders and for such purpose the remaining director or directors shall forthwith cause a special general meeting of shareholders to be held;

9. Unless otherwise determined by the Board of Directors, no holder of shares of any class shall, as such holder, have any right to purchase or subscribe for any shares of any class now or hereafter authorized or any warrants or other instruments that shall confer on the holders thereof the right to subscribe for or to purchase or to receive from the company any shares of any class now or hereafter authorized which it may issue or sell, or any right to purchase or subscribe for any obligation which the company may issue which shall be convertible into or exchangeable for any shares of the company of any class now or hereafter authorized, or to which shall be attached or appertain any warrant or other instrument that shall confer upon the holder or owner of such obligation the right to subscribe for or to purchase or receive from the company any shares of any class now or hereafter authorized;

10. The rights of the holders of the common shares shall be subject to the prior rights of the holders of the preference shares; and

11. All or any of the rights, limitations and conditions attaching to the preference shares may be modified, altered, amended, suspended or otherwise dealt with by a by-law or by-laws of the company authorizing an application for Supplementary Letters Patent; but no such by-law or by-laws shall have any force or effect unless or until approved, in addition to any approval or consent required by the Companies' Act, by a resolution of a meeting of the holders of preference shares duly called for considering the same, at which the holders of at least one-half of the outstanding preference shares are represented in person or by proxy and carried by a majority consisting of not less than three

par procuration et adoptés par une majorité consistant de pas moins des trois-quarts des votes donnés, ou par une résolution d'une assemblée des porteurs des actions privilégiées dûment convoquée pour tels règlements en faveur desquels les porteurs d'au moins soixante-six et deux-tiers pour cent (66 ⅔%) des actions privilégiées alors en cours auront voté.

Le bureau principal de la compagnie sera à Sherbrooke, district de Saint-François.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce quatorzième jour de février 1935.

ALEX. DESMEULES,
1571 Sous-secrétaire de la Province.

"Thibault & Pineault, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinquième jour de mars 1935, constituant en corporation: Xavier Thibeault, Camille Pineault, marchands, Paul-Emile Thibeault, commis, tous de la Cité de Chicoutimi, dans les buts suivants:

Faire en détail le commerce de provisions, produits de la ferme, farine, grains, aliments, denrées alimentaires de toutes sortes, épiceries, et le commerce en général de tous effets et marchandises de quelque nature et description que ce soit, et exercer et exploiter toute industrie pour la préparation et la fabrication des dits effets et marchandises;

Importer, exploiter, fabriquer, produire, acheter, vendre, échanger tous produits, marchandises, articles et effets se rapportant aux dits commerces, ainsi que toutes matières premières qui peuvent y être requises ou s'y rattacher;

Acquérir ou assumer la totalité ou aucune partie du commerce, de la propriété ou du passif d'aucune personne ou compagnie qui exerce aucun commerce que la corporation est autorisée à exercer, ou en possession de biens convenant aux objets de la compagnie; acquérir aussi l'achalandage d'aucun commerce organisé ou non et payer le dit achalandage en actions de la compagnie;

Accepter, acquérir, posséder, exploiter, louer, échanger, vendre et aliéner des propriétés immobilières et mobilières utiles à son commerce ou pour recouvrer des créances, ou pour en faciliter et assurer le recouvrement; accepter et recevoir les immeubles et les hypothèques, en paiement ou en garantie de dettes existantes ou pour toutes autres choses; acquérir, détenir, vendre et aliéner des biens de toute nature, réels ou personnels, dans le cours de son commerce et dans l'exploitation de son entreprise; construire des entrepôts, magasin, maisons ou autres bâtisses quelconques;

Faire toute convention et conclure tout arrangement pour le partage des bénéfices, l'union des intérêts et des entreprises, la concession réciproque ou la coopération avec toute personne, société, compagnie, corporation ou association engagée ou sur le point de s'engager dans un commerce ou dans une industrie que la présente compagnie est elle-même autorisée à exercer, ou dans quelqu'entreprise utile à la réalisation des objets de la présente compagnie ou s'y rattachant;

Acquérir, posséder, vendre et céder des actions, obligations, bons, débentures ou autres valeurs de toute autre compagnie ou corporation exerçant une industrie, ou un commerce de même nature ou s'y rattachant;

Employer ses fonds en tout ou en partie pour l'achat d'actions d'autres compagnies ou corporations, les placer sous toutes espèces de valeurs,

quarters of the votes cast, or by a resolution of a meeting of the holders of preference shares duly called for considering the same in favour of which the holders of at least sixty-six and two-thirds per centum (66 ⅔%) of the preference shares then outstanding shall have voted.

The head office of the company will be in Sherbrooke, in the district of Saint Francis.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fourteenth day of February, 1935.

ALEX. DESMEULES,
1572-o Assistant Provincial Secretary.

"Thibault & Pineault, Limitée".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of March, 1935, incorporating: Xavier Thibeault, Camile Pineault, merchants, Paul Emile Thibeault, clerk, all of the city of Chicoutimi, for the following purposes:

To deal, retail, in provisions, farm produce, flour, grain, foodstuffs, food products of all kinds, groceries, and to generally deal in all goods and merchandise of any nature and description whatsoever, and to carry on and operate any industry for the preparation and manufacture of the said goods and merchandise;

To import, operate, make, produce, purchase, sell, exchange any products, merchandise, articles and goods incidental to the said business, as well as any raw materials which may be required or incidental thereto;

To acquire or take over the whole or any part of the business, property or liabilities of any person or company carrying on any business which the corporation is authorized to carry on or possessed of property suitable for the purposes of the company; also to acquire the good-will of any business whether organized or not, and to pay for the said good-will with shares of the company;

To accept, acquire, own, exploit, lease, exchange, sell and alienate any immovable and movable property useful for its business, or for the recovery of claims, or to facilitate and ensure the recovery thereof; to accept and receive immovables and hypothecs in payment of or as security for existing debts or for any other purposes; to acquire, hold, sell and alienate any kind of property, real or personal, in the course of its business and in the exploitation of its undertaking. To build warehouses, stores, houses or any other buildings whatsoever;

To enter into any agreement or arrangement for sharing of profits, union of interests and enterprises, reciprocal concession or co-operation with all persons, partnerships, companies, corporations or associations engaged in or about to engage in any business or any industry which the present company is authorized to carry on, or into any enterprise conducive or incidental to the attainment of the purposes of the present company;

To acquire, possess, sell and assign shares, bonds, obligations, debentures or other securities of any other company or corporation carrying on any industry or business of a like nature or incidental thereto;

To apply the whole or part of its funds for the purchase of shares of other companies or corporations, invest the same in all kinds of securities,

personnelles ou réelles, obligations, bons, débentures, actions, hypothèques ou autres garanties, de la même manière et aux mêmes conditions qui seront déterminées par le bureau de direction;

Faire toutes choses se rapportant à l'entreprise de la compagnie, à l'exercice de son commerce et à la réalisation de ses objets, et exercer toute industrie et tout commerce susceptibles d'être exercés conjointement avec ceux mentionnés ci-dessus;

Liquider volontairement les affaires de la compagnie ou une partie de ses affaires, et dissoudre la compagnie, pourvu que cette liquidation et dissolution soit décidée par le vote d'actionnaires représentant au moins les trois-quarts en valeur du capital-actions non privilégié souscrit de la compagnie, à une assemblée des actionnaires spécialement convoquée à cette fin, et faire cette liquidation conformément aux lois alors existantes;

Vendre, céder et aliéner ses franchises et quelques-uns de la totalité des droits, privilèges et pouvoirs possédés par la compagnie ainsi que ses entreprises ou toute partie d'icelles, à toute personne ou personnes, compagnie ou compagnies, pour tel prix et considération et aux termes et conditions qu'elle pourra juger convenables et particulièrement pour les actions, soit privilégiées ou ordinaires, et bons, obligations ou autres valeurs de telles compagnies;

Exercer tout autre commerce, soit manufacturier ou autrement, que la compagnie croira pouvoir être convenablement exercé en rapport avec son commerce ou ses objets, et qu'elle croira nécessaire pour exercer profitablement son commerce;

Se fusionner avec toute compagnie ayant des objets semblables à ceux de la compagnie;

Faire toutes choses pertinentes à aider à l'accomplissement des objets ci-dessus;

Faire aucune ou toutes les choses susdites comme mandants, agents ou procureurs, sous le nom de "Thibeault & Pineault, Limitée", avec un capital total de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions ordinaires de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Chicoutimi, dans le district de Chicoutimi.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce cinquième jour de mars 1935.

ALEX. DESMEULES,
1573-o Sous-secrétaire de la Province.

personal or real, obligations, bonds, debentures, shares, hypothecs or other securities, in such manner and upon such conditions as may be determined by the Board of Directors;

To do anything incidental to the undertaking of the company, the carrying on of its business and the attainment of its purposes and to carry on any trade or business capable of being carried on in conjunction with those hereinabove mentioned;

To voluntarily liquidate the business of the company or part of its business and dissolve the company, provided that such liquidation and dissolution be decided by the vote of the shareholders representing at least the three quarters in value of the subscribed non-preferred capital-stock of the company, at a meeting of the shareholders especially convoked for such purpose, and to carry out such liquidation in conformity with any then existing laws;

To sell, assign and alienate its franchises and any one or the whole of the rights, privileges and powers possessed by the company, as well as its undertakings or any part thereof, to any person or persons, company or companies, for such price and consideration and upon such terms and conditions as may be deemed proper, and in particular for the shares, whether preferred or common, bonds, debentures or other securities of such companies;

To carry on any other business, whether manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business, or deemed necessary for the profitable carrying on thereof;

To amalgamate with any company having purposes similar to those of the company;

To do anything conducive to the attainment of the foregoing purposes;

To do all and any of the aforesaid things as principals, agents or proxies, under the name of "Thibeault & Pineault, Limitée", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) common shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at Chicoutimi, in the District of Chicoutimi.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fifth day of March, 1935.

ALEX. DESMEULES,
1574 Assistant Provincial Secretary.

"The Duke of York's Royal Canadian Hussars Riding Association".

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-sixième jour de février 1935, constituant en corporation sans capital-actions: Lieutenant-Colonel Henry Wyatt Johnston, officier commandant du 17è Régiment "Duke of York's Royal Canadian Hussars", employé civil, Major Stuart Alexander Terroux, commandant en second dudit régiment, agent de change; Major Howard Charles Linley Ranson, chef d'escadron, dudit régiment, administrateur de succession; Major Clarence Fisher Smith, chef d'escadron, dudit régiment, agent de change, Major Victor Wellesly Hugman, chef d'escadron, dudit régiment, vendeur d'obligations; Capitaine Robert Thomson, commandant d'escadron en second dudit régiment, caissier; et le Capitaine Maxwell Lloyd Newroth, commandant d'escadron en second

"The Duke of York's Royal Canadian Hussars Riding Association".

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty sixth day of February, 1935, to incorporate as a corporation without share capital: Lieutenant-Colonel Henry Wyatt Johnston, Officer Commanding the 17th. Duke of York's Royal Canadian Hussars Regiment, civil servant; Major Stuart Alexander Terroux, Second in Command of the said Regiment, exchange broker: Major Howard Charles Linley Ranson, Squadron Leader of the said Regiment, estate manager: Major Clarence Fisher Smith, Squadron Leader of the said Regiment, stockbroker: Major Victor Wellesly Hugman, Squadron Leader of the said Regiment, bond salesman: Captain Robert Thomson, Squadron Second in Command of the said Regiment, cashier; and Captain Maxwell Lloyd Newroth, Squadron

dudit régiment, commis; tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

(*a*) Posséder ou louer et maintenir une salle d'armes dans la cité de Montréal, Province de Québec, et agir généralement dans les meilleurs intérêts du 17è Régiment "Duke of York's Royal Canadian Hussars" et obtenir de l'argent aux fins de maintenir et d'exploiter telle salle d'armes et/ou régiment.

(*b*) Acquérir par achat, don, donation, legs, échange ou tout autre titre légal, et détenir, posséder, utiliser, jouir, louer, gager, hypothéquer, vendre, échanger, aliéner ou autrement disposer de tous terrains ou édifices utiles ou appropriés aux fins de la corporation, et construire, modifier et améliorer des bâtisses utiles et convenables à ces fins;

(*c*) Acquérir par tout titre légal, détenir, posséder, donner en garantie, vendre, échanger, aliéner ou autrement disposer de biens mobiliers de toutes sortes, utiles et appropriés aux fins de la corporation;

(*d*) Posséder, utiliser, louer, maintenir et exploiter des écuries et des écoles d'équitation pour l'usage, le bénéfice et la jouissance des membres dudit régiment, et faire toute convention se rapportant à l'usage d'établissements pour ces écuries et écoles d'équitation;

(e) Accepter et recevoir des dons en argent ou valeurs et souscriptions, donations ou dotations de toutes sortes;

(*f*) Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissoires, lettres de change et autres effets négociables ou transférables;

(*g*) S'ils y sont autorisés par un règlement sanctionné par le vote d'au moins les deux tiers des membres de la corporation représentés à une assemblée générale convoquée aux fins de considérer tel règlement, les directeurs pourront de temps à autre:

a. Faire des emprunts de deniers sur le crédit de la corporation;

b. Emettre des obligations ou autres valeurs de la corporation et les donner en garantie ou les vendre pour les sommes et prix jugés convenables;

c. Nonobstant les dispositions du Code civil, hypothéquer, nantir ou mettre en gage les biens mobiliers ou immobiliers, présents ou futurs, de la corporation pour garantir telles obligations ou autres garanties ou donner partie seulement de telle garantie pour les mêmes fins, et constituer l'hypothèque, le nantissement ou le gage sus-mentionnés par acte de fiducie, conformément aux articles 11 et 12 de la Loi des Pouvoirs Spéciaux de certaines corporations (chapitre 227) ou de toute autre manière;

d. Hypothéquer ou nantir les biens immobiliers de la corporation ou donner en gage ou frapper d'une charge quelconque les biens meubles, ou donner ces diverses espèces de garantie pour assurer le paiement des emprunts faits autrement que par émission d'obligations, ainsi que le paiement ou l'exécution des autres dettes, contrats et engagements de la corporation;

Les limitations et restrictions du présent article ne s'appliqueront pas aux emprunts faits par la corporation au moyen de lettres de change ou billets faits, tirés, acceptés ou endossés par la compagnie ou en faveur de la corporation;

Le tout, cependant, sans gain pécunier, sous le nom de "The Duke of York's Royal Canadian Husars Riding Association".

La valeur des biens immobiliers que la corporation peut posséder est limitée à cinq cent mille dollars ($500,000.00).

Second in Command of the said Regiment, clerk, all of the City of Montreal, for the following purposes:

(*a*) To own or lease and maintain a regimental armoury in the City of Montreal, Province of Quebec, and to act generally in the interests of the 17th. Duke of York's Royal Canadian Hussars Regiment and to obtain money for the purpose of maintaining and carrying on such armoury and/or regiment;

(*b*) To acquire by purchase, gift, devise, bequest, exchange or any other legal title, and to hold, possess, use, enjoy, lease, mortgage, hypothecate, sell, exchange, alienate or otherwise dispose of any land or buildings useful or desirable for the purposes of the corporation, and to construct, alter and improve buildings useful or desirable for such purposes;

(*c*) To acquire by any legal title, hold, possess, pledge, sell, exchange, alienate or otherwise dispose of moveable property of all kinds, useful or desirable for the purposes of the corporation;

(*d*) To own, use, lease, maintain and operate stables and riding schools for the use, benefit and enjoyment of members of the said Regiment and to enter into agreements respecting the use of premises for such stables and riding schools;

(*e*) To accept and receive gifts of money or securities and subscriptions, donations or endowments of all kinds;

(*f*) To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange and other negotiable and transferable instruments;

(*g*) If authorized by by-law, sanctioned by a vote of not less than two-thirds of the members of the corporation represented at a general meeting called for considering the by-law, the directors may from time to time:—

a. Borrow money upon the credit of the corporation;

b. Issue debentures or other securities of the corporation and pledge or sell the same for such sums and at such prices as may be deemed expedient;

c. Notwithstanding the provisions of the Civil Code, hypothecate, mortgage or pledge the moveable or immveable property, present or future, of the corporation to secure any such debentures or other securities or give part only of such guarantee for such purposes; and constitute the hypothec, mortgage or pledge above mentioned by trust deed in accordance with sections 11 and 12 of the Special Corporate Powers Act (Chap. 227) or in any other manner;

d. Hypothecate or mortgage the immoveable property of the corporation or pledge or otherwise affect the moveable property or give all such guarantees to secure the payment of loans made otherwise than by the issue of debentures, as well as the payment or performance of other debt, contract or obligation of the corporation;

The limitations and restrictions contained in this Article shall not apply to the borrowing of money by the corporation on bills of exchange or promissory notes made, drawn, accepted or endorsed by or on behalf of the corporation;

The whole, however, without pecuniary gain, under the name of "The Duke of York's Royal Canadian Hussars Riding Association".

The value of the immoveable property which the corporation may possess is to be limited to five hundred thousand dollars ($500,000.00.)

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-sixième jour de février 1935.

ALEX. DESMEULES,
1575 Sous-secrétaire de la Province.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty sixth day of February, 1935.

ALEX. DESMEULES,
1576-o Assistant Provincial Secretary.

Lettres Patentes Supplémentaires

"Elias, Jack's Furs, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 20 et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du neuvième jour de mars 1935, changeant le nom de la compagnie "Jack's Furs, Limited", en celui de "Elias, Jack's Furs, Limited".

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce neuvième jour de mars 1935.

ALEX. DESMEULES,
1577–o Sous-secrétaire de la Province.

"Maple Leaf Taxi Corporation".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 20 et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du neuvième jour de mars 1935, changeant le nom de la Compagnie "Ritz Private Auto Service, Limited", en celui de "Maple Leaf Taxi Corporation".

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce neuvième jour de mars 1935.

ALEX. DESMEULES,
1579–o Sous-secrétaire de la Province.

"Park Toboggan & Ski Club, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 20 et 30, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-deuxième jour de février 1935, changeant le nom de la compagnie "The Park Toboggan Club, Limited", en celui de "Park Toboggan & Ski Club, Limited", et augmentant ses pouvoirs, comme suit, à savoir:

Promouvoir plus particulièrement les sports d'hiver et plus spécialement glissade en traîneau et ski et tous autres sports similaires, mais sans gain pécuniaire.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-deuxième jour de février 1935.

ALEX. DESMEULES,
1581 Sous-secrétaire de la Province.

"St. Lawrence Service Stations, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 19 et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du neuvième jour de mars 1935, changeant le nom de la compagnie "St. Lawrence Oil Company, Limited", en celui de "St. Lawrence Service Stations, Limited".

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce neuvième jour de mars 1935.

ALEX. DESMEULES,
1583–o Sous-secrétaire de la Province.

Supplementary Letters Patent

"Elias, Jack's Furs, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, articles 20 and following, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of March, 1935, changing the name of the company Jack's Furs, Limited" to that of "Elias, Jack's Furs, Limited".

Dated at the office of the Provincial Secretary, this ninth day of March, 1935.

ALEX. DESMEULES,
1578 Assistant Provincial Secretary.

"Maple Leaf Taxi Corporation".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, articles 20 and following, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of March, 1935, changing the name of the company "Ritz Private Auto Service, Limited", to that of "Maple Leaf Taxi Corporation".

Dated at the office of the Provincial Secretary, this ninth day of March, 1935.

ALEX. DESMEULES,
1580 Assistant Provincial Secretary.

"Park Toboggan & Ski Club, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, articles 20 and 30, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty second day of February, 1935, changing the name of the company "The Park Toboggan Club, Limited", to that of "Park Toboggan & Ski Club, Limited", and increasing its powers, as follows, to wit:

To promote more particularly winter sports and more especially toboggan sliding and ski-ing and all other kindred sports but without pecuniary gain.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty-second day of February, 1935.

ALEX. DESMEULES,
1582–o Assistant Provincial Secretary.

"St. Lawrence Service Stations, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, article 19 and following, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of March, 1935, changing the name of the company "St. Lawrence Oil Company, Limited" to that of "St. Lawrence Service Stations, Limited".

Dated at the office of the Provincial Secretary, this ninth day of March, 1935.

ALEX. DESMEULES,
1584 Assistant Provincial Secretary.

Assemblée

"MONTREAL TRAMWAYS COMPANY"

Assemblée Générale Annuelle

Avis est par les présentes donné que l'assemblée générale annuelle des actionnaires de la "Montreal Tramways Company" sera tenue au bureau-chef de la compagnie, Tramways Building, 159, rue Craig-Ouest, Montréal, mardi, le 12ème jour de mars 1935, à midi.

Cette assemblée sera tenue aux fins de recevoir et considérer le rapport annuel de l'état financier, l'élection des directeurs, la nomination des auditeurs, et la transaction de telles autres affaires qui peuvent légalement être soumises à la dite Assemblée.

Les actionnaires sont par les présentes, et seront en plus requis, à la dite assemblée, (ou à tout ajournement ou tous ajournements d'icelle), de ratifier la révocation et la remise en vigueur par les directeurs, de la section 1 de l'Article 1 des Règlements de la compagnie, de manière à ce que dans la suite ils se lisent comme suit:

1. L'Assemblée générale annuelle des actionnaires de la compagnie sera tenue au bureau-chef de la compagnie, en la cité de Montréal, à telle heure et tel jour dans les mois de mars ou avril de chaque année que les directeurs pourront fixer de temps à autre.

A chaque assemblée annuelle, les directeurs de la compagnie déposeront devant les actionnaires un état complet des affaires et de la position financière de la compagnie, et tels autres rapports qui seront jugés convenables.

La dite assemblée se rouvrira tel que convoquée, et sera immédiatement ajournée jusqu'à Vendredi, le 26 avril 1935, à la même heure et au même endroit.

Les régistres de transfert seront fermés à compter du 21 février 1935 au 12 mars 1935, les deux dates inclusivement.

Par ordre du bureau de direction,
Le secrétaire-trésorier,
PATRICK DUBÉE.

Lundi, le 21 janvier 1935. 659—5—4

Meeting

"MONTREAL TRAMWAYS COMPANY"

Annual General Meeting.

Notice is hereby given that the Annual General Meeting of the shareholders of "Montreal Tramways Company" will be sold at the Head Office of the Company, Tramways Building, 159 Craig Street West, Montreal, on Tuesday, the 12th day of March, 1935, at 12 o'clock noon.

This Meeting will be held for the purpose of receiving and considering the Annual Report and Financial Statements, for the election of Directors the appointment of Auditors, and for such other business as may properly come before the Meeting.

The Shareholders are hereby, and will be further requested at the said Meeting (or at any adjourment or adjourments thereof) to ratify the repeal and re-enactment by the Directors of Section 1 of Article 1 of the Company's By-laws, to the end that the same shall hereafter read as follows:

1. The Annual General Meeting of the Shareholders of the Company shall be held at the Head Office of the Company in the city of Montreal, at such hour and on such day in the months of March or April of each year as the Directors of the Company may from time to time appoint.

At each Annual Meeting the Directors of the Company shall lay before the Shareholders a full statement of the affairs and financial position of the Company, and such other reports as they may deem advisable.

The said Meeting will be convened as called and will thereupon be adjourned until Friday, the 26th day of April, 1935, at the same time and place.

The Transfer Books will be closed from the 21st of February, 1935, to the 12th of March, 1935, both days inclusive.

By Order of the Board,
PATRICK DUBÉE,
Secretary-Treasurer.

Monday, January 21st., 1935. 660—5—4—o

Vente pour taxes municipales

PROVINCE DE QUÉBEC.—DISTRICT DE NICOLET.

VILLE DE NICOLET.

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, Honoré Grenier, greffier de la ville de Nicolet, que la propriété ci-dessous désignée sera vendue à l'enchère publique à la salle publique de l'Hôtel de Ville, en la ville de Nicolet, le DIX-HUITIEME jour du mois d'AVRIL 1935, à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales en capital et intérêts et frais, à moins que les dites taxes, avec intérêts et les frais, ne soient payées avant la vente au bureau du soussigné.

Propriétaire:—Madame J.-H. Caron, épouse de M. J.-H. Caron, architecte, de la ville de Nicolet.

Immeuble:—connu, décrit et désigné au cadastre de la ville de Nicolet sous le No 373–7.

Montant dû:—$365.32.

Daté à Nicolet, ce 12 mars 1935.

Le greffier de la ville de Nicolet,
1491—11–2–o HONORÉ GRENIER.

Sale for municipal taxes

PROVINCE OF QUEBEC.—DISTRICT OF NICOLET.

TOWN OF NICOLET.

Public notice is hereby given by the undersigned Honoré Grenier, clerk of the Town of Nicolet, that the property hereinbelow designated will be sold at public auction at the public hall of the City Hall, in the Town of Nicolet, on the EIGHTEENTH day of the month of APRIL, 1934, at TEN o'clock in the forenoon, for the non-payment of municipal taxes, capital, interest and costs, unless the said taxes, with the interest and costs be paid before the sale at the office of the undersigned.

Proprietor:—Mrs. J. H. Caron, wife of Mr. J. H. Caron, architect, of the Town of Nicolet.

Immovable:—known, described and designated on the cadastre for the Town of Nicolet under No. 373–7.

Amount due:—$365.32.

Dated at Nicolet, this 12th. of March, 1935.

HONORÉ GRENIER,
1492—11–2 Clerk of the Town of Nicolet.

Canada, province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, "En faillite", No 182. Dans l'affaire de Adrien Mercure, débiteur; et J.-Albert Lejour, syndic.

AVIS DE VENTE

Avis est par les présentes donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure siégeant en Faillite, district de Montréal, en date du 11ième jour de février 1935, seront vendus par encan public au bureau du shérif, Palais de Justice, à Montréal, le JEUDI, le VINGT-HUITIEME jour de MARS 1935, à ONZE heures de l'avant-midi, les immeubles ci-après désignés:

Deux lots de terre situés dans le quartier Saint-Jacques, de la Cité de Montréal, portant les numéros vingt-deux et vingt-trois (Nos 22 et 23) de la subdivision officielle du lot numéro huit cent quatre-vingt (880) des plan et livre de renvoi officiels du dit quartier Saint-Jacques, contenant chacun vingt-cinq pieds de largeur par soixante-quinze pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, bornés en front par une ruelle, portant le numéro dix-huit (No 18) de la subdivision officielle du dit lot numéro huit cent quatre-vingt (880), maintenant connue sous le nom de rue Labrecque, avec droit de passage en commun avec tous autres y ayant droit dans la dite ruelle et dans la ruelle portant le numéro sept (No 7) de la dite subdivision du lot numéro huit cent quatre-vingt (880) maintenant connue sous le nom de rue Mercure, des mêmes plan et livre de renvoi officiels—avec une maison en bois et brique à deux étages et autres dépendances dessus construites.

Deux autres lots de terre situés au même lieu, portant les numéros vingt-quatre et vingt-cinq (Nos 24 et 25) de la subdivision officielle dudit lot numéro huit cent quatre-vingt (880) desdits plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Jacques, de la dite cité, contenant chacun vingt-cinq pieds de largeur par soixante-quinze pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, bornés en front par une ruelle portant le numéro dix-huit (No 18) de la subdivision dudit lot numéro huit cent quatre-vingt (880) desdits plan et livre de renvoi officiels, maintenant connu sous le nom de rue Labrecque, avec droit de passage en commun avec tous ceux y ayant droit dans ladite ruelle et dans celle portant le numéro sept (No 7) de la subdivision dudit lot numéro huit cent quatre-vingt (880) desdits plan et livre de renvoi, maintenant connue sous le nom de rue Mercure—avec les bâtisses et dépendances dessus construites.

Chaque enchérisseur sera requis de déposer entre les mains du syndic une somme de deux cent cinquante dollars ($250.00) en argent ou par chèque accepté à son ordre au moment de l'enchère.

La dite vente sera faite en vertu de l'article 45 de la Loi de Faillite, paragraphes 2, 3, 4, 5, 6, 7 et 8 des Statuts Revisés du Canada, 1927, chap. 11 et suivants et aura l'effet du décret.

Pour cahier des charges et autres informations s'adresser au soussigné.

Le syndic,
J.-ALBERT LEJOUR.

261, Sainte-Catherine-Ouest,
Montréal.
Tél. La. 8253-4

1099—8-2-o

Canada, Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, "Sitting in Bankruptcy", No. 182. In the matter of Adrien Mercure, debtor, and J. Albert Lejour, Trustee.

NOTICE OF SALE

Notice is hereby given that pursuant to a judgment of the Superior Court, sitting in bankuptcy, district of Montreal, dated February 11th, 1935, there will be sold by public auction, at the Sheriff's Office, Court House, Montreal, on THURSDAY, the TWENTY EIGHTH day of MARCH 1935, at ELEVEN o'clock in the forenoon, the immoveables hereinafter designated:

Two lots of land situated in Saint James Ward of the City of Montreal, bearing Nos. twenty-two and twenty-three (Nos. 22 and 23) of the official subdivision of lot No. eight hundred and eighty (880) of the official plan and book of reference of the said Saint James Ward, each containing twenty-five feet in width by seventy-five feet in depth, English measure and more or less, bounded in front by lane, bearing No. eighteen (No. 18) of the official subdivision of said lot No. eight hundred and eighty (880), presently known under the name of Labrecque Street, with right of passage in common with all others having right in the said lane and in the lane bearing No. seven (No. 7) of the said subdivision of lot No. eight hundred and eighty (880) presently known under the name of Mercure Street, of the said official plan and book of reference—with a two story house brickencased, and other dependencies thereon erected.

Two other lots of land situated in the same ward, bearing numbers twenty-four and twenty-five (24 and 25) of the official subdivision of the said lot No. eight hundred and eighty (880) of the said official plan and book of reference of Saint James Ward of the said city, each containing twenty-five feet in width by seventy-five feet in depth, English measure and more or less, bounded in front by lane bearing No. eighteen (No. 18) of the subdivision of said lot No. eight hundred and eighty (880) of the said official plan and book of reference, presently known under name of Labrecque Street, with right of passage in common with all others having right in the said lane, and in the lane bearing No. seven (7) of the subdivision of said lot No. eight hundred and eighty (880) of the said plan and book of reference, presently known under the name of Mercure Street—with buildings and dependencies thereon erected.

A deposit of two hundred fifty dollars ($250.00) will be required from each bidder, in cash or by an accepted cheque to the order of the trustee before bidding.

The said sale will be made in virtue of article 45 of the Bankruptcy Act, paragraphs 2, 3, 4, 5, 6, 7 and 8 of the Revised Statutes of Canada 1927, chap. 11 and following, and will have the effects of a Sheriff's sale.

For book of charges and other information, apply to the undersigned.

J. ALBERT LEJOUR,
Trustee.

261, Sainte Catherine West,
Montreal.
LA. 8253-4.

1100—8-2-o

Canada, province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, "En faillite", No 99 (1932). Dans l'affaire de Majorique Paquette, faisant affaires sous le nom de "Lavoie & Paquette", débiteur, et J.-Albert Lejour, syndic.

AVIS DE VENTE

Avis est par les présentes donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure, siégeant en faillite, district de Montréal, en date du 11 février 1935, sera vendu par encan public au bureau du shérif, Palais de Justice, à Montréal, le JEUDI, le VINGT-HUITIEME jour de MARS 1935, à ONZE heures de l'avant-midi, l'immeuble ci-après désigné:

DÉSIGNATION

Un emplacement faisant partie du lot numéro vingt-six de la subdivision officielle du lot originaire numéro huit cent quatre-vingt (880—Ptie 26) aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Jacques, en la cité de Montréal; cette partie de lot étant la plus grande partie nord-ouest de ce même lot No 880-26, mesure vingt et un pieds de largeur par soixante-quinze pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, et est bornée comme suit: en front vers le sud-ouest par la rue Labrecque, en arrière vers le nord-est par partie du lot No 898, d'un côté vers le nord-ouest par le lot No 880-25 et de l'autre côté vers le sud-est par le résidu de ce dit lot No 880-26, tous des dits plan et livre de renvoi officiels—avec bâtisses dessus érigées portant le numéro civique 1639 de la dite rue Labrecque, à Montréal;

Ainsi que le tout se trouve et se trouvait lors de ladite faillite et avec toutes les servitudes tant actives que passives, apparentes ou occultes, attachées audit immeuble et notamment celles de droit de vue et de droit de passage sur le résidu du lot sus décrit en vertu d'un acte de vente consenti par Giovanni DiTulio à Alfred Mercure, devant Me Lionel Trempe, notaire, le 18 juin 1919, et enregistré au bureau de la division d'enrégistrement de Montréal-Est sous le No 109,799.

Chaque enchérisseur sera requis de déposer entre les mains du syndic une somme de deux cent cinquante dollars ($250.00) en argent ou par chèque accepté à son ordre au moment de l'enchère.

La dite vente sera faite en vertu de l'article 45 de la Loi de Faillite, paragraphe 2, 3, 4, 5, 6, 7 et 8 des Statuts Revisés du Canada, 1927, chap. 11 et suivants et aura l'effet du décret.

Pour cahier des charges et autres informations, s'adresser au soussigné.

Le syndic,
J.-ALBERT LEJOUR.

261, Sainte-Catherine-Ouest,
Montréal.
LA. 8253-4

1101—8-2-o

Canada, Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, en faillite, No 9. IN RE: Sylvio Dufour, "Hôtel Dufour", Saint-Jovite, Qué., en faillite et Georges Duclos, syndic.

AVIS DE VENTE

Avis est par les présentes donné qu'en vertu d'un jugement du Régistraire de la Loi de Faillite, District de Montréal, en date du 1er jour de mars, 1935, seront vendus par encan public,

Canada, Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, "Sitting in Bankruptcy", No. 99 (1932). In the matter of Majorique Paquette, doing business under the name of "Lavoie & Paquette", debtor, and J. Albert Lejour, trustee.

NOTICE OF SALE

Notice is hereby given that pursuant to a judgment of the Superior Court Sitting in Bankruptcy district of Montreal, dated February 11th 1935, there will be sold by public auction, at the Sheriff's Office, Court House, Montreal, on THURSDAY, the TWENTY EIGHTH day of MARCH 1935, at ELEVEN o'clock in the forenoon, the immovable hereinafter designated:

DESCRIPTION

An emplacement being part of lot number twenty-six of the official subdivision of the original lot number eight hundred and eighty (880-Part 26) of the official plan and book of reference of Saint James division, in the City of Montreal, this part of lot being the largest part of North West of this same lot No. 880-26, measuring twenty-one feet in width by seventy-five feet in depth, English measure and more or less and is bounded as follows: in front towards the South West by Labrecque Street, behind towards the North East by part of lot No. 898, on one side towards the North West by lot No. 880-25 and on the other side towards the South East by the remainder of this said lot No. 880-26, all of the said official plan and book of reference—with the buildings thereon erected bearing the civic number 1639 of the said Labrecque Street, at Montreal.

As the whole is and was at the time of the said bankruptcy, with all servitudes active or passive, apparent or otherwise attached to the said immoveable and particularly those of right of sight and of right of way on the residue of the lot above described in virtue of a deed of sale consented by Giovanni DiTulio to Alfred Mercure, before Me Lionel Trempe, Notary, on June the 18th 1919, and registered at the division registry office of Montreal-East under No. 109,799.

A deposit of two hundred fifty dollars ($250.00) will be required from each bidder, in cash or by an accepted cheque to the order of the trustee before bidding.

The said sale will be made in virtue of Article 45 of the Bankruptcy Act, paragraphs 2, 3, 4, 5, 6, 7 and 8 of the Revised Statutes of Canada, 1927, chap. 11 and following, and will have the effects of a Sheriff's sale.

For book of charges and other information, apply to the undersigned.

J. ALBERT LEJOUR,
Trustee.

261, Sainte Catherine West,
Montreal.
LA. 8253-4

1102—8-2-o

Canada, Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, In Bankruptcy, No. 9. IN RE: Sylvio Dufour "Hôtel Dufour", Saint Jovite, Que., In Bankruptcy and Georges Duclos, trustee.

NOTICE OF SALE

Notice is hereby given that in virtue of a judgment of the Registrar of the Bankruptcy Court, District of Montreal, rendered under date of March 1st, 1935, will be sold by public auction,

à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Jovite, comté de Terrebonne, le SAMEDI, TREIZIEME jour d'AVRIL, 1935, à ONZE heures de l'avant-midi, les immeubles ci-après désignés:

DÉSIGNATION

Un emplacement situé à Saint-Jovite, dans le comté de Terrebonne, Province de Québec, et composé de:

a) Le lot de terre numéro trois cent quatre-vingt-trois (383) et cette partie dudit lot de terre numéro trois cent quatre-vingt-quatre (384) bornée au nord par le chemin public, au sud par le lot numéro trois cent quatre-vingt-cinq, à l'est par ledit lot numéro trois cent quatre-vingt-trois, et à l'ouest par une ligne passant à quatre-vingt-dix pieds à l'est du lot numéro trois cent quatre-vingt-six, tous ces dits lots des plan et livre de renvoi officiels du canton de Salaberry;

b) Cette partie du lot numéro trois cent quatre-vingt-cinq (385) desdits plan et livre de renvoi officiels du canton de Salaberry, bornée au nord par le lot numéro trois cent quatre-vingt-trois sus-mentionné, d'un côté à l'est par le chemin du Lac Maskinongé, en arrière au sud par le Ruisseau Clair, et de l'autre côté par le résidu dudit lot numéro trois cent quatre-vingt-cinq appartenant au dit Jules Lapointe.

Avec bâtisses dessus érigées, notamment un hôtel et les dépendances s'y rattachant; tel que le tout se trouve actuellement, avec les servitudes actives ou passives, apparentes ou occultes y attachées.

La dite vente sera faite en vertu de l'article 45 de la Loi de Faillite, paragraphes 2, 3, 4, 5, 6, 7 et 8 des Statuts Revisés du Canada, 1927, chapitre 11 et suivants, et aura l'effet du décret.

Un dépôt de 10% sera exigé de chaque enchérisseur avant l'adjudication.

Pour conditions de vente, cahier des charges et toute autre information, s'adresser au soussigné.

Le syndic,
GEORGES DUCLOS.

10 Saint-Jacques Est,
Montréal. 1367—10-2-o

at the door of the parish church of Saint Jovite, county of Terrebonne, on SATURDAY, the THIRTEENTH day of APRIL, 1935 at ELEVEN o'clock in the forenoon, the immovables hereinafter designated.

DESIGNATION

One emplacement situated at Saint Jovite, in the county of Terrebonne, Province of Quebec, and composed of:

a) A lot of land number three hundred eighty-three (383) and this part of land number three hundred eighty-four (384) bounded to the North by the public road, to the South by lot number three hundred eighty-five, to the East by said lot number three hundred eighty-three, and to the West by a line passing at ninety feet to the East of lot number three hundred eighty-six, and all said lots of plan and book of reference of the *canton* of Salaberry;

b) This part of lot number three hundred eighty-five (385) of said plan and book of reference of the *canton* of Salaberry, bounded to the North by lot number three hundred eighty-three above mentioned, on one side to the East by the road of Lake Maskinongé, at the rear to the South by the Ruisseau Clair, and on the other side by the residue of said lot number three hundred eighty-five belonging to the said Jules Lapointe.

With the buildings thereon erected, namely a hotel with dependencies thereto annexed; as the whole now stands with all servitudes active or passive, apparent or otherwise thereto attached.

The said sale will be made in virtue of article 45 of the Bankruptcy Act, paragraphs Nos. 2, 3, 4, 5, 6, 7 and 8 of the Revised Statutes of Canada, 1927, Chapter 11, and will have the effect of a Sheriff's sale.

A deposit of 10% will be required from each bidder before adjudication.

For conditions of sale, book of charges and any other information, apply to the undersigned.

GEORGES DUCLOS,
Trustee.

10 Saint James East,
Montreal. 1368—10-2-o

Vente par licitation

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure, siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, le 5 février 1935, dans une cause No A-138062 dans laquelle Blanche Racette *et vir*, sont demandeurs, et Marie-Louise Racette *et al.*, défendeurs, ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit, savoir:

Un lot de terre situé dans la Cité de Montréal, étant partie de l'espace non subdivisé du lot connu et désigné sous le numéro quatorze cent quatre-vingt-quinze (1495) des plan et livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Marie, de la Cité de Montréal, situé à une distance de cent dix-huit pieds de la ligne nord-ouest de la rue Sainte-Catherine, et contenant soixante pieds de largeur par cent quarante pieds de profondeur (60 x 140), le tout mesure anglaise et plus ou moins. Le dit emplacement est borné en front par la rue Parthenais, en arrière, par partie du lot numéro quatorze cent quatre-vingt-quatorze des dits plan et livre de renvoi officiels, d'un côté, au sud-est,

Sale by licitation

Notice is hereby given that under and by virtue of a judgment of the Superior Court, sitting at Montreal, in the district of Montreal, on the 5th of February, 1935, in a case No. A-138062, in which Blanche Racette *et vir* are plaintiffs and Marie Louise Racette *et al.*, defendants, ordering the licitation of certain immoveables described as follows, to wit:

An emplacement situated in the City of Montreal, being part of the non-subdivided space of the lot known under number fourteen hundred and ninety five (1495), on the official plan and book of reference of Sainte Marie's ward, of the city of Montreal, situated at a distance of one hundred and forty feet of the North-West line of Sainte Catherine's Street, and containing sixty feet width and one hundred and forty feet depth (60 x 140), English measure and more or less. The said emplacement is bounded in front by Parthenais's Street, and at rear by part of lot number fourteen hundred and ninety four of the said official plan and book of reference, at one side, at

par une ruelle de dix-huit pieds de largeur, et de l'autre côté, au nord-ouest, partie par la subdivision numéro dix-huit du dit lot numéro quatorze cent quatre-vingt-quinze, partie par la subdivision numéro dix-neuf du dit lot numéro quatorze cent quatre-vingt-quinze,étant aussi une ruelle de dix-huit pieds de largeur—avec les bâtisses érigées sur le dit emplacement, portant les numéros civiques 98 à 108 de la rue Parthenais, et 1 à 10 de la rue Neville, avec droit de passage en commun avec d'autres, aux charges ordinaires d'entretien, dans la ruelle ci-dessus en dernier lieu mentionnée.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur le 10 avril 1935 à 11 hrs a.m., Cour tenante à la chambre 33 du Palais de Justice à Montréal, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de ladite Cour, et que toute opposition afin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite Cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et que toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et, à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

Montréal, le 28 février 1935.

Le procureur des demandeurs,
1297—10-2-o EDOUARD MASSON.

South-East, by a lane of eighteen feet width and at the other side, at North-West, part by subdivision number eighteen of the said lot number one hundred and ninety five, part by the subdivision number nineteen of the said lot number one hundred and ninety five—with the buildings thereon erected bearing civic numbers ninety eight to one hundred and eight of Parthenais's Street and one to ten of Neville's Street, with common right with others, at ordinary charges of keeping in the last mentioned lane.

The property above described will be put to auction and adjudged to the last and highest bidder on the 10th of April 1935, at 11 hrs.a.m. sitting the Court, in the room number 33 of the Court House in Montreal, subject to the charges clauses and conditions contained in the list of charges deposited in the office of the prothonotary of the said Court; and that any opposition to annul, to secure charges, or to withdraw, to be made to the said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said Court at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication; and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

Montreal, February 28, 1935.

EDOUARD MASSON,
1298—10-2-o Plaintiff's Attorney.

Ventes d'effets non réclamés

Avis est par les présentes donné au public, sous l'autorité de la Loi des chemins de fer du Canada, que la compagnie de messageries "Canadian Pacific Express Company" vendra à l'encan public, dans la cité de Montréal, dans la province de Québec, vendredi, le 10 mai 1935, toutes les consignations non réclamées reçues avant le premier mai 1934, dans les bureaux de la division dite Atlantique.

Le président et gérant-général,
1599—12-6-o T.-E. McDONNELL.

Sales of unclaimed freight

Public notice is hereby given that under authority of Canadian Railway Act, the Canadian Pacific Express Company will sell at public auction, in the city of Montreal, in the Province of Quebec, on Friday, May 10th., 1935, all unclaimed shipments that have been on hand since previous to May 1st., 1934, at offices in the Atlantic division.

T. E. McDONNELL,
1600—12-6-o President and General Manager.

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Avis est par les présentes donné que tous les effets reçus avant le vingt-huit février, A D. 1934, et jusqu'ici non-réclamés ou autrement dans les bureaux de la "Canadian National Express", à divers endroits dans les provinces d'Ontario, Québec, Nouveau-Brunswick, Nouvelle-Ecosse et Ile du Prince-Edouard, seront vendus par enchère publique au plus haut enchérisseur, par l'encanteur de la Compagnie, Walter-M. Kearns, 1240 rue de l'Université, Montréal, Québec, à DIX heures du matin, MARDI, le SEPTIEME jour de MAI, A.D. 1935, à moins qu'ils ne soient réclamés avant cette date et que tous les frais en soient payés.

Daté à Montréal, Québec, ce sixième jour de mars 1935.

"CANADIAN NATIONAL EXPRESS,
MONTREAL, QUE."
Le gérant-général,
1385—10-6 G.-E. BELLEROSE.

TO WHOM IT MAY CONCERN

Notice is hereby given that all goods received previous to the twenty eight of February, A.D. 1934, and still remaining unclaimed or otherwise in the office of the "Canadian National Express", at different points in the Provinces of Ontario, Quebec, New-Brunswick, Nova Scotia and Prince Edward Island, will be sold by public auction to the highest bidder, by the Company's Auctioneer, Walter M. Kearns, 1240 University Street, Montreal, Que., at TEN o'clock in the forenoon, on TUESDAY, the SEVENTH day of MAY, A.D. 1935, unless same shall be called for before that date and all charges paid thereon.

Dated at Montreal, Quebec, this sixth day of March, 1935.

"CANADIAN NATIONAL EXPRESS,
MONTREAL, QUE."
G. E. BELLEROSE,
1386—10-6-o General Manager.

Avis public est par les présentes donné par l'Association de Bienfaisance et de Retraite de la Police de Montréal, qu'elle s'adressera à la Législature, à sa présente session, pour faire adopter une loi modifiant son acte d'incorporation:

a) Pour modifier la procédure relative à l'adoption, l'approbation et la mise en vigueur des règlements;

b) Pour décréter que le Directeur du Service de la Police sera membre et président du bureau de direction;

c) Pour fixer la date des élections annuelles;

d) Pour déterminer la procédure relative à la convocation des assemblées annuelles et à l'enregistrement des votes;

e) Pour déterminer de quelle façon les argents de l'Association devront être placés;

f) Pour exiger de toute personne recevant une pension ou autre secours, une contribution au fonds de l'Association;

g) Pour modifier ou amender les règlements actuels et notamment en ce qui concerne les contributions des membres actifs et les autres conditions qui peuvent leur donner droit à une pension, à une gratification ou à un secours;

h) Pour établir des caisses ou fonds de secours séparées pour chacun des objets de l'Association et aussi des caisses de remboursement;

Et pour autres fins.

Montréal, 25 février 1935.

Les avocats de la Requérante,

1213—9-4-o LAURENDEAU & LAURENDEAU.

Public notice is hereby given by "L'Association de Bienfaisance et de Retraite de la Police de Montréal", that it will apply to the Legislature, at its present session, for the passing of an Act modifying its Act of incorporation:

a) To modify the procedure respecting the adoption, approval and putting into force of the by-laws;

b) To enact that the Director of the Police Service shall be a member and President of the Board of Directors;

c) To fix the date of the annual elections;

d) To determine the procedure respecting the calling of the annual meetings and the recording of votes;

e) To determine in what manner the moneys of the Association shall be invested;

f) To require from any person receiving a pension or other benefits, a contribution to the fund of the Association;

g) To modify or amend the present by-laws and notably in that which concerns the contributions of the active members and the other conditions which may entitle them to a pension, gratification or benefit;

h) To establish separate deposits or assistance funds for each of the objects of the Association and also sinking funds;

And for other purposes.

Montreal, February 25, 1935.

LAURENDEAU & LAURENDEAU,

1214—9-4 Attorneys for the Applicant.

Avis est donné que Wilbrod Décarie, comptable, de la Cité de Montréal, agissant en sa qualité d'exécuteur testamentaire, administrateur et fidéicommissaire de la Succession de feu J.-A. Massue, s'adressera à la Législature de la Province de Québec à sa présente session, pour l'adoption d'une loi lui accordant des pouvoirs d'emprunt et autres pouvoirs additionnels.

Montréal, 1er mars 1935.

Le procureur du requérant,

1301—10-4-o ALPHONSE DECARY.

Notice is hereby given that Wilbrod Décarie, book-keeper, of the city of Montreal, acting in his quality of testamentary executor, administrator and trustee of the Estate of the late Joseph Aimé Massue, shall apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present Session, for the adoption of an Act granting to him power to effectuate loans and other additional powers.

Montreal, March 1st., 1935.

ALPHONSE DECARY,

1302—10-4-o Attorney for Petitioner.

Avis public est par les présentes donné que "La Ville de Sainte-Thérèse" s'adressera à la Législature de la province de Québec à sa présente session pour demander l'adoption d'une loi ratifiant les actes suivants:

a) Un acte de vente par La Ville de Sainte-Thérèse, à Pollock Brothers & Company, Limited, passé devant J.-L. Blanchard, notaire, à Sainte-Thérèse, le 17 juin 1933, enregistré sous le numéro 105785.

b) Un acte de vente par La Ville de Sainte-Thérèse, à Ernest Thibault, passé devant J.-L. Blanchard, notaire, à Sainte-Thérèse, le 13 octobre 1934, enregistré sous le numéro 108238.

c) Un acte de vente par J.-A. Laurin, Limitée, à la Ville de Sainte-Thérèse, passé devant J.-L. Blanchard, notaire, à Sainte-Thérèse, le 8 mars 1934, enregistré sous le numéro 106919.

LA VILLE DE SAINTE-THÉRÈSE

Par le maire,

C.-H. ROBILLARD.

Le secrétaire-trésorier,

1469—11—4-o J.-L. BLANCHARD.

Public notice is hereby given that "The Town of Sainte Thérèse", will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the adoption of an Act ratifying the following deeds:

a) A deed of sale by The Town of Sainte Thérèse, to Pollock Brothers & Company, Limited, passed at Sainte Thérèse, before J. L. Blanchard, notary, on the 17th day of June, 1933 and registered under number 105785.

b) A deed of sale by The Town of Sainte Thérèse, to Ernest Thibault, passed before J. L. Blanchard, notary, at Sainte Thérèse, on the 13th day of October, 1934, and registered under number 108238.

c) A deed of sale by J. A. Laurin, Limitée, to the Town of Sainte Thérèse, passed before J. L. Blanchard, notary, at Sainte Thérèse, on the 8th of March, 1934, and registered under number 106919.

THE TOWN OF SAINTE THÉRÈSE

Per C. H. ROBILLARD,

Mayor.

J. L. BLANCHARD,

1470—11—4-o Secretary-Treasurer.

COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM

ORDONNANCE No 17*a* (provisoire)

En remplacement de l'Ordonnance No 17, qui était en vigueur antérieurement

couvrant les filles et femmes ou hommes lorsque ceux-ci remplacent celles-là dans

L'INDUSTRIE DU PAPIER ET SES DÉRIVÉS

comprenant la fabrication de boîtes de carton, sacs en papier, boîtes de bois faites partiellement ou finies avec papier ou carton; papiers de tous genres et tout article à base de fibre, pulpe ou papier.

1. *Minima:* Aucun salaire ne sera inférieur à ceux mentionnés ci-dessous:

Ville et Ile de Montréal et un rayon de dix milles autour de l'Ile de Montréal

	De l'heure
50% des employées. à pas moins de.....	.15c
50% des employées, à pas moins de.....	.21c

Province de Québec, à l'exception de la Ville et de l'Ile de Montréal et un rayon de dix milles autour de l'Ile de Montréal

	De l'heure
50% des employées, à pas moins de.....	.13c
50% des employées, à pas moins de.....	.19c

Le salaire de l'employée doit lui être payé en deniers ayant cours légal dans cette province; aucune retenue n'en peut être faite pour quelque cause que ce soit. Ce salaire devra lui être remis dans une enveloppe scellée sur laquelle sera inscrit: son nom, son numéro matricule, la date de la semaine ou de la quinzaine de travail, le nombre d'heures accomplies, le taux du salaire à l'heure, le montant d'argent contenu dans l'enveloppe; celle-ci devra être initialée par la personne qui aura fait la paye.

2. Toutes les employées sans exception devront être payées au moins les minima de salaires mentionnés plus haut.

3. *Heures de travail:* Le total des heures de travail ne pourra en aucun cas dépasser 55 heures par semaine à moins d'avoir obtenu un permis spécial du Département de l'Inspection des Etablissements Industriels et Commerciaux. (Chap. 182, S. R. P. Q., 1925).

4. *Attente:* Toute employée obligée d'attendre dans l'établissement sera payée pour ce temps d'attente.

5. *Renvoi des employées:* Aucun patron ne pourra renvoyer ou menacer de renvoi une employée, ou user de représailles envers elle, parce que telle employée aurait porté plainte à la Commission, a témoigné ou serait sur le point de témoigner dans une enquête ou poursuite permise ou prescrite par la loi du salaire minimum.

6. *Uniformes:* Si des uniformes spéciaux sont obligatoires, ils devront être fournis et blanchis aux charges du patron, sans frais pour l'employée.

7. *Pénalités:* Toute infraction à cette Ordonnance est passible des peines édictées par la loi. (Voir Article 12).

8. *Affichage:* Copie de cette Ordonnance devra

WOMEN'S MINIMUM WAGE BOARD

ORDER No. 17*a* (provisory)

Replacing Order No. 17, which was in force previously

Governing female employees and males when replacing females in any class of employment in the

PAPER INDUSTRY AND ALLIED PROCESSES

including Paper Boxes and Paper Bag Making, Wooden Boxes partially made or finished with Paper or Cardboard; all kinds of Paper and all Fibre, Pulp and Paper Products.

1. *Minimum:* No wage shall be less than is set forth in the following table:

City and Island of Montreal and a radius of ten miles around and beyond the Island of Montreal

	Per hour
50% of the employees, at not less than	.15c
50% of the employees, at not less than	.21c

Province of Quebec, excepting the City and Island of Montreal and a radius of ten miles around and beyond the Island of Montreal

	Per hour
50% of the employees, at not less than...	.13c
50% of the employees, at not less than...	.19c

The employee's wages shall be paid to her wholly in cash; no deduction being permitted for any cause or purpose whatsoever. Said wages shall be given to her in a sealed envelope on which shall be written: her name, her register number, the date of the week or of the fortnight she has worked, the number of hours she has performed, the rate per hour, the amount of money enclosed in the envelope; same must be initialed by the person who paid the employee.

2. All employees without any exception are governed by the above specified minimum wages.

3. *Hours of Work:* The total of working hours cannot in any case exceed 55 hours per week unless a special permit has been obtained from the Industrial and Commercial Establishments Inspection Department. (Chap 182, R. S. P. Q., 1925).

4. *Waiting Time:* Any employee required to wait on the premises shall be paid for the time thus spent.

5. *Discharge of Employees:* No employer shall discharge or threaten to discharge or in any way discriminate against any employee, because such employee has lodged a complaint with the Board or has testified or is about to testify in any investigation or proceedings permitted or prescribed by or taken under the provisions of this Act.

6. *Uniforms:* If a special uniform is required it shall be furnished and laundered by the employer without cost to the employee.

7. *Penalties:* Any violation of this Order is punishable by fine or imprisonment. (See Section 12 of the Act).

8. *Posting:* Each establishment shall keep a

être affichée dans un endroit bien en vue dans l'atelier.

9. Cette Ordonnance viendra en vigueur et sera effective pour une période de douze mois à partir du 1er juin 1935; elle remplace l'Ordonnance No 17 (en vigueur depuis le 1er juin 1934) laquelle est rescindée de ce fait.

GUS. FRANCQ, *Président.*
OMER BRUNET,
C.-J. GRIFFIN,
EUG. RICHARD.

Montréal, 28 février 1935. 1585–o

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance No 53

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du mercredi, 13 mars 1935, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. H.-C. Bois, président, R.-G. Davidson et Théo.-J. Lafrenière, commissaires, Marc-H. Hudon, secrétaire, et Germain Beaulieu, conseiller juridique.

ATTENDU qu'une erreur cléricale s'est glissée à l'article 3 de l'Ordonnance No 52, publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, en date du 9 mars 1935, et que cette erreur porte sur les chiffres: "3.25%" qui auraient dû se lire: "3.50%";

ATTENDU qu'il convient de corriger cette erreur cléricale;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

Que les chiffres: "3.25%", à la troisième ligne dudit article 3, soient remplacés par les chiffres: "3.50%", ledit article devant se lire comme suit:

"3. Tout marchand de lait doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque 100 livres de lait dosant au moins 3.50% de matières grasses qu'il reçoit de ceux-ci, $1.70 net F.A.B., Montréal, et verser entre les mains de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec ½ sou pour chaque 100 livres de lait ainsi reçu. Le produit de la somme ainsi versée entre les mains de la Commission sera utilisé comme suit: une partie sera donnée à l'Association des Producteurs de Lait de Montréal, au pro rata des quantités fournies aux marchands de lait par ses membres en règle avec leur association et l'autre partie sera utilisée par la Commission dans l'intérêt général de l'industrie laitière dans la région de Montréal, Ce prix de $1.70 est susceptible d'augmenter ou de diminuer selon les variations du dosage de gras contenu dans le lait conformément au "Règlement concernant le paiement du lait et de la crème".

La présente ordonnance entrera en vigueur le jour de sa publication.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec.*

Signé: MM. H.-C. BOIS, président,
R.-G. DAVIDSON,
THÉO.-J. LAFRENIÈRE.

Certifié,
M.-H. HUDON,
Le secrétaire, Commission de l'Industrie Laitière.

Québec, le 13 mars 1935. 1651–o

9. This order shall come into force and be effective for a period of twelve months starting on June 1st, 1935, and is replacing Order No. 17 (which was in force and effective since June 1st, 1934) which said Order shall thereupon be rescinded.

GUS. FRANCQ, *Chairman.*
OMER BRUNET,
C. J. GRIFFIN,
EUG. RICHARD.

Montreal, February 28th, 1935. 1586–o

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC.

Order No. 53.

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Wednesday, March 13th., 1935, held at the office of the Dairy Industry Commission, at Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. H. C. Bois, president, R. G. Davidson and Theo. J. Lafreniere, commissioners, Marc H. Hudon, secretary, and Germain Beaulieu, legal adviser.

Whereas a clerical error was made in article 3 of Order No. 52, published in the *Official Gazette of Quebec*, dated March 9th., 1935, and that said error bears on the numbers: "3.25%" which should have read: "3.50%";

Whereas it is deemed advisable to correct this error;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

That the numbers: "3.25%", in the third line of said article 3 be replaced by the numbers: "3.50%", said article to read as follows:

"3. Any milk dealer must pay directly to his producer- suppliers, for each 100 pounds of milk on a 3.50% butterfat basis or more which he receives from them, $1.70 net F. O. B., Montreal, and remit into the hands of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec ½ cent for each 100 pounds of milk so received. The product of the sum so remitted into the hands of the Commission will be used as follows: part of it will be given to the Milk Producers' Association of Montreal in proportion to the quantities furnished the milk dealers by the regular members of this association, and the other part will be used by the Commission in the general interest of the dairy industry of the region of Montreal. The said price of $1.70 is subject to increase or decrease according to the butterfat basis of the milk pursuant to the "Regulation concerning the payment of milk and cream".

The present order will come into force the day of its publication.

The secretary of said Commission is charged with the publication of said order in the next issue of the *Official Gazette of Quebec.*

Signed: Messrs: H. C. BOIS, president,
R. G. DAVIDSON,
THEO. J. LAFRENIERE.

Certified,
M. H. HUDON,
The secretary, Dairy Industry Commission.

Quebec, March 13th., 1935. 1652–o

"GATINEAU COUNTRY CLUB, LIMITED".

Extrait du Règlement No 34.

Les affaires de la compagnie seront administrées par un bureau de six directeurs.

Hull, le 16ème jour d'août 1933.

Le président de l'assemblée des actionnaires,
1637 ALFRED AUBRY.

"GATINEAU COUNTRY CLUB, LIMITED".

Extract from By-Law No. 34.

The affairs of the Company shall be managed by a Board of six Directors.

Hull, the 16th. August, 1933.

ALFRED AUBRY,
1638–o Chairman of Shareholders' Meeting.

Avis public est par les présentes donné que la Commission municipale de Québec présentera à un juge de la Cour Supérieure, siégeant dans et pour le district de Bedford, à Sweetsburg, mardi, le deuxième jour d'avril 1935, à 10 heures a.m., une requête aux fins de déclarer en défaut la corporation municipale du canton Farnham, (partie ouest), dans le comté de Missisquoi, conformément aux dispositions de l'article 33 de la Commission municipale de Québec, (S.R. 1925), chapitre 111*a*, tel qu'édicté par 22 Geo. V, ch. 56).

Le secrétaire,
ÉMILE MORIN.

La Commission municipale de Québec.
Québec, ce 21 mars 1935. 1667–o

Public notice is hereby given that the Quebec Municipal Commission will fyle with a Judge of the Superior Court, sitting in and for the district of Bedford, at Sweetsburg, on Tuesday, the second day of April, 1935, at 10 o'clock a.m., a petition for the purpose of having declared in default the municipal corporation of the Township of Farnham (West part), in the county of Missisquoi, in conformity with article 33 of the Quebec Municipal Commission Act, (R.S., 1925, Chapter 111*a*, as enacted by 22 Geo. V, ch. 56).

EMILE MORIN,
Secretary.

The Quebec Municipal Commission.
Quebec, March 21st., 1935. 1668–o

Actions en séparation de biens

Canada, province de Québec, district des Trois-Rivières, Cour Supérieure, No 3294, Dame Robertine Hamel, épouse de Albert Champoux, boucher, des cité et district des Trois-Rivières, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs Ledit Albert Champoux, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le douzième jour de mars 1935.

Trois-Rivières, le 12 mars 1935.

Les procureurs de la demanderesse,
1587–o TRUDEL & PAQUIN.

Canada, province de Québec, district de Montreal, Cour Supérieure, F-143267. Dame Esther Smalkin, épouse commune en biens de Jacob Rottermund, tous deux des cité et district de Montréal, demanderesse; vs Ledit Jacob Rottermund, du même lieu, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 5 mars 1935.

Montréal, le 14 mars 1935.

Les procureurs de la demanderesse,
1589 MENDELSOHN & FREEMAN.

Province de Québec, District d'Arthabaska, Cour Supérieure, No 1327. Dame Eugénie Lajeunesse, de Victoriaville, épouse commune en biens de Philippe Desharnais, agent, du même lieu, demanderesse; vs Ledit Philippe Desharnais, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée en cette cause le 18 mars 1935.

Daté ce 20 mars 1935.

Le procureur de la demanderesse,
1613–o PHILIPPE MARCHAND.

Canada, Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, No C-134858. Dame Evangéline Harris, épouse, en communauté de biens, de John-Louis Lorge, menuisier, des cité et district de Montréal, demanderesse; vs ledit John-Louis Lorge, menuisier, des cité et district de Montréal, défendeur.

Actions for separation as to property

Canada, Province of Quebec, district of Trois Rivieres, Superior Court, No. 3294. Dame Robertine Hamel, wife of Albert Champoux, butcher, of the city and district of Trois Rivières, plaintiff; vs The said Albert Champoux, defendant.

An action of property has been duly instituted in the above case the twelfth day of March, 1935.

Trois Rivieres, March 12th., 1935.

TRUDEL & PAQUIN,
1588–o Attorneys of the plaintiff.

Canada, Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, F-143267. Dame Esther Smalkin, wife common as to property of Jacob Rottermund, both of the city and district of Montreal, plaintiff; vs the said Jacob Rottermund, of the same place, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this case on March 5th., 1935.

Montreal, March 14th., 1935.

MENDELSOHN & FREEMAN,
1590–o Attorneys for plaintiff.

Province of Quebec, District of Arthabaska, Superior Court, No. 1327. Dame Eugénie Lajeunesse, of Victoriaville, wife common as to property of Philippe Desharnais, agent, of the same place, plaintiff; vs The said Philippe Desharnais, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this case on March 18th., 1935.

Dated March 20th., 1935.

PHILIPPE MARCHAND,
1614–o Attorney for plaintiff.

Canada, Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. C-134858. Dame Evangeline Harris, wife common as to property of John Louis Lorge, of the city and district of Montreal, plaintiff; vs the said John Louis Lorge, carpenter, of the same place, defendant.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 11ième jour de décembre 1934.

Montréal, le 11ième jour de décembre 1934.

Le procureur de la demanderesse,
1643–o M.-E. LATTONI.

An action for separation of property has been instituted in this case, on the 11th day of December, 1934.

Montreal, December 11th, 1934.

M. E. LATTONI,
1644–o Attorney for plaintiff.

Assurances

AVIS DE FORMATION DE SOCIÉTÉ DE SECOURS MUTUELS

Avis est par le présent donné que la formation d'une société de secours mutuels sous le nom de "Société de Bienfaisance Mortuaire de Montréal—Benevolent Mortuary Association of Montreal" a été autorisée par un ordre en conseil portant le No 676, approuvé le 15ième jour de mars, 1935.

Le but de la dite société est déclaré être: de se mettre au moyen de contributions de la part de ses membres, en état de secourir ceux de ses membres qui sont affligés par suite de maladie, accidents ou de revers de fortune ou sujet cependant à l'article 217, dans le cas de décès de leurs veuves ou pupilles et dans le cas de mort des membres, leurs veuves, orphelins ou représentants légaux.

Le siège principal de la dite société est déclaré être dans la cité de Montréal.

Donné conformément aux dispositions du paragraphe 5 de l'article 66 de la Loi des Assurances de Québec, ce 19ième jour de mars, 1935.

L'Assistant Surintendant des Assurances,
J.-A. PARADIS.
Pour le trésorier de la Province. 1615–o

AVIS D'ÉMISSION DE PERMIS ET D'ENREGISTREMENT.

Avis est par le présent donné que la Nouvelle Société Ouvrière Larinese Protecteur San Pardo, a obtenu le permis et a été enregistrée chez le Trésorier de la province comme société de secours mutuels, conformément à l'autorisation accordée par le Lieutenant-Gouverneur en conseil en date du 21 décembre 1934.

Donné conformément aux dispositions de l'article 121 de la Loi des Assurances de Québec, ce 13ième jour de mars 1935.

L'Assistant Surintendant des Assurances,
J.-A. PARADIS,
1645—12–2–o Pour le trésorier de la Province.

AVIS D'EMISSION DE PERMIS ET D'ENREGISTREMENT

Avis est par le présent donné que la "Société de Bénéfices Mortuaires de l'Est", a obtenu le permis et a été enregistrée chez le Trésorier de la Province comme société de secours mutuels, conformément à l'autorisation accordée par le Lieutenant-Gouverneur en conseil en date du 21 décembre 1934.

Donné conformément aux dispositions de l'article 121 de la Loi des Assurances de Québec, ce 20ième jour de mars 1935.

Pour le Trésorier de la Province.
L'Assistant Surintendant des Assurances,
J.-A. PARADIS.
1647—12–2–o

Insurances

NOTICE OF FORMATION OF A MUTUAL BENEFIT ASSOCIATION

Notice is hereby given that the formation of a mutual benefit association, under the name of "Société de Bienfaisance Mortuaire de Montréal—Benevolent Mortuary Association of Montreal" has been authorized by order in council bearing No. 676 and approved on the 15th day of March 1935.

The purposes of the said association are stated to be: by means of contributions from its members, of making provision for those of its members who are afflicted by sickness, accidents or reverses of fortune, or subject however to section 217 of the Quebec Insurance Act, in case of the death of their children or wards, and in case of the deapth of members for their widows and orphans or legal representatives.

The head office of the said association is stated to be in the city of Montreal.

Given pursuant to the provisions of subsection 5 of section 66 of the Quebec Insurance Act, this nineteenth day of March, 1935.

J. A. PARADIS,
Assistant Superintendent of Insurance.
For the Treasurer of the Province. 1616–o

NOTICE OF LICENSE AND REGISTRATION.

Notice is hereby given that the Nouvelle Société Ouvrière Larinese Protecteur San Pardo has been licensed and registered as a mutual benefit association with the Treasurer of the Province, pursuant to the authorization granted by the Lieutenant-Governor in Council on the 21st. day of December, 1934.

Given pursuant to the provisions of section 121 of the Quebec Insurance Act, this 20th. day of March, 1935.

J. A. PARADIS,
Assistant Superintendent of Insurance,
1646—12–2–o For the Treasurer of the Province.

NOTICE OF LICENSE AND REGISTRATION

Notice is hereby given that the "Société de Bénéfices Mortuaires de l'Est", has been licensed and registered with the Treasurer of the Province, puursuant to the authorization granted by the Lieutenant-Governor in Council on the 21st. December, 1934.

Given pursuant to the provisions of section 121 of the Quebec Insurance Act, this 20th. day of March, 1935.

For the Treasurer of the Province.
J. A. PARADIS,
1648—12–2–o Assistant Superintendent of Insurance.

AVIS D'ÉMISSION DE PERMIS ET D'ENREGISTREMENT.

Avis est par le présent donné que la Women's Social Service Organization a obtenu le permis et a été enregistrée chez le Trésorier de la Province comme société charitable, conformément à l'autorisation accordée par le Lieutenant-Gouverneur en conseil le 29 novembre 1934.

Donné conformément aux dispositions de l'article 121 de la Loi des Assurances de Québec, ce 20ième jour de mars 1935.

L'Assistant Surintendant des Assurances,
J.-A. PARADIS,

1649—12-2-o Pour le trésorier de la Province.

NOTICE OF LICENSE AND REGISTRATION.

Notice is hereby given that the Women's Social Service Organization has been licensed and registered with the Treasurer of the Province, pursuant to the authorization granted by the Lieutenant-Governor in Council on November 29th., 1935.

Given pursuant to the provisions of section 121 of the Quebec Insurance Act, this twentieth day of March, 1935.

J. A. PARADIS,
Assistant Superintendent of Insurance,

1650—12-2-o For the Treasurer of the Province.

Bureau-chef

Avis est par les présentes donné que la "The Duke of York's Royal Canadian Hussars Riding Association", constituée en corporation par Lettres Patentes émises par le Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec le 26ème jour de février 1935, et ayant son bureau-chef en la cité de Montréal, a établi son bureau-chef à 42, Avenue Pine Ouest, en la dite cité de Montréal.

A compter de la date de cet avis le dit bureau sera considéré par la Corporation comme étant le bureau-chef de la Corporation en la cité de Montréal.

Daté en la cité de Montréal, Québec, ce 15ème jour de mars 1935.

Le secrétaire,
V. W. HUGMAN.

1601

Chief Office

Notice is hereby given that The Duke of York's Royal Canadian Hussars Riding Association, incorporated by Letters Patent issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec on the 26th day of February, 1935, and having its Head Office in the City of Montreal, has established its Head Office at 42 Pine Avenue West, in the said City of Montreal.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the Corporation as being the Head Office of the Corporation at the City of Montreal.

Dated at the City of Montreal, Quebec, this 15th. day of March, 1935.

V. W. HUGMAN,
Secretary.

1602-o

Chartes:—Abandon de

Avis est, par les présentes, donné que la "Compagnie Forestière Bourmont", s'adressera au Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, pour obtenir l'autorisation d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la section 25, des Statuts Refondus de Québec.

Le secrétaire,
G.-WILFRED HODGSON.

Montréal, le 15 mars 1935. 1591-o

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie, "Port Alfred Land Company" s'adressera au Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, pour obtenir l'autorisation d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la section 25, des Status Refondus de Québec.

Le secrétaire,
G.-WILFRED HODGSON.

Montréal, le 15 mars 1935. 1593-o

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 25, il a plu au lieutenant-gouverneur de la province de Québec, d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "La Fabrique de Conserves de Nicolet, Ltée—Nicolet Canning Cy., Ltd", constituée en corporation par lettres patentes en date du 9e jour de mai 1930.

Avis est de plus donné qu'à compter du 9e jour de mars 1935, la compagnie La Fabrique de Conserves de Nicolet, Ltée—Nicolet Canning Cy., Ltd", a pris fin.

Charters:—Surrender of

Notice is hereby given that "Compagnie Forestière Bourmont" will make application to the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec for leave to surrender its Charter under the provisions of Section 25 of the Quebec Companies' Act.

G. WILFRED HODGSON,
Secretary.

Montreal, March 15th., 1935. 1592-o

Notice is hereby given that Port Alfred Land Company will make application to the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, for leave to surrender its Charter under the provisions of Section 25 of the Quebec Companies' Act.

G. WILFRED HODGSON,
Secretary.

Montreal, March 15th., 1935. 1594-o

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, article 25, His Honour the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "La Fabrique, de Conserves de Nicolet Ltée—Nicolet Canning Cy. Ltd", incorporated by letters patent dated the ninth day of May 1930.

Notice is also given that from and after the ninth day of March 1935, the company "La Fabrique de Conserves de Nicolet, Ltée—Nicolet Canning Cy., Ltd", shall be dissolved.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce seizième jour de mars 1935.

ALEX. DESMEULES,
1603–o Sous-secrétaire de la Province.

Avis est par les présentes donné que la compagnie dite "Dominion Fur Manufacturing Co., Ltd", constituée en corporation par lettres patentes, en vertu de la Loi des Compagnies de Québec, en date du 16 janvier 1930, a l'intention de s'adresser immédiatement à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil, de la Province de Québec, pour lui demander la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, le 14 mars 1935.

Le président,
1595 JACK SCHNEIDERMAN.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des Compagnies de Québec, "La Fabrique Canadienne de Matelas, Limitée", constituée en corporation par lettres patentes en date du 19 mars 1934, et ayant son bureau principal en la cité de Montréal, demandera au lieutenant-gouverneur de la province de Québec, la permission d'abandonner sa charte.

A Montréal, ce 13 mars 1935.

LA FABRIQUE CANADIENNE DE MATELAS, LIMITÉE.
Par le président,
1597–o W. RAICHE.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 25, il a plu au lieutenant-gouverneur de la province de Québec, d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Nu Way Auto & Body Repairs Company, Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du vingt-neuvième jour d'août 1932.

Avis est de plus donné qu'à compter du 9e jour de mars 1935, la compagnie "Nu-Way Auto & Body Repairs Company, Limited", a pris fin.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce seizième jour de mars 1935.

ALEX. DESMEULES,
1605–o Sous-secrétaire de la Province.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this sixteenth day of March 1935.

ALEX. DESMEULES,
1604 Assistant Provincial Secretary.

Notice is hereby given that the "Dominion Fur Manufacturing Co., Ltd.", incorporated by letters Patent under the Quebec Companies' Act, dated January 16th., 1930, intends forthwith to make application to his Honour the Lieutenant-Governor-in-Council of the Province of Quebec for leave to surrender its charter.

Montreal, March 14th., 1935.

JACK SCHNEIDERMAN,
1596–o President.

Notice is hereby given that, under Part 1 of the Quebec Companies Act, "La Fabrique Canadienne de Matelas, Limitée", incorporated by letters patent on the 19th. day of March, 1934, and having its head office in the city of Montreal, will ask to the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, the permission for leave to surrender its charter.

At Montreal, this 13th. day of March, 1935.

LA FABRIQUE CANADIENNE DE MATELAS, LIMITEE.
Per: W. RAICHE,
1598–o President.

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, article 25, His Honour the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec has been pleased to accept the surrender of the charter of the "Nu Way Auto & Body Repairs Company, Limited", incorporated by letters patent dated the twenty ninth day of August 1932.

Notice is also given that from and after the ninth day of March, 1935, the "Nu Way Auto & Body Repairs Company, Limited" shall be dissolved.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this sixteenth day of March 1935.

ALEX. DESMEULES,
1606 Assistant Provincial Secretary.

Département de l'Instruction publique

No 290–35.

Québec, le 18 mars, 1935.

Demande est faite d'ériger en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "La municipalité scolaire de Val-d'Or", dans le comté d'Abitibi, le territoire du village de Val-d'Or, dans le canton de Bourlamaque. Le territoire ci-dessus mentionné ne fait partie d'aucune municipalité déjà organisée.

1639—12–2–o

Department of Public Instruction

No. 290–35.

Quebec, March 18th., 1935.

Application is made to erect into a separate school municipality, under the name of "The School Municipality of Val-d'Or", in the county of Abitibi, the territory of the Village of Val-d'Or, in the township of Bourlamaque. The hereinabove mentioned territory does not form part of any already organized municipality.

1640—12–2

Nominations

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, de faire les nominations suivantes:

Québec, le 12 mars 1935.

M. J.-Odilon Martineau, de la paroisse de Saint-Raphael d'Albertville, cultivateur: juge de paix pour le district de Rimouski.

M. Stanislas Côté, de Buckingham, ancien marchand: juge de paix pour le district de Hull.

Appointments

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, to make the following appointments:

Quebec, March 12th., 1935.

Mr. J. Odilon Martineau, of the Parish of Saint Raphael d'Albertville, farmer: to be a Justice of the Peace for the district of Rimouski.

Mr. Stanislas Coté, of Buckingham, former merchant: to be a Justice of the Peace for the district of Hull.

M. Joseph-Louis Lachance, du canton Rouleau, comté de Chicoutimi: juge de paix pour le district de Chicoutimi.

M. Jean-Athanase Bertrand, de Trois-Rivières, chef de gare: juge de paix pour le district de Trois-Rivières.

Québec, le 13 mars 1935.

M. Georges Caron, de la ville de Rouyn, avocat: recorder de la ville de Rouyn.

1671-o

Mr. Joseph Louis Lachance, of the Township of Rouleau, county of Chicoutimi: to be a Justice of the Peace for the district of Chicoutimi.

Mr. Jean Athanase Bertrand, of Trois Rivieres, station master: to be a Justice of the Peace for the district of Trois Rivieres.

Quebec, March 13th., 1935.

Mr. Georges Caron, of the Town of Rouyn, advocate: to be Recorder of the Town of Rouyn.

1672

Département de la Colonisation

Avis public est donné qu'une société de colonisation a été établie sous le nom de Société de Colonisation du diocèse des Trois-Rivières, par certificat en date du 12 mars 1935, enregistré au bureau du Régistraire de la Province, le 14 mars 1935, dans le livre H, folio 381.

Les officiers de la dite Société sont: Mgr. H. Trudel, curé et vicaire général, président; M. Jules Caron, acrhitecte, vice-président; M. l'abbé Rosemont Masson, secrétaire-trésorier et MM. les abbés Emile Trudel, curé de Saint-Pierre de Shawinigan, Emile Cloutier, curé de Saint-Sacrement, Trois-Rivières, MM. Emile Tellier, agent d'affaires des Syndicats Catholiques et Thomas Aubry, 297, Alexandre, Trois-Rivières, membres du conseil d'administration. Le siège des affaires de la Société est aux Trois-Rivières.

Québec, le 20 mars 1935.

IRENEE VAUTRIN,
1611-o Ministre de la Colonisation.

Department of Colonization

Public notice is hereby given that a Society of Colonization has been established under the name of "Société de Colonisation du diocèse des Trois-Rivières", by certificate dated the 12th of March, 1935, registered at the Registrar's Office of the Province of Qurebec, in Libro H, Folio 381.

The Officers of the said Society are: Mgr. H. Trudel, parish-priest and Vicar-General, President; Mr. Jules Caron, architect, Vice-President; Reverend abbé Rosemont Masson, secretary-treasurer, and Reverend abbés Emile Trudel, parish-priest of Saint Pierre de Shawinigan, Emile Cloutier, parish-priest of Saint Sacrement, Trois-Rivières, Messrs. Emile Tellier, business agent of "Les Syndicats Catholiques" and Thomas Aubry, 297 Alexandre, Trois-Rivières, members of the Board of Directors. The principal place of business of the Society shall be at Trois-Rivières.

Quebec, March 20, 1935.

IRENEE VAUTRIN,
1612 Minister of Colonization.

ERRATUM

CORRECTION

Dans l'avis de requête d'extension de la convention collective de travail relative à l'industrie de la construction, pour la district de Montréal, en page 1117 de la *Gazette officielle de Québec* du samedi, 23 mars, 1935, les lignes suivantes seront substituées, dans l'article 4 de cet avis:

Plâtrier	$ 0.50
Couvreur (ardoise et tuile)	.45

J. O'CONNELL-MAHER,
1653-o Secrétaire du Travail.

ERRATUM

CORRECTION

In the notice of the request for the extension of the collective labour agreement respecting the building industry, for the district of Montreal, on page 1117 of the *Quebec Official Gazette* of Saturday, March 23, 1935, the following lines are substituted, in article 4 of the said notice:

Plasterer	$ 0.50
Roofer (slate and tile)	.45

J. O'CONNELL-MAHER,
1654 Secretary of Labour.

Minutes de notaire

Québec, le 15 mars, 1935.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, par arrêté en conseil, en date du 15 mars, 1935, d'accorder à M. J.-Oscar Larose, notaire, demeurant et pratiquant à Montréal, district de Montréal, la transmission des minutes, répertoire et index de feu le notaire Camille Paquet, en son vivant pratiquant à Montréal, district judiciaire de Montréal.

ALEX. DESMEULES,
1607-o Sous-secrétaire de la province.

Québec, le 19 mars 1935.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une

Notarial Minutes

Quebec, March 15, 1935.

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, by Order-in-Council, dated March 15th., 1935, to grant in favour of Mr. J. Oscar Larose, Notary, residing and practising at Montreal, District of Montreal, the transfer of the minutes, repertory and index of the late Notary Camille Paquet, in his lifetime practising at Montreal, judicial District of Montreal.

ALEX. DESMEULES,
1608 Assistant Provincial Secretary.

Quebec, March 19, 1935.

Notice is hereby given that, pursuant to the provisions of the Notarial Code, a petition has

requête a été transmise par M. Joseph-Marie Savignac, notaire, demeurant et pratiquant à Montréal, dans le district de Montréal, demandant la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu le notaire Joseph-E. Lemire, en son vivant notaire, demeurant et pratiquant en ladite cité de Montréal, dans le district judiciaire de Montréal.

ALEX. DESMEULES,
1609—12-5-0 Sous-secrétaire de la Province.

been presented by Mr. Joseph Marie Savignac, notary, residing and practising at Montreal, in the district of Montreal, whereby he asks for the transfer in his favour of the minutes, repertory and index of the late Notary Joseph E. Lemire, in his lifetime residing and practising in the city of Montreal, in the judicial district of Montreal.

ALEX. DESMEULES,
1610—12-5 Assistant Provincial Secretary.

Avis de concordat

AVIS AUX CRÉANCIERS

En ce qui concerne la proposition d'un concordat, d'une prorogation de délai ou d'un projet de traité de Alfred Maionneuve, de Perkins Mills, P. Q., cultivateur.

Veuillez prendre avis que Alfred Maisonneuve, demeurant dans le district de Hull, province de Québec, m'a présenté une proposition de concordat (prorogation de délai ou projet de traité) pour être soumise à ses créanciers. La réunion générale des créanciers aura lieu à Hull, le samedi trentième jour de mars 1935 à une heure et demie de l'après-midi, au Palais de Justice.

Daté à Hull, ce treizième jour de mars, 1935.

Le séquestre officiel,
ALEXANDRE TACHE.

En ce qui concerne la proposition d'un concordat, d'une prorogation de délai ou d'un projet de traité de Dame Thomas Plouffe, cultivateur.

Veuillez prendre avis que Dame Thomas Plouffe, demeurant dans le district de Hull, province de Québec, m'a présenté une proposition de concordat (prorogation de délai ou projet de traité) pour être soumise à ses créanciers. La réunion générale des créanciers aura lieu à Hull, le vendredi, vingt-neuvième jour de mars, 1935, à une heure et quarante-cinq de l'après-midi, au Palais de Justice.

Daté à Hull, ce treizième jour de mars, 1935.

Le séquestre officiel,
ALEXANDRE TACHE.

En ce qui concerne la proposition d'un concordat, d'une prorogation de délai ou d'un projet de traité de Madame Veuve Evangéliste Baril, cultivateur.

Veuillez prendre avis que Madame Veuve Evangéliste Baril, demeurant à Saint-Alban, dans le comté de Portneuf, province de Québec, District de Québec, m'a présenté une proposition de concordat (proragation de délai ou projet de traité) pour être soumise à ses créanciers. La réunion générale des créanciers aura lieu à Chambre 204, 37, rue de la Couronne, Québec, le vingt-troisième jour de mars, 1935, à une heure et demie de l'après-midi.

Daté à Québec, ce huitième jour de mars 1935.

Le séquestre officiel,
FRÉDÉRIC DORION.

En ce qui concerne la proposition d'un concordat, d'une prorogation de délai ou d'un projet de traité de Albert Gauthier, cultivateur.

Veuillez prendre avis que Albert Gauthier, demeurant à Bourg Royal, Charlesbourg, dans le

Notices of composition

NOTICE TO CREDITORS

In the matter of a proposal for a composition, extension or scheme of arrangement of Alfred Maisonneuve, of Perkins Mills, P. Q., farmer.

Take notice that Alfred Maisonneuve, residing in the district of Hull, in the province of Quebec, has submitted to me for the consideration of his creditors a proposal for a composition (or extension of time or scheme of arrangement). A general meeting of creditors will be held at Hull, on Saturday, the thirtieth day of March,1935,at the hour of half past one o'clock in the afternoon, at the Court-House.

Dated at Hull, this thirteenth day of March, 1935.

ALEXANDRE TACHE,
Official Receiver.

In the matter of a proposal for a composition, extension or scheme of arrangement of Mrs. Thomas Plouffe, farmer.

Take notice that Mrs. Thomas Plouffe, residing in the district of Hull, in the Province of Quebec, has submitted to me for the consideration of her creditors a proposal for a composition (or extension of time or scheme of arrangement). A general meeting of creditors will be held at Hull, on Friday, the twenty ninth day of March, 1935, at the hour of forty five minutes past one o'clock in the afternoon, at the Court-House.

Dated at Hull, this thirteenth day of March, 1935.

ALEXANDRE TACHE,
Official Receiver.

In the matter of a proposal for a composition, extension or scheme of arrangement of Madame Veuve Evangeliste Baril, farmer.

Take notice that Madame Veuve Evangeliste Baril, residing at Saint Alban, in the county of Portneuf, in the Province of Quebec, district of Quebec, has submitted to me for the consideration of her creditors a proposal for a composition (or extension of time or scheme of arrangement). A general meeting of creditors will be held at Room 204, 37, Crown St., Quebec, on the twenty third day of March, 1935, at the hour of half past one o'clock in the faternoon.

Dated at Quebec, this eighth day of March, 1935.

FREDERIC DORION,
Official Receiver.

In the matter of a proposal for a composition, extension or scheme of arrangement of Albert Gauthier, farmer.

Take notice that Albert Gauthier, residing at Bourg Royal, Charlesbourg, in the county of

comté de Québec, district de Québec, province de Québec, m'a présenté une proposition de concordat (prorogration de délai ou projet de traité) pour être soumise à ses créanciers. La réunion générale des créanciers aura lieu à Chambre 204, 37, rue de la Couronne, Québec, le trentième jour de mars, 1935, à midi.

Date à Québec, ce quatorzième jour de mars, 1935.

Le séquestre officiel,
FRÉDÉRIC DORION.

En ce qui concerne la proposition d'un concordat, d'une prorogation de délai ou d'un projet de traité de Hilas Girard, Saint-Prime, cultivateur.

Veuillez prendre avis que le susnommé, demeurant dans le comté ou district de Roberval, province de Québec, m'a présenté une proposition de concordat (prorogation de délai ou projet de traité) pour être soumise à ses créanciers. La réunion générale des créanciers aura lieu à Saint-Félicien, le vingt-sixième jour de mars à onze heures de l'avant-midi.

Daté à Saint-Joseph d'Alma, ce quatorzième jour de mars 1935.

Le séquestre officiel,
CHARLES POTVIN.

En ce qui concerne la proposition d'un concordat, d'une prorogation de délai ou d'un projet de traité de Herménégilde Lapierre, Saint-Prime, cultivateur.

Veuillez prendre avis que le susnommé, demeurant dans le comté ou district de Roberval, province de Québec, m'a présenté une proposition de concordat (prorogation de délai ou projet de traité) pour être soumise à ses créanciers. La réunion générale des créanciers aura lieu à Saint-Félicien, le vngt-sixième jour de mars à dix heures de l'avant-midi.

Daté à Saint-Joseph d'Alma, ce quatorzième jour de mars 1935.

Le séquestre officiel,
CHARLES POTVIN.

En ce qui concerne la proposition d'un concordat, d'une prorogation de délai ou d'un projet de traité de Lorenzo Tremblay, Saint-Félicien, cultivateur.

Veuillez prendre avis que le susnommé, demeurant dans le comté ou district de Roberval, province de Québec, m'a présenté une proposition de concordat (prorogation de délai ou projet de traité) pour être soumise à ses créanciers. La réunion générale des créanciers aura lieu à Saint-Félicien, le vingt-cinquième jour de mars à quatre heures de l'après-midi.

Daté à Saint-Joseph d'Alma, ce treizième jour de mars 1935.

Le séquestre officiel,
CHARLES POTVIN.

En ce qui concerne la proposition d'un concordat, d'une prorogation de délai ou d'un projet de traité de Edmond, Aurèle et Nazaire Tremblay, Normandin, cultivateur.

Veuillez prendre avis que les susnommés, demeurant dans le comté ou district de Roberval, province de Québec, m'ont présenté une proposition de concordat (prorogation de délai ou projet de traité) pour être soumise à leurs créanciers. La réunion générale des créanciers aura lieu à Quebec, Province of Quebec, district of Quebec, has submitted to me for the consideration of his creditors for a composition (or extension of time or scheme of arrangement). A general meeting of creditors will be held at Room 204, 37, Crown St., Quebec, on the thirtieth day of March, 1935, at the hour of twelve o'clock in the noon.

Dated at Quebec, this fourteenth day of March, 1935.

FREDERIC DORION,
Official Receiver.

In the matter of a proposal for a composition, extension or scheme of arrangement of Hilas Girard, Saint Prime, farmer.

Take notice that Hilas Girard, residing in the county or district of Roberval, in the Province of Quebec, has submitted to me for the consideration of his creditors a proposal for a composition (or extension of time or scheme or arrangement). A general meeting of creditors will be held at Saint Felicien, on the twenty sixth day of March 1935, at the hour of eleven o'clock in the beforenoon.

Dated at Saint Joseph d'Alma, this fourteenth day of March, 1935.

CHARLES POTVIN,
Official Receiver.

In the matter of a proposal for a composition, extension or scheme of arrangement of Herménégilde Lapierre, Saint Prime, farmer.

Take notice that Herménégilde Lapierre, residing in the county or district of Roberval, in the Province of Quebec, has submitted to me for the consideration of his creditors a proposal for a composition (or extension of time or scheme of arrangement). A general meeting of creditors will be held at Saint Félicien, on the twenty sixth day of March, 1935, at the hour of ten o'clock in the beforenoon.

Dated at Saint Joseph d'Alma, this fourteenth day of March, 1935.

CHARLES POTVIN,
Official Receiver.

In the matter of a proposal for a composition, extension or scheme of arrangement of Lorenzo Tremblay, Saint Félicien, farmer.

Take notice that Lorenzo Tremblay, residing in the county or district of Roberval, in the Province of Quebec, has submitted to me for the consideration of his creditors a proposal for a composition (or extension of time or scheme of arrangement.) A general meeting of creditors will be held at Saint Félicien, on the twenty fifth day of March, 1935, at the hour of four o'clock in the afternoon.

Dated at Saint Joseph d'Alma, this thirteenth day of March, 1935.

CHARLES POTVIN,
Official Receiver.

In the matter of a proposal for a composition, extension or scheme of arrangement of Edmond, Aurèle and Nazaire Tremblay, Normandin, farmer.

Take notice that Edmond, Aurèle and Nazaire Tremblay, residing in the county or district of Roberval, in the Province of Quebec, have submitted to me for the consideration of their creditors a proposal for a composition (or extension of time or scheme of arrangement.) A general

Saint-Félicien, le vingt-cinquième jour de mars à trois heures de l'après-midi.

Daté à Saint-Joseph d'Alma, ce treizième jour de mars 1935.

Le séquestre officiel,
CHARLES POTVIN.

En ce qui concerne la proposition d'un concordat, d'une prorogation de délai ou d'un projet de traité de Adolphe Cossette, Saint-Adelphe, cultivateur.

Veuillez prendre avis que Adolphe Cossette, demeurant dans le comté ou district de Trois-Rivières, province de Québec, m'a présenté une proposition de concordat (prorogation de délai ou projet de traité) pour être soumise à ses créanciers. La réunion générale des créanciers aura lieu à 950 Royale, Trois-Rivières, le vingt-cinquième jour de mars à dix heures de l'avant-midi.

Daté à Trois-Rivières, ce quatorzième jour de mars 1935.

Le sequestre officiel,
Z. FOREST.

En ce qui concerne la proposition d'un concordat, d'une prorogation de délai ou d'un projet de traite de Philias Frigon, Saint-Prosper, cultivateur.

Veuillez prendre avis que Philias Frigon, demeurant dans le comté ou district de Trois-Rivières, province de Québec, m'a présenté une proposition de concordat (prorogation de délai ou projet de traité) pour être soumise à ses créanciers. La réunion générale des créanciers aura lieu à 950 Royale, Trois-Rivières, le vingt-cinquième jour de mars à onze heures de l'avant-midi.

Daté à Trois-Rivières, ce quatorzième jour de mars 1935.

Le séquestre officiel,
Z. FOREST.

En ce qui concerne la proposition d'un concordat, d'une prorogation de délai ou d'un projet de traité de Antoine Renaud, Mascouche, cultivateur.

Veuillez prendre avis que Antoine Renaud, demeurant dans le comté ou district de Joliette, province de Québec, m'a présenté une proposition de concordat (prorogation de délai ou projet de traite) pour être soumise à ses créanciers. La réunion générale des créanciers aura lieu à Saint-Jacques, le huitième jour d'avril à une heure de l'après-midi.

Daté à Saint-Jacques, ce quatorzième jour de mars 1935.

Le séquestre officiel,
FREDDY MUNN.

En ce qui concerne la proposition d'un concordat, d'une prorogation de délai ou d'un projet de traité de Azellus Leblanc, Saint-Alexis, cultivateur.

Veuillez prendre avis que Azellus Leblanc demeurant dans le comté ou district de Joliette, province de Québec, m'a présenté une proposition de concordat (prorogation de délai ou projet de traité) pour être soumise à ses créanciers. La réunion générale des créanciers aura lieu à Saint-Jacques, le huitième jour d'avril à dix heures de l'avant-midi.

Daté à Saint-Jacques, ce quatorzième jour de mars 1935.

Le séquestre officiel,
FREDDY MUNN.

---

meeting of creditors will be held at Saint Félicien, on the twenty fifth day of March, 1935,at the hour of three o'clock in the afternoon.

Dated at Saint Joseph d'Alma, this thirteenth day of March, 1935.

CHARLES POTVIN,
Official Receiver.

In the matter of a proposal for a composition, extension or scheme of arrangement of Adolphe Cossette, Saint Adelphe, farmer.

Take notice that Adolphe Cossette, residing in the county or district of Trois-Rivières, in the Province of Quebec, has submitted to me for the consideration of his creditors a proposal for a composition for extension of time or scheme of arrangement. A general meeting of creditors will be held at 950 Royale, Trois-Rivières, on the twenty fifth day of March, 1935, at the hour of ten o'clock in the morning.

Dated at Trois-Rivières, this fourteenth day of March, 1935.

Z. FOREST,
Official Receiver.

In the matter of a proposal for a composition, extension or scheme of arrangement of Philias Frigon, Saint Prosper, farmer.

Take notice that Philias Frigon, residing in the county or district of Trois-Rivières, in the Province of Quebec, has submitted to me for the consideration of his creditors a proposal for a composition for extension of time or scheme of arrangement. A general meeting of creditors will be held at 950 Royale, Trois-Rivières, on the twenty fifth day of March, 1935, at the hour of eleven o'clock in the morning.

Dated at Trois-Rivières, this fourteenth day of March, 1935.

Z. FOREST,
Official Receiver.

In the matter of a proposal for a composition, extension or scheme of arrangement of Antoine Renaud, Mascouche, farmer.

Take notice that Antoine Renaud, residing in the county or district of Joliette, in the Province of Quebec, has submitted to me for the consideration of his creditors a proposal for a composition (or extension of time or scheme of arrangement). A general meeting of creditors will be held at Saint Jacques, on the eighth day of April, 1935, at the hour of one o'clock in the afternoon.

Dated at Saint Jacques, this fourteenth day of March, 1935.

FREDDY MUNN,
Official Receiver.

In the matter of a proposal for a composition, extension or scheme of arrangement of Azellus Leblanc, Saint Alexis, farmer.

Take notice that Azellus Leblanc, residing in the county or district of Joliette, in the province of Quebec, has submitted to me for the consideration of his creditors a proposal for a composition (or extension of time or scheme of arrangement). A general meeting of creditors will be held at Saint Jacques, on the eighth day of April, 1935, at the hour of ten o'clock in the beforenoon.

Dated at Saint Jacques, this fourteenth day of March, 1935.

FREDDY MUNN,
Official Receiver.

En ce qui concerne la proposition d'un concordat, d'une prorogation de délai ou d'un projet de traité de Alcide Payette, Sainte-Julienne, cultivateur.

Veuillez prendre avis que Alcide Payette, demeurant dans le comté ou district de Joliette, province de Québec, m'a présenté une proposition de concordat (prorogation de délai ou projet de traité) pour être soumise à ses créanciers. La réunion générale des créanciers aura lieu à Saint-Jacques, le quinzième jour d'avril à une heure de l'après-midi.

Daté à Saint-Jacques, ce quatorzième jour de mars 1935.

Le séquestre officiel,
FREDDY MUNN.

En ce qui concerne la proposition d'un concordat, d'une prorogation de délai ou d'un projet de traité de Maxime Larivière, Sainte-Marie-Salomée, cultivateur.

Veuillez prendre avis que Maxime Larivière, demeurant dans le comte ou district de Joliette, province de Québec, m'a présenté une proposition de concordat (prorogation de delai ou projet de traité) pour être soumise à ses créanciers. La réunion générale des créanciers aura lieu à Saint-Jacques, le quinzième jour d'avril à dix heures de l'avant-midi.

Daté à Saint-Jacques, ce quatorzième jour de mars 1935.

Le séquestre officiel,
FREDDY MUNN.

En ce qui concerne la proposition d'un concordat, d'une prorogation de délai ou d'un projet de traité de Madame Antonio Marsolais, Saint-Jacques, cultivateur.

Veuillez prendre avis que Madame Antonio Marsolais, demeurant dans le comté ou district de Joliette, province de Québec, m'a présenté une proposition de concordat (prorogation de délai ou projet de traité) pour être soumise à ses créanciers. La réunion générale des créanciers aura lieu à Saint-Jacques, le treizième jour d'avril à une heure de l'après-midi.

Daté à Saint-Jacques, ce quatorzième jour de mars 1935.

Le séquestre officiel,
FREDDY MUNN.

En ce qui concerne la proposition d'un concordat, d'une prorogation de délai ou d'un projet de traité de Léo Perreault, Saint-Alexis, cultivateur.

Veuillez prendre avis que Léo Perreault, demeurant dans le comté ou district de Joliette, province de Québec, m'a présenté une proposition de concordat (prorogation de délai ou projet de traité) pour être soumise à ses créanciers. La réunion générale des créanciers aura lieu à Saint-Jacques, le treizième jour d'avril à dix heures de l'avant-midi.

Daté à Saint-Jacques, ce quatorzième jour de mars 1935.

Le séquestre officiel,
FREDDY MUNN.

En ce qui concerne la proposition d'un concordat, d'une prorogation de délai ou d'un projet de traité de Alfred Bossé, cultivateur.

Veuillez prendre avis que Alfred Bossé, demeurant dans le district de Gaspé, province de Québec, m'a présenté une proposition de concordat

In the matter of a proposal for a composition, extension or scheme of arrangement of Alcide Payette, Sainte Julienne, farmer.

Take notice that Alcide Payette, residing in the county or district of Joliette, in the Province of Quebec, has submitted to me for the consideration of his creditors a proposal for a composition (or extension of time or scheme of arrangement). A general meeting of creditors will be held at Saint Jacques, on the fifteenth day of April, 1935, at the hour of one o'clock in the afternoon.

Dated at Saint Jacques, this fourteenth day of March, 1935.

FREDDY MUNN,
Official Receiver.

In the matter of a proposal for a composition, extension or scheme of arrangement of Maxime Larivière, Sainte Marie Salomée, farmer.

Take notice that Maxime Larivière, residing in the county or district of Joliette, in the Province of Quebec, has submitted to me for the consideration of his creditors a proposal for a composition (or extension of time or scheme of arrangement). A general meeting of creditors will be held at Saint Jacques, on the fifteenth day of April, 1935, at the hour of ten o'clock in the beforenoon.

Dated at Saint Jacques, this fourteenth day of March, 1935.

FREDDY MUNN,
Official Receiver.

In the matter of a proposal for a composition, extension or scheme of arrangement of Madame Antonio Marsolais, Saint-Jacques, farmer.

Take notice that Madame Antonio Marsolais, residing in the county or district of Joliette, in the Province of Quebec, has submitted to me for the consideration of her creditors a proposal for a composition (or extension of time or scheme of arrangement). A general meeting of creditors will be held at Saint Jacques, on the thirteenth day of April, 1935, at the hour of one o'clock in the afternoon.

Dated at Saint Jacques, this fourteenth day of March, 1935.

FREDDY MUNN,
Official Receiver.

In the matter of a proposal for a composition, extension or scheme of arrangement of Léo Perreault, Saint Alexis, farmer.

Take notice that Léo Perreault, residing in the county or district of Joliette, in the Province of Quebec, has submitted to me for the consideration of his creditors a proposal for a composition (or extension of time or scheme of arrangement). A general meeting of creditors will be held at Saint Jacques, on the thirteenth day of April, 1935, at the hour of ten o'clock in the beforenoon.

Dated at Saint Jacques, this fourteenth day of March, 1935.

FREDDY MUNN,
Official Receiver.

In the matter of a proposal for a composition, extension or scheme of arrangement of Alfred Bossé, farmer.

Take notice that Alfred Bossé, residing in district of Gaspé, in the Province of Quebec, has submitted to me for the consideration of his cre-

(prorogation de délai ou projet de traité) pour être soumise à ses créanciers. La réunion générale des créanciers aura lieu à Matapédia, le vingt-septième jour de mars à onze heures de l'avant-midi.

Daté à Paspébiac, ce quinzième jour de mars 1935.

Le séquestre officiel,
J.-B. LEBOUTILLIER.

En ce qui concerne la proposition d'un concordat, d'une prorogation de délai ou d'un projet de traité de Monsieur Frédéric Davis fils, Labelle, cultivateur.

Veuillez prendre avis que Frédéric Davis fils, demeurant dans le comté ou district de Montcalm, province de Québec, m'a présenté une proposition de concordat (prorogation de délai ou projet de traité) pour être soumise à ses créanciers. La réunion générale des créanciers aura lieu à Nominingue, le vingt-sixième jour de mars à onze heures de l'avant-midi.

Daté à Mont-Laurier, ce quatorzième jour de mars 1935.

Le séquestre officiel,
H. LAFLEUR.

En ce qui concerne la proposition d'un concordat, d'une prorogation de délai ou d'un projet de traité de Monsieur Charlemagne Desjardins, Nominingue, cultivateur.

Veuillez prendre avis que Charlemagne Desjardins, demeurant dans le comté ou district de Montcalm, province de Québec, m'a présenté une proposition de concordat (prorogation de délai ou projet de traité) pour être soumise à ses créanciers. La réunion générale des créanciers aura lieu à Nominingue, le vingt-sixième jour de mars à dix heures de l'avant-midi.

Daté à Mont-Laurier, ce quatorzième jour de mars, 1935.

Le séquestre officiel,
H. LAFLEUR.

En ce qui concerne la proposition d'un concordat, d'une prorogation de délai ou d'un projet de traité de Monsieur Ernest Lamoureux, Nominingue, cultivateur.

Veuillez prendre avis que Ernest Lamoureux, demeurant dans le comté ou district de Montcalm, province d · Québec, m'a présenté une proposition de concordat (prorogation de délai ou projet de traité) pour être soumise à ses créanciers. La réunion générale des créanciers aura lieu à Nominingue, le vingt-cinquième jour de mars à trois heures et demie de l'après-midi.

Daté à Mont-Laurier, ce quatorzième jour de mars 1935.

Le séquestre officiel,
H. LAFLEUR.

En ce qui concerne la proposition d'un concordat, d'une prorogation de délai ou d'un projet de traité de Ernest Lalande, Nominingue, cultivateur.

Veuillez prendre avis que Ernest Lalande, demeurant dans le comté ou district de Montcalm, province de Québec, m'a présenté une proposition de concordat (prorogation de délai ou projet de traité) pour être soumise à ses créanciers. La réunion générale des créanciers aura lieu à Nominingue, le vingt-cinquième jour de mars à cinq heures de l'après-midi.

ditors a proposal for a composition (or extension of time or scheme of arrangement). A general meeting of creditors will be held at Matapedia, on the twenty seventh day of March, 1935, at the hour of eleven o'clock in the forenoon.

Dated at Paspebiac, this fifteenth day of March, 1935.

J. P. LEBOUTILLIER,
Official Receiver.

In the matter of a proposal for a composition, extension or scheme of arrangement of M. Frédéric Davis, Jr., Labelle, farmer.

Take notice that Frédéric Davis, Jr., residing in the county or district of Montcalm, in the Province of Quebec, has submitted to me for the consideration of his creditors a proposal for a composition (or extension of time or scheme of arrangement). A general meeting of creditors will be held at Nominingue, on the twenty sixth day of March, 1935, at the hour of eleven o'clock in the forenoon.

Dated at Mont-Laurier, this fourteenth day of March, 1935.

H. LAFLEUR,
Official Receiver.

In the matter of a proposal for a composition, extension or scheme of arrangement of Mr. Charlemagne Desjardins, Nominingue, farmer.

Take notice that Charlemagne Desjardins, residing in the county or district of Montcalm, in the Province of Quebec, has submitted to me for the consideration of his creditors a proposal for a composition (or extension of time or scheme of arrangement). A general meeting of creditors will be held at Nominingue, on the twenty sixth day of March, 1935, at the hour of ten o'clock in the forenoon.

Dated at Mont-Laurier, this fourteenth day of March, 1935.

H. LAFLEUR,
Official Receiver.

In the matter of a proposal for a composition, extension or scheme of arrangement of Mr. Ernest Lamoureux, Nominingue, farmer.

Take notice that Ernest Lamoureux, residing in the county or district of Montcalm, in the Province of Quebec, has submitted to me for the consideration of his creditors a proposal for a composition (or extension of time or scheme of arrangement). A general meeting of creditors will be held at Nominingue, on the twenty fifth day of March, 1935, at the hour of half past three o'clock in the afternoon.

Dated at Mont-Laurier, this fourteenth day of March, 1935.

H. LAFLEUR,
Official Receiver.

In the matter of a proposal for a composition, extension or scheme of arrangement of Ernest Lalande, Nominingue, farmer.

Take notice that Ernest Lalande, residing in the county or district of Montcalm, in the Province of Quebec, has submitted to me for the consideration of his creditors a proposal for a composition (or extension of time or scheme of arrangement). A general meeting of creditors will be held at Nominingue, on the twenty fifth day of March, 1935, at the hour of five o'clock in the afternoon.

Daté à Mont-Laurier, ce quatorzième jour de mars 1935.

Le séquestre officiel,
H. LAFLEUR.

En ce qui concerne la proposition d'un concordat, d'une prorogation de délai ou d'un projet de traité de Monsieur Elie Mainville, Nomininge, cultivateur.

Veuillez prendre avis que Elie Mainville, demeurant dans le comté ou district de Montcalm, province de Québec, m'a présenté une proposition de concordat (prorogation de délai ou projet de traité) pour être soumise à ses créanciers. La réunion générale des créanciers aura lieu à Nomininge, le vingt-cinquième jour de mars à deux heures de l'après-midi.

Daté à Mont-Laurier, ce quatorzième jour de mars 1935.

Le séquestre officiel,
H. LAFLEUR.

En ce qui concerne la proposition d'un concordat, d'une prorogation de délai ou d'un projet de traité de Monsieur Alexander Gordon, Macaza, cultivateur.

Veuillez prendre avis que Alexander Gordon, demeurant dans le comté ou district de Montcalm, province de Québec, m'a présenté une proposition de concordat (prorogation de délai ou projet de traité) pour être soumise à ses créanciers. La réunion générale des créanciers aura lieu à Nomininge, le vingt-sixième jour de mars à huit heures de l'avant-midi.

Daté à Mont-Laurier, ce quatorzième jour de mars 1935.

Le séquestre officiel,
H. LAFLEUR.

En ce qui concerne la proposition d'un concordat, d'une prorogation de délai ou d'un projet de traité de Joseph Turgeon, Saint-Gervais, comté Bellechasse, cultivateur.

Veuillez prendre avis que Joseph Turgeon, demeurant dans le comté ou district de Bellechasse, province de Québec, m'a présenté une proposition de concordat (prorogation de délai ou projet de traité) pour être soumise à ses créanciers. La réunion générale des créanciers aura lieu à Québec, au Palais de Justice (Cour de Pratique), le vingt-cinquième jour de mars à deux heures et demie de l'après-midi.

Daté à Québec, ce quinzième jour de mars 1935.

Le séquestre officiel,
LOUIS R. GAGNÉ.

En ce qui concerne la proposition d'un concordat, d'une prorogation de délai ou d'un projet de traité de Emile Côté, Isle-Verte, cultivateur,

Veuillez prendre avis que M. Emile Côté, demeurant dans le comté ou district de Kamouraska, province de Québec, m'a présenté une proposition de concordat (prorogation de délai ou projet de traité) pour être soumise à ses créanciers. La réunion générale des créanciers aura lieu à Rivière-du-Loup, le vingt-troisième jour de mars à dix heures de l'avant-midi.

Daté à Rivière-du-Loup, ce quatorzième jour de mars 1935.

Le séquestre officiel,
J.-ALPHA LANGLAIS.

Dated at Mont-Laurier, this fourteenth day of March, 1935.

H. LAFLEUR,
Official Receiver.

In the matter of a proposal for a composition, extension or scheme of arrangement of Mr. Elie Mainville, Nomininge, farmer.

Take notice that Elie Mainville, residing in the county or district of Montcalm, in the Province of Quebec, has submitted to me for the consideration of his creditors a proposal for a composition (or extension of time or scheme of arrangement). A general meeting of creditors will be held at Nomininge, on the twenty fifth day of March, at the hour of two o'clock in the afternoon.

Dated at Mont-Laurier, this fourteenth day of March, 1935.

H. LAFLEUR,
Official Receiver.

In the matter of a proposal for a composition, extension or scheme of arrangement of Mr. Alexander Gordon, Macaza, farmer.

Take notice that Alexander Gordon, residing in the county or district of Montcalm, in the Province of Quebec, has submitted to me for the consideration of his creditors a proposal for a composition (or extension of time or scheme of arrangement). A general meeting of creditors will be held at Nomininge, on the twenty sixth day of March, 1935, at the hour of eight o'clock in the forenoon.

Dated at Mont-Laurier, this fourteenth day of March, 1935.

H. LAFLEUR,
Official Receiver.

In the matter of a proposal for a composition, extension or scheme of arrangement of Joseph Turgeon, Saint Gervais, Co. Bellechasse, farmer.

Take notice that Joseph Turgeon, residing in the county or district of Bellechasse, in the Province of Quebec, has submitted to me for the consideration of his creditors a proposal for a comsition (or extension of time or scheme of arrangement). A general meeting of creditors will be held at Quebec, to the Court House, (Court of Practice), on the twenty fifth day of March, 1935, at the hour of half past two o'clock in the afternoon.

Dated at Quebec, this fifteenth day of March, 1935.

LOUIS R. GAGNE,
Official Receiver.

In the matter of a proposal for a composition, extension or scheme of arrangement of Emile Côté, Isle-Verte, farmer.

Take notice that Emile Côté, residing in the county or district of Kamouraska, in the Province of Quebec, has submitted to me for the consideration of his creditors a proposal for a composition (or extension of time or scheme of arrangement). A general meeting of creditors will be held at Rivière-du-Loup, on the twenty third day of March, 1935, at the hour of ten o'clock in the forenoon.

Dated at Rivière-du-Loup, this fourteenth day of March, 1935.

J. ALP. LANGLAIS,
Official Receiver.

En ce qui concerne la proposition d'un concordat, d'une prorogation de délai ou d'un projet de traité de Ernest Gravel, Laprairie, Qué., cultivateur.

Veuillez prendre avis que Ernest Gravel, demeurant dans le comte ou district de Montréal, province de Québec, m'a présenté une proposition de concordat (prorogation de délai ou projet de traité) pour être soumise à ses créanciers. La réunion générale des créanciers aura lieu à Montréal, au No 266 rue Saint-Jacques-Ouest, chambre 316, le vingt-sixième jour de mars 1935, à deux heures de l'après-midi.

Daté à Montréal, ce quinzième jour de mars 1935.

Le séquestre officiel,
J.-A. LEFEBVRE.

En ce qui concerne la proposition d'un concordat, d'une prorogation de délai ou d'un projet de traité de Napoléon Desjardins, Saint-Faustin, cultivateur.

Veuillez prendre avis que Napoléon Desjardins, demeurant dans le comté ou district de Terrebonne, province de Québec, m'a présenté une proposition de concordat (prorogation de délai ou projet de traité) pour être soumise à ses créanciers. La réunion générale des créanciers aura lieu à Saint-Faustin Sta., le vingt-sixième jour de mars à une heure de l'après-midi.

Daté à Sainte-Monique, ce quatorzième jour de mars 1935.

Le séquestre officiel,
CHS.-ED. LEONARD.

En ce qui concerne la proposition d'un concordat, d'une prorogation de délai ou d'un traité de projet de M. Alfred Pepin, Saint-Ephrem, cultivateur.

Veuillez prendre avis que Alfred Pepin, demeurant dans le comté ou district de Beauce, province de Québec, m'a présenté une proposition de concordat (prorogation de délai ou projet de traité) pour être soumise à ses créanciers. La réunion générale des créanciers aura lieu à Saint-Joseph de Beauce, le vingt-cinquième jour de mars à trois heures de l'après-midi.

Daté à Saint-Joseph de Beauce, ce vingt-septième jour de février 1935.

Le séquestre officiel,
JOSEPH-A. LAMBERT.

En ce qui concerne la proposition d'un concordat, d'une prorogation de délai ou d'un projet de traité de Mme Vve Bernard Pepin, Saint-Ephrem, cultivateur.

Veuillez prendre avis que Madame Vve Bernard Pepin, demeurant dans le comté ou district de Beauce, province de Québec, m'a présenté une proposition de concordat (prorogation de délai ou projet de traité) pour être soumise à ses créanciers. La réunion générale des créanciers aura lieu à Saint-Joseph de Beauce, le vingt-cinquième jour de mars, à une heure et demie de l'après-midi.

Daté à Saint-Joseph de Beauce, ce vingt-septième jour de février, 1935.

Le séquestre officiel,
JOSEPH-A. LAMBERT.

En ce qui concerne la proposition d'un concordat, d'une prorogation de délai ou d'un projet de traité de Charles Beaumont, cultivateur.

Veuillez prendre avis que M. Charles Beaumont, demeurant dans le comté de Shefford,

In the matter of a proposal for a composition, extension or scheme of arrangement of Ernest Gravel, Laprairie, Que., farmer.

Take notice that Ernest Gravel, residing in the county or district of Montreal, in the Province of Quebec, has submitted to me for the consideration of his creditors a proposal for a composition (or extension of time or scheme of arrangement). A general meeting of creditors will be held at Montreal, No. 266 Saint James Street West, Room 316, on the twenty sixth day of March, 1935, at the hour of two o'clock in the afternoon.

Dated at Montreal, this fifteenth day of March, 1935.

J. A. LEFEBVRE,
Official Receiver.

In the matter of a proposal for a composition, extension or scheme of arrangement of Napoléon Desjardins, Saint Faustin, farmer.

Take notice that Napoléon Desjardins, residing in the county or district of Terrebonne, in the Province of Quebec, has submitted to me for the consideration of his creditors a proposal for a composition (or extension of time or scheme of arrangement). A general meeting of creditors will be held at Saint Faustin Sta., on the twenty sixth day of March, at the hour of one o'clock in the afternoon.

Dated at Sainte Monique, this fourteenth day of March, 1935.

CHS. ED. LEONARD,
Official Receiver.

In the matter of a proposal for a composition, extension or scheme of arrangement of Mr. Alfred Pepin, Saint Ephrem, farmer.

Take notice that Alfred Pepin, residing in the county or district of Beauce, in the Province of Quebec, has submitted to me for the consideration of his creditors a proposal for a composition (or extension of time or scheme of arrangement). A general meeting of creditors will be held at Saint Joseph of Beauce, on the twenty fifth day of March, 1935, at the hour of three o'clock in the afternoon.

Dated at Saint Joseph of Beauce, this twenty seventh day of February, 1935.

JOSEPH A. LAMBERT,
Official Receiver.

In the matter of a proposal for a composition, extension or scheme of arrangement of Madam Widow Bernard Pepin, Saint Ephrem, farmer.

Take notice that Madam Widow Bernard Pepin, residing in the county or district of Beauce, in the Province of Quebec, has submitted to me for the consideration of her creditors a proposal for a composition (or extension of time or scheme of arrangement). A general meeting of creditors will be held at Saint Joseph of Beauce, on the twenty fifth day of March, 1935, at the hour of half past one o'clock in the afternoon.

Dated at Saint Joseph of Beauce, this twenty seventh day of February, 1935.

JOSEPH A. LAMBERT,
Official Receiver.

In the matter of a proposal for a composition, extension or scheme of arrangement of Charles Beaumont, farmer.

Take notice that Charles Beaumont, residing in the county of Shefford, in the Province of Que-

province de Québec, m'a présenté une proposition de concordat pour être soumise à ses créanciers. La réunion générale des créanciers aura lieu à Waterloo, au Palais de Justice, le vingt-cinquième jour de mars, à dix heures de l'avant-midi.

Daté à Roxton Falls, ce quatorzième jour de mars 1935.

Le séquestre officiel,
JOSAPHAT CUSSON.

En ce qui concerne la proposition d'un concordat, d'une prorogation de délai ou d'un projet de traité de Dame Cyprien Brault, de Saint-Armand, cultivateur.

Veuillez prendre avis que Dame Cyprien Brault, demeurant dans le district de Missisquoi, province de Québec, m'a présenté une proposition de concordat (prorogation de délai ou projet de traité) pour être soumise à ses créanciers. La réunion générale des créanciers aura lieu à Bedford, à l'Edifice du comté, le vingt-cinquième jour de mars 1935 à une heure et demie de l'après-midi.

Daté à Sweetsburg, P. Q., ce quinzième jour de mars 1935.

Le séquestre officiel,
ALBERIC PINSONNAULT.

En ce qui concerne la proposition d'un concordat, d'une prorogation de délai ou d'un projet de traité de Eugène Benoit, de Saint-Armand, cultivateur.

Veuillez prendre avis que Eugène Benoit, demeurant dans le comté de Missisquoi, province de Québec, m'a présenté une proposition de concordat (prorogation de délai ou projet de traité) pour être soumise à ses créanciers. La réunion générale des créanciers aura lieu à Bedford, à l'Edifice du Comté, le vingt-cinquième jour de mars 1935, à dix heures et demie de l'avant-midi.

Daté à Sweetsburg, P. Q., ce quinzième jour de mars 1935.

Le séquestre officiel,
ALBERIC PINSONNAULT.

En ce qui concerne la proposition d'un concordat, d'une prorogation de délai ou d'un projet de traité de Louis Gagné, de Sutton, cultivateur.

Veuillez prendre avis que Louis Gagné, demeurant dans le comté ou district de Brome, province de Québec, m'a présenté une proposition de concordat (prorogation de délai ou projet de traité) pour être soumise à ses créanciers. La réunion générale des créanciers aura lieu à Sweetsburg, au Palais de Justice, le vingt-sixième jour de mars 1935 à deux heures et demie de l'après-midi.

Daté à Sweetsburg, P. Q., ce seizième jour de mars 1935.

Le séquestre officiel,
ALBERIC PINSONNAULT.

En ce qui concerne la proposition d'un concordat, d'une prorogation de délai ou d'un projet de traité de Rémi Surprenant, d'Adamsville, cultivateur.

Veuillez prendre avis que Rémi Surprenant, demeurant dans le comté de Brome, province de Québec, m'a présenté une proposition de concordat (prorogation de délai ou projet de traité) pour être soumise à ses créanciers. La réunion générale des créanciers aura lieu à Sweetsburg, au Palais de Justice, le vingt-sixième jour de mars 1935 à dix heures de l'avant-midi.

bec, has submitted to me for the consideration of his creditors a proposal for a composition. A general meeting of creditors will be held at Waterloo, in the Court House, on the twenty fifth day of March, 1935, at the hour of ten o'clock in the forenoon.

Dated at Roxton Falls, this fourteenth day of March, 1935.

JOSAPHAT CUSSON,
Official Receiver.

In the matter of a proposal for a composition, extension or scheme of arrangement of Mrs. Cyprien Brault, of Saint Armand, farmer.

Take notice that Mrs. Cyprien Brault, residing in the county of Missisquoi, in the Province of Quebec, has submitted to me for the consideration of her creditors a proposal for a composition (or extension of time or scheme of arrangement). A general meeting of creditors will be held at the County Bldg., in Bedford, on the twenty fifth day of March, 1935, at the hour of half past one o'clock in the afternoon.

Dated at Sweetsburg, P. Q., this fifteenth day of March, 1935.

ALBERIC PINSONNAULT,
Official Receiver.

In the matter of a proposal for a composition, extension or scheme of arrangement of Eugène Benoit, of Saint Armand, farmer.

Take notice that Eugène Benoit, residing in the county of Missisquoi, in the Province of Quebec, has submitted to me for the consideration of his creditors a proposal for a composition (or extension of time or scheme of arrangement). A general meeting of creditors will be held at the County Bldg., in Bedford, on the twenty fifth day of March, 1935, at the hour of half past ten o'clock in the forenoon.

Dated at Sweetsburg, P. Q., this fifteenth day of March, 1935.

ALBERIC PINSONNAULT,
Official Receiver.

In the matter of a proposal for a composition, extension or scheme of arrangement of Louis Gagné, of Sutton, farmer.

Take notice that Louis Gagné, residing in the county of Brome, in the Province of Quebec, has submitted to me for the consideration of his creditors a proposal for a composition (or extension of time or scheme of arrangement). A general meeting of creditors will be held at the Court House, in Sweetsburg, on the twenty sixth day of March, 1935, at the hour of half past two o'clock in the afternoon.

Dated at Sweetsburg, P. Q., this sixteenth day of March, 1935.

ALBERIC PINSONNAULT,
Official Receiver.

In the matter of a proposal for a composition, extension or scheme of arrangement of Rémi Surprenant, of Adamswille, farmer.

Take notice that Rémi Surprenant, residing in the county of Brome, in the Province of Quebec, has submitted to me for the consideration of his creditors a proposal for a composition (or extension of time or scheme of arrangement). A general meeting of creditors will be held at the Court House, at Sweetsburg, on the twenty sixth day of March, 1935, at the hour of ten o'clock in the forenoon.

Daté à Sweetsburg, ce seizième jour de mars 1935.

Le séquestre officiel,
ALBERIC PINSONNAULT.

En ce qui concerne la proposition d'un concordat, d'une prorogation de délai ou d'un projet de traité de Wilfrid Fontaine, de Roxton Pond, cultivateur.

Veuillez prendre avis que Wilfrid Fontaine, demeurant dans le district de Bedford, province de Québec, m'a présenté une proposition de concordat (prorogation de délai ou projet de traité) pour être soumise à ses créanciers. La réunion générale des créanciers aura lieu à Sweetsburg, au Palais de Justice, le vingt-sixième jour de mars 1935 à une heure de l'après-midi.

Daté à Sweetsbirg, P. Q., ce seizième jour de mars 1935.

Le séquestre officiel,
ALBERIC PINSONNAULT.

En ce qui concerne la proposition d'un concordat, d'une prorogation de délai ou d'un projet de traité de Adélard Roy, de Saint-Octave, cultivateur.

Veuillez prendre avis que Adélard Roy, demeurant dans le comté ou district de Rimouski, province de Québec, m'a présenté une proposition de concordat (prorogation de délai ou projet de traité) pour être soumise à ses créanciers. La réunion générale des créanciers aura lieu à Saint-Octave, le deuxième jour d'avril à neuf heures de l'avant-midi.

Daté à Val-Brillant, ce seizième jour de mars 1935.

Le séquestre officiel,
GÉO. DUCASSE.

En ce qui concerne la proposition d'un concordat, d'une prorogation de délai ou d'un projet de traité de Pierre Beaulieu, de Saint-Octave, cultivateur.

Veuillez prendre avis que Pierre Beaulieu, demeurant dans le comté ou district de Rimouski, province de Québec, m'a présenté une proposition de concordat (prorogation de delai ou projet de traité) pour être soumise à ses créanciers. La réunion générale des créanciers aura lieu à Saint-Octave, le deuxième jour d'avril à une heure de l'après-midi.

Daté à Val-Brillant, ce seizième jour de mars 1935.

Le séquestre officiel,
GEORGES DUCASSE.

En ce qui concerne la proposition d'un concordat, d'une prorogation de délai ou d'un projet de traité de Florian St-Laurent, de Luceville, cultivateur.

Veuillez prendre avis que Florian St-Laurent, demeurant dans le comté ou district de Rimouski, province de Québec, m'a présenté une proposition de concordat (prorogation de délai ou projet de traité) pour être soumise à ses créanciers. La réunion générale des créanciers aura lieu à Luceville, le vingt-septième jour de mars à neuf heures de l'avant-midi.

Daté à Val-Brillant, ce seizième jour de mars 1935.

Le séquestre officiel,
GEORGES DUCASSE.

En ce qui concerne la proposition d'un concordat, d'une prorogation de délai ou d'un projet de traité de M. Théophile Charette, de Saint-Augustin, cultivateur.

Dated at Sweetsburg, this sixteenth day of March, 1935.

ALBERIC PINSONNAULT,
Official Receiver.

In the matter of a proposal for a composition, extension or scheme of arrangement of Wilfrid Fontaine, of Roxton Pond, farmer.

Txke notice that Wilfrid Fontaine, residing in the district of Bedford, in the Province of Quebec, has submitted to me for the consideration of his creditors a proposal for a composition (or extension of time or scheme of arrangement). A general meeting of creditors will be held at the Court House, in Sweetsburg, on the twenty sixth day of March, 1935, at the hour of one o'clock in the afternoon.

Dated at Sweetsburg, P. Q., this sixteenth day of March, 1935.

ALBERIC PINSONNAULT,
Official Receiver.

In the matter of a proposal for a composition, extension or scheme of arrangement of Adélard Roy, of Saint Octave, farmer.

Take notice that Adélard Roy, residing in the county or district of Rimouski, in the Province of Quebec, has submitted to me for the consideration of his creditors a proposal for a composition (or extension of time or scheme of arrangement). A general meeting of creditors will be held at Saint Octave, on the second day of April, 1935, at the hour of nine o'clock in the beforenoon.

Dated at Val-Brillant, this sixteenth day of March, 1935.

GEORGES DUCASSE,
Official Receiver.

In the matter of a proposal for a composition, extension or scheme of arrangement of Pierre Beaulieu, of Saint Octave, farmer.

Take notice that Pierre Beaulieu, residing in the county or district of Rimouski, in the Province of Quebec, has submitted to me for the consideration of his creditors a proposal for a composition (or extension of time or scheme of arrangement). A general meeting of creditors will be held at Saint Octave, on the second day of April, 1935, at the hour of one o'clock in the afternoon.

Dated at Val-Brillant, this sixteenth day of March, 1935.

GEORGES DUCASSE,
Official Receiver.

In the matter of a proposal for a composition, extension or scheme of arrangement of Florian St-Laurent, of Luceville, farmer.

Take notice that Florian St-Laurent, residing in the county or district of Rimouski, in the Province of Quebec, has submitted to me for the consideration of his creditors a proposal for a composition (or extension of time or scheme of arrangement). A general meeting of creditors will be held at Luceville, on the twenty seventh day of March, 1935, at the hour of nine o'clock in the beforenoon.

Dated at Val-Brillant, this sixteenth day of March, 1935.

GEORGES DUCASSE,
Official Receiver.

In the matter of a proposal for a composition, extension or scheme of arrangement of Théophile Charette, of Saint Augustin, farmer.

Veuillez prendre avis que Théophile Charette, demeurant dans le comté ou district de Terrebonne, province de Québec, m'a présenté une proposition de concordat (prorogation de délai ou projet de traité) pour être soumise à ses créanciers. La réunion générale des créanciers aura lieu à mon bureau, à Sainte-Monique, le vingt-cinquième jour de mars à dix heures de l'avant-midi.

Daté à Sainte-Monique, ce quinzième jour de mars 1935.

Le séquestre officiel,
CHS.-ED. LEONARD.

En ce qui concerne la proposition d'un concordat, d'une prorogation de délai ou d'un projet de traité de Madame Ida Chagnon-Beauregard, cultivateur.

Veuillez prendre avis que Mme Ida Chagnon-Beauregard, demeurant dans le comté de Shefford, province de Québec, m'a présenté une proposition de concordat pour être soumise à ses créanciers. La réunion générale des créanciers aura lieu à Waterloo, au Palais de Justice, le vingt-cinquième jour de mars, à deux heures de l'après-midi.

Daté à Roxton Falls, ce quatorzième jour de mars 1935.

Le séquestre officiel,
JOSAPHAT CUSSON.

En ce qui concerne la proposition d'un concordat, d'une prorogation de délai ou d'un projet de traité de Joseph Roy, Saint-Vallier, cultivateur.

Veuillez prendre avis que Joseph Roy, demeurant dans le comté ou district de Bellechasse, province de Québec, m'a présenté une proposition de concordat (prorogation de délai ou projet de traité) pour être soumise à ses créanciers. La réunion générale des créanciers aura lieu à Québec, au Palais de Justice (Cour de Pratique), le vingt-sixième jour de mars à deux heures et demie de l'après-midi.

Daté à Québec, ce seizième jour de mars 1935.

Le séquestre officiel,
LOUIS-R. GAGNÉ.

En ce qui concerne la proposition d'un concordat, d'une prorogation de délai ou d'un projet de traité de Monsieur Oliva Beaudet, Saint-Elie d'Orford, P. Q., cultivateur.

Veuillez prendre avis que Monsieur Oliva Beaudet, demeurant dans le comté ou district de Saint-François, province de Québec, m'a présenté une proposition de concordat (prorogation de délai ou projet de traite) pour être soumise à ses créanciers. La réunion générale des créanciers aura lieu à mon bureau, le vingt-huitième jour de mars à trois heures et demie de l'après-midi.

Daté à Sherbrooke, ce treizième jour de mars 1935.

Le séquestre officiel,
ANTONIO DROLET.

En ce qui concerne la proposition d'un concordat, d'une prorogation de délai ou d'un projet de traité de M. Albert Therriault, Saint-François Xavier de Brompton, cultivateur.

Veuillez prendre avis que M. Albert Therriault, demeurant dans le comté ou district de Saint-François, province de Québec, m'a présenté une proposition de concordat (prorogation de délai ou projet de traité) pour être soumise à

Take notice that Théophile Charette, residing in the county or district of Terrebonne, in the Province of Quebec, has submitted to me for the consideration of his creditors a proposal for a composition (or extension of time or scheme of arrangement). A general meeting of creditors will be held at Sainte Monique, at my office, on the twenty fifth day of March, at the hour of ten o'clock in the forenoon.

Dated at Sainte Monique, this fifteenth day of March, 1935.

CHS. ED. LEONARD,
Official Receiver.

In the matter of a proposal for a composition, extension or scheme of arrangement of Mrs. Ida Chagnon-Beauregard, farmer.

Take notice that Mrs. Ida Chagnon-Beauregard, residing in the county of Shefford, in the Province of Quebec, has submitted to me for the consideration of her creditors a proposal for a composition. A general meeting of creditors will be held at Waterloo, in the Court House, on the twenty fifth day of March, 1935, at the hour of two o'clock in the afternoon.

Dated at Roxton Falls, this fourteenth day of March, 1935.

JOSAPHAT CUSSON,
Official Receiver.

In the matter of a proposal for a composition, extension or scheme of arrangement of Joseph Roy, Saint Vallier, farmer.

Take notice that Joseph Roy, residing in the county or district of Bellechasse, in the Province of Quebec, has submitted to me for the consideration of his creditors a proposal for a composition (or extension of time or scheme of arrangement). A general meeting of creditors will be held at Quebec to the Court House, (Court of Practice), on the twenty sixth day of March, 1935, at the hour of half past two o'clock in the afternoon.

Dated at Quebec, this sixteenth day of March, 1935.

LOUIS R. GAGNÉ,
Official Receiver.

In the matter of a proposal for a composition, extension or scheme of arrangement of Mr. Oliva Beaudet, Saint Elie d'Orford, P. Q., farmer.

Take notice that Mr. Oliva Beaudet, residing in the county or district of Saint Francis, in the Province of Quebec, has submitted to me for the consideration of his creditors a proposal for a composition (or extension of time or scheme of arrangement). A general meeting of creditors will be held at my office, on the twenty eighth day of March, 1935, at the hour of half past three o'clock in the afternoon.

Dated at Sherbrooke, this thirteenth day of March, 1935.

ANTONIO DROLET,
Official Receiver.

In the matter of a proposal for a composition, extension or scheme of arrangement of Mr. Albert Therriault, Saint François-Xavier de Brompton, farmer.

Take notice that Mr. Albert Therriault, residing in the county or district of Saint Francis, in the Province of Quebec, has submitted to me for the consideration of his creditors a proposal for a composition (or extension of time or scheme of

ses créanciers. La réunion générale des créanciers aura lieu à mon bureau le vingt-huitième jour de mars à deux heures de l'après-midi.

Daté à Sherbrooke, ce treizième jour de mars 1935.

Le séquestre officiel,
ANTONIO DROLET.

En ce qui concerne la proposition d'un concordat, d'une prorogation de délai ou d'un projet de traité de Monsieur Lucien Godbout, Bishopton, P. Q., cultivateur.

Veuillez prendre avis que Monsieur Lucien Godbout, demeurant dans le comté ou district de Saint-François, province de Québec, m'a présenté une proposition de concordat (prorogation de délai ou projet de traité) pour être soumise à ses créanciers. La réunion générale des créanciers aura lieu à mon bureau le vingt-huitième jour de mars à onze heures de l'avant-midi.

Daté à Sherbrooke, ce treizième jour de mars 1935.

Le séquestre officiel,
ANTONIO DROLET.

En ce qui concerne la proposition d'un concordat, d'une prorogation de délai ou d'un projet de traité de Monsieur Domina St-Onge, Windsor Mills, P. Q., cultivateur.

Veuillez prendre avis que M. Domina St-Onge, demeurant dans le comté ou district de Saint-François, province de Québec, m'a présenté une proposition de concordat (prorogation de délai ou projet de traité) pour être soumise à ses créanciers. La réunion générale des créanciers aura lieu à mon bureau le vingt-huitième jour de mars à dix heures de l'avant-midi.

Daté à Sherbrooke, ce treizième jour de mars 1935.

Le séquestre officiel,
ANTONIO DROLET.

En ce qui concerne la proposition d'un concordat, d'une prorogation de délai ou d'un projet de traité de M. Théophile St-Laurent, Garthby, P. Q., cultivateur.

Veuillez prendre avis que M. Théophile St-Laurent, demeurant dans le comté ou district de Saint-François, province de Québec, m'a présenté une proposition de concordat (prorogation de délai ou projet de traité) pour être soumise à ses créanciers. La réunion générale des créanciers aura lieu à mon bureau le vingt-septième jour de mars à trois heures et demie de l'après-midi.

Daté à Sherbrooke, ce douzième jour de mars 1935.

Le séquestre officiel,
ANTONIO DROLET.

En ce qui concerne la proposition d'un concordat, d'une prorogation de délai ou d'un projet de traité de Monsieur Origène Sabourin, Saint-Elie d'Orford, cultivateur.

Veuillez prendre avis que Monsieur Origène Sabourin, demeurant dans le comté ou district de Saint-François, province de Québec, m'a présenté une proposition de concordat (prorogation de délai ou projet de traité) pour être soumise à ses créanciers. La réunion générale des créanciers aura lieu à mon bureau le vingt-septième jour de mars à deux heures de l'après-midi.

arrangement). A general meeting of creditors will be held at my office, on the twenty eighth day of March, 1935, at the hour of two o'clock in the afternoon.

Dated at Sherbrooke, this thirteenth day of March, 1935.

ANTONIO DROLET,
Official Receiver.

In the matter of a proposal for a composition, extension or scheme of arrangement of Mr. Lucien Godbout, Bishopton, P. Q., farmer.

Take notice that Mr. Lucien Godbout, residing in the county or district of Saint Francis, in the Province of Quebec, has submitted to me for the consideration of his creditors a proposal for a composition (or extension of time or scheme of arrangement). A general meeting of creditors will be held at my office, on the twenty eighth day of March, 1935, at the hour of eleven o'clock in the forenoon.

Dated at Sherbrooke, this thirteenth day of March, 1935.

ANTONIO DROLET,
Official Receiver.

In the matter of a proposal for a composition, extension or scheme of arrangement of Mr. Domina Saint Onge, Windsor Mills, P. Q., farmer.

Take notice that Mr. Domina St-Onge, residing in the county or district of Saint Francis, in the Province of Quebec, has submitted to me for the consideration of his creditors a proposal for a composition (or extension of time or scheme of arrangement). A general meeting of creditors will be held at my office, on the twenty eighth day of March, 1935, at the hour of ten o'clock in the forenoon.

Dated at Sherbrooke, this thirteenth day of March, 1935.

ANTONIO DROLET,
Official Receiver.

In the matter of a proposal for a composition, extension or scheme of arrangement of Mr. Théophile St-Laurent, Garthby, P. Q. farmer.

Take notice that Mr. Théophile St-Laurent, residing in the county or district of Saint Francis, in the Province of Quebec, has submitted to me for the consideration of his creditors a proposal for a composition (or extension of time or scheme of arrangement). A general meeting of creditors will be held at my office, on the twenty seventh day of March, 1935. at the hour of half past three o'clock in the afternoon.

Dated at Sherbrooke, this twelfth day of March, 1935.

ANTONIO DROLET,
Official Receiver.

In the matter of a proposal for a composition, extension or scheme of arrangement of Mr. Origène Sabourin, Saint Elie d'Orford, farmer.

Take notice that M. Origène Sabourin, residing in the county or district of Saint Francis, in the Province of Quebec, has submitted to me for the consideration of his creditors a proposal for a composition (or extension of time or scheme of arrangement). A general meeting of creditors will be held at my office, on the twenty seventh day of March, 1935, at the hour of two o'clock in the afternoon.

Daté à Sherbrooke, ce douzième jour de mars 1935.

Le séquestre officiel,
ANTONIO DROLET.

En ce qui concerne la proposition d'un concordat, d'une prorogation de délai ou d'un projet de traité de Monsieur Norbert Roy, Cookshire, P. Q., cultivateur.

Veuillez prendre avis que Monsieur Norbert Roy, demeurant dans le comté ou district de Saint-François, province de Québec, m'a présenté une proposition de concordat (prorogation de délai ou projet de traité) pour être soumise à ses créanciers. La réunion générale des créanciers aura lieu à mon bureau le vingt-septième jour de mars à onze heures de l'avant-midi.

Daté à Sherbrooke, ce douzième jour de mars 1935.

Le séquestre officiel,
ANTONIO DROLET.

En ce qui concerne la proposition d'un concordat, d'une prorogation de délai ou d'un projet de traité de M. Joseph-Arsène Roy, Cookshire, P. Q., cultivateur.

Veuillez prendre avis que M. Joseph-Arsène Roy, demeurant dans le comté ou district de Saint-François, province de Québec, m'a présenté une proposition de concordat (prorogation de délai ou projet de traité) pour être soumise à ses créanciers. La réunion générale des créanciers aura lieu à mon bureau le vingt-septième jour de mars à dix heures de l'avant-midi.

Daté à Sherbrooke, ce douzième jour de mars 1935.

Le séquestre officiel,
ANTONIO DROLET.

En ce qui concerne la proposition d'un concordat, d'une prorogation de délai ou d'un projet de traité de M. Charles McManiman, Saint-Alphonse, cultivateur.

Veuillez prendre avis que M. Charles McManiman, demeurant dans le comté ou district de Joliette, province de Québec, m'a présenté une proposition de concordat (prorogation de délai ou projet de traité) pour être soumise à ses créanciers. La réunion générale des créanciers aura lieu à Joliette, 69 Notre-Dame, le vingt-huitième jour de mars 1935 à deux heures de l'après-midi.

Daté à Joliette, ce dix-huitième jour de mars 1935.

Le séquestre officiel,
J.-C. PERRAULT.

En ce qui concerne la proposition d'un concordat, d'une prorogation de délai ou d'un projet de traité de Théodore Bienvenue, Saint-Paul, cultivateur.

Veuillez prendre avis que Théodore Bienvenue, demeurant dans le comté ou district de Saint-Hyacinthe, province de Québec, m'a présenté une proposition de concordat (prorogation de délai ou projet de traité) pour être soumise à ses créanciers. La réunion générale des créanciers aura lieu à mon bureau, ici, le quatrième jour d'avril 1935, à une heure de l'après-midi.

Daté à Saint-Hyacinthe, ce vingt-deuxième jour de mars 1935.

Le séquestre officiel,
HORACE ST-GERMAIN,
93 rue Mondor, Saint-Hyacinthe.

Dated at Sherbrooke, this twelfth day of March, 1935.

ANTONIO DROLET,
Official Receiver.

In the matter of a proposal for a composition, extension or scheme of arrangement of Mr. Norbert Roy, Cookshire, P. Q., farmer.

Take notice that Mr. Norbert Roy, residing in the county or district of Saint Francis, in the Province of Quebec, has submitted to me for the consideration of his creditors a proposal for a composition (or extension of time or scheme of arrangement). A beneral meeting of creditors will be held at my office, on the twenty seventh day of March, 1935, at the hour of eleven o'clock in the forenoon.

Dated at Sherbrooke, this twelfth day of March, 1935.

ANTONIO DROLET,
Official Receiver.

In the matter of a proposal for a composition, extension or scheme of arrangement of Mr. Joseph Arsène Roy, Cookshire, P. Q., farmer.

Take notice that Mr. Joseph Arsène Roy, residing in the county or district of Saint Francis, in the Province of Quebec, has submitted to me for the consideration of his creditors a proposal for a composition (or extension of time or scheme of arrangement). A general meeting of creditors will be held at my office, on the twenty seventh day of March, 1935, at the hour of ten o'clock in the forenoon.

Dated at Sherbrooke, this twelfth day of March, 1935.

ANTONIO DROLET,
Official Receiver.

In the matter of a proposal for a composition, extension or scheme of arrangement of Mr. Charles McManiman, Saint Alphonse, farmer.

Take notice that Mr. Charles McManiman, residing in the county or district of Joliette, in the Province of Quebec, has submitted to me for the consideration of his creditors a proposal for a composition (or extension of time or scheme of arrangement). A general meeting of creditors will be held at Joliette, 69 Notre-Dame St., on the twenty eighth day of March, 1935, at the hour of two o'clock in the afternoon.

Dated at Joliette, this eighteenth day of March, 1935.

J. C. PERRAULT,
Official Receiver.

In the matter of a proposal for a composition, extension of time or scheme of arrangement of Théodore Bienvenue, Saint Paul, farmer.

Take notice that Théodore Bienvenue, residing in the county or district of Saint Hyacinthe, in the Province of Quebec, has submitted to me for the consideration of his creditors a proposal for a composition (extension of time or scheme of arrangement). A general meeting of creditors will be held at Saint Hyacinthe, in my office, on the fourth day of April, 1935, at the hour of one o'clock in the afternoon.

Dated at Saint Hyacinthe, this twenty second day of March, 1935.

HORACE ST-GERMAIN,
Official Receiver.
93 Mondor Street, Saint Hyacinthe.

En ce qui concerne la proposition d'un concordat, d'une prorogation de délai ou d'un projet de traité de Hyacinthe Sauvé, Saint-André d'Acton, cultivateur.

Veuillez prendre avis que Hyacinthe Sauvé, demeurant dans le comté ou district de Saint-Hyacinthe, province de Québec, m'a présenté une proposition de concordat (prorogation de délai ou projet de traité) pour être soumise à ses créanciers. La réunion générale des créanciers aura lieu à mon bureau, ici le cinquième jour d'avril 1935 à dix heures de l'avant-midi.

Daté à Saint-Hyacinthe, ce vingt-deuxième jour de mars 1935.

Le séquestre officiel,
HORACE ST-GERMAIN,
93 rue Mondor, Saint-Hyacinthe.

En ce qui concerne la proposition d'un concordat, d'une prorogation de délai ou d'un projet de traité de Hugo Alix, Ange-Gardien, cultivateur.

Veuillez prendre avis que Hugo Alix, demeurant dans le comté ou district de Saint-Hyacinthe, province de Québec, m'a présenté une proposition de concordat (prorogation de délai ou projet de traité) pour être soumise à ses créanciers. La réunion générale des créanciers aura lieu à mon bureau, ici, le sixième jour d'avril 1935, à une heure de l'après-midi.

Daté à Saint-Hyacinthe, ce vingt-deuxième jour de mars 1935.

Le séquestre officiel,
HORACE ST-GERMAIN,
93 rue Mondor, Saint-Hyacinthe.

En ce qui concerne la proposition d'un concordat, d'une prorogation de délai ou d'un projet de traité de Henry Giroux, de la paroisse de Sainte-Philomène, cultivateur.

Veuillez prendre avis que Henry Giroux, demeurant dans le comté ou district de Beauharnois, province de Québec, m'a présenté une proposition de concordat (prorogation de délai ou projet de traité) pour être soumise à ses créanciers. La réunion générale des créanciers aura lieu à Sainte-Martine, Village, P. Qué., le trentième jour de mars 1935 à deux heures de l'après-midi.

Daté à Saint-Chrysostôme, ce dix-neuvième jour de mars 1935.

Le séquestre officiel,
D.-T. LEMIEUX.

En ce qui concerne la proposition d'un concordat, d'une prorogation de délai ou d'un projet de traité de Raoul Gendron, Sainte-Sophie, cultivateur.

Veuillez prendre avis que Raoul Gendron, demeurant dans le comté ou district de Nicolet, province de Québec, m'a présenté une proposition de concordat (prorogation de délai ou projet de traité) pour être soumise à ses créanciers. La réunion générale des créanciers aura lieu à Nicolet, au Palais de Justice, le vingt-sixième jour de mars à deux heures de l'après-midi.

Daté à Nicolet, ce quinzième jour de mars 1935.

Le séquestre officiel,
HENRI-R. DUFRESNE.

En ce qui concerne la proposition d'un concordat, d'une prorogation de délai ou d'un projet de traité de M. Honorius Nault, de Sainte-Sophie-de-Lévrard, cultivateur.

In the matter of a proposal for a composition, extension of time or scheme of arrangement of Hyacinthe Sauvé, Saint André-d'Acton, farmer.

Take notice that Hyacinthe Sauvé, residing in the county or district of Saint Hyacinthe, in the Province of Quebec, has submitted to me for the consideration of his creditors a proposal for a composition-extension of time or scheme of arrangement). A general meeting of creditors will be held at Saint Hyacinthe, in my office, on the fifth day of April, 1935, at the hour of ten o'clock in the forenoon.

Dated at Saint Hyacinthe, this twenty second day of March, 1935.

HORACE ST-GERMAIN,
Official Receiver.
93, Mondor Street, Saint Hyacinthe.

In the matter of a proposal for a composition, extension of time or scheme of arrangement of Hugo Alix, Ange Gardien, farmer.

Take notice that Hugo Alix, residing in the county or district of Saint Hyacinthe, in the Province of Quebec, has submitted to me for the consideration of his creditors a proposal for a composition (extension of time or scheme of arrangement). A general meeting of creditors will be held at Saint Hyacinthe, in my office, on the sixth day of April, 1935, at the hour of one o'clock in the afternoon.

Dated at Saint Hyacinthe, this twenty second day of March, 1935.

HORACE ST-GERMAIN,
Official Receiver.
93, Mondor Street, Saint Hyacinthe.

In the matter of a proposal for a composition, extension or scheme of arrangement of Henry Giroux, of the parish of Sainte Philomène, farmer.

Take notice that Henry Giroux, residing in the county or district of Beauharnois, in the Province of Quebec, has submitted to me for the consideration of his creditors a proposal for a composition (or extension of time or scheme of arrangement). A general meeting of creditors will be held at Sainte Martine Village, P. Que., on the thirtieth day of March, 1935, at the hour of two o'clock in the afternoon.

Dated at Saint Chrysostome, this nineteenth day of March, 1935.

D. T. LEMIEUX,
Official Receiver.

In the matter of a proposal for a composition, extension or scheme of an arrangement of Raoul Gendron, Sainte Sophie, farmer.

Take notice that Raoul Gendron, residing in the county or district of Nicolet, in the province of Quebec, has submitted to me for the consideration of his creditors a proposal for a composition (or extension of time or scheme of arrangement) A general meeting of creditors will be held at Nicolet, at the Court House, on the twenty sixth day of March, 1935, at the hour of two o'clock in the afternoon.

Dated at Nicolet, this fifteenth day of March, 1935.

HENRI R. DUFRESNE,
Official Receiver.

In the matter of a proposal for a composition, extension or scheme of an arrangement of Honorius Nault, of Sainte Sophie de Levrard, farmer.

Veuillez prendre avis que Honorius Nault, demeurant dans le comté ou district de Nicolet, province de Québec, m'a présenté une proposition de concordat (prorogation de délai ou projet de traité) pour être soumise à ses créanciers. La réunion générale des créanciers aura lieu à Nicolet, au Palais de Justice, le vingt-huitième jour de mars, à deux heures de l'après-midi.

Daté à Nicolet, ce dix-septième jour de mars 1935.

Le séquestre officiel,
HENRI-R. DUFRESNE.

En ce qui concerne la proposition d'un concordat, d'une prorogation de délai ou d'un projet de traité de M. Angelo Paquin, de Sainte-Sophie-de-Lévrard, cultivateur.

Veuillez prendre avis que Angelo Paquin, demeurant dans le comté ou district de Nicolet, province de Québec, m'a présenté une proposition de concordat (prorogation de délai ou projet de traité) pour être soumise à ses créanciers. La réunion générale des créanciers aura lieu à Nicolet au Palais de Justice, le vingt-septième jour de mars à deux heures de l'après-midi.

Daté à Nicolet, ce seizième jour de mars 1935.

Le séquestre officiel,
HENRI-R. DUFRESNE.

En ce qui concerne la proposition d'un concordat, d'une prorogation de délai ou d'un projet de traité de Antonio Langevin, cultivateur.

Veuillez prendre avis que Antonio Langevin, demeurant à Saint-Raymond, dans le comté de Portneuf, district de Québec, province de Québec, m'a présenté une proposition de concordat (prorogation de délai ou projet de traité) pour être soumise à ses créanciers. La réunion générale des créanciers aura lieu à Chambre 204, 37, rue de la Couronne, Québec, le trentième jour de mars, 1935, à dix heures de l'avant-midi.

Daté à Québec, ce dix-huitième jour de mars 1935.

Le séquestre officiel,
FREDERIC DORION.

En ce qui concerne la proposition d'un concordat, d'une prorogation de délai ou d'un projet de traité de M. Napoléon Breton, Saint-Zacharie, cultivateur.

Veuillez prendre avis que Napoléon Breton, demeurant dans le comté ou district de Beauce, province de Québec, m'a présenté une proposition de concordat (prorogation de délai ou projet de traité) pour être soumise à ses créanciers. La réunion générale des créanciers aura lieu à Saint-Joseph de Beauce, le cinquième jour d'avril à une heure et demie de l'après-midi.

Daté à Saint-Joseph de Beauce, ce vingt-septième jour de février 1935.

Le séquestre officiel,
JOSEPH-A. LAMBERT.

En ce qui concerne la proposition d'un concordat, d'une prorogation de délai ou d'un projet de traité de J.-C. Veilleux, Sainte-Aurélie, cultivateur.

Veuillez prendre avis que J.-C. Veilleux, demeurant dans le comté ou district de Beauce, province de Québec, m'a présenté une proposition de concordat (prorogation de délai ou projet de traité) pour être soumise à ses créanciers. La

Take notice that Honorius Nault, residing in the county or district of Nicolet, in the Province of Quebec, has submitted to me for the consideration of his creditors a proposal for a composition (or extension of time or scheme of arrangement). A general meeting of creditors will be held at Nicolet, at the Court House, on the twenty eighth day of March, 1935, at the hour of two o'clock in the afternoon.

Dated at Nicolet, this seventeenth day of March, 1935.

HENRI R. DUFRESNE,
Official Receiver.

In the matter of a proposal for a composition, extension or scheme of an arrangement of Angelo Paquin, of Sainte Sophie de Levrard, farmer.

Take notice that Angelo Paquin, residing in the county or district of Nicolet, in the Province of Quebec, has submitted to me for the consideration of his creditors a proposal for a composition (or extension of time or scheme of arrangement). A general meeting of creditors will be held at Nicolet, at the Court House, on the twenty seventh day of March, 1935, at the hour of two o'clock in the afternoon.

Dated at Nicolet, this sixteenth day of March, 1935.

HENRI R. DUFRESNE,
Official Receiver.

In the matter of a proposal for a composition, extension or scheme of arrangement of Antonio Langevin, farmer.

Take notice that Antonio Langevin, residing at Saint Raymond, in the county of Portneuf, Province of Quebec, in the district of Quebec, has submitted to me for the consideration of his creditors a proposal for a composition (or extension of time or scheme of arrangement). A general meeting of creditors will be held at Room 204, 37, Crown St., Quebec, on the thirtieth day of March, 1935, at the hour of ten o'clock in the forenoon.

Dated at Quebec, this eighteenth day of March, 1935.

FREDERIC DORION,
Official Receiver.

In the matter of a proposal for a composition, extension or scheme of arrangement of Mr. Napoleon Breton, Saint Zacharie, farmer.

Take notice that Mr. Napoleon Breton, residing in the county or district of Beauce, in the Province of Quebec, has submitted to me for the consideration of his creditors a proposal for a composition (or extension of time or scheme of arrangement). A general meeting of creditors will be held at Saint Joseph of Beauce, on the fifth day of April, 1935, at the hour of half past one o'clock in the afternoon.

Dated at Saint Joseph of Beauce, this twenty seventh day of February, 1935.

JOSEPH A. LAMBERT,
Official Receiver.

In the matter of a proposal for a composition, extension or scheme of arrangement of J. C. Veilleux, Sainte Aurélie, farmer.

Take notice that J. C. Veilleux, residing in the county or district of Beauce, in the Province of Quebec, has submitted to me for the consideration of his creditors a proposal for a composition (or extension of time or scheme of arrangement).

réunion générale des créanciers aura lieu à Saint-Joseph de Beauce, le 1er jour d'avril à 3 heures de l'après-midi.

Daté à Saint-Joseph de Beauce, ce sixième jour de mars 1935.

Le séquestre officiel,
JOSEPH-A. LAMBERT.

En ce qui concerne la proposition d'un concordat, d'une prorogation de délai ou d'un projet de traité de Gédéon Vachon, Saint-Frédéric, cultivateur.

Veuillez prendre avis que Gédéon Vachon, demeurant dans le comté ou district de Beauce, province de Québec, m'a présenté une proposition de concordat (prorogation de délai ou projet de traité) pour être soumise à ses créanciers. La réunion générale des créanciers aura lieu à Saint-Joseph de Beauce, le deuxième jour d'avril à dix heures et demie de l'avant-midi.

Daté à Saint-Joseph de Beauce, ce quinzième jour de mars 1935.

Le séquestre officiel,
JOSEPH-A. LAMBERT.

En ce qui concerne la proposition d'un concordat, d'une prorogation de délai ou d'un projet de traité de Joseph Lachance, Saint-Zacharie, cultivateur.

Veuillez prendre avis que Joseph Lachance, demeurant dans le comté ou district de Beauce, province de Québec, m'a présenté une proposition de concordat (prorogation de délai ou projet de traité) pour être soumise à ses créanciers. La réunion générale des créanciers aura lieu à Saint-Joseph de Beauce, le trentième jour de mars à dix heures et demie de l'avant-midi.

Daté à Saint-Joseph de Beauce, ce vingt-septième jour de février 1935.

Le séquestre officiel,
JOSEPH-A. LAMBERT.

En ce qui concerne la proposition d'un concordat, d'une prorogation de délai ou d'un projet de traité de Herménégilde Paquet, Sainte-Aurélie, cultivateur.

Veuillez prendre avis que Herménégilde Paquet, demeurant dans le comté ou district de Beauce, province de Québec, m'a présenté one proposition de concordat (prorogation de délai ou projet de traité) pour être soumise à ses créanciers. La réunion générale des créanciers aura lieu à Saint-Joseph de Beauce, le troisième jour d'avril, à deux heures de l'après-midi.

Daté à Saint-Joseph de Béauce, ce quinzième jour de mars 1935.

Le séquestre officiel,
JOSEPH-A. LAMBERT.

En ce qui concerne la proposition d'un concordat, d'une prorogation de délai ou d'un projet de traité de Philippe Roy, fils de Philomon, Saint-Martin, cultivateur.

Veuillez prendre avis que Philippe Roy, demeurant dans le comté ou district de Beauce, province de Québec, m'a présenté une proposition de concordat (prorogation de délai ou projet de traité) pour être soumise à ses créanciers. La réunion générale des créanciers aura lieu à Saint-Georges de Beauce, à l'Hôtel National, le douzième jour d'avril à neuf heures et demie de l'avant-midi.

A general meeting of creditors will be held at Saint Joseph of Beauce, on the first day of April, 1935, at the hour of three o'clock in the afternoon.

Dated at Saint Joseph of Beauce, this sixth day of March, 1935.

JOSEPH A. LAMBERT,
Official Receiver.

In the matter of a proposal for a composition, extension or scheme of arrangement of Gédéon Vachon, Saint Frédéric, farmer.

Take notice that Gédéon Vachon, residing in the county or district of Beauce, in the Province of Quebec, has submitted to me for the consideration of his creditors a proposal for a composition (or extension of time or scheme of arrangement). A general meeting of creditors will be held at Saint Joseph of Beauce, on the second day of April, 1935, at the hour of half past ten o'clock in the forenoon.

Dated at Saint Joseph of Beauce, this fifteenth day of March, 1935.

JOSEPH A. LAMBERT,
Official Receiver.

In the matter of a proposal for a composition, extension or scheme of arrangement of Mr. Joseph Lachance, Saint Zacharie, farmer.

Take notice that Mr. Joseph Lachance, residing in the county or district of Beauce, in the Province of Quebec, has submitted to me for the consideration of his creditors a proposal for a composition (or extension of time or scheme of arrangement). A general meeting of creditors will be held at Saint Joseph of Beauce, on the thirtieth day of March, 1935, at the hour of half past ten o'clock in the forenoon.

Dated at Saint Joseph of Beauce, this twenty seventh day of February, 1935.

JOSEPH A. LAMBERT,
Official Receiver.

In the matter of a proposal for a composition, extension or scheme of arrangement of Herménégilde Paquet, Sainte Aurélie, farmer.

Take notice that Herménégilde Paquet, residing in the county or district of Beauce, in the Province of Quebec, has submitted to me for the consideration of his creditors a proposal for a composition (or extension of time or scheme of arrangement). A general meeting of creditors will be held at Saint Joseph of Beauce, on the third day of April, 1935, at the hour of two o'clock in the afternoon.

Dated at Saint Joseph of Beauce, this fifteenth day of March, 1935.

JOSEPH A. LAMBERT,
Official Receiver.

In the matter of a proposal for a composition, extension or scheme of arrangement of Philippe Roy, son of Philomon, Saint Martin, farmer.

Take notice that Philippe Roy, residing in the county or district of Beauce, in the province of Quebec, has submitted to me for the consideration of his creditors a proposal for a composition (or extension of time or scheme of arrangement). A general meeting of creditors will be held at Saint Georges of Beauce, at The National Hotel, on the twelfth day of April, 1935, at the hour of half past nine o'clock in the forenoon.

Daté à Saint-Joseph de Beauce, ce seizième jour de mars 1935.

Le séquestre officiel,
JOSEPH-A. LAMBERT.

En ce qui concerne la proposition d'un concordat, d'une prorogation de délai ou d'un projet de traité de Gédéon Lessard, de Saint-Edouard de Frampton, cultivateur.

Veuillez prendre avis que Gédéon Lessard, demeurant dans le comté ou district de Beauce, province de Québec, m'a présenté une proposition de concordat (prorogation de délai ou projet de traité) pour être soumise à ses créanciers. La réunion générale des créanciers aura lieu à Saint-Joseph de Beauce, le deuxième jour d'avril, à deux heures de l'après-midi.

Daté à Saint-Joseph de Beauce, ce quinzième jour de mars 1935.

Le séquestre officiel,
JOSEPH-A. LAMBERT.

En ce qui concerne la proposition d'un concordat, d'une prorogation de délai ou d'un projet de traité de Omer Trudel, Saint-Ludger, cultivateur.

Veuillez prendre avis que Omer Trudel, demeurant dans le comté ou district de Beauce, province de Québec, m'a présenté une proposition de concordat (prorogation de délai ou projet de traité) pour être soumise à ses créanciers. La réunion générale des créanciers aura lieu à Saint-Joseph de Beauce, le onzième jour d'avril, à une heure et demie de l'après-midi.

Daté à Saint-Joseph de Beauce, ce seizième jour de mars 1935.

Le séquestre officiel,
JOSEPH-A. LAMBERT.

En ce qui concerne la proposition d'un concordat, d'une prorogation de délai ou d'un projet de traité de Lucien Gilbert, Sainte-Martine de Courcelles, cultivateur.

Veuillez prendre avis que Lucien Gilbert, demeurant dans le comté ou district de Beauce, province de Québec, m'a présenté une proposition de concordat (prorogation de délai ou projet de traité) pour être soumise à ses créanciers. La réunion générale des créanciers aura lieu à Saint-Joseph de Beauce, le quatrième jour d'avril, à dix heures de l'avant-midi.

Daté à Saint-Joseph de Beauce, ce seizième jour de mars 1935.

Le séquestre officiel,
JOSEPH-A. LAMBERT.

En ce qui concerne la proposition d'un concordat, d'une prorogation de délai ou d'un projet de traité de Cléophas Cloutier, Saint-Joseph de Beauce, cultivateur.

Veuillez prendre avis que Cléophas Cloutier, demeurant dans le comté ou district de Beauce, province de Québec, m'a présenté une proposition de concordat (prorogation de délai ou projet de traité) pour être soumise à ses créanciers. La réunion générale des créanciers aura lieu à Saint-Joseph de Beauce, le trentième jour de mars, à une heure et demie de l'après-midi.

Daté à Saint-Joseph de Beauce, ce vingt-huitième jour de février 1935.

Le séquestre officiel,
JOSEPH-A. LAMBERT.

Dated at Saint Joseph of Beauce, this sixteenth day of March, 1935.

JOSEPH A. LAMBERT,
Official Receiver.

In the matter of a proposal for a composition, extension or scheme of arrangement of Gédéon Lessard, Saint Edouard of Frampton, farmer.

Take notice that Gédéon Lessard, residing in the county or district of Beauce, in the Province of Quebec, has submitted to me for the consideration of his creditors a proposal for a composition (or extension of time or scheme of arrangement). A general meeting of creditors will be held at Saint Joseph of Beauce, on the second day of April, 1935, at the hour of two o'clock in the afternoon.

Dated at Saint Joseph of Beauce, this fifteenth day of March, 1935.

JOSEPH A. LAMBERT,
Official Receiver.

In the matter of a proposal for a composition, extension or scheme of arrangement of Omer Trudel, Saint Ludger, farmer.

Take notice that Omer Trudel, residing in the county or district of Beauce, in the Province of Quebec, has submitted to me for the consideration of his creditors a proposal for a composition (or extension of time or scheme of arrangement). A general meeting of creditors will be held at Saint Joseph of Beauce, on the eleventh day of April, 1935, at the hour of half past one o'clock in the afternoon.

Dated at Saint Joseph of Beauce, this sixteenth day of March, 1935.

JOSEPH A. LAMBERT,
Official Receiver

In the matter of a proposal for a composition, extension or scheme of arrangement of Lucien Gilbert, Sainte Martine of Courcelles, farmer.

Take notice that Lucien Gilbert, residing in the county or district of Beauce, in the Province of Quebec, has submitted to me for the consideration of his creditors a proposal for a composition (or extension of time or scheme of arrangement). A general meeting of creditors will be held at Saint Joseph of Beauce, on the fourth day of April, 1935, at the hour of ten o'clock in the forenoon.

Dated at Saint Joseph of Beauce, this sixteenth day of March, 1935.

JOSEPH A. LAMBERT,
Official Receiver.

In the matter of a proposal for a composition, extension or scheme of arrangement of Cléophas Cloutier, Saint Joseph of Beauce, farmer.

Take notice that Cléophas Cloutier, residing in the county or district of Beauce, in the Province of Quebec, has submitted to me for the consideration of his creditors a proposal for a composition (or extension of time or scheme of arrangement). A general meeting of creditors will be held at Saint Joseph of Beauce, on the thirtieth day of March, 1935, at the hour of half past one o'clock in the afternoon.

Dated at Saint Joseph of Beauce, this twenty eighth day of February, 1935.

JOSEPH A. LAMBERT,
Official Receiver.

En ce qui concerne la proposition d'un concordat, d'une prorogation de délai ou d'un projet de traité de Mathieu Castonguay, de Padoue, cultivateur.

Veuillez prendre avis que Mathieu Castonguay, demeurant dans le comté ou district de Rimouski, province de Québec, m'a présenté une proposition de concordat (prorogation de délai ou projet de traité) pour être soumise à ses créanciers. La réunion générale des créanciers aura lieu à Padoue, le onzième jour d'avril, à une heure de l'après-midi.

Daté à Val-Brillant, ce dix-neuvième jour de mars 1935.

Le séquestre officiel,
GEORGES DUCASSE.

In the matter of a proposal for a composition, extension or scheme of arrangement of Mathieu Castonguay, of Padoue, farmer.

Take notice that Mathieu Castonguay, residing in the county or district of Rimouski, in the Province of Quebec, has submitted to me for the consideration of his creditors a proposal for a composition (or extension of time or scheme of arrangement). A general meeting of creditors will be held at Padoue, on the Eleventh day of April, 1935, at the hour of one o'clock in the afternoon.

Dated at Val-Brillant, this Nineteenth day of March, 1935.

GEORGES DUCASSE,
Official Receiver.

En ce qui concerne la proposition d'un concordat, d'une prorogation de délai ou d'un projet de traité de J.-Bte Ross, de Val-Brillant, cultivateur.

Veuillez prendre avis que J.-Bte Ross, demeurant dans le comté ou district de Rimouski, province de Québec, m'a présenté une proposition de concordat (prorogation de délai ou projet de traité) pour être soumise à ses créanciers. La réunion générale des créanciers aura lieu à Val-Brillant, le dixième jour d'avril, à deux heures de l'après-midi.

Daté à Val-Brillant, ce dix-neuvième jour de mars 1935.

Le séquestre officiel,
GEORGES DUCASSE.

In the matter of a proposal for a composition, extension or scheme of arrangement of J. Bte Ross, of Val-Brillant, farmer.

Take notice that J. Bte Ross, residing in the county or district of Rimouski, in the Province of Quebec, has submitted to me for the consideration of his creditors a proposal for a composition (or extension of time or scheme of arrangement). A general meeting of creditors will be held at Val-Brillant, on the Tenth day of April, 1935, at the hour of two o'clock in the afternoon.

Dated at Val-Brillant, this Twentieth day of March, 1935.

GEORGES DUCASSE,
Official Receiver.

En ce qui concerne la proposition d'un concordat, d'une prorogation de délai ou d'un projet de traité de Jérémie Jean, de Saint-Mathieu, cultivateur.

Veuillez prendre avis que Jérémie Jean, demeurant dans le comté ou district de Rimouski, province de Québec, m'a présenté une proposition de concordat (prorogation de délai ou projet de traité) pour être soumise à ses créanciers. La réunion générale des créanciers aura lieu à Saint-Simon, le neuvième jour d'avril, à deux heures de l'après-midi.

Daté à Val-Brillant, ce dix-neuvième jour de mars 1935.

Le séquestre officiel,
GEORGES DUCASSE.

In the matter of a proposal for a composition, extension or scheme of arrangement of Jeremie Jean, of Saint Mathieu, farmer.

Take notice that Jeremie Jean, residing in the county or district of Rimouski, in the Province of Quebec, has submitted to me for the consideration of his creditors a proposal for a composition (or extension of time or scheme of arrangement). A general meeting of creditors will be held at Saint Simon, on the Ninth day of April, 1935, at the hour of Two o'clock in the afternoon.

Dated at Val-Brillant, this Nineteenth day of March, 1935.

GEORGES DUCASSE,
Official Receiver.

En ce qui concerne la proposition d'un concordat, d'une prorogation de délai ou d'un projet de traité de Joseph Déry, de Sayabec, cultivateur.

Veuillez prendre avis que Joseph Déry, demeurant dans le comté ou district de Rimouski, province de Québec, m'a présenté une proposition de concordat (prorogation de délai ou projet de traité) pour être soumise à ses créanciers. La réunion générale des créanciers aura lieu à Sayabec, le huitième jour d'avril, à deux heures de l'après-midi.

Daté à Val-Brillant, ce dix-huitième jour de mars 1935.

Le séquestre officiel,
GEORGES DUCASSE.

In the matter of a proposal for a composition, extension or scheme of arrangement of Joseph Dery, of Sayabec, farmer.

Take notice that Joseph Dery, residing in the county or district of Rimouski, in the Province of Quebec, has submitted to me for the consideration of his creditors a proposal for a composition (or extension of time or scheme of arrangement). A general meeting of creditors will be held at Sayabec, on the Eighth day of April, 1935, at the hour of Two o'clock in the afternoon.

Dated at Val-Brillant, this Eighteenth day of March, 1935.

GEORGES DUCASSE,
Official Receiver.

En ce qui concerne la proposition d'un concordat, d'une prorogation de délai ou d'un projet de traité de Horace Lévesque, de Sayabec, cultivateur.

Veuillez prendre avis que Horace Lévesque, demeurant dans le comté ou district de Rimouski, province de Québec, m'a présenté une proposition de concordat (prorogation de délai ou projet de traité) pour être soumise à ses créanciers. La

---

In the matter of a proposal for a composition, extension or scheme of arrangement of Horace Levesque, of Sayabec, farmer.

Take notice that Horace Levesque, residing in the county or district of Rimouski, in the Province of Quebec, has submitted to me for the consideration of his creditors a proposal for a composition (or extension of time or scheme of arrange-

réunion générale des créanciers aura lieu à Sayabec, le huitième jour d'avril, à dix ½ heures de l'avant-midi.

Daté à Val-Brillant, ce dix-huitième jour de mars 1935.

Le séquestre officiel,
GEORGES DUCASSE.

En ce qui concerne la proposition d'un concordat, d'une prorogation de délai ou d'un projet de traité de Paul Dumais, de Amqui, cultivateur.

Veuillez prendre avis que Paul Dumais, demeurant dans le comté ou district de Rimouski, province de Québec, m'a présenté une proposition de concordat (prorogation de délai ou projet de traité) pour être soumise à ses créanciers. La réunion générale des créanciers aura lieu à Val-Brillant, le cinquième jour d'avril, à deux heures de l'après-midi.

Daté à Val-Brillant, ce dix-huitième jour de mars 1935.

Le séquestre officiel,
GEORGES DUCASSE.

En ce qui concerne la proposition d'un concordat, d'une prorogation de délai ou d'un projet de traité de Macaire Côté, de Lac-au-Saumon, cultivateur.

Veuillez prendre avis que Macaire Côté, demeurant dans le comté ou district de Rimouski province de Québec, m'a présenté une proposition de concordat (prorogation de délai ou projet de traité) pour être soumise à ses créanciers. La réunion générale des créanciers aura lieu à Val-Brillant, le cinquième jour d'avril, à dix heures de l'avant-midi.

Daté à Val-Brillant, ce dix-huitième jour de mars 1935.

Le séquestre officiel,
GEORGES DUCASSE.

En ce qui concerne la proposition d'un concordat, d'une prorogation de délai ou d'un projet de traité de Ulric Brisson, de Sainte-Blandine, cultivateur.

Veuillez prendre avis que Ulric Brisson, demeurant dans le comté ou district de Rimouski, province de Québec, m'a présenté une proposition de concordat (prorogation de délai ou projet de traité) pour être soumise à ses créanciers. La réunion générale des créanciers aura lieu à Rimouski, le quatrième jour d'avril, à deux heures de l'après-midi.

Daté à Val-Brillant, ce dix-huitième jour de mars 1935.

Le séquestre officiel,
GEORGES DUCASSE.

En ce qui concerne la proposition d'un concordat, d'une prorogation de délai ou d'un projet de traité de Moïse Proulx, de Sainte-Blandine, cultivateur.

Veuillez prendre avis que Moïse Proulx, demeurant dans le comté ou district de Rimouski, province de Québec, m'a présenté une proposition de concordat (prorogation de délai ou projet de traité) pour être soumise à ses créanciers. La réunion générale des créanciers aura lieu à Rimouski, le quatrième jour d'avril, à neuf heures de l'avant-midi.

Daté à Val-Brillant, ce dix-huitième jour de mars 1935.

Le séquestre officiel,
GEORGES DUCASSE.

---

ment). A general meeting of creditors will be held at Sayabec, on the Eighth day of April, 1935, at the hour of half past ten o'clock in the beforenoon.

Dated at Val-Brillant, this Eighteenth day of March, 1935.

GEORGES DUCASSE,
Official Receiver.

In the matter of a proposal for a composition, extension or scheme of arrangement of Paul Dumais, of Amqui, farmer.

Take notice that Paul Dumais, residing in the county or district of Rimouski, in the Province of Quebec, has submitted to me for the consideration of his creditors a proposal for a composition (or extension of time or scheme of arrangement). A general meeting of creditors will be held at Val-Brillant, on the Fifth day of April, 1935, at the hour of Two o'clock in the afternoon.

Dated at Val-Brillant, this Eighteenth day of March, 1935.

GEORGES DUCASSE,
Official Receiver.

In the matter of a proposal for a composition, extension or scheme of arrangement of Macaire Côté, of Salmon Lake, farmer.

Take notice that Macaire Côté, residing in the county or district of Rimouski, in the Province of Quebec, has submitted to me for the consideration of his creditors a proposal for a composition (or extension of time or scheme of arrangement). A general meeting of creditors will be held at Val-Brillant, on the Fifth day of April, 1935, at the hour of Ten o'clock in the beforenoon.

Dated at Val-Brillant, this Eighteenth day of March, 1935.

GEORGES DUCASSE,
Official Receiver.

In the matter of a proposal for a composition, extension or scheme of arrangement of Ulric Brisson, of Sainte Blandine, farmer.

Take notice that Ulric Brisson, residing in the county or district of Rimouski, in the Province of Quebec, has submitted to me for the consideration of his creditors a proposal for a composition (or extension of time or scheme of arrangement). A general meeting of creditors will be held at Rimouski, on the fourth day of April, 1935, at the hour of Two o'clock in the afternoon.

Dated at Val-Brillant, this Eighteenth day of March, 1935.

GEORGES DUCASSE,
Official Receiver.

In the matter of a proposal for a composition, extension or scheme of arrangement of Moïse Proulx, of Sainte Blandine, farmer.

Take notice that Moïse Proulx, residing in the county or district of Rimouski, in the Province of Quebec, has submitted to me for the consideration of his creditors a proposal for a composition (or extension of time or scheme of arrangement). A general meeting of creditors will be held at Rimouski, on the Fourth day of April, 1935, at the hour of Nine o'clock in the beforenoon.

Dated at Val-Brillant, this Eighteenth day of March, 1935.

GEORGES DUCASSE,
Official Receiver.

En ce qui concerne la proposition d'un concordat, d'une prorogation de délai ou d'un projet de traité de Léon Langlois, de Saint-Joseph-de-Lepage, cultivateur.

Veuillez prendre avis que Léon Langlois, demeurant dans le comté ou district de Rimouski, province de Québec, m'a présenté une proposition de concordat (prorogation de délai ou projet de traité) pour être soumise à ses créanciers. La réunion générale des créanciers aura lieu à Mont-Joli, le troisième jour d'avril, à deux heures de l'après-midi.

Daté à Val-Brillant, ce dix-huitième jour de mars 1935.

Le séquestre officiel,
GEORGES DUCASSE.

En ce qui concerne la proposition d'un concordat, d'une prorogation de délai ou d'un projet de traité de Louis-Albert Deschamplain, de Saint-Octave, cultivateur.

Veuillez prendre avis que Louis-Albert Deschamplain, demeurant dans le comté ou district de Rimouski, province de Québec, m'a présenté une proposition de concordat (prorogation de délai ou projet de traité) pour être soumise à ses créanciers. La réunion générale des créanciers aura lieu à Mont-Joli, le troisième jour d'avril, à neuf heures de l'avant-midi.

Daté à Val-Brillant, ce dix-huitième jour de mars 1935.

Le séquestre officiel,
GEORGES DUCASSE.

En ce qui concerne la proposition d'un concordat, d'une prorogation de délai ou d'un projet de traité de Mme Mathilda Beaulieu, de Val-Brillant, cultivateur.

Veuillez prendre avis que Mme Mathilda Beaulieu, demeurant dans le comté ou district de Rimouski, province de Québec, m'a présenté une proposition de concordat (prorogation de délai ou projet de traité) pour être soumise à ses créanciers. La réunion générale des créanciers aura lieu à Val-Brillant, le premier jour d'avril, à deux heures de l'après-midi.

Daté à Val-Brillant, ce dix-huitième jour de mars 1935.

Le séquestre officiel.
GEORGES DUCASSE.

En ce qui concerne la proposition d'un concordat, d'une prorogation de délai ou d'un projet de traité de Henri Duquette, de Notre-Dame-de-Stanbridge, cultivateur.

Veuillez prendre avis que Henri Duquette, demeurant dans le comté de Missisquoi, province de Québec, m'a présenté une proposition de concordat (prorogation de délai ou projet de traité) pour être soumise à ses créanciers. La réunion générale des créanciers aura lieu à Bedford, P. Q., à l'édifice du comté, le trentième jour de mars 1935, à deux heures trente de l'après-midi.

Daté à Sweetsburg, P. Q., ce vingtième jour de mars 1935.

Le séquestre officiel.
ALBÉRIC PINSONNAULT.

En ce qui concerne la proposition d'un concordat, d'une prorogation de délai ou d'un projet de traité de Joseph Gravel, East-Broughton, cultivateur.

Veuillez prendre avis que Joseph Gravel, demeurant dans le comté ou district de Beauce,

In the matter of a proposal for a composition extension or scheme of arrangement of Léon Langlois, of Saint Joseph de Lepage, farmer.

Take notice that Léon Langlois, residing in the county or district of Rimouski in the Province of Quebec, has submitted to me for the consideration of his creditors a proposal for a composition (or extension of time or scheme of arrangement). A general meeting of creditors will be held at Mont-Joli, on the Third day of April, 1935, at the hour of Two o'clock in the afternoon.

Dated at Val-Brillant, this Eighteenth day of March, 1935.

GEORGES DUCASSE,
Official Receiver.

In the matter of a proposal for a composition, extension or scheme of arrangement of Louis-Albert Deschamplain, of Saint Octave, farmer.

Take notice that Louis Albert Deschamplain, residing in the county or district of Rimouski, in the Province of Quebec, has submitted to me for the consideration of his creditors a proposal for a composition (or extension of time or scheme of arrangement). A general meeting of creditors will be held at Mont-Joli, on the Third day of April, 1935, at the hour of Nine o'clock in the beforenoon.

Dated at Val-Brillant, this Eighteenth day of March, 1935.

GEORGES DUCASSE,
Official Receiver.

In the matter of a proposal for a composition, extension or scheme of arrangement of Mrs. Mathilda Beaulieu, of Val-Brillant, farmer.

Take notice that Mrs. Mathilda Beaulieu, residing in the county or district of Rimouski, in the Province of Quebec, has submitted to me for the consideration of her creditors a proposal for a composition (or extension of time or scheme of arrangement). A general meeting of creditors will be held at Val-Brillant, on the First day of April, 1935, at the hour of Two o'clock in the afternoon.

Dated at Val-Brillant, this Eighteenth day of March, 1935.

GEORGES DUCASSE,
Official Receiver.

In the matter of a proposal for a composition, extension or scheme of arrangement of Henri Duquette, of Notre-Dame-de-Stanbridge, farmer.

Take notice that Henri Duquette, residing in the county of Missisquoi, in the Province of Quebec, has submitted to me for the consideration of his creditors a proposal for a composition (or extension of time or scheme of arrangement). A general meeting of creditors will be held at the County Bldg., in Bedford, P. Q., on the thirtieth day of March, 1935, at the hour of half past two o'clock in the afternoon.

Dated at Sweetsburg, P. Q., this twentieth day of March, 1935.

ALBERIC PINSONNAULT,
Official Receiver.

In the matter of a proposal for a composition, extension or scheme of arrangement of Joseph Gravel, East-Broughton, farmer.

Take notice that Joseph Gravel, residing in the county or district of Beauce, in the Province

province de Québec, m'a présenté une proposition de concordat (prorogation de délai ou projet de traité) pour être soumise à ses créanciers. La réunion générale des créanciers aura lieu à East-Broughton, le dixième jour d'avril, à onze heures de l'avant-midi.

Daté à Saint-Jseph-de-Beauce, ce seizième jour de mars 1935.

Le séquestre officiel,
JOSEPH-A. LAMBERT.

En ce qui concerne la proposition d'un concordat, d'une prorogation de délai ou d'un projet de traité de M. Alfred Simoneau, Saint-Zacharie, cultivateur.

Veuillez prendre avis que M. Alfred Simoneau, demeurant dans le comté ou district de Beauce, province de Québec, m'a présenté une proposition de concordat (prorogation de délai ou projet de traité) pour être soumise à ses créanciers. La réunion générale des créanciers aura lieu à Saint-Joseph-de-Beauce, le cinquième jour d'avril, à trois heures de l'après-midi.

Daté à Saint-Joseph-de-Beauce, ce vingt-septième jour de février 1935.

Le séquestre officiel,
JOSEPH-A. LAMBERT.

En ce qui concerne la proposition d'un concordat, d'une prorogation de délai ou d'un projet de traité de Amédée Rodrigue, Saint-Ludger, cultivateur.

Veuillez prendre avis que Amédée Rodrigue, demeurant dans le comté ou district de Beauce, province de Québec, m'a présenté une proposition de concordat (prorogation de délai ou projet de traité) pour être soumise à ses créanciers. La réunion générale des créanciers aura lieu à Saint-Joseph-de-Beauce, le premier jour d'avril, à dix heures et demie de l'avant-midi.

Daté à Saint-Joseph-de-Beauce, ce deuxième jour de mars 1935.

Le séquestre officiel,
JOSEPH-A. LAMBERT.

En ce qui concerne la proposition d'un concordat, d'une prorogation de délai ou d'un projet de traité de Arthur Therrien, Saint-Samuel, cultivateur.

Veuillez prendre avis que Arthur Therrien, demeurant dans le comté ou district de Beauce, province de Québec, m'a présenté une proposition de concordat (prorogation de délai ou projet de traité) pour être soumise à ses créanciers. La réunion générale des créanciers aura lieu à Saint-Joseph-de-Beauce, le onzième jour d'avril, à dix heures et demie de l'avant-midi.

Daté à Saint-Joseph-de-Beauce, ce seizième jour de mars 1935.

Le séquestre officiel,
JOSEPH-A. LAMBERT.

En ce qui concerne la proposition d'un concordat, d'une prorogation de délai ou d'un projet de traité de Olivier Quirion, Sainte-Martine-de-Courcelles, cultivateur.

Veuillez prendre avis que Olivier Quirion, demeurant dans le comté ou district de Beauce, province de Québec, m'a présenté une proposition de concordat (prorogation de délai ou projet de traité) pour être soumise à ses créanciers. La réunion générale des créanciers aura lieu à Saint-

of Quebec, has submitted to me for the consideration of his creditors a proposal for a composition (or extension of time or scheme of arrangement). A general meeting of creditors will be held at East-Broughton, on the tenth day of April, 1935, at the hour of eleven o'clock in the forenoon.

Dated at Saint Joseph of Beauce, this sixteenth day of March, 1935.

JOSEPH A. LAMBERT,
Official Receiver.

In the matter of a proposal for a composition, extension or scheme of arrangement of Mr. Alfred Simoneau, Saint Zacharie, farmer.

Take notice that Mr. Alfred Simoneau, residing in the county or district of Beauce, in the Province of Quebec, has submitted to me for the consideration of his creditors a proposal for a composition (or extension of time or scheme of arrangement). A general meeting of creditors will be held at Saint-Joseph of Beauce, on the fifth day of April, 1935, at the hour of three o'clock in the afternoon.

Dated at Saint-Joseph of Beauce, this twenty seventh day of February, 1935.

JOSEPH A. LAMBERT,
Official Receiver.

In the matter of a proposal for a composition, extension or scheme of arrangement of Amédée Rodrigue, Saint Ludger, farmer.

Take notice that Amédée Rodrigue, residing in the county or district of Beauce, in the Province of Quebec, has submitted to me for the consideration of his creditors a proposal for a composition (or extension of time or scheme of arrangement). A general meeting of creditors will be held at Saint Joseph of Beauce, on the first day of April, 1935, at the hour of past half ten o'clock in the forenoon.

Dated at Saint Joseph of Beauce, this second day of March, 1935.

JOSEPH A. LAMBERT,
Official Receiver.

In the matter of a proposal for a composition, extension or scheme of arrangement of Arthur Therrien, Saint Samuel, farmer.

Take notice that Arthur Therrien, residing in the county or district of Beauce, in the Province of Quebec, has submitted to me for the consideration of his creditors a proposal for a composition (or extension of time or scheme of arrangement). A general meeting of creditors will be held at Saint Joseph of Beauce, on the eleventh day of April, 1935, at the hour of half past ten o'clock in the forenoon.

Dated at Saint-Joseph of Beauce, this sixteenth day of March, 1935.

JOSEPH A. LAMBERT,
Official Receiver.

In the matter of a proposal for a composition, extension or scheme of arrangement of Olivier Quirion, Sainte Martine of Courcelles, farmer.

Take notice that Olivier Quirion, residing in the county or district of Beauce, in the Province of Quebec, has submitted to me for the consideration of his creditors a proposal for a composition (or extension of time or scheme of arrangement). A general meeting of creditors will be

Joseph-de-Beauce, le quatrième jour d'avril, à deux heures de l'après-midi.

Daté à Saint-Joseph-de-Beauce, ce seizième jour de mars 1935.

Le séquestre officiel,
JOSEPH-A. LAMBERT.

En ce qui concerne la proposition d'un concordat, d'une prorogation de délai ou d'un projet de traité de Omer Nadeau, Saint-Alfred, cultivateur.

Veuillez prendre avis que Omer Nadeau, demeurant dans le comté ou district de Beauce, province de Québec, m'a présenté une proposition de concordat (proposition de délai ou projet de traité) pour être soumise à ses créanciers. La réunion générale des créanciers aura lieu à Saint-Joseph-de-Beauce, le premier jour d'avril, à une heure et demie de l'après-midi.

Daté à Saint-Joseph-de-Beauce, ce deuxième jour de mars 1935.

Le séquestre officiel,
1673-o JOSEPH-A. LAMBERT.

held at Saint Joseph of Beauce, on the fourth day of April, 1935, at the hour of two o'clock in the afternoon.

Dated at Saint-Joseph of Beauce, this sixteenth day of March, 1935.

JOSEPH A. LAMBERT,
Official Receiver.

In the matter of a proposal for a composition, extension or scheme of arrangement of Omer Nadeau, Saint Alfred, farmer.

Take notice that Omer Nadeau, residing in the county or district of Beauce, in the Province of Quebec, has submitted to me for the consideration of his creditors a proposal for a composition (or extension of time or scheme of arrangement). A general meeting of creditors will be held at Saint Joseph of Beauce, on the first day of April, 1935, at the hour of half past one o'clock in the afternoon.

Dated at Saint Joseph of Beauce, this second day of March, 1935.

JOSEPH A. LAMBERT,
1674-o Official Receiver.

Vente—Loi de faillite

Sale—Bankruptcy Act

LA LOI DE FAILLITE

VENTE A L'ENCAN

Dans l'affaire de Lucien Dufresne, hôtelier, Trois-Rivières, comté de Trois-Rivières, P. Q., cédant autorisé.

Avis est par le présent donné que JEUDI, le VINGT-CINQUIEME jour d'AVRIL 1935, à DIX heures a.m., seront vendus par encan public au bureau du soussigné, au numéro 137 rue Alexandre, Trois-Rivières, Qué., les immeubles suivants, savoir:

1. Un emplacement, sis au côté sud-ouest de la rue Duplessis-Bochard, contenant environ trente-sept pieds de largeur par cent cinq pieds de profondeur, plus ou moins, étant la partie nord-ouest du lot numéro quatorze cent soixante-cinq (P. 1465) du cadastre officiel de la cité des Trois-Rivières—avec la maison y érigée dont le pignon sud-est et la cheminée se trouvant dans ce pignon sont mitoyens, et avec les autres bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, et borné comme suit: en front à la rue Duplessis-Bochard, en profondeur au terrain du Canadien Pacifique, du côté nord-ouest au lot numéro quatorze cent soixante-quatre (1464) du même cadastre et du côté sud-est à la balance dudit lot;

2. Un emplacement, sis au côté sud-ouest de la rue Duplessis-Bochard, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la cité des Trois-Rivières comme étant le lot numéro Quatorze cent soixante-quatre (1464), contenant cinquante pieds de largeur par une profondeur d'environ cent quatre pieds dans une ligne et de cent trois pieds dans l'autre ligne, plus ou moins, borné en front à la rue Duplessis-Bochard, en arrière au terrain du chemin de Fer Canadien Pacifique, d'un côté au lot No 1463 de ce cadastre et de l'autre côté au lot No 1465 du même cadastre—avec maison dessus construite connue sous le nom de "Hôtel Continental", et autres bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

THE BANKRUPTCY ACT

AUCTION SALE

In the matter of Lucien Dufresne, hotelkeeper, Trois-Rivières, county of Trois-Rivières, P. Q., Authorized assignor.

Notice is hereby given that on THURSDAY, the TWENTY FIFTH day of APRIL, 1935, at TEN o'clock a.m., there will be sold by public auction at the office of the undersigned, at number 137 Alexandre Street, Trois-Rivières, Que., the following immovables, to wit:

1. An emplacement, situate on the Southwest side of Duplessis-Bochard Street, measuring about thirty seven feet in width by one hundred and five feet in depth, more of less, being the Northwest part of lot number fourteen hundred and sixty five (Pt. 1465) of the official cadastre of the city of Trois-Rivières—with the house thereon erected, whereof the Southeast gable wall and the chimney built in the said gable wall are *mitoyen*, and with the other buildings thereon erected, circumstances and dependencies, and bounded as follows: in front by Duplessis-Bochard Street, in depth by the land of the Canadian Pacific, on the Northwest side by lot number fourteen hundred and sixty four (1464) of the same cadastre and on the Southeast side by the residue of said lot.

2. An emplacement, situate on the Southwest side of Duplessis-Bochard Street, known and designated on the official plan and book of reference of the city of Trois-Rivières, as being lot number fourteen hundred and sixty four (1464) measuring fifty feet in width by a depth of about one hundred and four feet in one line and one hundred and three feet in the other line, more or less, bounded in front by Duplessis-Bochard Street, in rear by the land of the Canadian Pacific Railway, on one side by lot No. 1463 of said cadastre and on the other side by lot No. 1465 of same cadastre—with the house thereon erected, known under the name of "Hôtel Continental" and other buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

Cette vente est faite conformément aux articles 716 et 717 du C. C. P., et aussi à l'article 45 de la Loi de Faillite qui équivaut à une vente par le shérif.

Conditions de paiement: argent comptant.

Le syndic,
J.-H.-RENE DE COTRET.

Bureaux: 137 Alexandre,
Trois-Rivières, Qué.
19 mars 1935. 1669—12-2-o

The said sale to be made pursuant to articles 716 and 717 of the C. C. P., and also article 45 of the Bankruptcy Act, which has the effect of a Sheriff's Sale.

Conditions of payment: Cash.

J. H. RENE DE COTRET,
Trustee.

Offices: 137 Alexandre,
Trois-Rivières, Que.
March 19, 1935. 1670—12-2

VENTES PAR LE SHÉRIF

ABITIBI

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tel que mentionné plus bas.

Cour Supérieure.—District d'Abitibi.

No 3582. EPHREM FOISY, prospecteur, de Rouyn, demandeur; vs ALBERT-O. VAILLANCOURT *et al*, de Rouyn, défendeurs, à savoir:

Avis est par le présent donné que la vente des immeubles saisis dans la présente cause comme appartenant à Dame Berthe Adams, épouse séparée de biens de Philip Adams, de North-Bay, Ont., qui devait avoir lieu à Rouyn, le 26 septembre 1934, à 10 heures A.M., savoir: le quart (¼) du lot No vingt-trois (23) du bloc No quarante et un (41) du cadastre officiel de la ville de Rouyn, canton Rouyn—avec bâtisses, circonstances et dépendances, le tout apparaissant sous le No 99 rue Principale, Rouyn, sera faite à la porte de l'église paroissiale de Rouyn, MERCREDI, le DIXIEME jour d'AVRIL 1935, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
J.-U. DUMONT.

Bureau du shérif,
Amos, 18 mars 1935. 1617-o
[Première publication, 23 mars 1935]

SHERIFF'S SALES

ABITIBI

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

Superior Court.—District of Abitibi.

No. 3582. EPHREM FOISY, prospector, of Rouyn, plaintiff; vs ALBERT O. VAILLANCOURT *et al*, of Rouyn, defendants, to wit:

Notice is hereby given that the sale of the immovables seized in the present cause as belonging to Dame Berthe Adams, wife separate as to property of Philip Adams, of North Bay, Ont., which was to have taken place at Rouyn on the 26th September, 1934, at ten o'clock in the forenoon, to wit: The one quarter (¼) of lot No. twenty three (23) of block No. forty one (41) of the official cadastre of the town of Rouyn, township of Rouyn—with buildings, circumstances and dependencies, the whole appearing under No. 99 Principale street, Rouyn, will take place at the parochial church door of Rouyn, on WEDNESDAY the TENTH day of APRIL, 1935, at TEN o'clock in the forenoon.

J. U. DUMONT,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Amos, March 18, 1935. 1618
[First publication, March 23, 1935]

ARTHABASKA

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Québec.

Arthabaska, à savoir: No 1804-A. LA COMMISSION DES ACCIDENTS DU TRAVAIL DE QUÉBEC, demanderesse; vs DOMINION SAND & STONE COMPANY, LIMITED, défenderesse.

Comme appartenant à la défenderesse:

Le lot No 15 du 9e rang du canton de Durham, maintenant connu et désigné comme portant le No 736 du cadastre officiel du dit canton, en la paroisse de South Durham, dans le comté de Drummond—circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Fulgence-de-Durham, (South Durham), le VINGT-CINQUIEME jour d'AVRIL 1935, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
J.-E. GIROUARD.

Bureau du shérif,
Arthabaska, le 20 mars 1935. 1657—12-2-o
[Première publication, le 23 mars 1935]

ARTHABASKA

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Quebec.

Arthabaska, to wit: No. 1804-A. LA COMMISSION DES ACCIDENTS DU TRAVAIL DE QUÉBEC, plaintiff; vs DOMINION SAND & STONE COMPANY, LIMITED, defendant.

As belonging to the defendant:

The lot No. 15 of the 9th. range of the Township of Durham, now known and designated as being the lot No. 736 of the official plan and book of reference for the said Township, in the Parish of South Durham, in the County of Drummond—circumstances and dependances.

To be sold at the parochial church door of Saint Fulgence de Durham, (South Durham), on the TWENTY FIFTH day of APRIL, 1935, at TEN o'clock in the forenoon.

J. E. GIROUARD,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Arthabaska, March 20th., 1935. 1658—12-2-o
[First publication, March 23rd., 1935]

BEAUCE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Beauce.

Beauce, à savoir: } PANTALEON LEBRUN,
No 14271. } demandeur; contre SIMEON GOSSELIN, défendeur.

Le lot numéro quarante-cinq (45) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Ephrem-de-Tring, comté de Beauce—cirsonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Ephrem de Tring, le VINGT-CINQUIEME jour d'AVRIL prochain (1935) à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif,
Saint-Joseph, Beauce, 18 mars 1935.

Le shérif,
1619—12-2-o GUSTAVE GARANT.

[Première publication, 23 mars, 1935]

BEAUCE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Beauce.

Beauce, to wit: } PANTALEON LEBRUN,
No. 14271. } plaintiff; against SIMEON GOSSELIN, defendant.

Lot number forty five (45) of the official cadastre for the parish of Saint Ephrem de Tring, county of Beauce—circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Ephrem de Tring, on the TWENTY FIFTH day of APRIL next, 1935, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office,
Saint Joseph, Beauce, March 18, 1935.

GUSTAVE GARANT,
1620—12-2 Sheriff.

[First publication, March 23rd., 1935]

MONTRÉAL

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } ALEXANDRE GUILA-138011. } BAULT; vs KONSTANTIN ROMANCEK.

Un emplacement à Montréal, rue Charlemagne—avec bâtisses portant les numéros civiques 5107, 5109 et 5111, et les dépendances s'y rattachant, connu et désigné comme parties des lots cent cinquante (ptie Nord) et cent cinquante et un (ptie sud) de la subdivision du lot originaire cent quatre-vingt-trois, (183 pties 150 et 151) sur le plan et au livre de renvoi officiels du Village de la Côte de la Visitation, mesurant dix-sept pieds et quatre pouces de largeur par quatre-vingt-trois pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins, et bornés en front par la rue Charlemagne, en arrière par une ruelle; d'un côté par le résidu du dit lot 150; et de l'autre côté par le résidu du dit lot 151.

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-CINQUIEME jour d'AVRIL prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

Un dépôt de $360. sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, avant de recevoir son offre ou enchère, suivant jugement de l'Hon. Juge Curran, daté le 14e jour de mars 1935.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 19 mars 1935. 1621—12-2-o

[Première publication, le 23 mars 1935]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } HILAIRE LEVAC; vs
F-137015. } DAME FLORINA BESNER, épouse commune en biens de EMILE DUPRAS *et al.*, ès-nom et ès-qualité de tuteurs à Paul-Emile Chevrier.

1. Une terre sise et située dans la Côte Saint-Grégoire, paroisse Saint-Joseph-de-Soulanges, désignée aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse sous les numéros deux cent soixante et neuf, deux cent soixante-dix, deux cent soixante et onze et deux cent soixante-douze (269, 270, 271, 272) contenant huit arpents et demi de front sur seize arpents de profondeur plus ou moins. A distraire du lot numéro deux cent

MONTREAL

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } ALEXANDRE GUILA-138011. } BAULT; vs KONSTANTIN ROMANCEK.

An emplacement at Montreal, Charlemagne Street—with buildings bearing civic numbers 5107, 5109 and 5111, and the dependencies attached thereto, known and designated as parts of lots one hundred and fifty (North part) and one hundred and fifty one (South) part) of the subdivision of original lot one hundred and eighty three (183 Pts. 150 and 151) of the official plan and book of reference of the Village of Côte de la Visitation, measuring seventeen feet and four inches in width by eighty three feet in depth, English measure, more or less, and bounded in front by Charlemagne Street, in rear by a lane; on one side by the residue of said lot 150, and on the other side by the residue of said lot 151.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY FIFTH day of APRIL next, at THREE o'clock in the afternoon.

A deposit of $360.00 will be exacted from each and every bidder before receiving his offer or bid pursuant to a judgment of the Honourable Justice Curran, dated the Fourteenth day of March, 1935.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, March 19, 1935. 1622—12-2

[First publication, March 23rd, 1935]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } HILAIRE LEVAC; vs
F-137015. } DAME FLORINA BESNER, wife common as to property of EMILE DUPRAS, *et al.*, *ès-nom* and *ès-qualité*, of tutors to Paul Emile Chevrier.

1. A farm lying and situate in Côte Saint-Grégoire, parish of Saint Joseph de Soulanges, designated on the official plan and book of reference of the said parish under numbers two hundred and sixty nine, two hundred and seventy, two hundred and seventy one and two hundred and seventy two (269, 270, 271 and 272) measuring eight arpents and one half in front by sixteen arpents in depth, more or less. To be deducted

soixante-douze (272) environ trois arpents de longueur sur la largeur du lot et à prendre à l'extrémité nord dudit lot et avoisinant le lot numéro deux cent quatre-vingt des plan et livre de renvoi officiels susdits, tenant par devant au chemin de front et aux trois arpents ci-dessus distraits, par derrière aux terres du fleuve Saint-Laurent, d'un côté à un terrain ayant appartenu aux héritiers de l'Honorable M. DeBeaujeu mais appartenant aujourd'hui aux défendeurs, lequel terrain est immédiatement ci-après décrit.

2. Une terre située en la paroisse Saint-Joseph de Soulanges dans la Concession Saint-Grégoire, connue et désignée sous le numéro deux cent soixante-treize (273) aux plan et livre de renvoi officiels susdits, contenant environ vingt-trois arpents en superficie, bornée à un bout par le terrain de Joseph Levac ou représentants, à l'autre bout par les terres du fleuve Saint-Laurent;

3. Un emplacement situé en la paroisse Saint-Joseph de Soulanges, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse Saint-Joseph de Soulanges, comme faisant partie du lot numéro trois cent huit (308) de la contenance de cinquante-cinq pieds de largeur par cent cinq pieds de profondeur, mesure anglaise, tenant en front à une rue ouverte, en profondeur au terrain de Gatien Séguin ou représentants, d'un côté au terrain de Canut Laboursedière ou représentants et d'autre côté à celui de Arcade Bissonnette ou représentants, avec droit dans la susdite rue en commun avec ceux y ayant droit à la charge de l'entretenir avec eux.

Le tout pour être vendu sujets aux charges dont sont grevés les dits immeubles en faveur du demandeur et de Delle Marie Levac en vertu:

1. De la donation faite et passée devant Mtre Joseph-Rodrigue Thisdale, N.P., le 20ième jour de juin mil huit cent quatre-vingt-un par Hilaire Levac, père, à Hilaire Levac, fils, et enregistrée au Bureau d'enregistrement du comté de Soulanges, sous le numéro 9618;

2. De la donation faite et passée devant Mtre Joseph-Napoléon Legault, N.P., le onzième jour d'octobre mil neuf cent dix-sept, par Hilaire Levac à Onésime Chévrier et enregistrée au bureau d'enregistrement du comté de Soulanges, sous le numéro 25622;

3. De la convention faite et passée devant Mtre Joseph-Napoléon Légault, N.P., le 15ième jour d'octobre mil neuf cent dix-sept, entre Hilaire Levac, Onésime Chevrier et Delle Marie Levac et enregistrée au bureau d'enregistrement du comté de Soulanges sous le numéro 25623.

Une copie des actes ci-dessus relatés a été déposée au bureau du shérif de Montréal.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Joseph de Soulanges, le VINGT-CINQUIEME jour d'AVRIL prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 19 mars 1935. 1623—12-2-o
[Première publication, le 23 mars 1935]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: D-141047. ALLIANCE NATIONALE; vs ARTHUR PIGEON, es-qualité *et al.*

Un emplacement situé et ayant front sur la rue Addington, dans le quartier Notre-Dame de

from lot number two hundred and seventy two (272) about three arpents in length by the width of the lot and to be taken at the Northern extremity of said lot and adjoining lot number two hundred and eighty of the aforesaid official plan and book of reference, bounded in front by the front road and by the three arpents hereinabove deducted, in rear by the lands of the River Saint Lawrence, on one side by the land formerly belonging to the Heirs of the Honourable Mr. De Beaujeu, but now belonging to the defendants, which lot of land is immediately hereinafter described;

2. A farm situate in the parish of Saint Joseph de Soulanges, in the Saint Gregoire concession, known and designated under number two hundred and seventy three (273) of the aforesaid official plan and book of reference, containing about twenty three arpents in area, bounded at one end by the land of Joseph Levac or representatives, at the other end by the lands of the Saint Lawrence river;

3. An emplacement situate in the parish of Saint Joseph de Soulanges, known and designated on the official plan and book of reference of the parish of Saint Joseph de Soulanges, as forming part of lot number three hundred and eight, (308) measuring fifty five feet in width by one hundred and five feet in depth, English measure, bounded in front by an open street, in depth by the land of Gatien Séguin or representatives, on one side by the land of Canut Laboursedière or representatives and on the other side by that of Arcade Bissonnette or representatives, with right in the aforesaid street in common with those having a right thereto under the usual conditions of maintenance by all the parties concerned.

The whole to be sold subject to the charges encumbering the said immovables in favour of the plaintiff and Miss Marie Levac, in virtue of:

1. The donation made and passed before Me. Joseph Rodrigue Thisdale, N.P., on the 20th day of June, eighteen hundred and eighty one by Hilaire Levac, Sr., to Hilaire Levac, Jr., and registered at the Registry office of the county of Soulanges, under number 9618;

2. The donation made and passed before Me. Joseph Napoleon Legault, N.P., the eleventh day of October nineteen hundred and seventeen, by Hilaire Levac to Onésime Chevrier and registered at the Registry office of the County of Soulanges, under number 25622;

3. The agreement made and passed before Me. Joseph Napoleon Legault, N.P., on the 15th. day of October, nineteen hundred and seventeen, between Hilaire Levac, Onésime Chevrier and Miss Marie Levac and registered at the Registry Office of the county of Soulanges, under number 25623.

Copies of the abovementioned deeds have been deposited at the office of the Sheriff of Montreal.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Joseph de Soulanges, on the TWENTY FIFTH day of APRIL next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, March 19, 1935. 1624—12-2
[First publication, March 23rd, 1935]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: D-141047. ALLIANCE NATIONALE; vs ARTHUR PIGEON, *es-qualité et al.*

An emplacement situate and fronting on addington Street, in Notre Dame de Grâce Ward,

Grâce, en la cité de Montréal, et composé de deux lots de terre respectivement connus et désignés comme portant les numéros quarante-six et quarante-sept de la subdivision officielle du lot numéro cent soixante-dix-neuf, (179-46 et 47) sur le plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, mesurant chacun desdits lots de terre vingt-cinq pieds de largeur par quatre-vingt-dix pieds de profondeur, plus ou moins, mesure anglaise—avec les maisons et les autres bâtisses y érigées, les dites maisons connues comme portant respectivement autrefois les Nos civiques 12, 14, 16 et 18 de la dite rue Addington, et maintenant les Nos 938, 940, 942 et 944 de la dite rue et le droit de passage en commun avec d'autres dans la ruelle située en arrière des dits lots de terre.

Pour être vendu, à mon bureau, en la Cité de Montréal, le VINGT-CINQUIEME jour d'AVRIL prochain à ONZE heures du matin.

Un dépôt de $740. sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, avant de recevoir son offre ou enchère, suivant jugement de l'Hon. Juge Surveyer, daté le 8 mars 1935.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 19 mars 1935. 1625—12-2-o
[Première publication, 23 mars, 1935]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: LE CREDIT FONCIER FRANCO - CANADIEN; vs PYROIL DISTRIBUTING CO., LIMITED. D-129372.

Un emplacement ayant front rue Saint-Paul-Ouest, en la cité de Montréal, contenant environ soixante-deux pieds et dix pouces de largeur par une profondeur irrégulière, formant une superficie totale d'environ neuf mille six cent quatre-vingt-sept pieds, mesure anglaise et plus ou moins, connu et désigné sous le numéro soixante-neuf (69) des plan et livre de renvoi officiels du quartier ouest de la cité de Montréal—avec bâtisses susérigées.

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-CINQUIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin.

Un dépôt de $3,400. sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, avant de recevoir son offre ou enchère, suivant jugement de l'Hon. Juge Curran, daté le 14 mars 1935.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 19 mars 1935. 1627—12-2-o
[Première publication, le 23 mars 1935]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: ROYAL VICTORIA HOSPITAL; vs DAME MOLLIE ADELMAN, épouse séparée de biens de Harry Rabinovitch. A-132987.

Ce certain emplacement situé sur l'Avenue Murray, en la cité de Westmount, connu et désigné comme étant la subdivision onze des subdivisions officielles du lot numéro deux cent trente-sept (237-11) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, contenant soixante pieds en largeur par cent vingt-trois pieds et six pouces (123′ 6″) en profondeur, mesure anglaise et plus ou moins.

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-CINQUIEME jour d'AVRIL prochain à DEUX heures de l'après-midi.

Un dépôt de $3,465.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, avant de recevoir son

in the City of Montreal, and composed of two lots of land respectively known and designated as bearing numbers forty six and forty seven of the official subdivision of lot number one hundred and seventy nine (179-46 and 47) on the official plan and book of reference for the municipality of the parish of Montreal, each of said lots of land measuring twenty five feet in width by ninety feet in depth, more or less, English measure—with the houses and other buildings thereon erected, the said houses known as bearing respectively former civic numbers 12, 14, 16 and 18 of said Addington Street and now Nos. 938 940, 942 and 944 of the said Street; and right of way in common with others in the lane situate in the rear of the said lots of land.

To be sold at my office, in the City of Montreal, on the TWENTY FIFTH day of APRIL next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

A deposit of $740. shall be required from each and every bidder, before receiving his offer or bid, pursuant to a judgment of Hon. Justice Surveyer, dated March 8, 1935.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, March 19, 1935. 1826—12-2
[First publication, March 23rd., 1935]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: LE CREDIT FONCIER FRANCO - CANADIEN; vs PYROIL DISTRIBUTING CO., LIMITED. D-129372.

An emplacement fronting on Saint Paul Street West, in the city of Montreal, measuring about sixty two feet and ten inches in width by an irregular depth, forming a total area of about nine thousand six hundred and eighty seven feet English measure, and more or less, known and designated under number sixty nine (69) on the official plan and book of reference for the West Ward of the city of Montreal—with buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY FIFTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

A deposit of $3,400. shall be required from each and every bidder before receiving his offer or bid, pursuant to a judgment of Hon. Justice Curran, dated March 14, 1935.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, March 19, 1935. 1628—12-2
[First publication, March 23rd, 1935]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: ROYAL VICTORIA HOSPITAL; vs DAME MOLLIE ADELMAN, wife separate as to property of Harry Rabinovitch. A-132987.

That certain emplacement situate on Murray Avenue, in the City of Westmount, known and designated as subdivision eleven of the official subdivisions of lot number two hundred and thirty-seven (237-11) of the official plan and book of reference of the parish of Montreal, containing sixty feet in width by one hundred and twenty three feet six inches (123′ 6″) in depth English measure and more or less.

To be sold, at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY FIFTH day of APRIL next at TWO o'clock in the afternoon.

A deposit of $3,465.00 shall be exacted from each and every bidder, before receiving his offer

offre ou enchère, suivant jugement de l'Hon. Juge Curran, en date du 16 mars 1935.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 19 mars 1935. 1629—12-2
[Première publication, 23 mars, 1935]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: ANTONIO BENARD
No A-132531. *et al.*; vs PETER MERACOS *et al.*

Comme appartenant à J. Lambert Paquette, l'un des défendeurs:

Un emplacement ayant front sur la rue Clarke, à Montréal, connu et désigné sous le numéro six cent un (No 601) sur le plan et au livre de renvoi officiels du quartier Saint-Laurent—avec une maison à trois étages portant les Nos 1104 et 1106 de la rue Clarke, dont les murs latéraux sont mitoyens, et dépendances y érigées.

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-SIXIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin.

Un dépôt de $650.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur avant de recevoir son offre ou enchère, suivant jugement de l'Hon. Juge Surveyer, daté le 31 décembre 1934.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 20 mars 1935. 1659—12-2-o
[Première publication, le 23 mars 1935]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: J.-S.-U. DUPRAS, de-
No B-97748. mandeur; vs DELLE JOHANA MALONE, défenderesse.

Avis est par le présent donné que la vente de l'immeuble saisi en cette cause, qui devait avoir lieu à mon bureau, en la cité de Montréal, le vingt-sixième jour de juin 1934, aura lieu au même endroit, le DIX-HUITIEME jour d'AVRIL prochain à TROIS heures de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 29 mars 1935. 1661-o

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: THE PRUDENTIAL IN-
C-140109. SURANCE COMPANY OF AMERICA; vs LOUIS-STANISLAS BEAUDRY.

A. Un emplacement ayant front sur la rue Davidson, en la cité de Montréal, mesurant vingt pieds, deux pouces et trois-quarts en largeur en front, et vingt pieds six pouces en arrière par une profondeur de quatre-vingt-quinze pieds, mesure anglaise et plus ou moins, et composé de la subdivision numéro deux de la subdivision numéro un de la subdivision numéro cinq cent quarante-deux du lot numéro vingt-neuf (29-542-1-2), subdivision numéro deux de la subdivision numéro cinq cent quarante-deux du dit lot (29-542-2), subdivision numéro un de la subdivision numéro deux de la subdivision numéro cinq cent quarante-trois du dit lot (29-543-2-1) et subdivision numéro un de la subdivision numéro un de la subdivision numéro cinq cent quarante-trois du dit lot (29-543-1-1) aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga.

Avec la maison sus-érigée dont les murs nord-ouest et sud-est sont mitoyens avec les propriétés adjacentes respectives.

or bid, pursuant to a judgment of Hon. Judge Curran, dated March 16th., 1935.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, March 19th., 1935. 1630—12-2-o
[First publication, March 23rd., 1935

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: ANTONIO BENARD
No. A-132531. *et al.*; vs PETER MERACOS *et al.*

As belonging to J. Lambert Paquette, one of the defendants:

An emplacement fronting on Clarke Street, Montreal, known and designated under number six hundred and one (601) on the official plan and book of reference for Saint Lawrence Ward—with a three story house bearing Nos. 1104 and 1106 Clarke Street, whereof the lateral walls are *mitoyen* amd dependencies thereon erected.

To be sold, at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY SIXTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

A deposit of $650.00 will be exacted from each and every bidder, before receiving his offer or bid, pursuant to a judgment of the Hon. Justice Surveyer, dated December 31st., 1934.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, March 20, 1935. 1660—12-2
[First publication, March 23rd, 1935]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: J. S. U. DUPRAS, plain-
No. B-97748. tiff; vs MISS JOHANA MALONE, defendant.

Notice is hereby given that the sale of the immovable seized in the present cause, which was to have taken place at my office, in the city of Montreal, on the twenty sixth day of June, 1934, will be held at the same place on the EIGHTEENTH day of APRIL next, at THREE o'clock in the afternoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, March 20, 1935. 1662

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: THE PRUDENTIAL
C-140109. INSURANCE COMPANY OF AMERICA; vs LOUIS STANISLAS BEAUDRY.

A. An emplacement fronting on Davidson Street, in the city of Montreal, measuring twenty feet, two and three quarters inches in width in front and twenty feet six inches in rear by a depth of ninety five feet, English measure and more or less, and composed of subdivision number two of subdivision number one of subdivision number five hundred and forty two of lot number twenty nine (29-542-1-2), subdivision number two of subdivision number five hundred and forty two of said lot (29-542-2), subdivision number one of subdivision number two of subdivision number five hundred and forty three of said lot (29-543-2-1) and subdivision number one of subdivision number one of subdivision number five hundred and forty three of said lot (29-543-1-1), on the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga.

With the house thereon erected whereof the North-West and South-East walls are *mitoyens* with the respective adjoining properties.

Avec ensemble et sujet à un droit de vue réciproque en faveur de la propriété présentement hypothéquée et sur la dite propriété et en faveur de et sur la propriété adjacente au nord-ouest et composée de la subdivision numéro deux de la subdivision numéro un de la subdivision numéro cinq cent quarante-trois du dit lot (29-543-1-2), subdivision numéro deux de la subdivision numéro deux de la subdivision numéro cinq quarante-trois du dit lot (29-543-2-2) aux plan et livre de renvoi officiels pour le village incorporé d'Hochelaga et en faveur de et sur la propriété adjacente à la propriété présentement hypothéquée au sud-est et composée de la subdivision numéro deux de la subdivision numéro un de la subdivision numéro cinq cent quarante et un du dit lot (29-541-1-2), subdivision numéro deux de la subdivision numéro cinq cent quarante et un du dit lot (29-541-2) et subdivision numéro un de la division numéro un de la subdivision numéro cinq cent quarante-deux du dit lot (29-542-1-1) aux dits plan et livre de renvoi officiels.

B. Un emplacement ayant front sur la rue Davidson, en la cité de Montréal, mesurant dix-neuf pieds neuf pouces et un quart de pouce en largeur en front et vingt pieds trois pouces et demi en arrière sur une profondeur de quatre-vingt-quinze pieds, mesure anglaise et plus ou moins, et composé de la subdivision numéro deux de la subdivision numéro un de la subdivision numéro cinq cent quarante-trois du lot numéro vingt-neuf (29-543-1-2) et la subdivision numéro deux de la subdivision numéro deux de la subdivision numéro cinq cent quarante-trois du dit lot (29-543-2-2) aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga.

Avec la maison sus-érigée dont le mur sud-est est mitoyen avec la propriété adjacente.

Avec ensemble et sujet à un droit de vue réciproque en faveur de la propriété présentement hypothéquée et sur la dite propriété en faveur de et sur la propriété adjacente au sud-est et composée de la subdivision numéro deux de la subdivision numéro un de la subdivision numéro cinq cent quarante-deux du lot numéro vingt-neuf (29-542-1-2), subdivision numéro deux de la subdivision numéro cinq cent quarante-deux du dit lot (29-542-2), subdivision numéro un de la subdivision numéro deux de la subdivision numéro cinq cent quarante-trois du dit lot (29-543-2-1) et la subdivision numéro un de la subdivision numéro un de la subdivision numéro cinq cent quarante-trois du dit lot (29-543-1-1) aux dits plan et livre de renvoi officiels.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-SIXIEME jour d'AVRIL prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Un dépôt de $650.00 quant au paragraphe A et $650.00 quant au paragraphe B sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'Hon. Juge Curran, en date du 14 mars 1935.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 20 mars 1935. 1665—12-2
[Première publication, le 23 mars 1935]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: { HORACE - ALBERT
F-143153. { VALLIERES; vs
LES HÉRITIERS DE ANGELBERT SANSCHAGRIN.

Un terrain, sis Avenue Papineau entre le Boulevard Saint-Joseph et l'Avenue Laurier, côté

Together with and subject to a reciprocal right of view in favour of the property presently hypothecated and upon the said property and in favour of and upon the property adjoining the same to the North-West and composed of subdivision number two of subdivision number one of subdivision number five hundred and forty three of said lot (29-543-1-2), subdivision number two of subdivision number two of subdivision number five hundred and forty three of said lot (29-543-2-2), on the official plan and book of reference of the Incorporated Village of Hochelaga and in favour of and upon the property adjoining the property presently hypothecated to the South-East and composed of subdivision number two of subdivision number one of subdivision number five hundred and forty one of said lot (29-541-1-2), subdivision number two of subdivision number five hundred and forty one of said lot (29-541-2) and subdivision number one of subdivision number one of subdivision number five hundred and forty two of said lot (29-542-1-1) on the said official plan and book of reference.

B. An emplacement fronting on Davidson Street, in the city of Montreal, measuring nineteen feet nine inches and one quarter in width in front and twenty feet three inches and one half in rear by a depth of ninety five feet, English measure and more or less, and composed of subdivision number two of subdivision number one of subdivision number five hundred and forty three of lot number twenty nine (29-543-1-2) and subdivision number two of subdivision number two of subdivision number five hundred and forty three of said lot (29-543-2-2), on the official plan and book of reference of the Incorporated Village of Hochelaga.

With the house thereon erected whereof the South-East wall is *mitoyen* with the adjoining property.

Together with and subject to a reciprocal right of view in favour of the property presently hypothecated and upon the said property in favour of and upon the property adjoining the same to the South-East and composed of subdivision number two of subdivision number one of subdivision number five hundred and forty two of lot number twenty nine (29-542-1-2) subdivision number two of subdivision number five hundred and forty two of said lot (29-542-2), subdivision number one of subdivision number two of subdivision number five hundred and forty three of said lot (29-543-2-1) and subdivision number one of subdivision number one of subdivision number five hundred and forty three of said lot (29-543-1-1), on the said official plan and book of reference.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY SIXTH day of APRIL next, at TWO o'clock in the afternoon.

A deposit of $650.00 as to paragraph A and $650. 00 as to paragraph B shall be exacted from each and every bidder pursuant to a Judgment of Hon. Justice Curran, dated March 14th., 1935.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, March 20th., 1935. 1666—12-2-o
[First publication, March 23rd, 1935]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: { HORACE ALBERT
F-143153. { VALLIERES; vs
THE HEIRS OF ANGELBERT SANSCHAGRIN.

A lot of land, situate on Papineau Avenue between Saint Joseph Boulevard and Laurier

Ouest, à Montréal, désigné sous le No cinq cent soixante et cinq (565) de la subdivision du lot No trois cent trente-neuf (339) aux plan et livre de renvoi officiels du village de la Côte Saint-Louis, mesurant vingt-cinq pieds de largeur, par cent dix-huit pieds de profondeur, plus ou moins, mesure anglaise, avec droit de passage dans les ruelles desservant cet emplacement, en commun avec tous autres y ayant droit—avec les constructions y érigées et portant les Nos 5020 à 5028 de la dite Avenue.

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-SIXIEME jour d'AVRIL prochain, à ONZE heures du matin.

Un dépôt de $1,000.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'Hon. Juge Curran, daté le 18 mars 1935.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 20 mars 1935. 1663—12-2-o
[Première publication, le 23 mars 1935]

Avenue, West side, at Montreal, designated under number five hundred and sixty five (565) of the subdivision of lot number three hundred and thirty nine (339) of the official plan and book of reference of the Village of Côte Saint Louis, measuring twenty five feet in width by one hundred and eighteen feet in depth, more or less, English measure, with right of way in the lanes serving the said emplacement, in common with all others having a right thereto—with the buildings thereon erected bearing Nos. 5020 to 5028 of said Avenue.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY SIXTH day of APRIL next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

A deposit of $1,000.00 will be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the Hon. Justice Curran, dated March 18th., 1935.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, March 20th., 1935. 1664—12-2
[First publication, March 23rd., 1935]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } J.-ARTHUR BRULÉ *et*
D-135955. } J. *al.*; vs DAME ARMANDINE LABERGE, épouse de Thomas Kelly, et ce dernier partie aux présentes pour autoriser sa dite épouse.

Un lot de terre ayant front sur la Huitième Avenue, dans le quartier Rosemont, de ladite cité de Montréal, portant le No deux mille cent quarante-cinq sur le plan de subdivision du lot originaire désigné par le No cent soixante-douze (No 172-2145) sur le plan et au livre de renvoi officiels du village de la Côte Visitation. Cet immeuble mesure vingt-cinq pieds de largeur sur soixante-dix-huit pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins—avec bâtisses y érigées portant les numéros civiques 5769 à 5773 de la Huitième Avenue, dans le quartier Rosemont, dite cité de Montréal.

Avec les servitudes actives et passives, apparentes et occultes attachées au dit immeuble, et plus particulièrement sujet à un droit de vue en rapport avec les ouvertures et vues non fixes le long des lignes latérales, entre autres, contre le dit lot No 2145 mentionné en un Acte d'Etablissement de servitudes passé devant J.-H.-H. Lippé, notaire, le quatre avril, mil neuf cent vingt-cinq, enregistré au Bureau d'Enregistrement de Montréal sous numéro 77473.

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le CINQUIEME jour d'AVRIL prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 26 février 1935. 1219—9-2-o
[Première publication, le 2 mars 1935]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } J. ARTHUR BRULÉ *et*
D-135955. } J. *al.*; vs DAME ARMANDINE LABERGE, wife of Thomas Kelly, and the latter a party hereto to authorize his said wife.

A lot of land fronting on Eighth Avenue, in Rosemount Ward, of the said city of Montreal, bearing number two thousand one hundred and forty five on the subdivision plan of the original lot designated under number one hundred and seventy two (No. 172-2145) on the official plan and book of reference for the Village of Côte de la Visitation. Said immovable measuring twenty five feet in width by seventy eight feet in depth, English measure and more or less—with the buildings thereon erected, bearing civic numbers 5769 to 5773 Eighth Avenue, in Rosemount Ward, said city of Montreal.

With the active and passive, apparent and unapparent servitudes attached to the said immovable and more particularly, subject to a right of view in connection with the openings and non-fixed views along the lateral lines, amongst others, against the said lot No. 2145 mentioned in a deed establishing servitudes, passed before J. H. H. Lippé, Notary, on the fourth day of April, nineteen hundred and twenty five, registered at the Registry Office of Montreal, under number 77473.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIFTH day of APRIL next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, February 26th., 1935. 1220—9-2
[First publication, March 2nd., 1935]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } ALEXANDRE DION-
F-137796. } NE *et al., es-qual.*; vs PETER SAMUEL WISE; et JOHN-B. PARENT, curateur au délaissement.

Un emplacement ayant front sur la rue Mozart, dans le quartier Laurier, dans la cité de Montréal, contenant 32 pieds 6 pouces de largeur par 80 pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins—avec les bâtisses dessus érigées; portant les numéros civiques 119, 121, 123, 125, 127 et 129 ouest de la rue Mozart, avec le droit de pas-

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } ALEXANDRE DION-
F-137796. } NE *et al., es-qual.*; vs PETER SAMUEL WISE; and JOHN B. PARENT, curator to the surrender of property made herein.

An emplacement fronting on Mozart Street, in Laurier Ward, in the city of Montreal, containing 32 feet 6 inches in width by 80 feet in depth, English measure, more or less—with the buildings thereon erected; bearing civic numbers 119, 121, 123, 125, 127 and 129 Mozart Street West, with a right of way in common in the lane situate

sage en commun dans la ruelle située en arrière dudit emplacement, ledit emplacement étant composé:

1. D'un lot étant la subdivision officielle No 1517 du lot originaire No 11 des plan et livre de renvoi officiels pour le village incorporé de la Côte Saint-Louis, contenant 24 pieds de front par 80 pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins;

2. D'une partie d'un lot étant la subdivision No 1518 du lot originaire No 11, des plan et livre de renvoi officiels du Village incorporé de la Côte Saint-Louis, contenant, ladite partie de lot, 8 pieds et 6 pouces de largeur par 80 pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins, et bornée en front par la rue Mozart, en arrière par une ruelle, d'un côté par le lot 1517 et de l'autre côté par la balance du dit lot 1518.

Pour être vendu, en bloc, à mon bureau, en la cité de Montréal, le CINQUIEME jour d'AVRIL prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Un dépôt de $900. sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'Hon. Juge Curran, daté le 19 février 1935.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 26 février 1935. 1221—9-2-o
[Première publication, le 2 mars 1935]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: 142031. GERALD FORTIN *et al.*; vs ARMAND-R. LAVERGNE.

Deux lots de terre, à Montréal, quartier Villeray, rue Boyer, mesurant chacun vingt-cinq pieds de largeur par quatre-vingt-dix pieds de profondeur, mesure anglaise, connus et désignés sous les numéros cent trente-deux-A, et cent trente-trois-A de la subdivision du lot quatre cent quatre-vingt-huit (488–132A et 133A) sur le plan et au livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet—avec toutes les constructions dessus érigées portant les numéros civiques 7492 et suivants, rue Boyer, et les servitudes s'y rattachant notamment droit de passage sur partie du lot voisin No 488–134B du même cadastre, tel que plus amplement décrit dans l'acte du 20 mars 1918, devant Me. C.-A. Lavimodière, notaire, enregistré sous le No 357695 à Hochelaga et Jacques-Cartier.

Pour être vendus, à mon bureau, en la cité de Montréal, le CINQUIEME jour d'AVRIL prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 26 février 1935. 1223—9-2-o
[Première publication, le 2 mars 1935]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: B-121980. JOSEPH NEVEU, demandeur; vs ST-LAWRENCE INVESTMENT AND TRUST COMPANY, défenderesse, faillie, et A. B. BROWN, *es-qualité* de liquidateur.

Comme appartenant à la défenderesse, faillie, et entre les mains du dit liquidateur:

Un emplacement ayant front sur la rue Masson en la cité de Montréal, connu et désigné comme subdivision numéro cent cinquante de la subdivision du lot numéro cent quatre-vingt-un (181-150) aux plan et livre de renvoi officiels du Village Incorporé de la Côte de la Visitation—avec droit de passage en commun, avec tous les autres y ayant droit, dans la ruelle en arrière, et avec

in rear of said emplacement, the said emplacement being composed of:

1. A lot of land being official subdivision No. 1517 of original lot No. 11 of the official plan and book of reference for the incorporated village of Côte Saint Louis, containing 24 feet in front by 80 feet in depth, English measure, more or less;

2. Part of a lot of land being subdivision No. 1518 of original lot No. 11 of the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte Saint Louis, containing, said part of lot, 8 feet and 6 inches in width by 80 feet in depth, English measure, more or less, and bounded in front by Mozart Street, in rear by a lane, on one side by lot 1517 and on the other side by the residue of said lot 1518.

To be sold *en bloc*, at my office, in the city of Montreal, the FIFTH day of APRIL next, at TWO o'clock in the afternoon.

A deposit of $900.00 shall be required from each and every bidder pursuant to a judgment of the Hon. Justice Curran, dated the 19th February, 1935.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, February 26th, 1935. 1222—9-2
[First publication, March 2nd, 1935]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: 142031. GERALD FORTIN *et al.*; vs ARMAND R. LAVERGNE.

Two lots of land, at Montreal, Villeray Ward, Boyer Street, measuring, each lot, twenty five feet in width by ninety feet in depth, English measure, known and designated under numbers one hundred and thirty two A and one hundred and thirty three A of the subdivision of lot four hundred and eighty eight (488–132A and 133A) on the official plan and book of reference of the parish of Sault-au-Recollet—with all the buildings thereon erected, bearing civic numbers 7492 and following, Boyer Street, and the servitudes attached thereto especially a right of way on part of the neighboring lot No. 488–134B of the same cadastre, as more fully described in the deed of the 20th. March, 1918, before Mtre. C. A. Lavimodiere, notary, registered under No. 357695 at Hochelaga and Jacques Cartier.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIFTH day of APRIL next, at THREE o'clock in the afternoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, February 26th., 1935. 1224—9-2
[First publication, March 2nd., 1935]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: B-121980. JOSEPH NEVEU, plaintiff; vs ST. LAWRENCE INVESTMENT AND TRUST COMPANY, insolvent defendant; and A. B. BROWN, *es-qualité* Liquidator.

As belonging to the insolvent defendant and in the hands of the Liquidator:

An emplacement fronting on Masson Street, in the city of Montreal, known and designated as subdivision number one hundred and fifty of the subdivision of lot number one hundred and eighty one (181-150), on the official plan and book of reference for the incorporated Village of Côte de la Visitation—with right of way, in common with all others having rights therein, in the lane in the

bâtisses y érigées sur la rue Masson et sur la dix-huitième avenue, le mur sud-est de ladite bâtisse étant mitoyen, portant le numéro civique 3800 rue Masson, Montréal.

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le CINQUIEME jour d'AVRIL prochain, à DEUX heures ET DEMIE de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 26 février 1935. 1225—9-2-o
[Première publication, le 2 mars 1935]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : { THE PRUDENTIAL
No D-135865. { INSURANCE COMPANY OF AMERICA; vs NAPOLEON ALARIE, *es-qual., et al.*

Un emplacement situé au coin sud de l'Avenue Villeray et de la rue Saint-Denis, en la cité de Montréal, connu comme étant le lot de subdivision numéro deux cent soixante-quatorze du lot originaire numéro deux mille six cent quarante-trois (2643-274), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Laurent, ledit emplacement ayant une largeur de vingt-cinq pieds trois pouces en front et vingt-cinq pieds, un pouce en arrière par une profondeur de cent pieds contenant en superficie deux mille cinq cent vingt-cinq pieds (2525), mesure anglaise, plus ou moins.

Avec toutes les bâtisses sus-érigées, avec ensemble le droit de passage en commun avec les autres dans la ruelle connue comme étant le lot de subdivision numéro deux cent soixante-quinze du lot originaire numéro deux mille six cent quarante-trois (2643-275) des mêmes plan et livre de renvoi officiels de la paroisse Saint-Laurent.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le CINQUIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin.

Un dépôt de $3,000.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'honorable Juge Surveyer, en date du 7 février 1935.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 26 février 1935. 1227—9-2
[Première publication, le 2 mars 1935]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : { THE PRUDENTIAL
E-136908. { INSURANCE COMPANY OF AMERICA; vs DAME ALIDA VALIN, veuve de feu Léon Couture.

a) Un emplacement ayant front sur la Neuvième Avenue, en la cité de Montréal, connu comme étant le lot de subdivision numéro mille neuf cent soixante-cinq du lot originaire numéro cent soixante-douze (172-1965) aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte de la Visitation, mesurant vingt-cinq pieds en largeur par soixante-dix-huit pieds en profondeur, et contenant en superficie mille neuf cent cinquante pieds, mesure anglaise—avec une maison sus-érigée dont les murs sud-est et nord-ouest sont mitoyens; avec ensemble le droit de passage en commun avec d'autres y ayant droit, dans la ruelle en arrière du dit emplacement.

b) Un emplacement ayant front sur la Neuvième Avenue, en la cité de Montréal, connu comme étant la subdivision numéro mille neuf cent soixante-six du lot originaire numéro cent soixante-douze (172-1966) aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte de la Visitation, mesurant vingt-cinq pieds en larrear, and with buildings thereon erected on Masson Street, and on Eighteenth Avenue, the Southeast wall of the said building being a party wall, bearing civic number 3800 Masson Street, Montreal.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIFTH day of APRIL next, at HALF PAST TWO o'clock in the afternoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, February 26, 1935. 1226—9-2
[First publication, March 2nd, 1935]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: { THE PRUDENTIAL
No. D-135865. { INSURANCE COMPANY OF AMERICA; vs NAPOLEON ALARIE, *es-qual., et al.*

An emplacement on the South corner of Villeray Avenue and Saint Denis Street, in the city of Montreal, known as subdivision lot number two hundred and seventy four of the original lot number two thousand six hundred and forty three (2643-274), upon the official plan and book of reference of the parish of Saint Laurent, said emplacement having a width of twenty five feet three inches in front and twenty five feet one inch in rear by a depth of one hundred feet, containing in area two thousand five hundred and twenty five feet (2525), English measure, more or less.

With all the buildings thereon erected together with the right of passage in common with others in the lane known as subdivision lot number two hundred and seventy five of the original lot number two thousand six hundred and forty three (2643-275) on the same plan and book of reference of the parish of Saint Laurent.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIFTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

A deposit of $3,000.00 shall be exacted from each and every bidder pursuant to a judgment of Hon. Judge Surveyer, dated February 7th, 1935.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, February 26th, 1935. 1228—9-2-o
[First publication, March 2nd, 1935]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: { THE PRUDENTIAL
E-136908. { INSURANCE COMPANY OF AMERICA; vs DAME ALIDA VALIN, widow of the late Léon Couture.

a) An emplacement fronting on Ninth Avenue, in the City of Montreal, known as the subdivision lot number nineteen hundred and sixty five of the original lot number one hundred and seventy-two (172-1965), on the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte de la Visitation, measuring twenty five feet in width by seventy eight feet in depth, and containing in area one thousand nine hundred and fifty feet, English measure—with a house thereon erected whereof the South-East and North-West walls are *mitoyens*; together with the right of passage in common with others having rights therein, in the lane in rear of said emplacement.

b) An emplacement fronting on Ninth Avenue, in the City of Montreal, known as the subdivision number nineteen hundred and sixty six of the original lot number one hundred and seventy two (172-1966), on the official plan and book of reference of the Incorporated Village of Côte de la Visitation, measuring twenty five feet in width in

geur, en front, et vingt-cinq pieds deux dixièmes de pied en largeur, en arrière, tel qu'occupé actuellement, par soixante-dix-huit pieds en profondeur, et contenant en superficie, mille neuf cent cinquante-sept pieds et huit dixièmes de pied, mesure anglaise—avec une maison sus-érigée dont le mur sud-est est partiellement mitoyen, et avec un garage en arrière; avec ensemble le droit de passage en commun avec d'autres y ayant droit dans la ruelle en arrière du dit emplacement.

Pour être vendus, à mon bureau, en la cité de Montréal, le CINQUIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures ET DEMIE du matin.

Un dépôt de $500.00 quant au paragraphe *a* et $550.00 quant au paragraphe *b* sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'Hon. Juge Curran, en date du 25 février 1935.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 26 février 1935. 1229—9-2
[Première publication, le 2 mars 1935]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: 136901. LA CORPORATION DE GARANTIE DE TITRES ET DE FIDUCIE DU CANADA *et al.*; vs DAME VICTORINE LAROCQUE, veuve de feu Hercule Domina Saint-Denis.

Ce certain emplacement ayant front sur la rue Saint-Urbain, en la cité de Montréal, étant composé des lots numéros trois cent soixante-dix-neuf, et trois cent quatre-vingt (Nos 379 et 380) aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Laurent—avec les édifices sus-érigées y compris ceux portant les numéros civiques 1246 à 1258, les deux inclusivement, de la dite rue Saint-Urbain, dont le mur de pignon sud-est est mitoyen avec la propriété adjacente.

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUATRIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin.

Un dépôt de $1,400.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant Jugement de l'Hon. Juge Curran, daté le 21 février 1935.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 27 février 1935. 1247—9-2-o
[Première publication, le 2 mars 1935]

front, and twenty five feet two tenths of a foot in width in rear, according to actual occupation, by seventy eight feet in depth, and containing in area one thousand nine hundred and fifty seven feet eight tenths of a foot, English measure —with a house thereon erected whereof the South-East wall is partly *mitoyen*, and with a garage in rear; together with the right of passage in common with others having rights therein, in the lane in rear of said emplacement.

To be sold, at my office, in the city of Montreal, on the FIFTH day of APRIL next, at HALF PAST TEN o'clock in the forenoon.

A deposit of $500.00 as to paragraph *a* and $550.00 as to paragraph *b* shall be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of Hon. Judge Curran, dated February 25th, 1935.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, February 26th, 1935. 1230—9-2-o
[First publication, March 2nd, 1935]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: 136901. LA CORPORATION DE GARANTIE DE TITRES ET DE FIDUCIE DU CANADA *et al*; vs DAME VICTORINE LAROCQUE, widow of the late Hercule Domina Saint Denis.

That certain emplacement fronting on Saint Urbain Street, in the city of Montreal, being composed of lots numbers three hundred and seventy nine and three hundred and eighty (Nos. 379 and 380) upon the official plan and book of reference of the Saint-Lawrence Ward—with the buildings thereon erected including those bearing civic Nos. 1246 to 1258, both inclusive, of said Saint Urbain Street, the Southeast gable wall whereof is *mitoyen* with the adjoining property.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the FOURTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

A deposit of $1,400.00 will be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the Hon. Justice Curran, dated February 21st., 1935.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, February 27th., 1935. 1248—9-2
[First publication, March 2nd., 1935]

NICOLET

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Province de Québec, District de Montréal, No 142052. LUCIEN BÉLIVEAU, avocat pratiquant, des cité et district de Montréal, demandeur; vs GÉRARD BÉLIVEAU, des cité et district de Montréal, défendeur.

1. Une terre à Saint-Célestin, rang du Pays-Brûlé, connue et désignée sous le numéro cent soixante-treize (No 173) du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Célestin, comté de Nicolet—avec les bâtisses et la maison y érigées, circonstances et dépendances, bornée en avant par le chemin du Pays-Brûlé, en arrière par le canton d'Aston, d'un côté par François Girard, et de l'autre côté par Albert McMahon.

2. Une autre terre, en la paroisse de Saint-Grégoire, en la concession Saint-Charles, d'un arpent de front sur la profondeur de douze arpents, le tout plus ou moins, bornée au nord par les représentants de Joseph Poirier, en profondeur par le front des terres de la concession du

NICOLET

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

Province of Quebec, District of Montreal, No. 142052. LUCIEN BÉLIVEAU, practicing advocate, of the city and district of Montreal, plaintiff; vs GERARD BELIVEAU, of the city and district of Montreal, defendant.

1. A farm at Saint Celestin, in the Du Pays-Brûlé range, known and designated under number one hundred and seventy three (No. 173) of the official cadastre of the parish of Saint Celestin, county of Nicolet—with the buildings and house thereon erected, circumstances and dependencies, bounded in front by the du Pays-Brûlé road, in rear by the township of Aston, on one side by François Girard, and on the other side by Albert McMahon.

2. Another farm in the parish of Saint Gregoire, in the Saint Charles concession, measuring one arpent in front by a depth of twelve arpents, the whole more or less, bounded on the North by the representatives of Joseph Poirier, in depth by the front of the lands of the concession du

Pays-Brûlé, au nord-est par les représentants de Napoléon Desfossés, et au sud-ouest par les représentants de Dolphis Désilets—avec la bâtisse y érigée, connue et désignée comme étant partie sud du côté sud-ouest du lot numéro six cent soixante-deux (Ptie No 662) du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Grégoire, comté de Nicolet.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Saint-Célestin, district de Nicolet, le numéro cent soixante-treize (No 173) MERCREDI, le TROISIEME jour d'AVRIL, mil neuf cent trente-cinq, à DEUX heures de l'après-midi.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Saint-Grégoire, district de Nicolet, partie du lot numéro six cent soixante-deux (Ptie No 662) JEUDI, le QUATRIEME jour d'AVRIL, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, J.-H. ROUSSEAU,
Nicolet, le 25 février 1935. 1199—9-2-o
[Première publication, le 2 mars 1935]

Pays-Brûlé, on the Northeast by the representatives of Napoléon Desfossés, and on the Southwest by the representatives of Dolphis Désilets—with the building thereon erected, known and designated as being the South part of the Southwest side of lot number six hundred and sixty two (Pt. No. 662) of the official cadastre of the parish of Saint Gregoire, county of Nicolet.

To be sold at the parochial church door of Saint Celestin, district of Nicolet, number one hundred and seventy three (No. 173) on WEDNESDAY, the THIRD day of APRIL, nineteen hundred and thirty five, at TWO o'clock in the afternoon.

To be sold at the parochial church door of Saint Gregoire, district of Nicolet, part of lot number six hundred and sixty two (Pt. No. 662) on THURSDAY, the FOURTH day of APRIL, at TEN o'clock in the forenoon.

J. H. ROUSSEAU,
Sheriff's Office, Sheriff.
Nicolet, February 25th., 1935. 1200—9-2
First publication, March 2nd., 1935]

QUÉBEC

FIERI FACIAS.
Cour de Magistrat.

Québec, à savoir: ADRIEN BLAIS, de la cité de Québec, faisant affaires sous la raison sociale de "The Quebec New Collection System"; contre CHARLES CHATEAUVERT, de Saint-Raymond, dans le comté de Portneuf, à savoir:

No 47535.

Partie du lot No 41 (quarante et un) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Raymond, comté de Portneuf, étant un emplacement situé dans le village, contenant 45 pieds de largeur sur 90 pieds de profondeur, mesure anglaise, bornée en front au nord-est au chemin du Roi, en arrière au sud-ouest, d'un côté au nord et de l'autre côté au sud par Napoléon Genois—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Saint-Raymond, comté de Portneuf, le VINGT-SIXIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures et DEMIE du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, L. LAPIERRE.
Québec, le 20 mars 1935. 1633—12-2-o
[Première publication, le 23 mars 1935]
[Deuxième publication, le 6 avril 1935]

FIERI FACIAS.
Cour de Magistrat.

Québec, à savoir: ADRIEN BLAIS, de la cité de Québec, faisant affaires sous la raison sociale de "The Quebec New Collection System"; contre JOSEPH-CHARLES HAMEL, de Saint-Raymond, dans le comté de Portneuf, à savoir:

No 47888.

Le lot No 587 (cinq cent quatre-vingt-sept) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Raymond, comté de Portneuf, étant un lot de terre situé premier rang nord-est de Bourg Louis—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Raymond, comté de Portneuf, le VINGT-SIXIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures et DEMIE du matin.

Le shérif
Bureau du shérif, L. LAPIERRE.
Québec, 20 mars 1935. 1635—12-2-o
[Première publication, 23 mars 1935]
[Deuxième publication, 6 avril 1935]

QUEBEC

FIERI FACIAS.
Magistrate's Court.

Quebec, to wit: ADRIEN BLAIS, of the city of Quebec, carrying on business under the firm name and style of "The Quebec New Collection System"; against CHARLES CHATEAUVERT, of Saint Raymond, in the county of Portneuf, to wit:

No. 47535.

Part of lot No. 41 (forty one) of the official cadastre for the parish of Saint Raymond, county of Portneuf, being an emplacement situate in the village, measuring 45 feet in width by 90 feet in depth, English measure, bounded in front on the Northeast by the King's Highway, in rear on the Southwest, on one side on the North and on the other side on the South by Napoleon Genois—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Saint Raymond, county of Portneuf, on the TWENTY SIXTH day of APRIL next, at HALF PAST TEN o'clock in the forenoon.

L. LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, March 20th., 1935. 1634—12-2
[First publication, March 23rd., 1935]
[Second publication, April 6th., 1935]

FIERI FACIAS
Magistrate's Court.

Quebec, to wit: ADRIEN BLAIS, of the city of Quebec, carrying on business under the firm name and style of "The Quebec New Collection System"; against JOSEPH CHARLES HAMEL, of Saint Raymond, in the county of Portneuf, to wit:

No. 47888.

Lot No. 587 (five hundred and eighty seven) of the official cadastre of the parish of Saint Raymond, county of Portneuf, being a lot of land situate in the first Northeast range of Bourg-Louis—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Saint Raymond, county of Portneuf, on the TWENTY SIXTH day of APRIL next, at HALF PAST TEN o'clock in the forenoon.

L. LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, March 20, 1935. 1636—12-2
[First publication, March 23rd., 1935]
[Second publication, April 6, 1935]

RICHELIEU

FIERI FACIAS.

Cour Supérieure.

Province de Québec, District de Richelieu, No 8536. } JOSEPH VARY, propriétaire de garage, de la ville de Saint-Ours, district de Richelieu, demandeur; contre ALBERT ARPIN, agent d'assurance, du même lieu, défendeur, à savoir:

La moitié indivise, étant la partie sud, d'un terrain de forme irrégulière, situé en la ville de Saint-Ours, mesurant quarante-cinq pieds de front sur quarante pieds de profondeur et de là prenant cent pieds de largeur sur quatre-vingt treize pieds de profondeur; tenant devant à la rue Immaculée Conception (laissant le passage actuel aux propriétaires du Manoir de Saint-Ours), derrière à un passage conduisant au Manoir de Saint-Ours, d'un côté au terrain du Manoir de Saint-Ours, de l'autre côté à la rue Saint-Charles, et connu au cadastre de la ville de Saint-Ours, comme étant partie du lot numéro un (1); —avec la moitié sud d'une maison y érigée et un hangar à bois.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Saint-Ours, MARDI, le DEUXIEME jour du mois d'AVRIL mil neuf cent trente-cinq (1935), à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, MICHEL ST-GERMAIN.
Sorel, le 26 février 1935. 1231—9-2-o

[Première publication, le 2 mars 1935]

RICHELIEU

FIERI FACIAS.

Superior Court.

Province of Quebec, District of Richelieu, No. 8536. } JOSEPH VARY, garage owner, of the Town of Saint Ours, district of Richelieu, plaintiff; against ALBERT ARPIN, insurance agent, of the same place, defendant, to wit:

The undivided half, being the South part of a lot of land of irregular figure, situate in the Town of Saint Ours, measuring forty five feet in front by forty feet in depth, and thence measuring one hundred feet in width by ninety three feet in depth; bounded in front by "Immaculée-Conception" Street, (leaving the present right of way to the owners of the Manoir de Saint Ours) in the rear by a passage leading to the Manoir de Saint Ours, on one side by the land of theManoir de Saint Ours, on the other side by Saint Charles Street, and known on the cadastre for the Town of Saint Ours as being part of lot number one (1); —with the South half of a house thereon erected, and a wood-shed.

To be sold at the parochial church door of Saint Ours, on TUESDAY, the SECOND day of the month of APRIL, nineteen hundred and thirty five (1935), at TWO o'clock in the afternoon.

MICHEL ST-GERMAIN,

Sheriff's Office, Sheriff.
Sorel, February 26, 1935. 1232—9-2

[First publication, March 2nd, 1935]

SAINT-HYACINTHE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Saint-Hyacinthe.

Saint-Hyacinthe, à savoir: No. 2672. } ALPHONSE LARIVIERE, demandeur; contre PIERRE LARIVIERE, défendeur.

Une terre sise et située en la paroisse de Saint-Judes, sur le rang Nord Fleury, de deux arpents de large, plus ou moins, sur la longueur de la concession, voisine de Avila Larivière et Ovila Magnan, étant les lots de terre numéros quarante-huit et quarante-neuf (48 et 49) aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Judes, MERCREDI, le TROISIEME jour d'AVRIL prochain (1935), à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, JOS.-L. CORMIER.
Saint-Hyacinthe, ce 25 février 1935.

[Première publication, 2 mars, 1935]

1201—9-2-o

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Saint-Hyacinthe.

No 2720. } VITALINE LUSSIER *et al.*, demanderesses; contre ADRIEN ROIREAU DIT LALIBERTÉ, défendeur.

Une terre sise et située en la paroisse de Saint-Simon, sur le cinquième rang, de trois arpents de large sur trente arpents de profondeur, le tout plus ou moins, bornée d'un côté au rang Sainte-Madeleine, de l'autre côté à Eusèbe Roireau dit Laliberté ou représentants, à un bout aux terres de Louis Beaudoin, et à l'autre bout à Xavier Lapierre, connue et désignée sous le lot numéro

SAINT HYACINTHE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint-Hyacinthe.

Saint-Hyacinthe, to wit: No. 2672. } ALPHONSE LARIVIERE, plaintiff; against PIERRE LARIVIERE, defendant.

A land situate in the parish of Saint Judes, on the Fleury North, containing two arpents in width, more or less, by the length of the concescession, neighboring of Avila Larivière and Ovila Magnan, being lots numbers forty eight and forty nine (48 and 49) on the official plan and book of reference of the said parish—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Saint Judes, WEDNESDAY, on the THIRD day of APRIL next (1935), at TWO o'clock in the afternoon.

JOS. L. CORMIER,

Sheriff's Office, Sheriff.
Saint Hyacinthe, February 25th., 1935.

[First publication, March 2nd., 1935]

1202—9-2-o

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Hyacinthe.

No. 2720. } VITALINE LUSSIER *et al.*, plaintiffs; against ADRIEN ROIREAU ALIAS LALIBERTÉ, defendant.

A land situate in the parish of Saint Simon, on the fifth range, containing three arpents in width by thirty arpents in depth, the whole more or less, bounded on one side by the Sainte Madeleine range, on the other side by Eusebe Roireau alias Laliberté or representatives, at one end the lands of Louis Beaudoin, and on the other end by Xavier Lapierre, known and designated under

trois cent vingt-sept (327) aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse—avec les bâtisses y érigées; à distraire de ce lot les parties vendues pour le chemin de fer Canadien National.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Simon, MARDI, le DEUXIEME jour d'AVRIL prochain (1935), à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, JOS.-L. CORMIER.
Saint-Hyacinthe, 23 février 1935.
[Première publication, le 2 mars 1935]
1203—9-2-o

lot number three hundred and twenty seven (327) on the official plan and book of reference of the said parish—with the buildings thereon erected; to withdraw from said lot the parts sold to the Canadian National Railway.

To be sold at the parochial church door of Saint Simon, TUESDAY, on the SECOND day of APRIL next, (1935), at TWO o'clock in the afternoon.

JOS. L. CORMIER,
Sheriff's Office, Sheriff.
Saint Hyacinthe, February 23rd., 1935.
[First publication, March 2nd., 1935]
1204—9-2-o

TERREBONNE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.

Canada, Province de Québec, District de Montréal, No A-132205. } CREDIT - FONCIER FRANCO-CANADIEN, corps politique et incorporé ayant son siège social en les cité et district de Montréal, demandeur; vs DANIEL CAMERON, cultivateur, de Pointe-au-Chêne, district de Terrebonne, défendeur.

Comme appartenant audit défendeur l'immeuble suivant, savoir:

Une ferme située à Pointe-au-Chêne, dans le comté d'Argenteuil, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de l'augmentation du canton de Grenville, sous les numéros trois-A et trois-B, dans le second rang dudit canton (3A & 3B—R. II)—le tout avec bâtisses et autres dépendances dessus construites.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale catholique, de la Pointe-au-Chêne, district de Terrebonne, le VINGT-SEPTIEME jour d'AVRIL mil neuf cent trente-cinq, à TROIS heures de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, J.-W. CYR.
Saint-Jérôme, le 18 mars 1935. 1631—12-2-o
[Première publication le 23 mars, 1935]

TERREBONNE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.

Canada, Province of Quebec, District of Montreal, No. A-132205. } CREDIT FONCIER FRANCO-CANADIEN, a body politic and corporate having its head office in the city and district of Montreal, plaintiff; vs DANIEL CAMERON, farmer, of Pointe au Chêne, district of Terrebonne, defendant.

As belonging to the said defendant, the following immovable, to wit:

A farm situate at Pointe au Chêne, in the county of Argenteuil, known and designated on the official plan and book of reference of the Gore of the township of Grenville, under numbers three A and three B, in the second range of the said township (3A and 3B—R. II)—the whole with buildings and other dependencies thereon erected.

To be sold at the Catholic parochial church door of Pointe au Chêne, district of Terrebonne, on the TWENTY SEVENTH day of APRIL, nineteen hundred and thirty five, at THREE o'clock in the afternoon.

J. W. CYR,
Sheriff's Office, Sheriff.
Saint Jerôme, March 18, 1935. 1632—12-2
[First publication, March 23rd., 1935]

TROIS-RIVIÈRES

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.

No 3191. } J.-IRENEE CHAINE, commis-marchand, de la cité des Trois-Rivières, demandeur; vs J.-NARCISSE-T. LORD, de la cité des Trois-Rivières, défendeur.

Un emplacement situé au côté nord-est de la rue Sainte-Cécile, en la cité des Trois-Rivières, mesurant soixante-quinze pieds de largeur par soixante-cinq pieds de profondeur, le tout plus ou moins et sans garantie de mesure précise, connu et désigné comme faisant partie du lot numéro deux mille soixante et onze (P. 2071) du cadastre officiel de la cité des Trois-Rivières; borné en front par la rue Sainte-Cécile, en profondeur à Cyriac Lymburner, du côté nord-ouest à une Dame Boland, et du côté sud-est à Hercule Ross.

Pour être vendu au bureau du shérif, dans le Palais de Justice, en la cité des Trois-Rivières, le TROISIEME jour du mois d'AVRIL mil neuf cent trente-cinq, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, L.-P. MERCIER.
Trois-Rivières, le 27 février 1935. 1249—9-2-o
[Première publication, le 2 mars 1935]

TROIS-RIVIERES

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Trois-Rivières.

No. 3191. } J. IRENEE CHAINE, salesman, of the city of Trois-Rivières, plaintiff; vs J. NARCISSE T. LORD, of the city of Trois-Rivières, defendant.

An emplacement situate on the Northeast side of Sainte-Cécile Street, in the city of Trois-Rivières, measuring seventy five feet in width by sixty five feet in depth, the whole more or less and without warranty of exact measurement, known and designated as forming part of lot number two thousand and seventy one (Pt. 2071) of the official cadastre of the city of Trois-Rivières, bounded in front by Sainte Cécile Street, in depth by Cyriac Lymburner, on the Northwest side by Dame Boland, and on the Southeast side by Hercule Ross.

To be sold at the Sheriff's Office, in the Court House, in the City of Trois-Rivières, on the THIRD day of the month of APRIL, nineteen hundred and thirty five, at TEN o'clock in the forenoon.

L. P. MERCIER,
Sheriff's Office, Sheriff.
Trois-Rivières, February 27, 1935. 1250—9-2
[First publication, March 2nd, 1935]

PROVINCE DE QUÉBEC

VILLE DE QUÉBEC-OUEST

Avis public est par les présentes donné par G. Rouleau, greffier de la ville de Québec-Ouest, que la Commission municipale de Québec, par un arrêté en date du 16 mars 1935, a ordonné au soussigné, conformément aux dispositions de l'article 46*a* de la loi de la Commission municipale de Québec, de faire vendre les immeubles sur lesquels il était dû des arrérages pour taxes et qu'en conséquence les lots ou parties de lots ci-après mentionnés seront vendus par encan public dans la salle du conseil de l'hôtel de ville de Québec-Ouest, MERCREDI, le VINGT-QUATRIEME jour du mois d'AVRIL 1935, à DIX heures de l'avant-midi, pour taxes dues à la ville de Québec-Ouest, à moins qu'elles ne soient payées avec les intérêts et les frais avant la vente.

PROVINCE OF QUEBEC

TOWN OF QUEBEC-WEST

Public notice is hereby given by G. Rouleau, Clerk of the town of Quebec-West, that the Quebec Municipal Commission, by an order dated March 16, 1935, has ordered the undersigned, pursuant to the provisions of article 46*a* of the Quebec Municipal Commission Act, to sell the immoveables on which are due arrears of taxes and consequently the lots or parts of lots hereinafter mentioned will be sold by public auction in the Council room of the City Hall, at Quebec-West, on WEDNESDAY, the TWENTY FOURTH day of the month of APRIL, 1935, at TEN o'clock in the forenoon, for taxes due to the town of Quebec-West, unless same be paid with interest and costs before the sale.

Nom du propriétaire — Name of proprietor	No du cadastre — Cadastral No.	Subdivisions numéros — Subdivision numbers
Frontenac Realty Company, Limited..	2439	170, 171, 172, 173, 176, 177, 178, 179, 238, 239, 240, 241, 242, 243, 244, 245, 246, 247, 250, 251, 252, 253, 254, 255, 256, 257, 258, 259, 319, 320, 321, 322, 351, 373, 374, 375, 376, 377, 378, 379, 380, 381, 382, 383, 384, 385, 386, 387, 388, 389, 390, 391, 444, 445, 446, 447, 448, 449, 450, 451, 452, 453, 454, 455, 456, 457, 458, 459, 460, 461, 462, 463, 464, 465, 466, 467, 520, 521, 522, 523, 524, 525, 526, 527, 528, 529, 530, 531, 532, 533, 534, 535, 536, 537, 538, 539, 540, 541, 542, 543, 596, 597.

Partie de 598—Bornée au nord, par la ligne de transmission d'énergie électrique de "The Shawinigan Water & Power Co."; à l'est, par la ruelle désignée sous le No 595, du même cadastre; au sud, par la subdivision 597, du cadastre 2439; à l'ouest, par la 3ième Avenue.

Part of 598—Bounded on the North by the electric power transmission line of the Shawinigan Water & Power Co.; on the East by the lane designated under No. 595, of the same cadastre; on the South by subdivision 597, of cadastre 2439; on the West by 3rd Avenue.

Partie de 612—Bornée au nord, par la subdivision 613, du lot de cadastre 2439; à l'est, par la ruelle désignée sous le No 595, du lot de cadastre 2439; au sud, par la ligne de transmission d'énergie électrique de "The Shawinigan Water & Power Co."; à l'ouest, par la 3ième Avenue.

Part 612—Bounded on the North by subdivision 613, of cadastral lot 2439; on the East by the lane designated under No. 595, of cadastral lot 2439; on the South by the electric power transmission line of The Shawinigan Water & Power Co.; on the West, by 3rd Avenue.

Frontenac Realty Company, Limited	2439	613, 614, 615, 616, 617, 618, 619, 672, 673, 674, 675, 676, 677, 678, 679, 680, 681, 682, 683, 684, 685, 686, 687, 688, 689, 690, 691, 692, 693, 694, 695, 748, 749, 750, 751, 752, 753, 754, 755, 756, 757, 758, 759, 760, 761, 762, 763, 764, 765, 766, 767, 768, 769, 770, 771, 772, 773, 720, 719, 718, 717, 716, 715, 714, 713, 712, 711, 710, 709, 708, 707, 706, 705, 704, 703, 702, 701, 700, 699, 698, 697, 644, 643, 642, 641, 640, 639, 638.

Partie de 637—Bornée au nord, par la subdivision 638, du lot de cadastre 2439; à l'est, par la 3ième Avenue; au sud, par la ligne de transmission d'énergie électrique de "The Shawinigan Water & Power Co."; à l'ouest, par la ruelle désignée sous le No 645, du lot de cadastre 2439.

Part of 637—Bounded on the North by subdivision 638, of cadastral lot 2439, on the East by 3rd Avenue; on the South by the electric power transmission line of The Shawinigan Water & Power Co.; on the West by the lane designated under No. 645, of cadastral lot 2439.

Partie de 623—Bornée au nord, par la ligne de transmission d'énergie électrique de "The Shawinigan Water & Power Co."; à l'est, par la 3ième Avenue; au sud, par la subdivision No 622, du lot de cadastre 2439; à l'ouest, par la ruelle désignée sous le No 645, du lot de cadastre 2439.

Part of 623—Bounded on the North by the electric power transmission line of The Shawinigan Water & Power Co.; on the East by 3rd Avenue, on the South by subdivision No. 622, of cadastral lot 2439; on the West by the lane designated under No. 645 of cadastral lot 2439.

Frontenac Realty Company, Limited	2439	622, 621, 568, 567, 566, 565, 564, 563, 562, 561, 560, 559, 558, 557, 556, 555, 554, 553, 552, 551, 550, 549, 548, 547, 546, 545, 492, 491, 490, 489, 488, 487, 486, 485, 484, 483, 482, 481, 480, 479, 478, 477, 476, 475, 474, 473, 472, 471, 470, 469, 414, 413, 412, 411, 410, 409, 408, 407, 406, 337, 282, 281, 280, 279, 276, 275, 274, 273, 272, 271, 270, 269, 268, 267, 265, 264, 263, 206, 205, 202, 201.
Frontenac Realty Company, Limited	2436-2439	96-140, ½ 151, ½ 220, 152-221, 159-228, 160-229, 196-290, ½ 197, ½ 291, ½ 198, ½ 192, 199-293, 200-294, 201-295, 202-296, 203-297, 204-298, 205-299, 206-300, 207-301, 208-302, 209-303, 210-304, 211-305, 212-306, 213-307, 214-308, 215-309, 227-340, 228-341, 229-342, 230-343, 231,-344, 232-345, 233-346, 234-347, 235-348, 303-440, 304-441, 334-496, 335-497, 336-498, 337-499, 338-500, 339-501, 340-502, 341-503, 342-504, 343-505, 344-506, 345-507, 346-508, 347-509, 348-510, 349-511, 350-512, 351-513, 352-514, 353-515, 354,516, 355-517, 383-570, 384-571, 385-572, 386-573, 387-574, 388-575, 389-576, 390-577, 391-578, 392-579, 393-580, 394-581, 395-582, 396-583, 397-584, 398-585, 399-586, 400-587, 401-588, 402-589, 403-590, 404-591, 405-592, 406-593, 408-646, 409-647.

Partie de 424—Partie de 662—Bornée au nord, par la subdivision portant les numéros 425, du lot de cadastre 2436 et 663, du lot de cadastre 2439; à l'est, par la ruelle désignée sous le No 645, du lot de cadastre 2439; au sud, par la ligne de transmission d'énergie électrique de "The Shawinigan Water & Power Co."; à l'ouest, par la 4ième Avenue.

Part of 424—Part of 662—Bounded on the North by subdivision bearing numbers 425, of cadastral lot 2436 and 663 of cadastral lot 2439; on the East by the lane designated under No. 645, of cadastral lot 2439; on the South by the electric power transmission line of The Shawinigan Water & Power Co.; on the West by 4th Avenue.

Nom du propriétaire — Name of proprietor	No du cadastre — Cadastral No.	Subdivisions numéros — Subdivision numbers

Partie de 410—Partie de 648—Bornée au nord, par la ligne de transmission d'énergie électrique de "The Shawinigan Water & Power Co."; à l'est, par la ruelle désignée sous le No 645, du lot de cadastre 2439; au sud, par la subdivision portant les numéros 409, du lot de cadastre 2436, et 647, du lot de cadastre 2439; à l'ouest, par la 4ième Avenue.

Part of 410—Part of 648—Bounded on the North by the electric power transmission line of The Shawinigan Water & Power Co.; on the East by the lane designated under No. 645, of cadastral lot 2439; on the South by the subdivision bearing numbers 409, of cadastral lot 2436, and 647 of cadastral lot 2439; on the West by 4th Avenue.

Frontenac Realty Company, Limited—2436-2439—425-663, 426-664, 427-665, 428-666, 429-667, 430-668, 431-669, 494-722, 495-723, 496-724, 497-725, 498-726, 499-727, 500-728, 501-729, 502-730, 503-731, 504-732, 505-733, 506-734, 507-735, 508-736, 509-737, 510-738, 511-739, 512-740, 513-741, 514-742, 515-743, 516-744, 517-745, 595-802, 596-803, 597-804, 598-805, 599-806, 600-807, 601-808, 602-809, 603-810, 604-811, 605-812, 606-813, 607-814, 608-815, 609-816, 610-817, 611-818, 612-819, 613-820, 614-821, 615-822, 616-823, 617-824.

Frontenac Realty Company, Limited—2436—641, 640, 639, 638, 637, 636, 635, 634, 633, 632, 631, 630, 629, 628, 627, 626, 625, 624, 623, 622, 621, 620, 542, 541, 540, 539, 538, 537, 536, 535, 534, 533, 532, 531, 530, 529, 528, 527, 526, 525, 524, 523, 522, 521, 520, 519, 456, 455, 454, 453, 452, 451, 450.

Partie de 449—Bornée au nord, par la subdivision 450, du lot de cadastre 2436; à l'est, par la 4ième Avenue; au sud, par la ligne de transmission d'énergie électrique de "The Shawinigan Water & Power Co."; à l'ouest, par la ruelle désignée sous le No 457, du lot de cadastre 2436.

Part of 449—Bounded on the North by subdivision 450, of cadastral lot 2436; on the East by 4th Avenue; on the South by the electric power transmission line of The Shawinigan Water & Power Co.; on the West by the lane designated under No. 457 of cadastral lot 2436.

Partie de 435—Bornée au nord, par la ligne de transmission d'énergie électrique de "The Shawinigan Water & Power Co."; à l'est, par la 4ième Avenue; au sud, par la subdivision 434, du lot de cadastre 2436; à l'ouest, par la ruelle désignée sous le No 457, du lot de cadastre 2436.

Part of 435—Bounded on the North by the electric power transmission line of The Shawinigan Water & Power Co.; on the East by 4th Avenue; on the South by subdivision 434, of cadastral lot 2436; on the West by the lane designated under No. 457 of cadastral lot 2436.

Frontenac Realty Company, Limited—2436—434-433. 381, 380, 379, 378, 377, 376, 375, 374, 373, 372, 371, 370, 369, 368, 367, 366, 365, 364, 363, 362, 361, 360, 359, 358, 330, 329, 328, 327, 326, 325, 324, 323, 322, 321, 320, 319, 318, 317, 316, 215, 314, 313, 312, 311, 310, 309, 279, 278, 242, 241, 240, 239, 238, 225, 224, 220, 219, 218, 190, 189, 188, 187, 186, 185, 180, 179, 178, 177, ½ de-of 176.

Partie de 467—Bornée au nord, par la subdivision No 468, du lot de cadastre 2436; à l'est, par la ruelle désignée sous le No 457, du lot de cadastre 2436; au sud, par la ligne de transmission d'énergie électrique de "The Shawinigan Water & Power Co."; à l'ouest, par la 5ième Avenue désignée sous le No 475, du lot de cadastre 2436.

Part of 467—Bounded on the North by subdivision No. 468, of cadastral lot 2436; on the East by the lane designated under No. 457, of cadastral lot 2436; on the South by the electric power transmission line of The Shawinigan Water & Power Co.; on the West by 5th Avenue designated under No. 475, of cadastral lot 2436.

Partie de 458—Bornée au nord, par la ligne de transmission d'énergie électrique de "The Shawinigan Water & Power Co."; à l'est, par la ruelle désignée sous le No 457, du lot de cadastre 2436; au sud, par la 8e rue transversale projetée portant le No 407, du lot de cadastre 2436; à l'ouest, par le lot de cadastre 2434.

Part of 458—Bounded on the North by the electric power transmission line of The Shawinigan Water & Power Co.; on the East, by the lane designated under No. 457, of cadastral lot 2436; on the South by the 8th projected transversal Street bearing No. 407, of cadastral lot 2436; on the West, by the cadastral lot 2434.

Frontenac Realty Company, Limited—2436—468, 469, 470, 471, 472, 473, 474, 544, 545, 546, 547, 548, 549, 550, 551, 552, 553, 554, 555, 556, 557, 558, 559, 560, 561, 562, 563, 564 565, 566, 567, 643, 644, 645, 646, 647, 648, 649, 650, 651, 652, 653, 654, 655, 656, 657, 658, 659, 660, 661, 662, 663, 685, 684, 683, 682, 681, 680, 679, 678, 677, 676, 675, 674, 673, 672, 671, 670, 669, 668, 667, 666, 592, 591, 590, 589, 588, 587, 586, 585, 584, 583, 582, 581, 580, 579, 578, 577, 576, 575, 574, 573, 572, 571, 570, 569, 491, 490, 489, 488, 487, 486, 485.

Partie de 484—Bornée au nord, par la subdivision No 485, du lot de cadastre 2436; à l'est, par la 5ième Avenue désignée sous le No 475, du lot de cadastre 2436; au sud, par la ligne de transmission d'énergie électrique de "The Shawinigan Water & Power Co."; à l'ouest, par la ruelle désignée sous le No 492, du lot de cadastre 2436.

Part of 484—Bounded on the North by subdivision No. 485, of cadastral lot 2436; on the East, by 5th Avenue, designated under No. 475, of cadastral lot 2436; on the South by the electric power transmission line of The Shawinigan Water & Power Co.; on the West by the lane designated under No. 492, of cadastral lot 2436.

Van Dyke Land Co. Reg'd—2431—780, 788, 795, 837, 838, 839, 840, 841, 842, 843, 844, 845, 846, 847, 848, 849, 850, 851, 852, 853, 854, 855, 856, 857, 763, 762, 761, 760, 759, 758, 757, 756, 755, 754, 753, 752, 751, 750, 749, 748, 747, 746, 745, 744, 690, 686, 590, 596, 630, 631, 632, 633, 634, 635, 636, 637, 638, 639, 640, 641, 642, 643, 644, 645, 650, 651, 652, 653, 654, 655, 656, 657, 658, 659, 660, 661, 662, 663, 570, 569, 568, 567, 566, 565, 564, 563, 562, 561, 560, 559, 558, 557, 556, 555, 554, 553, 552, 551, 550, 549-548, 547, 546, 545, 544, 543, 542, 541, 540, 539, 538, 526, 496, 393, 397, 410, 418, 419, 425, 426, 429, 430, 439, 440, 441, 442, 443, 444, 445, 446, 447, 448, 449, 450, 451, 452, 453, 454, 455, 456, 457, 458, 459, 460, 461, 462, 463, 464, 465, 466, 467, 468, 469, 470, 378, 377, 376, 375, 374, 373, 372, 371, 370, 369, 368, 367, 366, 365, 364, 363, 362, 361, 360, 359, 358, 357, 356, 355, 354, 353, 352, 351, 350, 349, 348, 347, 343, 342, 341, ½ de-of 338, 337, 336, 335, 334, 331, 330, 329, 321, 320, 307, 306, 297, 294, 293, 292, 291, 290, 289, 288, 287, 190, 191, 197, 199, 200, 201, 202, 203, 204, 205, 223, 224, 225, 226, 227, 250, 251, 252, 253, 254, 255, 256, 257, 258, 259, 260, 261, 262, 263, 264, 265, 266, 267, 268, 269, 270, 271, 272, 273, 274, 275, 276, 277, 278, 279, 189, 188, 187, 186, 185, 181, 183, 182, 181, 180, 179, 178, 177, 176, 175, 174, 173, 172, 171, 170, 169, 168, 167, 166, 165, 164, 163, 162, 161, 160, 159, 158, 157, 137, 136, 135, 133, 132, 131, 129, 128, 127, 125, 124, 123, 122, 121, 120, 119, 118, 117, 116, 115, 114, 113, 112, 108, 107, 106, 105, 102, 101, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 25, 26, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 284, 283.

Partie non-subdivisée:—Bornée au nord, par partie du lot de cadastre 2428; ligne de transmission d'énergie électrique de "The Shawinigan Water & Power Co."; partie du lot de cadastre 2430; partie du lot de cadastre 2435; à l'est, par partie du lot de cadastre 2434; au sud, par la voie du chemin de fer Canadien National; à l'ouest, par la ruelle désignée sous les numéros 137, 294, et partie du lot de cadastre 2428.

Unsubdivided Part:—Bounded on the North by part of cadastral lot 2428; the electric power transmission line of The Shawinigan Water & Power Co.; partly by cadastral lot 2430; partly by cadastral lot 2435; on the East by part of cadastral lot 2434; on the South by the Canadian National Railway line; on the West by the lane designated under numbers 137,294 and part of cadastral lot 2428.

Nom du propriétaire — Name of proprietor	No du cadastre — Cadastral No.	Subdivisions numéros — Subdivision numbers
Partie non-subdivisée:—Bornée au nord, par partie des lots de cadastre 2429 et 2430; à l'est, par partie du lot de cadastre 2430; au sud, par la ligne de transmission d'énergie électrique de "The Shawinigan Water & Power Co."; à l'ouest, par partie du lot de cadastre 2428.		Unsubdivided Part:—Bounded on the North by part of cadastral lots 2429 and 2430; on the East by part of cadastral lot 2430; on the South by the electric power transmission line of The Shawinigan Water & Power Co.; on the West by a part of cadastral lot 2428.
La Cie du Parc Maufils, Inc.	—2428—	83, 86, 89, 90, 91, 92, 93, 118, 119, 120, 121, 122, 133, 279, 280, 281, 282, 283, 284, 285, 286, 287, 288, 289, 290, 291, 292, 293, 378, 365, 364, 360, 359, 270, 269, 268, 267, 266, 265, 264, 263, 262, 261, 260, 259, 258, 257, 256, 255, 253, 147, 146, 145, 144, 143, 142, 141, 140, 139, 138, 113, 75, 72, 71, 68, 67, 64, 63, 61, 59, 40, 41, 46, 47, 53, 57, 105, 107, 149, 150, 151, 152, 153, 154, 234, 237, 238, 239, 240, 241, 242, 243, 244, 245, 246, 247, 248, 249, 250, 251, 317, 225, 224, 223, 222, 221, 220, 219, 218, 217, 216, 215, 212, 166, 164, 163, 34, 30, 23, 22, 6, 7, 8, 9, 175, 178, 180, 186, 198, 199, 200, 201, 202, 203, 204, 205, 206, 207, 208, 297, 298, 299, 300, 301, 302, 303, 304, 305, 306, 307, 308, 309, 310, 311, 312, 313, 314, 315, 402, 403, 404, 405, 406, 407, 409, 410, 411, 412, 498, 501, 502, 503, 504, 507, 508, 509, 510, 511, 512, 513, 514, 515, 516, 517, 518, 614, 615, 628, 629, 630, 631, 632, 633.
Bloc A—Borné au nord, par la 5ième Rue désignée sous le No 401, du lot de cadastre 2428; à l'est, par la ruelle désignée sous le No 400, du lot de cadastre 2428; au sud, par la 4ième Rue désignée sous le No 295, du lot de cadastre 2428; à l'ouest, par la 12ième Avenue désignée sous le No 379, du lot de cadastre 2428.		Block A—Bounded on the North, by 5th Street, designated under No. 401, of cadastral lot 2428; on the East by the lane designated under No. 400, of cadastral lot 2428; on the South by 4th Street designated under No. 295, of cadastral lot 2428; on the West by 12th Avenue designated under No. 379, of cadastral lot 2428.
Bloc B—Borné au nord, par la subdivision 377, du lot de cadastre 2428; à l'est, par la 12ième Avenue désignée sous le No 379, du lot de cadastre 2428; au sud, par la subdivision 365, du lot de cadastre 2428; à l'ouest, par la ruelle désignée sous le No 358, du lot de cadastre 2428.		Block B—Bounded on the North by subdivision 377 of cadastral lot 2428; on the East by 12th Avenue; designated under No. 379 of cadastral lot 2428; on the South by subdivision 365, of cadastral lot 2428; on the West by the lane designated under No. 358, of cadastral lot 2428.
Bloc C—Borné au nord, par la 5ième Rue désignée sous le No 401, du lot de cadastre 2428; à l'est, par la ruelle désignée sous le No 358, du lot de cadastre 2428; au sud, par la 4ième Rue désignée sous le No 295, du lot de cadastre 2428; à l'ouest, par la 13ième Avenue désignee sous le No 337, du lot de cadastre 2428.		Block C—Bounded on the North by 5th Street, designated under No. 401, of cadastral lot 2428; on the East by the lane designated under No. 358, of cadastral lot 2428; on the South by 4th Street, designated under No. 295, of cadastral lot 2428; on the West by 13th Avenue designated under No. 337, of cadastral lot 2428.
Bloc D—Borné au nord, par la 5ième Rue désignée sous le No 401, du lot de cadastre 2428; à l'est, par la 13ième Avenue désignée sous le No 337, du lot de cadastre 2428; au sud, par la subdivision 317, du lot de cadastre 2428; à l'ouest, par la ruelle désignée sous le No 316, du lot de cadastre 2428.		Block D—Bounded on the North by 5th Street, designated under No. 401, of cadastral lot 2428; on the East by 13th Avenue designated under No. 337, of cadastral lot 2428; on the South by subdivision 317, of cadastral lot 2428; on the West by the lane designated under No. 316 of cadastral lot 2428.
Partie non-subdivisée:—Bornée au nord, par la 10ième Rue désignée sous le No 613, du lot de cadastre 2428; et la ligne de transmission d'énergie électrique de "The Shawinigan Water & Power Co."; à l'est, par partie non-subdivisée du lot de cadastre 2428 et partie du lot de cadastre 2431; au sud, par la 5ième Rue désignée sous le No 401, du lot de cadastre 2428; à l'ouest, par la ruelle désignée sous les Nos 420 et 520, du lot de cadastre 2428.		Unsubdivided part:—Bounded on the North by 10th Street, designated under No. 613 of cadastral lot 2428; and the electric power transmission line of The Shawinigan Water & Power Co.; on the East by an unsubdivided part of cadastral lot 2428 and part of cadastral lot 2431; on the South by 5th Street designated under No. 401 of cadastral lot 2428; on the West by the lane designated under Nos. 420 and 520, of cadastral lot 2428.
Partie non-subdivisée:—Bornée au nord, par la ligne de transmission d'énergie électrique de "The Shawinigan Water & Power Co."; à l'est, par partie non subdivisée du lot de cadastre 2431; au sud, par partie non-subdivisée du lot de cadastre 2431; à l'ouest par autre partie du lot de cadastre 2428.		Unsubdivided part:—Bounded on the North by the electric power transmission line of The Shawinigan Water & Power Co.; on the East by the unsubdivided part of cadastral lot 2431; on the South by the unsubdivided part of cadastral lot 2431; on the West by the other part of cadastral lot 2428.
Partie non subdivisée:—Bornée au nord, par le lot de cadastre 2429; à l'est, par partie non subdivisée du lot de cadastre 2428; au sud, par la ligne de transmission d'énergie électrique de "The Shawinigan Water & Power Co."; à l'ouest, par la 14ième Avenue ou Route Sainte-Claire		Unsubdivided part:—Bounded on the North by cadastral lot 2429; on the East by the unsubdivided part of cadastral lot 2428; on the South by the Electric power transmission line of The Shawinigan Water & Power Co.; on the West by 14th Avenue or Sainte Claire road.
Exception faite toutefois des subdivisions suivantes qui apparaissent dans cette partie, savoir: subdivisions numéros 628, 629, 630, 631, 632, 633, partie de ruelle désignée sous le No 634, partie 13ième Avenue, subdivisions 674, 675, partie de ruelle sise en arrière de ces deux subdivisions, subdivisions 694, 695 et 696, partie de ruelle sise en arrière de ces trois subdivisions, partie 12ième Avenue, 8ième Rue transversale comprise entre la 14ième Avenue et 12ième Avenue, le tout du cadastre 2428.		Exception made however of the following subdivisions which appear in this part, to wit: subdivisions numbers 628, 629, 630, 631, 632, 633, part of the lane designated under No. 634, part of 13th Avenue subdivisions 674, 675, part of the lane situate in rear of these two subdivisions, subdivisions 694, 695 and 696, part of the lane situate in rear of these three subdivisions, part of 12th Avenue, 8th transversal Street, comprised between 14th Avenue and 12th Avenue, the whole of cadastre 2428.
Partie non subdivisée:—Bornée au nord, par le lot de cadastre 2429; à l'ouest, par autre partie du lot de cadastre 2428; au sud, par la ligne de transmission d'énergie électrique de "The Shawinigan Water & Power Co."; à l'est, par partie non subdivisée du lot de cadastre 2431.		Unsubdivided part:—Bounded on the North by cadastral lot 2429; on the West by the other part of cadastral lot 2428; on the South by the electric power transmission line of The Shawinigan Water & Power Co.; on the East by the unsubdivided part of cadastral lot 2431.
La Cie du Parc Maufils, Inc.	—2430—	
Partie non subdivisée:—Bornée au nord, par la ligne de transmission d'énergie électrique de "The Shawinigan Water & Power Co."; à l'est, par partie du lot de cadastre 2435; au sud, par partie non subdivisée du lot de cadastre 2431; à l'ouest, par partie non subdivisée du lot de cadastre 2431.		Unsubdivided part:—Bounded on the North by the electric power transmission line of The Shawinigan Water & Power Co; on the East by part of cadastral lot 2435; on the South by the unsubdivided part of cadastral lot 2431; on the West by the unsubdivided part of cadastral lot 2431.

Nom du propriétaire — Name of proprietor	No du cadastre — Cadastral No.	Subdivisions numéros — Subdivision numbers
Partie non subdivisée:—Bornée au nord, par le Chemin Vert ou limites de la ville de Québec-Ouest; à l'est, par partie du lot de cadastre 2435; au sud, par la ligne de transmission d'énergie électrique de "The Shawinigan Water & Power Co."; à l'ouest, par parties des lots de cadastre 2431 et 2429.		Unsubdivided part:—Bounded on the North by the Chemin Vert or the limits of the Town of Quebec West; on the East by part of cadastral lot 2435; on the South by the electric power transmission line of The Shawinigan Water & Power Co; on the West by parts of cadastral lots 2431 and 2429.
La Cie du Parc Maufils, Inc.—2429—		
Partie non subdivisée:—Bornée au nord, par le Chemin Vert ou limites de la ville de Québec-Ouest; à l'est, par autre partie du lot de cadastre 2429; au sud, par partie du lot de cadastre 2428; à l'ouest, par la 14ième Avenue ou Route Sainte-Claire.		Unsubdivided part:—Bounded on the North by the Chemin Vert or the limits of the Town of Quebec West; on the East by the other part of cadastral lot 2429; on the South by part of cadastral lot 2428; on the West by 14th Avenue or Sainte Claire Road.
Partie non subdivisée:—Bornée au nord, par le Chemin Vert ou limites de la ville de Québec-Ouest; à l'est, par partie du lot de cadastre 2430; au sud, par parties des lots de cadastre 2431 et 2428; à l'ouest, par autre partie du lot de cadastre 2429.		Unsubdivided part:—Bounded on the North by the Chemin Vert or the limits of the Town of Quebec West; on the East by part of cadastral lot 2430; on the South by parts of cadastral lots 2431 and 2428; on the West by another part of cadastral lot 2429.

Les lots susdits sont tous du cadastre de la paroisse de Saint-Sauveur de Québec, maintenant ville de Québec-Ouest.

Donné à Québec-Ouest, ce 20e jour de mars 1935.

Le délégué spécial,
G. ROULEAU.

1655—12-2-o

The aforesaid lots are all of the cadastre of the parish of Saint Sauveur de Quebec, now Town of Quebec-West.

Given at Quebec-West, this 20th day of March, 1935.

G. ROULEAU,
Special Delegate.

1656—12-2

Ministère du Travail

AVIS

(Relatif à une demande d'extension de convention collective de travail concernant les métiers du bâtiment dans le district de Saint-Hyacinthe).

Conformément à l'article 4 de la Loi relative à l'extension des conventions collectives de travail (24 Geo. V, chapitre 56) avis est donné par l'honorable M. C.-J. Arcand, Ministre du Travail, que le Syndicat Professionnel des Travailleurs en Construction de Saint-Hyacinthe, lui a présenté, ce jour, une requête à l'effet que la convention collective de travail intervenue entre,

D'UNE PART:

Le Syndicat Professionnel des Travailleurs en Construction de Saint-Hyacinthe,

ET D'AUTRE PART:

La Cité de Saint-Hyacinthe représentée par son pro-maire M. J.-L. Guillet et son greffier, M. M.-A. David, ainsi que MM. T.-D. Bouchard, H. Létourneau, Aimé Jeannotte, Rivard & Cardin, Aimé Cadorette, Nap. Daudelin; Tôle Gaufrée Idéale, Mérius Audette, St-Germain Frère, J.-C. Baraby, Paquet & Godbout, Albert Chenette, H. Dulmaine, J.-E. St-Onge, Gaulin & Fils, Arthur Archambault, Cyprien Turner, tous entrepreneurs et employeurs de la cité et du comté de Saint-Hyacinthe,

soit rendue obligatoire pour les salariés et les employeurs des métiers visés suivant les conditions ci-après:

I.—Les taux minima de salaire-horaire seront les suivants pour chacun des métiers ci-contre:

Department of Labour

NOTICE

(Respecting a request for the extension of the collective labour agreement concerning the building trades in the district of Saint Hyacinthe)

Pursuant to article 4 of the Act respecting the Extension of the Collective Labour Agreements (24 Geo. V, chapter 56), notice is given by the honourable Mr. C. J. Arcand, Minister of Labour, that "Le Syndicat Professionnel des Travailleurs en Construction de Saint-Hyacinthe" have presented to him, this day, a request to the effect that the collective labour agreement entered into between,

ON THE ONE PART:

Le Syndicat Professionnel des Travailleurs en Construction de Saint-Hyacinthe,

AND, ON THE OTHER PART:

The City of Saint Hyacinthe represented by Mr. J. L. Guillet, Acting Mayor and Mr. M. A. David, Clerk, and MM. T. D. Bouchard, H. Létourneau, Aimé Jeannotte, Rivard & Cardin, Aimé Cadorette, Nap. Daudelin; Tôle Gaufrée Idéale, Mérius Audette, St-Germain Frère, J. C. Baraby, Paquet & Godbout, Albert Chenette, H. Dulmaine, J. E. St-Onge, Gaulin & Fils, Arthur Archambault, Cyprien Turner, all contractors and employers of the City and District of Saint Hyacinthe,

be rendered obligatory for the employees and employers of the trades concerned according to the following conditions:

I.—The minimum rate of wages to be the following for each of the following trades:

Métiers	*Salaires horaires*
Briqueteurs	$ 0.50
Menuisiers et charpentiers	.35
Finisseurs en ciment	.35
Electriciens	.35
Porteurs d'oiseau	.35
Journaliers (ouvriers non qualifiés)	.30
Poseurs de lattes métalliques	.35
Poseurs de lattes en bois	.35
Maçons	.50
Poseurs de marbre	.40
Travailleurs en fer ornemental:	
Erecteurs	$ 0.40
Aides	.35
Peintres	.30
Plâtriers	.50
Couvreurs-ardoise et tuile	.40
Couvreurs—composition	.35
Travailleurs en fer (sheet metal workers)	.40
Poseurs de tuiles	.40
Poseurs de terrazo	.40
Plombiers et poseurs d'appareils de chauffage	.35
Mécaniciens de machines fixes	.35

Trades	*Wages per hour*
Bricklayers	$0.50
Joiners and carpenters	.35
Cement finishers	.35
Electricians	.35
Hod carriers	.35
Laborers (common)	.30
Lathers-metal	.35
Lathers-wood	.35
Marble setters	.40
Masons	.50
Ornamental Iron Workers:	
Erectors	.40
Helpers	.35
Painters	.30
Plasterers	.50
Roofers—slate and tile	.40
Roofers—composition	.35
Sheet metal workers	.40
Tile setters	.40
Terrazo layers	.40
Plumbers and steamfitters	.35
Stationary enginemen	.35

Toutefois: *a*) Un rabais de dix sous de l'heure pour les métiers suivants: briqueteurs, maçons, plâtriers, et,

b) Un rabais de cinq sous de l'heure pour les autres métiers, à savoir: menuisiers-charpentiers, électriciens, plombiers et poseurs d'appareils de chauffage, finisseurs de ciment, porteurs d'oiseau, journaliers, poseurs de lattes métalliques, poseurs de lattes en bois, poseurs de marbre, travailleurs en fer ornemental (érecteurs et aides), peintres, couvreurs en ardoise et tuile, couvreurs en composition, travailleurs en fer, poseurs de tuile, poseurs de terrazo et mécaniciens de machines fixes,

seront autorisés pour des compagnons dont la capacité de travail est réduite en raison de leur âge, de leurs infirmités ou de toute autre déficience et qui ne peuvent, en conséquence, donner un rendement moyen. Toutefois, sur un chantier déterminé, la proportion des ouvriers de cette catégorie ne dépassera pas un par cinq compagnons qualifiés ou fraction de ce nombre.

II.—Le salaire minimum suivant sera payé aux apprentis dans tous les métiers énumérés à l'article I, exception faite des journaliers:

Première année	$0.12½ sous de l'heure
Deuxième année	.17½ sous de l'heure
Troisième année	.22½ sous de l'heure

III.—L'association professionnelle de métier, conformément à l'article 10 de la Loi 24 Geo. V, ch. 56, ou le bureau des examinateurs nommé par le Comité Conjoint, conformément à l'article 8 de la même Loi, remettront, sur demande, aux ouvriers présentement visés, une carte de qualification ou de compétence indiquant s'ils sont compagnons dans leur métier, ou apprentis. La carte des apprentis sera renouvelée annuellement, jusqu'au terme de leur apprentissage.

Le bureau des examinateurs d'une association professionnelle ou du Comité Conjoint émettra une carte de qualification spéciale pour les compagnons visés au deuxième alinéa de l'article 1.

IV.—La présente convention comprend comme juridiction territoriale, le comté de Saint-Hyacinthe.

V.—Ne sont pas assujettis aux présentes dispositions:

a) Les exploitants d'une industrie agricole ou les cultivateurs;

However: *a*) A reduction of $0.10 per hour for the following trades: bricklayers, masons and plasterers, and,

b) A reduction of $0.05 per hour for the other trades, i.e.: joiners and carpenters, electricians, plumbers and steamfitters, cement finishers, lathers-wood and metal, marble setters, ornamental iron workers (erectors and helpers), painters, roofers-slate and tile, roofers-composition, sheet metal workers, tile setters, terrazo layers and stationary enginemen,

will be permitted for journeymen the capacity of which is lowered on account of age, invalidity or any other deficiency and who consequently cannot give the normal amount of work. However, the proportion of workmen of this class on a given work shall not exceed one per five qualified workmen or fraction of this number.

II.—The following minimum wages will be paid to apprentices in the trades mentioned in article (I) with the exception of laborers:

1st year	$0.12½ per hour
2nd year	.17½ per hour
3rd year	.22½ per hour

III.—The trade professional union, in conformity with section 10 of the Act 24 Geo. V, Ch. 56, or the Board of Examiners appointed by the Joint Committee provided by section 8 of the said Act will give on demand, to the contemplated workmen, a certificate of competency or qualification mentioning if they are journeymen or apprentices in their trade. The cards of the apprentices shall be renewed every year, until the apprenticeship is over. The Board of Examiners of a professional association or of the joint Committee shall issue a special certificate of competency to workmen contemplated by paragraph 2 of article I.

IV.—The territorial jurisdiction determined by the present agreement comprises the Saint Hyacinthe county.

V.—Are exempted from the provisions of this agreement:

a) Those engaged in the agricultural industry or farms;

b) Les corporations municipales entreprenant certains travaux pour aider aux chômeurs nécessiteux;

c) Les contrats de construction signés ainsi que les travaux de construction mis en chantier avant la publication, dans la *Gazette Officielle de Québec*, de l'arrêté ministériel rendant obligatoire de la présente convention collective.

VI.—La durée du travail sera conforme aux dispositions de l'arrêté ministériel No 1253 du 14 juin 1933 et de ses amendements, en exécution de la Loi relative à la limitation des heures de travail (23 Geo. V, ch. 40). Pour les travaux de construction non assujettis à ladite loi, la journée régulière de travail sera de huit (8) heures pour les ouvriers de métier et ne devra pas excéder neuf heures pour les manœuvres, les aides et les ouvriers non qualifiés.

VII.—Les ouvriers préposés à l'entretien des immeubles, s'ils sont permanents et payés au mois ou à la semaine, bénéficieront des conditions de travail suivantes:

a) Salaire des hommes de métier: minimum de $15.00 par semaine; salaire des ouvriers non-qualifiés: journaliers: minimum de $12.00 par semaine;

b) Heures de travail: cinquante-cinq heures par semaine. Les heures supplémentaires seront rémunérées d'après les taux mentionnés à l'article I;

c) L'employeur pourra déduire du salaire de l'ouvrier $2.00 par mois et par chambre si cet ouvrier loge dans tel établissement. Une déduction de pas plus de vingt centins par repas sera autorisée si l'ouvrier est pensionné dans tel établissement.

VIII.—La présente convention sera valable à compter de la date de la publication dans la *Gazette officielle de Québec* de l'arrêté ministériel l'approuvant et elle demeurera en vigueur pendant une période de douze mois à compter de ladite date de publication.

La présente convention se renouvellera automatiquement, à moins qu'une des parties contractantes notifie l'autre de son intention de la changer ou de l'abroger, au moins trente jours avant son expiration.

Durant les trente jours à compter de la publication de cet avis, l'Honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés peuvent désirer formuler contre la demande contenue dans la présente requête.

Le sous-ministre du Travail,
GERARD TREMBLAY.

Québec, le 23 mars 1935. 1675–o

AVIS

Conformément à l'article 4 de la Loi relative à l'extension des conventions collectives de travail (24 Geo. V, chapitre 56) avis est donné par l'honorable M. C.-J. Arcand, Ministre du Travail, que l'Association des Employés Boulangers et Confiseurs Enregistrée, pour les comtés de Hull, Pontiac, Gatineau et Papineau, lui ont présenté, ce jour, une requête à l'effet que la convention collective de travail intervenue entre,

D'UNE PART:

L'Association des Employés Boulangers et Confiseurs Enregistrée pour les comtés de Hull, Pontiac, Gatineau et Papineau,

ET, D'AUTRE PART:

The Ogilvie Flour Mill Co., Ltd.,; Boulangerie Victoria, Enr.; Ludger Leblanc; Dompierre &

b) The municipal corporations carrying on certain unemployment relief work.

c) The building contracts signed and the building works already started before the publication in the *Quebec Official Gazette* of the Order in Council rendering obligatory the present collective agreement.

VI.—The duration of labour shall be in conformity with the provisions of Order in Council No. 1243 of the 14th of June 1933 and amendments thereto, for the putting into force of the Act respecting the limiting of hours of work (23 Geo. V, Ch. 40). For building works exempted from the dispositions of the said Act, the regular day of work shall be eight (8) hours for qualified workmen and shall not exceed nine (9) hours for laborers, helpers and unqualified workmen.

VII.—The maintenance men if permanent and paid monthly or weekly, shall benefit from the following conditions of labour:

a) Salary of qualified workmen: not less than $15.00 per week; salary of unqualified workmen or labourers: not less than $12.00 per week;

b) Hours of labour: 55 per week. Overtime shall be paid according to rates mentioned in article I;

c) The employer may subtract from the employee's salary $2.00 per month and per room, if such workman lives in the establishment. A maximum reduction of $0.20 per meal is authorized if the workman is boarded in the establishment.

VIII.—The present agreement shall be valid from the date of the publication in the *Quebec Official Gazette* of the Order in Council approving the present petition and shall remain in force during 12 months from such date.

The present agreement shall renew itself automatically unless one of the contracting parties hereto have notify the other party of its intention of amending or repealing the same at least 30 days before its expiration.

During the thirty days from and after the publication of the said notice, the Honourable the Minister of Labour will receive objections which any interested parties may desire to make against the request contained in the present petition.

GERARD TREMBLAY,
Deputy Minister.

Quebec, March 23rd, 1935. 1676–o

NOTICE

Pursuant to Article 4 of the Act respecting the Extension of Collective Labour Agreements (24 Geo. V, chapter 56) notice is given by the Honourable C. J. Arcand, Minister of Labour, that l'Association des Employés Boulangers et Confiseurs Enregistrée, pour les comtés de Hull, Pontiac, Gatineau et Papineau, have presented to him, this day, a request to the effect that the collective labour Agreement entered into between,

ON THE ONE PART:

L'Association des Employés Boulangers et Confiseurs Enregistrée, pour les comtés de Hull, Pontiac, Gatineau et Papineau,

AND, ON THE OTHER PART:

The Ogilvie Flour Mill Co., Ltd.; Boulangerie Victoria Enr.; Ludger Leblanc; Dompierre &

Frères; André Proulx, Limitée; Mastai Piché; E. Levesque; Alfred Vaillant; Isidore Carrière; O. Labelle; Ernest Leblanc et A. Michaud,
tous propriétaires de boulangeries et patrons-boulangers, soit rendue obligatoire pour les employés et les employeurs des métiers visés suivant les conditions ci-après:

I.—La juridiction territoriale déterminée par la présente convention comprend la ville de Hull et les villages d'Aylmer et de Pointe-Gatineau, ainsi qu'un rayon de 40 milles de leurs limites.

II.—*a*) Les patrons-boulangers faisant une cuisson de 230 sacs de farine ou plus par semaine (sac de 98 livres) devront rémunérer leurs employés comme suit:

1er boulanger	$28.00	par	semaine
2ème "	25.00	"	"
3ème "	22.00	"	"
4ème "	18.00	"	"
5ème "	14.00	"	"
6ème "	12.00	"	"

b) Les patrons-boulangers faisant une cuisson de 150 à 229 sacs de farine par semaine:

1er boulanger	$25.00	par	semaine
2ème "	22.00	"	"
3ème "	18.00	"	"
4ème "	14.00	"	"
5ème "	12.00	"	"

c) Les patrons-boulangers faisant une cuisson de 80 à 149 sacs de farine par semaine:

1er boulanger	$22.00	par	semaine
2ème "	18.00	"	"
3ème "	14.00	"	"
4ème "	12.00	"	"

d) Les patrons-boulangers faisant une cuisson inférieure à 80 sacs de farine par semaine:

1er boulanger	$18.00	par	semaine
2ème "	14.00	"	"
3ème "	12.00	"	"

e) Le salaire hebdomadaire des confiseurs sera d'au moins $20.00 par semaine.

Les apprentis confiseurs de trois ans d'expérience devront recevoir un salaire hebdomadaire d'au moins $12.00.

Les apprentis confiseurs de moins de trois ans d'expérience devront recevoir un salaire hebdomadaire d'au moins $6.00.

f) Apprentis:

Les patrons-boulangers employant deux hommes ou plus ne pourront avoir à leur service qu'un seul apprenti au salaire de $6.00 par semaine si cet apprenti n'a pas deux ans d'expérience; s'il a plus de deux ans d'expérience son salaire hebdomadaire sera d'au moins $12.00.

g) Les employés supplémentaires ou temporaires recevront au moins un salaire de $3.00 par jour.

Tout employé manquant au travail devra payer un remplaçant qu'il rémunérera au même salaire qu'il reçoit lui-même.

h) Nonobstant les dispositions des paragraphes précédents, les salaires payables en dehors des limites de la ville de Hull et des villages d'Aylmer et de Pointe-Gatineau peuvent être réduits de 15%.

III.—Durée du travail:

La durée du travail sera de 60 heures par semaine. Tout travail supplémentaire sera rémunéré au taux de salaire ordinaire.

Frères; André Proulx, Limitée; Mastai Piché; E. Levesque; Alfred Vaillant; Isidore Carrière; O. Labelle; Ernest Leblanc and A. Michaud,
all bakery owners and master bakers,
be rendered obligatory for the employees and employers of the trades concerned according to the following conditions:

I.—The territorial jurisdiction determined by the present agreement comprises the town of Hull and the villages of Aylmer and Pointe-Gatineau and a radius of 40 miles from their limits.

II.—*a*) Master bakers baking 230 bags of flour or more per week (bags of 98 pounds) shall pay their employees as follows:

1st baker	$28.00	per	week
2nd "	25.00	"	
3rd "	22.00	"	
4th "	18.00	"	
5th "	14.00	"	
6th "	12.00	"	

b) Master bakers baking from 150 to 229 bags of flour per week:

1st baker	$25.00	per	week
2nd "	22.00	"	
3rd "	18.00	"	
4th "	14.00	"	
5th "	12.00	"	

c) Master bakers baking from 80 to 149 bags of flour per week:

1st baker	$22.00	per	week
2nd "	18.00	"	
3rd "	14.00	"	
4th "	12.00	"	

d) Masters bakers baking not more than 80 bags of flour per week:

1st baker	$18.00	per	week
2nd "	14.00	"	
3rd "	12.00	"	

e) The weekly wage of confectioners shall be at least $20.00. The weekly wage of apprentices confectioners of at least 3 years experience shall be at least $12.00.

The weekly wage of apprentices confectioners of less than 3 years experience shall be at least $6.00.

f) Apprentices:

Master bakers employing two workmen bakers or more shall have the right to employ only one apprentice at $6.00 per week if such apprentice has less than 2 years experience. If he has more than 2 years experience the minimum weekly wage to be paid shall be $12.00.

g) The supplementary or temporary employees shall receive at least $3.00 per day. An employee unable to work shall pay a substitute the same amount he is receiving.

h) Notwithstanding the provisions of the preceding subsections, the salaries to be paid outside the limits of the town of Hull and the villages of Aylmer and Pointe-Gatineau, shall benefit from a reduction of 10%.

III.—Duration of labour:

The duration of labour shall be 60 hours per week; overtime work shall be paid at the rate of ordinary work.

IV.—La présente convention sera valable à compter de la date de la publication dans la *Gazette officielle de Québec* de l'arrêté ministériel approuvant la présente requête et demeurera en vigueur jusqu'au 1er mars 1936; elle se renouvellera automatiquement chaque année à moins que l'une des parties contractantes ait notifié l'autre partie de son intention de la faire modifier et de l'abroger, 30 jours avant son expiration.

Durant les trente jours à compter de la publication de cet avis, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés peuvent désirer formuler contre la demande contenue dans la présente requête.

Le Sous-Ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Québec, ce 23 mars 1935. 1675*a*-o

IV.—The present agreement shall be valid from the date of the publication in the *Quebec Official Gazette* of the Order in Council approving the present request and shall remain in force until the 1st of March, 1936. It shall then renew itself automatically each year, unless a notice of thirty days be given before the expiration of this term, by one of the contracting parties to the other, that he desires to have the same modified or repealed.

During the thirty days from and after the publication of the said notice, the Honourable the Minister of Labour will receive objections which any interested parties may desire to make against the request contained in the present petition.

GERARD TREMBLAY,
Deputy Minister.

Quebec, March 23rd, 1935. 1676*a*-o

Index de la Gazette officielle de Québec, No 12

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:—

Dame Hamel vs Champoux..... 1426
" Harris vs Lorge..... 1426
" Lajeunesse vs Desharnais..... 1426
" Smalkin vs Rottermund..... 1426

ANNONCEURS:—AVIS AUX—..... 1377

ASSEMBLÉE:—

Montreal Tramways Company..... 1418

ASSURANCES:—

Nouvelle Société Ouvrière Larinese Protecteur San Pardo..... 1427
Société de Bénéfices Mortuaires de l'Est. 1427
Société de Bienfaisance Mortuaire de Montréal..... 1427
Women's Social Service Organization... 1428

AVIS DE CONCORDAT:—

Divers..... 1431

AVIS DIVERS:—

Commission de l'Industrie laitière..... 1425
Commission du salaire minimum des femmes..... 1424
Commission municipale de Québec..... 1426
Gatineau Country Club, Ltd..... 1426

BUREAU-CHEF:—

The Duke of York's Royal Canadian Hussars Riding Association..... 1428

CHARTE:—ABANDON DE:—

Compagnie Forestière Bourmont..... 1428
Dominion Fur Manufacturing Co., Ltd. 1429
La Fabrique Canadienne de Matelas, Ltée 1429
La Fafrique de Conserves de Nicolet, Ltée 1428
Nu Way Auto & Body Repairs Co., Ltd. 1429
Port Alfred Land Company..... 1428

Index of the Quebec Official Gazette, No. 12

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:—

Dame Hamel vs Champoux..... 1426
" Harris vs Lorge..... 1426
" Lajeunesse vs Desharnais..... 1426
" Smalkin vs Rottermund..... 1426

ADVERTISERS:—NOTICE TO—..... 1377

MEETING:—

Montreal Tramways Company..... 1418

INSURANCES:—

Nouvelle Société Ouvrière Larinese Protecteur San Pardo..... 1427
Société de Bénéfices Mortuaires de l'Est. 1427
Benevolent Mortuary Association of Montreal..... 1427
Women's Social Service Organization... 1428

NOTICES OF COMPOSITION:—

Miscellaneous..... 1431

MISCELLANEOUS NOTICES:—

Dairy Industry Commission..... 1425
Women's Minimum Wage Board..... 1424
Quebec Municipal Commission..... 1426
Gatineau Country Club, Ltd..... 1426

CHIEF-OFFICE:—

The Duke of York's Royal Canadian Hussars Riding Association..... 1428

CHARTER:—SURRENDER OF:—

Compagnie Forestière Bourmont..... 1428
Dominion Fur Manufacturing Co., Ltd. 1429
La Fabrique Canadienne de Matelas, Ltée 1429
Nicolet Canning Coy., Ltd..... 1428
Nu Way Auto & Body Repairs Co., Ltd. 1429
Port Alfred Land Company..... 1428

DEMANDES A LA LÉGISLATURE:—

Association de Bienfaisance et de Retraite de la Police de Montréal 1423
Succession J.-A. Massue 1423
Ville de Sainte-Thérèse 1423

DÉPARTEMENT DE LA COLONISATION, ETC:—

Société de Colonisation du diocèse des Trois-Rivières 1430

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE:—

Val-d'Or 1429

ERRATUM:—

Chambre de Construction de Montréal, Inc. *et al* 1430

LETTRES PATENTES:—

Bob Gradinger, Inc. 1378
Building Renovators Hampstead Development, Inc 1380
Canadian Voyagers, Incorporated 1381
Cosmo Ornament Co., Ltd 1383
Hampstead Golf Club, Inc 1384
Herb's Toggery, Incorporated 1387
Kaplan-Kaback, Incorporated 1389
La Cie d'Huile & Gaz Cartier, Ltée—Cartier Oil & Gas Co., Ltd 1390
Maritime Scrap Iron Corp. 1391
Mills, Limited 1393
Pilgrim Investors, Limited 1396
Société de Placements, Inc.—Investment Co., Inc. 1398
St. Johns Realty Co., Ltd 1402
Tannerie, Limitée 1404
The Duke of York's Royal Canadian Hussars Riding Association 1415
The Sherbrooke Motors, Limited 1406
Thibeault & Pineault, Limitée 1414

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:—

Elias, Jack's Furs, Limited 1417
Maple Leaf Taxi Corporation 1417
Park Toboggan & Ski Club, Limited 1417
St. Lawrence Service Stations, Limited 1417

MINISTÈRE DU TRAVAIL:—

Relatif à une demande d'extension de convention collective de travail par L'Association des Employés Boulangers et Confiseurs Enregistrée pour les comtés de Hull, Pontiac, Gatineau et Papineau 1470

Relatif à une demande d'extension de convention collective de travail, concernant les métiers du bâtiment dans le district de Saint-Hyacinthe 1468

MINUTES DE NOTAIRES:—

Larose, J.-Oscar, en faveur de 1430
Savignac, Joseph-Marie 1430

NOMINATIONS:—

Diverses 1429

APPLICATIONS TO PARLIAMENT:—

Montreal Police Benevolent and Pension Society 1423
Estate J. A. Massue 1423
Town of Sainte Therese 1423

DEPARTMENT OF COLONIZATION:—

Société de Colonisation du diocèse des Trois-Rivières 1430

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION:—

Val-d'Or 1429

ERRATUM:—

Chambre de Construction de Montréal, Inc. *et al* 1430

LETTERS PATENT:—

Bob Gradinger, Inc. 1378
Building Renovators Hampstead Development, Inc 1380
Canadian Voyagers, Incorporated 1381
Cosmo Ornament Co., Ltd 1383
Hampstead Golf Club, Inc 1384
Herb's Toggery, Incorporated 1387
Kaplan-Kaback, Incorporated 1389
La Cie d'Huile & Gaz Cartier, Ltée—Cartier Oil & Gas Co., Ltd 1390
Maritime Scrap Iron Corp. 1391
Mills, Limited 1393
Pilgrim Investors, Limited 1396
Société de Placements, Inc.—Investment Co., Inc. 1398
St. Johns Realty Co., Ltd 1402
Tannerie, Limitée 1404
The Duke of York's Royal Canadian Hussars Riding Association 1415
The Sherbrooke Motors, Limited 1406
Thibeault & Pineault, Limitée 1414

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:—

Elias, Jack's Furs, Limited 1417
Maple Leaf Taxi Corporation 1417
Park Toboggan & Ski Club, Limited 1417
St. Lawrence Service Stations, Limited 1417

DEPARTMENT OF LABOUR:—

Respecting an application for the extension of a collective labour agreement by L'Association des Employés Boulangers et Confiseurs Enregistrée pour les comtés de Hull, Pontiac, Gatineau et Papineau 1470

Respecting an application for the extension of a collective labour agreement concerning the building trades in the district of Saint Hyacinthe 1468

NOTARIAL MINUTES:—

Larose, J. Oscar, in favor of 1430
Savignac, Joseph-Marie 1430

APPOINTMENTS:—

Miscellaneous 1429

VENTES D'EFFETS NON-RÉCLAMÉS:—

Canadian National Express..... 1422
Canadian Pacific Express Co..... 1422

VENTES, LOI DE FAILLITE:—

Dufresne, Lucien..... 1451
Hôtel Dufour..... 1420
Lavoie & Paquette..... 1420
Mercure, Adrien..... 1419

VENTE PAR LICITATION:—

Racette *et vir* vs Racette *et al*..... 1421

VENTE POUR TAXES:—

Ville de Nicolet..... 1418
Ville de Québec-ouest..... 1465

VENTES PAR LES SHÉRIFS:—

ABITIBI:—

Foisy vs Vaillancourt *et al*..... 1452

ARTHABASKA:—

Commission des Accidents du Travail de Québec vs Dominion Sand & Stone Co., Ltd..... 1452

BEAUCE:—

Lebrun vs Gosselin..... 1453

MONTRÉAL:—

Alliance Nationale vs Pigeon *et al*..... 1454
Benard *et al* vs Meracos *et al*..... 1456
Brulé *et al* vs Laberge *et vir*..... 1458
Crédit Foncier Franco-Canadien vs Pyroil Distributing Co., Ltd..... 1455
Dionne *et al* vs Wise..... 1458
Dupras vs Malone..... 1456
Fortin *et al* vs Lavergne..... 1459
Guilbault vs Romancek..... 1453
La Corp. de Garantie de Titres et de Fiducie du Canada *et al* vs Larocque.. 1461
Levac vs Besner *et al*..... 1453
Neveu vs St. Lawrence Investment and Trust Co..... 1459
Royal Victoria Hospital vs Adelman..... 1455
The Prudential Ins. Co. of America vs Alarie *et al*..... 1460
The Prudential Ins. Co. of America vs Beaudry..... 1456
The Prudential Ins. Co. of America vs Valin..... 1460
Vallières vs Héritiers A. Sanschagrin..... 1457

NICOLET:—

Béliveau vs Béliveau..... 1461

QUÉBEC:—

Blais vs Châteauvert..... 1462
Blais vs Hamel..... 1462

RICHELIEU:—

Vary vs Arpin..... 1463

SALES OF UNCLAIMED BAGGAGE:—

Canadian National Express..... 1422
Canadian Pacific Express Co..... 1422

SALES, BANKRUPTCY ACT:—

Dufresne, Lucien..... 1451
Hôtel Dufour..... 1420
Lavoie & Paquette..... 1420
Mercure, Adrien..... 1419

SALE BY LICITATION:—

Racette *et vir* vs Racette *et al*..... 1421

SALE FOR TAXES:—

Town of Nicolet..... 1418
Town of Quebec West..... 1465

SHERIFFS' SALES:—

ABITIBI:—

Foisy vs Vaillancourt *et al*..... 1452

ARTHABASKA:—

Quebec Workmen's Compensation Commission vs Dominion Sand & Stone Co., Ltd..... 1452

BEAUCE:—

Lebrun vs Gosselin..... 1453

MONTREAL:—

Alliance Nationale vs Pigeon *et al*..... 1454
Benard *et al* vs Meracos *et al*..... 1456
Brulé *et al* vs Laberge *et vir*..... 1458
Crédit Foncier Franco-Canadien vs Pyroil Distributing Co., Ltd..... 1455
Dionne *et al* vs Wise..... 1458
Dupras vs Malone..... 1456
Fortin *et al* vs Lavergne..... 1459
Guilbault vs Romancek..... 1453
La Corp. de Garantie de Titres et de Fiducie du Canada *et al* vs Larocque.. 1461
Levac vs Besner *et al*..... 1453
Neveu vs St. Lawrence Investment and Trust Co..... 1459
Royal Victoria Hospital vs Adelman..... 1455
The Prudential Ins. Co. of America vs Alarie *et al*..... 1460
The Prudential Ins. Co. of America vs Beaudry..... 1456
The Prudential Ins. Co. of America vs Valin..... 1460
Vallières vs Heirs A. Sanschagrin..... 1457

NICOLET:—

Béliveau vs Béliveau..... 1461

QUEBEC:—

Blais vs Châteauvert..... 1462
Blais vs Hamel..... 1462

RICHELIEU:—

Vary vs Arpin..... 1463

SAINT-HYACINTHE:—

Larivière vs Larivière..... 1463
Lussier *et al* vs Roireau *alias* Laliberté.. 1463

TERREBONNE:—

Crédit Foncier Franco-Canadien vs Cameron..... 1464

TROIS-RIVIÈRES:—

Chainé vs Lord..... 1464

SAINT HYACINTHE:—

Larivière vs Larivière..... 1463
Lussier *et al* vs Roireau *alias* Laliberté.. 1463

TERREBONNE:—

Crédit Foncier Franco-Canadien vs Cameron..... 1464

TROIS-RIVIÈRES:—

Chainé vs Lord..... 1464

QUÉBEC:—Imprimé par REDEMPTI PARADIS, imprimeur du Roi.

QUEBEC:—Printed by REDEMPTI PARADIS, King's Printer.